

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

Comité de rédaction

EM. CONDURACHI — *rédacteur responsable* ; N. FOTINO — *rédacteur responsable adjoint* ; LADISLAU BÁNYAI, MIHAI BERZA, DAN BERINDEI, LEONID BOICU, VIRGIL CÂNDEA, MIRON CONSTANTINESCU, VASILE CURTICĂPEANU, DAMIAN HUREZEANU, ȘERBAN PAPA-COSTEA, ȘTEFAN PASCU, ȘTEFAN ȘTEFĂNESCU — *membres* ; VASILE NETEA — *secrétaire de rédaction*.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La *Revue Roumaine d'Histoire* paraît 6 fois par an. Toute commande de l'étranger sera adressée à Întreprinderea ROMPRESFILATELIA, Boîte postale 2001 — Telex 011631, Bucarest, Roumanie, ou à ses représentants à l'étranger. En Roumanie, vous pourrez vous abonner par les bureaux de poste ou chez votre facteur.

Les manuscrits, les livres et les revues proposés en échange ainsi que toute correspondance seront envoyés à la rédaction, Bucarest, 1, Bd. Aviatorilor.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Strada Gutenberg 3 bis, București, România

S O M M A I R E

Page*L'historiographie roumaine contemporaine et les relations roumano-polonaises*

- ȘTEFAN ȘTEFĂNESCU: L'histoire de la Pologne et des relations roumano-polonaises dans l'historiographie roumaine d'après le 23 Août 1944. ~~647~~
- J. A. GIEROWSKI: Recherches sur l'histoire des relations polono-roumaines dans la République Populaire de Pologne 673



- TAHSIN GEMIL: La Moldavie dans les traités de paix turco-polonais du XVII^e siècle (1621—1672) 687
- VEN. CIOBANU: Les Principautés Roumaines à la fin du XVIII^e siècle et les partages de la Pologne 715

Notes et discussions

- GH. DUZINCHEVICI: Quelques aspects des relations roumano-polonaises au XIX^e siècle (Interprétations, corrections, compléments) ~~731~~
- VEN. CIOBANU: Une nouvelle contribution concernant le combat de Grunwald 757



- C. VLĂDUT: Ion Câmpineanu, précurseur de l'Etat roumain unitaire 763
- GH. ZAHARIA: La Roumanie et la résistance antifasciste du centre et du sud-est européen en 1941—1945 785

Comptes rendus

- « Studii » Revistă de istorie (Études, Revue d'histoire) (Marian Stroia) 817
- Histoire de Pologne. Œuvre collective. PWN. Editions scientifiques de Pologne. Varsovie, 1972 (Dan A. Lăzărescu) 824

d'imprimer une nouvelle impulsion aux recherches, permettez-nous de présenter brièvement le bilan des réalisations obtenues sur ce plan au cours de ce dernier quart de siècle.

Dresser le bilan de ces recherches signifie suivre l'évolution même des relations roumano-polonaises au long de leurs étapes les plus importantes.

L'ORIGINE DES RELATIONS ENTRE LES PAYS ROUMAINS ET LA POLOGNE

L'expansion du royaume polonais vers le Sud-Est, l'incorporation à ses frontières de la principauté de Halicz au milieu du XIV^e siècle et l'affirmation concomitante des premières formations étatiques roumaines sur le territoire de la Moldavie, en plein processus de constitution en tant qu'Etat indépendant, ont marqué le point de départ des relations historiques entre les Roumains et les Polonais. Continueur naturel des tendances d'expansion vers les bouches du Danube de la principauté qu'il avait incorporée, le royaume polonais s'est efforcé de bonne heure d'imposer, au moins indirectement, son contrôle sur la Moldavie. C'est précisément à cette tendance que l'on doit le premier épisode connu des rapports moldo-polonais, notamment la campagne entreprise en Moldavie par une armée polonaise sous le règne du roi Casimir III le Grand (d'après la chronologie de J. Dlugosz en 1359).

L'importance particulière de l'épisode inaugurant l'effort déployé par le royaume polonais de se frayer la voie vers le Bas-Danube et auquel se rattache l'une des tout premières affirmations de l'Etat moldave sur le plan international explique l'attention particulière que continuent de lui accorder les médiévistes roumains.

Tout en s'évertuant à rectifier la date proposée par J. Dlugosz, — P. P. Panaitescu a essayé de déplacer de vingt années environ la date de l'expédition, la situant en 1377¹, alors qu'en l'étayant d'arguments plus probants, C. Cihodaru l'a fixée aux années 1368—1369² — les historiens roumains s'appliquent à déceler de l'examen des sources ayant trait à cet épisode, des données concernant l'évolution dynastique et,

¹ P. P. Panaitescu, *Din istoria luptei pentru independența Moldovei în veacul al XIV-lea. Primele lupte pentru independență ale țărilor române* (Aspects de l'histoire de la lutte pour l'indépendance de la Moldavie au XIV^e siècle. Les premières luttes des pays roumains pour la conquête de l'indépendance), dans « Studii », 9, 1956, p. 95—115.

² C. Cihodaru, *Tradiția letopisețelor și informația documentară despre luptele politice din Moldova în a doua jumătate a sec. al XIV-lea* (La tradition des chroniques et l'information documentaire sur les luttes politiques de Moldavie pendant la seconde moitié du XIV^e siècle), dans « Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie » Iassy, 5, 1968, p. 11—42.

en général, la situation interne de la Moldavie et sa position sur le plan international à l'époque.

Importante de par les réalités qu'elle révèle, la confrontation moldo-polonaise au temps du roi Casimir allait être suivie sous peu d'un important lien politique, établi en 1387, sous la forme du rapport féodo-vassalique, par le serment de foi et l'hommage que prêta à Lwów le prince Pierre Mușat.

La genèse et la signification de cet acte ont constitué et continuent de constituer un objet de discussion dans l'historiographie roumaine. Le lien établi en 1387 — lequel allait fixer, pour un siècle et plus, la direction dominante de la politique extérieure de la Moldavie et l'une des principales directions de la politique extérieure du royaume polonais — est-il dû à la tendance de la Pologne à se frayer la voie vers le bassin de la mer Noire? — ce que P. P. Panaitescu³ a persisté de soutenir, en s'appuyant sur des recherches de plus vieille date — ou bien est-il l'expression de l'effort de la Moldavie de trouver un appui, à l'extérieur, sous la forme de la suzeraineté, contre les tendances de domination effective de la royauté hongroise? — comme le soutiennent Ștefan Ștefănescu et Șerban Papacostea, qui opinent que la Moldavie avait trouvé dans la suzeraineté polonaise une formule d'alliance compatible avec l'autonomie politique et religieuse⁴. Les recherches qui seront entreprises à l'avenir révéleront peut-être que le lien établi en 1387 entre la Pologne et la Moldavie aurait été le résultat de la convergence de ces deux intérêts fondamentaux, ce qui explique d'ailleurs sa remarquable durabilité.

Mais ce lien politique n'a pas été immuable. Le contrat féodo-vassalique renouvelé lors de chaque changement de prince et parfois à plusieurs reprises pendant le règne du même prince sous des formes différant sensiblement d'un moment à l'autre, recelle toute une variété de situations de fait, en fonction du rapport de forces et des diverses réalités internationales. Les historiens roumains se sont efforcés de saisir les caractéristiques des moments les plus importants de l'évolution des

³ P. P. Panaitescu, *Drumul comercial al Poloniei la marea Neagră în evul-mediu* (La route commerciale de la Pologne à la mer Noire pendant le Moyen Âge), dans *Interpretări românești* (Interprétations roumaines), Bucarest, 1947, p. 107-129, reprise de la communication soutenue au congrès de sciences historiques de Varsovie, 1933; idem, *Legăturile moldo-polone în secolul XV și problema Chiliei* (Les relations moldo-polonaises au XV^e siècle et la question de Kilija), dans « *Romanoslavica* », 3, 1958, p. 95-115.

⁴ Ștefan Ștefănescu, *Participarea românilor la lupta de la Grünwald (15 iulie 1410)* (Participation des Roumains à la bataille de Grünwald (15 juillet 1410)), dans « *Studii* », 1, 1961, p. 5-22; Șerban Papacostea, *De la Colomeea la Codrul Cosminului. Poziția internațională a Moldovei la sfârșitul secolului al XV-lea* (De Kolomyja à Codrul Cosminului. La position internationale de la Moldavie vers la fin du XV^e siècle), dans « *Romanoslavica* » 17, 1970, p. 525-553.

rapports roumano-polonais pendant l'époque de l'hommage et le cadre général dans lequel ils se sont déroulés.

C'est le mérite de P. P. Panaitescu d'avoir soumis à une nouvelle analyse — ce qui lui a permis d'apporter de nouvelles contributions en matière — l'évolution des premiers rapports politiques et militaires entre les deux pays, en fonction de la participation de la Moldavie aux guerres menées par la Pologne contre l'Ordre teutonique⁵. Utilisant une source négligée par les historiens roumains dans le passé, il a réussi à démontrer la participation d'un corps d'armée moldave à la lutte contre l'Ordre (1395—1396) en conformité de l'obligation assumée par le voïvode Etienne Mușat simultanément à l'hommage prêté au roi Ladislas Jagellon en 1395. Ceci indique un sensible développement des rapports, si l'on tient compte du fait que le prince qui lui avait précédé, Roman, en dépit de certaines pressions, ce dont témoigne le texte accompagnant l'hommage, avait refusé de s'associer à la politique baltique de la Pologne.

LES RELATIONS POLITIQUES ROUMANO-POLONAISES AUX XV^e—XVIII^e SIÈCLES

Le problème touchant la participation d'un corps d'armée moldave au combat de Grünwald, dont l'importance dépasse la sphère des faits strictement militaires et qui est de nature à clarifier les rapports existant entre la Moldavie et la Pologne à l'époque, a constitué un objet de controverse dans l'historiographie roumaine. Si P. P. Panaitescu, dans l'étude mentionnée ci-dessus, exclut la possibilité de cette participation, affirmant que les sources qui l'attestent reflètent la campagne de propagande de l'Ordre dans son effort de démontrer au monde catholique que les polono-lituanien ont été soutenus par les payens et les schismatiques, Șt. Ștefănescu, s'appuyant sur deux sources ignorées dans le passé et sur l'analyse des rapports moldo-polonais pendant la période précédant le déclenchement du conflit entre l'Ordre et la Pologne-Lituanie, considère, comme par ailleurs la majorité des historiens roumains, la présence du corps d'armée moldave à Grünwald comme un fait sûr et certain⁶.

L'essai de régler les différends entre la Pologne et ses alliés, d'un côté, et la Hongrie et les siens, d'autre côté, par la conclusion du traité de Lubowla (1422) a révélé de manière prenante la situation de la Moldavie dans le cadre de la rivalité opposant les deux Etats. L'impor-

⁵ P. P. Panaitescu, *Lupta comună a Moldovei și Poloniei împotriva cavalerilor teutoni* (La lutte commune de la Moldavie et de la Pologne contre les chevaliers teutons), dans «*Romanoslavica*», 4, 1960, p. 225—238.

⁶ Șt. Ștefănescu, *op. cit.*

tance que présente ce traité pour la compréhension de la situation de la Moldavie sur le plan international explique le vif intérêt manifesté par les historiens roumains quant à la définition rigoureuse de sa signification. P. P. Panaitescu, qui a repris maintes fois ce problème⁷, considère que l'importance de l'acte réside essentiellement dans le fait qu'il représente une première reconnaissance par la Hongrie, dans le cadre d'un traité international, du lien féodo-vassalique établi entre la Pologne et la Moldavie. Florin Constantiniu et Șerban Papacostea qui ont fourni à la discussion du problème un document de 1411 portant sur les négociations préliminaires de Barthfa, se sont appliqués à démontrer par une étude spécialement consacrée au traité de Lubowla que la réglementation adoptée en 1412 a constitué un compromis revêtant les formes caractéristiques du droit féodal; la distinction faite entre les obligations prioritaires de la Moldavie, dues au roi de Pologne, et les obligations subsidiaires, exclusivement limitées à la lutte antiottomane, dues à Sigismond de Luxembourg, est la même que celle qu'ont faite les juristes du Moyen Age entre *homagium ligium* et l'hommage courant⁸.

La politique septentrionale de l'Etat moldave s'est orientée non seulement en fonction de celle de la Pologne, mais aussi de celle de la Lituanie. C'est le mérite de P. P. Panaitescu d'avoir relevé cette réalité historique de premier ordre et d'avoir contribué à la compréhension des effets des rapports polono-lituanien en ce qui concerne la politique extérieure de la Moldavie au début du XV^e siècle⁹; C. Cihodaru s'est assumé la même tâche pour la dernière période du XIV^e siècle¹⁰. Il n'existe pas encore une étude d'ensemble sur la position de la Moldavie à l'égard de l'union polono-lituanienne et de ses oscillations.

En dépit de l'importance particulière de ce facteur, le cadre extérieur de l'histoire de la Moldavie, depuis la fin du XIV^e siècle jusqu'à l'affirmation du danger ottoman, au cours du dernier quart du XV^e siècle, a été offert par la rivalité polono-hongroise. Toute une série d'ouvrages ont essayé de clarifier quelques-unes des étapes les plus importantes de l'histoire de la Moldavie en fonction de cette réalité.

Le constant effort de la Pologne de s'assurer l'accès au Bas-Danube et celui, non moins persévérant, d'exclure la Hongrie de cette zone,

⁷ P. P. Panaitescu, *Lupta comună a Moldovei și Poloniei împotriva cavalerilor teutoni*, p. 229—231. Le même, *Legăturile moldo-polone în sec. XV și problema Chilieii*, p. 99—110.

⁸ Fl. Constantiniu et Ș. Papacostea, *Tratatul de la Lublau (15 martie 1412) și situația internațională a Moldovei la începutul veacului al XV-lea* (Le traité de Lublau (15 mars 1412) et la situation internationale de la Moldavie au début du XV^e siècle), dans « Studii », 5, 1964, p. 1129—1140.

⁹ P. P. Panaitescu, *Lupta comună a Moldovei și Poloniei împotriva cavalerilor teutoni*, p. 231—234.

¹⁰ C. Cihodaru, *op. cit.*, p. 13—41.

notamment vers le milieu du XV^e siècle où le commerce méridional de la Pologne inaugura une nouvelle voie, dont le point terminus était le port de Kilia (Lykostomo), ont été soulignés par P. P. Panaitescu dans une étude consacrée à ce problème¹¹; l'obligation insérée, sur l'initiative de la Pologne, dans les traités conclus avec les princes de la Moldavie, en vertu de laquelle le port de Kilia devait être récupéré chaque fois où il était aliéné en faveur de la Hongrie ou de la Valachie, témoigne de l'intérêt manifesté par la Pologne envers le contrôle de cette position-clé au point de vue stratégique et commercial au Bas-Danube.

Etudiant la manifestation de la rivalité polono-hongroise vers le milieu du XV^e siècle, pendant les années qui ont suivi le désastre de Varna et la disparition du roi Ladislas, où la concurrence pour assumer le contrôle sur la Moldavie a repris de plus belle, Francisc Pall a analysé la lutte pour la prise de Kilia (1447—1448), à la veille de la campagne de Jean de Hunyadi contre la Porte ottomane, et laquelle se solda par sa défaite à Kosovo¹².

Les vicissitudes de l'antagonisme polono-hongrois et de la situation de la Moldavie pendant la seconde moitié du XV^e siècle, au moment où l'Etat moldave atteignait l'apogée sous le sceptre d'Etienne le Grand, ont fait l'objet de plusieurs études de Ș. Papacostea. S'appuyant sur le texte, récemment mis à jour, du message adressé par le roi Casimir aux conseillers de la Couronne au printemps 1468, on a examiné la réaction de la Pologne à l'essai du roi Mathias Corvin de ramener la Moldavie dans sa sphère d'influence, au cours de la campagne de l'hiver 1467, après qu'Etienne le Grand fût parvenu deux ans plus tôt à reconquérir Kilia, en chassant la garnison hongroise de la cité. Les implications diplomatiques de ces événements, la tension intervenue dans les rapports polono-hongrois et la consolidation du lien établi entre la Moldavie et la Pologne résultent à présent clairement des révélations contenues dans le document ci-dessus¹³.

Deux actions extrêmement importantes vont déterminer, peu de temps après ces événements, un sensible écart entre la Pologne et la Moldavie : la reprise de la guerre pour la conquête de la Bohême (1468) et l'intervention de la Moldavie dans la guerre contre l'Empire ottoman

¹¹ P. P. Panaitescu, *Legăturile moldo-polone în sec. XV și problema Chilieii*, loc. cit.

¹² Francisc Pall, *Intervenția lui Iancu de Hunedoara în Țara Românească și Moldavia în anii 1447—1448* (L'intervention de Iancu de Hunedoara en Valachie et Moldavie en 1447—1448), dans « Studii », 5, 1963, p. 1049—1072; Idem, *Stăpânirea lui Iancu de Hunedoara asupra Chilieii și problema ajutorării Bizanțului* (La domination de Iancu de Hunedoara sur Kilia et le problème de l'appui à Byzance), dans « Studii », 3, 1965, p. 619—638. Pour la situation générale durant cette période, voir Camil Mureșan, *Iancu de Hunedoara*, Bucarest, 1968.

¹³ Ș. Papacostea, *Un epizod de la rivalitate polono-hongroisă au XV^e secol: la campania de Matias Corvin în Moldavia (1467), à la lumière d'une source inédite*, dans « Revue roumaine d'histoire », 8, 1969, p. 967—979.

(1473). Engagées dans des groupements d'intérêts et de forces contradictoires, la Moldavie — qui commence le processus d'approchement de la Hongrie de Mathias Corvin, dont l'appui lui était nécessaire dans la lutte antiottomane — et la Pologne — en conflit avec le roi de Hongrie du fait de la concurrence pour la succession de Georges de Podébrady — se situent sur des positions toujours plus divergentes pendant les années 1476—1479; la tension ayant caractérisé les rapports durant cette période préfigure la situation qui précéda la campagne de 1497¹⁴.

La pression exercée par la Porte ottomane, par l'entremise des Tartars de Crimée, à la veille de la grande campagne de Mehmet II contre la Moldavie (1476) pour empêcher la Pologne d'intervenir dans le conflit, pression qui, d'ailleurs, n'explique que partiellement l'attitude d'expectative adoptée par les dirigeants de l'Etat polonais, ressort clairement des documents tartars utilisés par les deux turcologues roumains dans leurs recherches¹⁵. Aussi, pour cette même période peut-on saisir les positions divergentes adoptées par les deux pays dans la question de l'engagement des Tartars des rives de la Volga dans la coalition antiottomane, projet promu en commun par Venise et la Moldavie, et vis-à-vis duquel la Pologne se montra constamment hostile, déterminant son échec final¹⁶.

La nouvelle vague de l'offensive ottomane dans les régions nord-pontiques sous la commande de Bajazet II et l'occupation par les Turcs de Kilja et de Cetatea Albă (1484) provoqua, comme on le sait, un nouveau rapprochement entre la Moldavie et la Pologne. Tout l'intervalle compris entre le retentissant hommage de Kolomyja (septembre 1485) — où, pour s'assurer le concours contre la Porte ottomane, Etienne se résigna à prêter personnellement hommage conformément au rituel traditionnel — et la grande confrontation de 1497 ont fait l'objet d'une nouvelle analyse dans l'historiographie roumaine, dont le point de départ a été offert par les documents publiés par le professeur Josef Garbacik. Le sens de l'hommage personnel, de l'insistance de la couronne polonaise de l'obtenir de la part d'Etienne, bien que celui-ci ait reconnu à maintes

¹⁴ Ș. Papacostea, *La guerre ajournée: les relations polono-moldaves en 1478. Réflexions en marge d'un texte de Filippo Buonaccorsi Callimachus*, dans « Revue roumaine d'histoire », 1, 1972, p. 3—21.

¹⁵ A. M. Mehmet, *Din raporturile Moldovei cu Imperiul otoman în a doua jumătate a sec. al XV-lea* (Aspects des rapports de la Moldavie avec l'Empire ottoman dans la seconde moitié du XV^e siècle), dans « Studii », 5, 1960, p. 165—178; Gemil Tahsin, *Doi documente tătarăști referitoare la campania din 1476 a sultanului Mehmed al doilea* (Deux documents tartars concernant la campagne de 1476 du sultan Mehmet II) dans « Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie », Jassy, 5, 1968, p. 185—194.

¹⁶ Ș. Papacostea, *Venise et les pays roumains au Moyen Age*, dans *Atti del Convegno Internazionale Venezia e il Levante nel Medio Evo*, en cours de parution à Venise, par les soins de la fondation G. Cini.

reprises, par écrit, la suzeraineté polonaise, le refus acharné d'Etienne de le prêter, pendant plus de vingt cinq années, l'effort constant de la Pologne de détacher la Moldavie de l'alliance hongroise et de la ramener à sa propre vassalité, la nouvelle situation internationale déterminée par l'instauration du pouvoir ottoman sur la rive nord de la mer Noire (1475—1484) et ses répercussions sur les rapports moldo-polonais, les antécédents immédiats de la campagne de 1497, l'action entreprise par la Moldavie aux fins de l'éviter, directement ou par l'intermédiaire de la Lituanie, en direction de laquelle s'est dirigé le principal effort diplomatique d'Etienne après le Congrès de Lewocza, et finalement le nouveau statut des rapports moldo-polonais après la paix de 1499, ce sont là les principaux éléments de cette étude¹⁷.

Dominées par les guerres engendrées par les prétentions de la Moldavie relativement à la Pokucie, les relations roumano-polonaises au début du XVI^e siècle ont fait l'objet de plusieurs études de l'historien bien connu Ilie Corfus¹⁸, lequel a constamment informé les historiens roumains, dans les revues de spécialité, sur les résultats de l'historiographie polonaise surtout en ce qui concerne les problèmes intéressant l'histoire de la Roumanie.

A côté des recherches consacrées par Ilie Corfus au différend roumano-polonais à l'époque de Pierre Rareș, il convient de noter également celles de récente date dues à Ștefana Simionescu¹⁹.

L'expansion de la République nobiliaire polonaise vers le Sud-Est, dans la seconde moitié du XVI^e siècle, de même que ses essais d'étendre sa domination aux pays roumains ont été examinés dans plusieurs études. L'une d'entre elles²⁰ a offert à Ilie Corfus l'occasion de signaler l'importance que présente pour l'histoire roumaine certains passages de *Kronika z czasów Stefana Batorego 1575—1582* publiée par Henryk Barycz.

¹⁷ S. Papacostea, *De la Colomeea la Codrul Cosminului. Poziția internațională a Moldovei la sfârșitul secolului al XV-lea*, loc. cit. voir également Ioan Petrică, *Relațiile politico-economice între Moldova și Polonia în a doua jumătate a sec. al XV-lea* (Les relations politiques et économiques entre la Moldavie et la Pologne pendant la seconde moitié du XV^e siècle), dans « Romanoslavica », 10, 1964, p. 341—357.

¹⁸ Ilie Corfus, *Activitatea diplomatică în jurul conflictului dintre Petru Rareș și Polonia* (L'activité diplomatique déployée autour du conflit entre Pierre Rareș et la Pologne), dans « Romanoslavica », 10, 1964, p. 315—340 ; Le même, *Pagini de istorie românească în noi publicații poloneze* (Pages d'histoire roumaine dans de nouvelles publications polonaises), dans « Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie », Jassy, 5, 1968, p. 217—231.

¹⁹ Ștefana Simionescu, *Noi date despre situația internă și externă a Moldovei în anul 1538 într-un izvor inedit* (Nouvelles données concernant la situation de la Moldovie sur le plan intérieur et extérieur en 1538 dans une source inédite), dans « Studii », 2, 1972, p. 225—240.

²⁰ Ilie Corfus, *Știri despre istoria Moldovei într-o nouă cronică polonă (1575—1582)* (Données sur l'histoire de la Moldavie dans une nouvelle chronique polonaise (1575—1582)), dans « Studii și cercetări de istorie medie », II, 1951, p. 111—123.

Un article consacré à cette même période est dû à Elena Lința ²¹.

Prenant pour point de départ le journal de l'expédition polonaise en Moldavie (1595)²², récemment mis à jour, I. Corfus présente la première campagne de I. Zamoyski au sud du Dniestr et l'installation de Jérémie Movila au trône de la Moldavie.

L'historien roumain réussit à identifier l'auteur du journal et à démontrer que celui-ci a constitué la principale source pour l'élaboration de la partie consacrée à cette campagne dans *Dalszy ciąg Kroniki polskiej*.

Récemment, I. Corfus a présenté, toujours d'après un journal polonais, la conquête de la Transylvanie par Michel le Brave en 1599 ²³ et réalisé une analyse critique de la manière dont on dépeint la figure de Michel le Brave dans plusieurs ouvrages polonais ²⁴. Des matériaux des archives polonaises concernant le règne de Michel le Brave ont été publiés également par Șt. Ștefănescu ²⁵.

Les relations existant entre les Pays roumains et la Pologne pendant la période précédant le premier partage de la Pologne ont fait l'objet de deux études de Vasile Mihordea. Se fondant sur des documents inédits des archives du Ministère des Affaires étrangères de France, l'auteur s'applique à examiner — dans le cadre de l'évolution de la situation générale d'Europe — le conflit polono-tartare des années 1758—1763, épisode marquant les efforts de Frédéric II d'attirer les Tartars dans la guerre contre l'Autriche ainsi que le rôle joué par la Moldavie dans l'aplanissement du litige opposant les Polonais aux Tartars. L'auteur relève le rôle de la diplomatie française à Constantinople et les efforts fournis par celle-ci en vue de consolider la situation internationale de la Pologne ²⁶. Dans une autre étude, le même auteur examine les nég-

²¹ Elena Lința, *Materiale inedite privitoare la epoca primului interregnum polonez și la politica domnului moldovean Ioan Vodă (1572—1574)* (Matériaux inédits concernant l'époque du premier interrègne polonais et la politique du prince moldave Ioan Voïvode (1572—1574)), dans « Romanoslavica », 11, 1965, p. 287—310.

²² Ilie Corfus, *Jurnalul expediției polone în Moldova din 1595* (Le journal de l'expédition polonaise en Moldavie de 1595), dans « Revista Arhivelor », 2, 1970, p. 525—546.

²³ Idem, *Cucerirea Transilvaniei de Mihai Viteazul după o relație polonă contemporană* (La conquête de la Transylvanie par Michel le Brave d'après une relation polonaise contemporaine), dans « Romanoslavica », 17, 1970, p. 555—569.

²⁴ Idem, *Mihai Viteazul în cercetări polone recente* (Investigations polonaises de récente date sur Michel le Brave), dans « Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie », Jassy, 1, 1969, p. 171—177.

²⁵ Șt. Ștefănescu, *Un document recent descoperit privitor la recrutarea mercenarilor de către Mihai Viteazul* (Un document récemment découvert concernant le recrutement des mercenaires par Michel le Brave), dans « Romanoslavica », V, 1962, p. 157—162; Le même, *Știri noi cu privire la domnia lui Mihai Viteazul* (Nouvelles données sur le règne de Michel le Brave), dans « Studii și materiale de istorie medie », V, 1962, p. 171—194.

²⁶ Vasile Mihordea, *Participarea diplomatică a Moldovei în aplanarea neînțelegerilor polono-tătare la 1763* (Participation diplomatique de la Moldavie à l'aplanissement des conflits polono-tatars en 1763), dans « Studii », 2, 1966, p. 321—342.

ciations menées par le prince de Valachie, Grigore Ghica, installé au trône du pays par l'Empire ottoman après le déclenchement de la guerre russo-turque (1768—1774) avec les confédérés polonais liés à la Sublime Porte, négociations qui n'ont abouti à aucun résultat pratique, du fait qu'elles ne constituaient pour le prince qu'une couverture de ses rapports avec la Russie et surtout du fait de l'évolution de la situation militaire²⁷. Deux autres études appartenant à V. Ciobanu éclaireissent d'autres aspects importants des rapports polono-moldaves dans la seconde moitié du XVIII^e siècle^{27bis}.

RELATIONS ÉCONOMIQUES ROUMANO-POLONAISES AUX XV^e — XVIII^e SIÈCLES

De nombreux trésors découverts par suite des campagnes archéologiques d'envergure effectuées ces dix dernières années²⁸, attestent l'intensité de la circulation de la monnaie polonaise médiévale dans l'espace roumain. L'influence exercée par les types monétaires polonais sur les premières émissions de monnaies moldaves a été analysée par I. Țabrea²⁹ et puis, dans une histoire générale du système monétaire roumain, par C. Kirilescu³⁰. Cluj / Central University Library Cluj

Les relations économiques entre les Pays roumains et la Pologne aux XVII^e — XVIII^e siècles ont été abordées par Mihail Dan³¹,

²⁷ Le même, *Les pourparlers de Grigore Al. Ghica, prince régnant de Valachie, avec les confédérés polonais en 1769*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », 4, 1965, p. 681—689.

^{27bis} V. Ciobanu, *Confederația de la Bar și implicațiile ei pentru Moldova (1768—1771)* (La Confédération de Bar et ses implications pour la Moldavie), dans « Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie "A. D. Xenopol" », (1970), p. 279—290 et *Moldova și conflictul diplomatic polono-turc din anii 1764—1766* (La Moldavie et le conflit polono-turc des années 1764—1766), *ibidem*, IX (1972), p. 159—183.

²⁸ Voir la Bibliographie numismatique courante publiée dans le périodique « Studii și cercetări de numismatică », à partir de l'année III.

²⁹ I. Țabrea, *Influențe externe asupra primelor monete moldovenești* (Influences extérieures subies par les premières monnaies moldaves), dans « Cronica numismatică și arheologică », 18, 1944, n° 129, p. 263—277.

³⁰ Costin C. Kirilescu, *Sistemul bănesc al leului și precursorii lui* (Le système monétaire du leu et ses précurseurs), I, Bucarest, 1964. Pour les rapports monétaires entre la Pologne et la Moldavie au XVI^e siècle, voir aussi, Elena Isăcescu, *O nouă monetă moldo-polonă* (Une nouvelle monnaie moldo-polonaise), dans « Cronica numismatică și arheologică », 13, 1945, n° 133—134, p. 8—9 et Octavian Iliescu, *Date cu privire la circulația monetară în Moldova în secolul al XVI-lea* (Données concernant la circulation monétaire en Moldavie au XVI^e siècle), dans « Arheologia Moldovei », VII, 1972, p. 369—374.

³¹ M. Dan, *Le commerce de la Transylvanie avec la Pologne au XVI^e siècle*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », 3, 1969, p. 621—634 ; Le même, *Din relațiile comerciale ale Transilvaniei cu Polonia la sfârșitul secolului al XVI-lea. Produse textile importate de clujeni de la Cracovia* (Aspects des relations commerciales de la Transylvanie avec la Pologne vers la fin du XVI^e siècle. Produits textiles importés de Cracovie par les citoyens de Cluj), dans *Omagiu lui P. Constantinescu-Iași cu prilejul împlinirii a 70 de ani* (Hommage rendu à P. Constantinescu-Iași, lors de son 70^e anniversaire), Bucarest, 1965, p. 289—294.

L. Demény³² et V. Ciobanu³³. Ce dernier a analysé, sur la base d'une ample documentation, en partie inédite, les tendances de l'évolution des rapports commerciaux entre la Moldavie et la Pologne au cours du XVIII^e siècle, dans les conditions nouvellement créées par l'instauration du régime phanariote dans les Pays roumains et de l'aggravation de leur exploitation économique par la Porte ottomane.

On y présente l'effort de la Pologne d'obtenir l'application, en Moldavie aussi du tarif douanier qui lui était accordé par la Sublime Porte, de même que l'effort des princes de Moldavie de mettre à profit l'autonomie du pays dans le cadre de l'Empire ottoman afin d'imposer un tarif douanier plus avantageux. On expose en même temps les essais de la Pologne de fonder un consulat à Jassy en 1787.

RELATIONS CULTURELLES ROUMANO-POLONAISES AUX XV^e—XVIII^e SIÈCLES

Parallèlement aux relations économiques et politiques et souvent en étroit rapport avec celles-ci se sont déroulés également les contacts culturels et religieux. Les contributions les plus notables à cet égard ont été enregistrées dans le domaine des mouvements hétérodoxes, le mouvement hussite au XV^e siècle et les diverses variantes de la Réforme au XVI^e siècle.

L'intensité de la propagande et de l'action hussite en Moldavie pendant la première moitié du XV^e siècle, ainsi que la protection accordée aux Hussites par le prince Alexandre le Bon étaient depuis longtemps connues aux historiens. Des investigations de récente date ont fourni de nouveaux éléments à cet égard et révélé l'étroit rapport existant entre les événements d'ordre confessionnel et les événements politiques. Une source dernièrement mise à jour et publiée par Ș. Papacostea — la lettre adressée par l'évêque de Baia à Zbigniew Oleśnicki le 5 mars 1431, expédiée ensuite en copie par le roi Ladislas Jagellon à Sigismond de Luxembourg et conservée dans les archives de l'Ordre teutonique — offre des éléments importants pour l'examen des liens existant entre le mouvement des Hussites de Pologne et celui de Moldavie ainsi que

³² L. Demény, *Comerțul de tranzit spre Polonia prin Țara Românească și Transilvania (ultimul sfert al secolului al XVII-lea)* (Le commerce de transit vers la Pologne par la Valachie et la Transylvanie (dernier quart du XVII^e siècle)), dans « Studii », 3, 1969, p. 465—498.

³³ V. Ciobanu, *Aspecte ale relațiilor comerciale dintre Moldova și Polonia în secolul al XVIII-lea* (Aspects des relations commerciales entre la Moldavie et la Pologne au XVIII^e siècle), dans « Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie » — Jassy, 8, 1971, p. 119—144.

pour l'étude de la solidarité existant entre la hiérarchie catholique des deux pays face au danger commun ³⁴. Prenant ce texte pour point de départ, son éditeur et P. P. Panaitescu ³⁵ ont essayé d'établir le rapport entre le domaine confessionnel et le domaine politique, affirmant — le premier — que la protection accordée aux Hussites par Alexandre le Bon a constitué l'une des manifestations de son hostilité envers la Hongrie de Sigismond — et le second — que cette protection était directement liée à l'étroite collaboration politique et militaire entre la Moldavie et la Lituanie pendant les années 1431—1432. A son tour, C. C. Giurescu a essayé d'expliquer l'attitude favorable du prince de la Moldavie envers les Hussites par les oscillations que les dirigeants de l'Etat polonais ont manifestées à cet égard ³⁶. Une esquisse parallèle de l'évolution du mouvement hussite en Pologne et en Moldavie et de ses implications dans la vie culturelle des deux pays a été récemment réalisée par I. Chițimia ³⁷.

Quelques contributions de récente date fournissent de nouveaux éclaircissements quant aux manifestations de la Réforme en Moldavie et Transylvanie et les courants de Réforme de Pologne. Ș. Papacostea a mis en évidence les relations entre les deux pays en ce qui concerne le courant de réforme qui s'est manifestée de bonne heure, entre les efforts simultanés et même communs de traduire les écrits sacrés en roumain et en polonais, sur la base d'un document publié dans le vol. XIV de *Acta Tomiciana*, ainsi que la place importante occupée par la noblesse réformée polonaise dans l'avènement au trône de la Moldavie de Jacques Héraclide Despota, au nom duquel se rattache le plus important épisode de la Réforme en Moldavie ³⁸, alors que S. Goldenberg et Fr. Pall ont étudié les rapports entre le centre antitrinitaire de Cracovie et le

³⁴ Șerban Papacostea, *Știri noi cu privire la istoria husitismului în Moldova în timpul lui Alexandru cel Bun* (Nouvelles données sur l'histoire du mouvement hussite en Moldavie à l'époque d'Alexandre le Bon), dans « Studii și cercetări științifice », Istorie, Jassy, 2, 1962, p. 253—258.

³⁵ P. P. Panaitescu, *Husitismul și cultura slavă în Moldova* (Le mouvement hussite et la culture slave en Moldavie), dans « Romanoslavica », 10, 1964, p. 275—287.

³⁶ C. C. Giurescu, *Cauzele refugierii husiților în Moldova și centrele lor în această țară* (Les causes du refuge des hussites en Moldavie et leurs centres dans ce pays), dans « Studii și articole de istorie », 3, 1966, p. 27—44.

³⁷ I. C. Chițimia, *Implicațiile culturale ale mișcării husite în Polonia și în Moldova* (Les implications culturelles du mouvement hussite en Pologne et en Moldavie), dans le volume *Probleme de bază ale literaturii române vechi* (Problèmes essentiels de la littérature roumaine ancienne), Bucarest, 1972, p. 91—108.

³⁸ Șerban Papacostea, *Moldova în epoca Reformei. Contribuție la istoria societății moldovenești în veacul al XVI-lea* (La Moldavie à l'époque de la Réforme. Contribution à l'histoire de la société moldave au XVI^e siècle), dans « Studii », 4, 1958, p. 55—78 ; Idem, *Nochmals Wittenberg und Byzanz: die Moldau in Zeitalter der Reformation*, dans « Archiv für Reformationsgeschichte », 2, 1970, p. 248—262.

mouvement de réforme à Cluj au cours des dernières décennies du XVI^e siècle³⁹.

La position de l'historiographie polonaise humaniste des XV^e et XVI^e siècle relativement au problème touchant l'origine du peuple roumain, la contribution de celle-ci à la connaissance et à l'explication de l'origine romaine des Roumains ont été amplement débattues dans des études d'ensemble par A. Armbruster⁴⁰ et I. Chițimia⁴¹.

L'influence exercée par la culture polonaise sur la culture moldave au début du XVII^e siècle a été analysée par I. Corfus⁴². Le même auteur et Elena Lința ont fourni de nouveaux éléments en ce qui concerne la correspondance polonaise du chroniqueur Miron Costin, connu pour son activité philo-polonaise⁴³. Elena Lința a étudié également les documents émis en polonais par les chancelleries des princes roumains⁴⁴.

LES RELATIONS ROUMANO-POLONAISES ENTRE (1795)–1918

La désagrégation de l'Etat polonais a ouvert une nouvelle phase dans l'histoire des relations roumano-polonaises. Vers la fin du XVIII^e siècle, les objectifs de lutte des Polonais et des Roumains sont devenus, à maints égards, identiques, au premier plan se situant la reconstitution de la Pologne indépendante et la constitution de l'Etat national roumain, en tant que premier pas dans la voie de la conquête de l'indépendance et du parachèvement de l'unité nationale-étatique.

Pour l'accomplissement de ces buts, ni les Polonais, ni les Roumains, à rares exceptions près, n'ont surestimé l'importance des rapports

³⁹ S. Goldenberg, *Frământări sociale și religioase la Cluj oglindite într-o scrisoare din 1571* (Remous sociaux et religieux à Cluj reflétés dans une lettre de 1571) dans «Anuarul Institutului de Istorie din Cluj», I–II, 1958–1959, p. 371–373; Fr. Pall, *Frământări sociale și religioase din Cluj în jurul anului 1570* (Remous sociaux et religieux à Cluj autour de l'année 1570), dans «Anuarul Institutului de Istorie din Cluj», V, 1962, p. 7–34.

⁴⁰ Adolf Armbruster, *Romanitatea românilor. Istoria unei idei* (La romanité des Roumains. L'histoire d'une idée), Bucarest, 1972.

⁴¹ I. C. Chițimia, *Ideia latinității poporului și a limbii române în istoriografia medievală și rinascențistă* (L'idée de l'origine latine du peuple et de la langue roumaine dans l'historiographie médiévale et de la Renaissance), dans le vol. *Probleme de bază ale literaturii române vechi*, Bucarest, 1972, p. 169–196.

⁴² I. Corfus, *Odoarele Movileștilor rămase în Polonia. Contribuții la istoria artei și prefurior* (Les trésors de la famille princière de Movila demeurés en Pologne. Contributions à l'histoire de l'art et des prix), dans «Studii», 1, 1972, p. 29–59.

⁴³ Idem, *O nouă scrisoare a lui Miron Costin* (Une nouvelle lettre de Miron Costin), dans «Studii», 2, 1971, p. 237–252; Elena Lința, *Două scrisori inedite ale lui Miron Costin* (Deux lettres inédites de Miron Costin), dans «Studii», 5, 1958, p. 79–88.

⁴⁴ Elena Lința, *Documente în limba polonă emise de cancelariile domnilor români (sec. al XVI-lea și al XVII-lea)* (Documents en polonais émis par les chancelleries des princes roumains (XVI^e et XVII^e siècles)), dans «Romanoslavica», 13, 1966, p. 169–188.

mutuels dont le poids allait être défini par la situation politique et la force réelle des deux parties. Mais l'identité relative des objectifs de lutte ont rendu inévitable le développement de la collaboration. Les Roumains étaient intéressés à s'assurer l'appui de l'émigration polonaise, expérimentée et puissante, ayant une large audience dans les milieux politiques les plus importants d'Europe, une force politique qui s'est rapidement créée une position particulière sur le continent. Des raisons d'ordre politique, géographique, stratégique, etc. expliquent l'attention accordée par les patriotes polonais aux Principautés roumaines, où ils ont trouvé abri et hospitalité.

Les puissances co-partageantes — notait Adam Lewak⁴⁵ — ont encerclé de fer la Pologne et de la sorte c'était seulement sa frontière Sud-Est, du côté de la Moldavie et de la Valachie, qui lui offrait l'accès vers des territoires où les Polonais auraient pu constituer des bases politiques et militaires. « La position géographique des Principautés moldo-valaques (...) — était-il souligné dans un mémoire polonais de novembre 1863 adressé à Drouyn de Lhuys⁴⁶ — confère à ce pays une importance notable quant à nos intérêts ». Si l'on ajoute à ces considérations le statut juridique international particulier des Principautés roumaines se trouvant sous la suzeraineté de la Porte ottomane, « l'allié naturel » de la Pologne, le développement sans précédent de la lutte sociale et nationale des Roumains, la constitution de l'Etat national en 1859, les traditionnelles relations roumano-polonaises, dans le domaine de la culture, la vive sympathie envers la cause polonaise enregistrée dans toutes les couches sociales du territoire roumain, il n'y a plus lieu d'expliquer l'intérêt avec lequel les Polonais ont cultivé les rapports avec les Roumains.

Ces circonstances et considérations ont fixé la place de la collaboration roumano-polonaise dans le large cadre des efforts infructueux visant à la conclusion d'une alliance avec les peuples engagés dans la lutte pour leur propre affranchissement. La cause polonaise a été une cause de toutes les nations opprimées, de tous les peuples, des esprits les plus éclairés de partout, qui l'ont faite leur comme une condition du progrès et de l'esprit humanitaire. Les éléments professant les idées les plus progressistes de la Russie tsariste ont vu dans l'union des révolutionnaires polonais et russes un devoir patriotique, une nécessité impérieuse⁴⁷. Pendant la guerre de Crimée, plus précisément le 25 mars

⁴⁵ Adam Lewak, *La politique polonaise en Orient de 1830 à 1870*, Varsovie, 1933, p. 1.

⁴⁶ Gh. Duzinchevici, *Chestiuni din vremea lui Cuza Vodă* (Questions de l'époque du prince Guza), dans « Cercetări istorice », 1, 1934—1936, p. 101.

⁴⁷ Akademia Nauk SSSR, Polska Akademia Nauk, *Russko-polskie revolutionnte sveāzi*, t. I, Moskva, 1963, p. VII.

1854, Herzen s'adressait aux troupes russes dans les suivants termes : « Que désire la Pologne ? La Pologne désire qu'elle soit indépendante. Elle est prête à vivre en amitié avec la Russie, en tant que pays libre, avec une Russie, aussi libre (...). Ne levez pas les armes contre la Pologne ! »⁴⁸.

La nécessité d'opposer aux oppresseurs un front commun destiné à faciliter la lutte de libération nationale explique également l'élaboration de nombreux projets de constitution de confédérations ou de fédérations des peuples subjugués. Comme on le sait, ces plans-là ont échoué, et, ce, non seulement du fait de la réaction de ceux qui en étaient menacés, ou du désaccord intervenu parmi leurs auteurs, mais surtout du fait de l'impuissance de recourir à un dénominateur commun des conduites issues de particularités spécifiques, historiques et nationales des peuples, à un moment où l'évolution de la société imposait la création des Etats nationaux, indépendants. Les réalités l'ont imposée. Chaque peuple a suivi sa propre voie.

Mais vu que ce qui les unissait ne devait *et ne pouvait* pas être ignoré, la collaboration fut l'une des caractéristiques de la lutte nationale des peuples habitant cette zone du continent. Les rapports roumano-polonais nous apparaissent, donc, comme une partie d'un tout, comme une partie facilement à délimiter grâce aux traits spécifiques qui la caractérisent. C'est là — présenté dans ses grandes lignes, voire incomplètement — un aspect essentiel de la vision sur laquelle l'historiographie roumaine actuelle axe l'étude des relations roumano-polonaises pendant la période de la lutte pour l'émancipation nationale.

Le problème touchant la définition des rapports entre les Polonais, dépourvus d'Etat et, par exemple, les Roumains se trouvant sous la suzeraineté de la Porte ottomane ou sous la domination des Habsbourg continue de se poser aujourd'hui encore.

« Une politique extérieure sans un gouvernement < à la promouvoir > voici un phénomène rare » — notait Gavin B. Henderson en se référant à la Pologne⁴⁹, après quoi il constatait qu'« au cours du XIX^e siècle il existait ce que l'on pourrait dénommer une politique extérieure polonaise, bien que la Pologne ne fût pas constituée ». Répondant à la question « peut-on parler de la diplomatie d'une nation privée d'indépendance, ne possédant ni Etat, ni force armée, ni un gouvernement reconnu ? », Marceli Handelsman soulignait que par le terme « la diplomatie

⁴⁸ Agaton Giller, *Historia powstania narodu polskiego w 1861—1864 r.*, t. IV, Pariz, 1871, p. 389—309.

⁴⁹ Gavin B. Henderson, *Aspirations polonaises en 1855*, dans « Revue des questions historiques », n° 1, année 67, janvier 1939, p. 103.

polonaise il nous faut entendre en même temps un système d'efforts et de démarches, dirigé par l'émigration et reconnu par le pays, ayant pour but la reconquête de l'indépendance grâce au concours des forces polonaises et au dynamisme des événements internationaux »⁵⁰.

Une incertitude similaire serait justifiée aussi en ce qui concerne les Principautés roumaines. Certes, elles constituaient deux Etats, ayant chacun son propre gouvernement, sa propre armée, etc., mais l'on ne saurait parler de la politique extérieure roumaine à l'époque moderne — affirmait P.P. Panaitescu⁵¹ — que sous le règne du prince Cuza, vu que les Principautés roumaines ont subi la suzeraineté ottomane, étant privées des attributs de la souveraineté étatique. Pourtant, le Prince Cuza lui non plus n'a rompu les rapports de suzeraineté avec la Porte ottomane et s'il a réussi à développer « une politique extérieure roumaine » l'explication en résiderait seulement dans l'affermissement de l'autonomie reconnue du pays, dans la conduite du prince, résolue, digne, issue des plus nobles sentiments patriotiques, dans l'habileté avec laquelle il a su éluder les limitations de la suzeraineté. En rapport avec les circonstances existantes, certains princes ayant précédé Cuza ont également essayé de mener « une politique extérieure roumaine ». Dans les circonstances où cette politique ne fut pas tentée par les princes, les forces patriotiques du pays ou de l'émigration assumèrent cette noble mission.

Il nous est donc facile à comprendre pourquoi dans l'historiographie roumaine du passé et de l'étape actuelle, et non pas seulement dans celle-ci, les rapports roumano-polonais de la période qui a suivi l'année 1795 se confondent avec les actions conjuguées des forces patriotiques qui se sont situées à la pointe de la lutte des deux peuples pour l'émancipation sociale et nationale.

Dépourvus d'Etat, c'est-à-dire de l'instrument capital de l'affirmation d'une politique nationale, condamnés à l'exil, les Polonais se sont vus souvent obligés à suivre les méandres de la politique de certaines grandes puissances, ce qui a mis son empreinte sur l'unité d'action de l'émigration polonaise, sur la conduite conséquente de ses coryphées. Ce que signifiait en fait l'appui des grandes puissances n'est que trop bien connu. Lamartine, ministre des Affaires étrangères de France, dans lequel les Polonais et les Roumains avaient mis leurs espoirs, avait écrit de sa propre main la recommandation que la France « attende dignement l'Angleterre », prospecte la Prusse, observe la Russie, apaise la Pologne, flatte l'Alle-

⁵⁰ Marcell Handelsman, *Les éléments d'une politique étrangère de la Pologne 1831—1856*, Paris, 1930, p. 107—108; Idem, *Adam Czartoryski*, t. II, Warszawa, 1949, p. 372.

⁵¹ P. P. Panaitescu, *Unirea Principatelor Române. Cuza Vodă și polonii*, (L'Union des Principautés Roumaines. Le prince Cuza et les Polonais), dans «Romanoslavica», 5, 1962, p. 78.

magne, évite l'Autriche, sourie à l'Italie sans « l'exciter », donne des assurances à la Turquie, abandonne l'Espagne et... ne mente à personne⁵².

Il est donc tout à fait naturel que les projets polonais de reconstitution de la patrie, les implications des grandes puissances, l'activité des émigrés polonais sur le territoire roumain et les rapports établis par ceux-ci avec les Roumains occupent une place de premier ordre dans l'historiographie roumaine consacrée aux relations roumano-polonaises à l'époque moderne.

La désagrégation de l'Etat polonais a suscité un puissant écho dans les Principautés Roumaines et les effets de ce tragique processus historique n'ont pas tardé à se faire sentir. Le grand boyard roumain était attaché à la Pologne par ce qu'avait représenté en tant que type social le noble polonais, alors que les couches sociales engagées activement dans la lutte pour l'émancipation nationale voyaient dans l'émigration polonaise non seulement l'incarnation du martyr enduré pour la cause « de la résurrection des nationalités », mais aussi un allié.

Une étude de Al. Vianu consacrée à cette question a fait ressortir l'écho dans les Principautés roumaines de l'écroulement de la Pologne aussi bien que l'action déployée par les émigrés polonais sur le territoire roumain, où un grand nombre d'entre eux sont devenus des propagandistes actifs des idées de la révolution française, ayant organisé à cette fin des bureaux de propagande et établi des contacts avec les jacobins français de Jassy et de Bucarest⁵³.

Les historiens roumains qui étudient l'histoire des relations roumano-polonaises à l'époque moderne ont continué d'accorder la priorité à l'étape de la « grande émigration ». A. Csetri a publié une étude concernant les prisonniers et les réfugiés polonais de 1830—1831 en Transylvanie, où les 4000 Polonais se sont vu réserver un chaleureux accueil et accorder de l'appui matériel⁵⁴. Gh. Platon a mis en valeur des sources polonaises inédites sur les Principautés Roumaines⁵⁵ et Cornelia Bodea, dans un ouvrage à caractère général, a étudié les rapports politiques roumano-polonais existant avant et durant la période de la révolution de 1848—1849⁵⁶.

⁵² A. de Lamartine, *Histoire de la révolution de 1848*, t. II, Paris, 1849, p. 30.

⁵³ Al. Vianu, *La révolte polonaise de 1794 et les pays roumains*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », 2, 1962, p. 477—486.

⁵⁴ Alexa Csetri, *Prizonieri și refugiași ai răscolei poloneze din 1830—1831 în Transilvania* (Prisonniers et réfugiés de la révolte polonaise de 1830—1831 en Transylvanie), dans « Studia Universitatis Babeș-Bolyai », Series Historia, Fasc. 1, 1966, p. 67—89.

⁵⁵ Gh. Platon, *Informații noi privind teritoriul și populația Dobrogei în prima jumătate a secolului al XIX-lea* (Nouvelles informations touchant le territoire et la population de la Dobroudja pendant la première moitié du XIX^e siècle), dans « Anuarul Institutului de istorie și arheologie », Jassy, V, 1968, p. 203—216.

⁵⁶ Cornelia Bodea, *Lupta românilor pentru unitatea națională 1834—1849* (La lutte des Roumains pour l'unité nationale 1834—1849), Bucarest, 1967.

L'intensification de l'activité déployée par l'émigration polonaise dans les Pays roumains durant la quatrième décennie du siècle dernier et les projets de création d'un Etat national et unitaire roumain ont constitué un autre sujet de prédilection. Il y a 48 ans, P. P. Panaitescu affirmait que les Polonais avaient commencé à prospector le terrain dans les Principautés roumaines en vue de l'application de leurs plans de 1836⁵⁷. Or, A. Csetri a démontré récemment que l'intensification de l'activité déployée par l'émigration polonaise dans les Pays roumains doit être située en 1833⁵⁸; en outre, Carol Göllner informait dès l'année 1937 sur la conspiration de l'émigré polonais Adolf David et le plan élaboré par celui-ci en vue de l'Union des trois pays roumains⁵⁹. On ne saurait maintenir non plus la conclusion de P. P. Panaitescu suivant laquelle le projet d'union des Principautés Roumaines aurait été élaboré par Ioan Cîmpineanu en 1838—1839⁶⁰. Gh. Duzinchevici a démontré que ce plan n'a été dû ni à Adam Czartoryski, ni à Ioan Cîmpineanu, mais au parti national qui avait chargé ce dernier de négocier en son nom avec les Polonais qui avaient élaboré en 1833 un projet d'utilisation du territoire roumain en vue d'un éventuel soulèvement à la lutte⁶¹.

Une autre question importante touche le domaine des influences. Les contacts des étudiants roumains se trouvant à Paris avec les milieux de l'émigration polonaise, l'audience des cours de Mickiewicz au Collège de France et les traductions de la littérature polonaise, l'établissement de relations stables entre certains dirigeants de la lutte pour l'émancipation sociale et nationale des deux peuples ont constitué autant d'occasions et de voies de communication des idées et des conceptions. « C'est Mickiewicz — notait Marceli Handelsman — qui, dans son cours au Collège de France sur les littératures slaves, jeta les bases du slavisme polonais. Selon lui, l'unité slave ne pouvait se fonder ni sur l'unité de race, ni sur un but politique commun, mais seulement sur l'idéal de la liberté. C'était à la Pologne qu'incombait la tâche de guider les autres peuples dans la lutte contre l'autocratie des trois puissances septentrionales. Traduit en langage politique, il s'agissait là du programme de l'Hôtel Lambert »⁶². A notre avis, c'est à ce point de vue qu'il faut considérer également

⁵⁷ P. P. Panaitescu, *Planurile lui Ioan Cîmpineanu pentru unitatea națională a românilor* (Les plans de Ioan Cîmpineanu visant à l'unité nationale des Roumains), dans « Anuarul Institutului de istorie națională », Cluj, 1924.

⁵⁸ Alexa Csetri, *op. cit.*

⁵⁹ C. Göllner, *Conspirația emigrantului polon Adolf David* (La conspiration de l'émigré polonais Adolf David), dans « Revista istorică », n^{os} 7—9, 1937, p. 238—243.

⁶⁰ P. P. Panaitescu, *op. cit.*

⁶¹ Gh. Duzinchevici, *Documente din arhivele polone relative la istoria românilor (secolele XVI—XIX)*, (Documents des archives polonaises concernant l'histoire des Roumains (XVI^e—XIX^e siècles)), Vălenii de Munte, 1935.

⁶² Marceli Handelsman, *Adam Czartoryski*, II, p. 375.

l'inclusion de la cause roumaine, par Adam Czartoryski, parmi les questions subordonnées à l'important problème slave. Certes, les Roumains n'ont pas accepté cette dernière conclusion, mais ils se sont rendu compte qu'il n'existait pas une seule question nationale, isolée, mais plusieurs reliées entre elles, qui auraient pu être solutionnées au profit de tous et de chaque nation prise à part. L'opinion suivant laquelle l'émigration polonaise, ou plus précisément, le parti aristocratique, a influé sur le mouvement national roumain dans le sens de son inclusion au mouvement général, le facteur national l'ayant emporté sur celui social, nous semble parfaitement justifiée.

L'historien dispose à l'heure actuelle d'un grand nombre d'ouvrages roumains à même de fournir des précisions dans un domaine tellement complexe et difficile que celui de la détermination des influences ⁶³.

Une littérature historique relativement ample a été consacrée ces deux dernières décennies aux rapports roumano-polonais pendant la révolution de 1848—1849, aux implications polonaises dans la révolution roumaine, une attention spéciale étant accordée aux efforts visant à l'établissement d'une coopération pratique. On a mis à jour de nouvelles informations, on a souligné le rôle positif joué par les Polonais dans l'essai d'aplanir le conflit roumano-hongrois au cours de la révolution de 1848 de Transylvanie ⁶⁴.

⁶³ Voir, par exemple, Ion Chițimia, Adam Mickiewicz, N. Bălcescu i « Vospovanie Rumîniî », dans « Romanoslavica », II, 1958; Idem, Adam Mickiewicz et l'écrivain roumain G. Asaki, dans *op. cit.*, I, 1958, où l'on précise que des fragments de *Cărțile pribegiei* (Les livres de l'exil) de Mickiewicz ont été traduits dans « Foaia pentru minte, inimă și literatură » de l'an 1843; Ion Petrică *Legăturile scriitorului polon Teodor Tomasz Jez (Zygmunt Milkowski) cu românii* (Les rapports de l'écrivain polonais Teodor Tomasz Jez (Zygmunt Milkowski) avec les Roumains) dans « Romanoslavica », 17, 1970; Mihai Drăgan, B. P. Hajdeu, Jassy, 1972; Paul Cornea, *Originile romantismului românesc* (Les origines du romantisme roumain), Bucarest, 1972.

⁶⁴ Voir Val. Popovici, *Despre activitatea emigranților poloni în Moldova în anii 1846—1848* (Au sujet de l'activité des émigrés polonais en Moldavie pendant les années 1846—1848), dans « Studii și cercetări științifice. Istorie », Jassy, fasc. 1—2, année IX, 1958; Ștefan Pascu, *Contribuții la cunoașterea mișcării revoluționare de la 1848 din Moldova* (Contribution à l'étude du mouvement révolutionnaire de 1848 de Moldavie) dans « Studia universitatis Babeș-Bolyai », series IV, Historia fasc. 2, 1958; Iosif Arvay, *Două documente privilegiate la activitatea emigranților polonezi în Moldova în anul 1848* (Deux documents concernant l'activité des émigrés polonais en Moldavie en 1848), dans « Revista arhivelor », 1, 1960; Cornelia Bodea, *Revoluția din 1848—1849 în Transilvania și Ungaria văzută de John Paget* (La révolution de 1848—1849 en Transylvanie et en Hongrie vue par John Paget), dans « Studii și materiale de istorie modernă », II, 1960; Ovidiu Bădina, *Participarea grupării democrat-revoluționare poloneze la acțiunile revoluționare din Moldova și Țara Românească din 1848* (Participation du groupement démocratique révolutionnaire polonais aux actions révolutionnaires de Moldavie et Valachie de 1848), dans « Studii și materiale de istorie modernă », III, 1963; Dimitrie Gh. Ionescu, *Date noi despre episodul polonez în revoluția munteană din 1848* (Nouvelles données sur l'épisode polonais dans la révolution de 1848 en Valachie), dans « Romanoslavica », VIII, 1963; P. P. Panaitescu, *Revoluția de la 1848 și alianța polonă* (La révolution de 1848 et l'alliance polonaise), dans « Romanoslavica » VIII, 1963; Silviu Dragomir, *Avram Iancu*, Bucarest, 1965; I. D. Suci, *Revoluția din 1848—1849 în Banat* (La révolution de 1848—1849 au Banat), Bucarest, 1968; Al. Csetri, *Bălcescu și emigrația poloneză. Noi contribuții documentare* (Bălcescu et l'émigration polonaise. Nouvelles contributions documentaires), dans « Studia et acta Musei Nicolae Bălcescu », Bălcești pe Topolog, 1969.

Particulièrement significatif apparaît le fait que Dembinski a préféré assumer le commandement de l'armée du nord de la Hongrie — relève Cornelia Bodea — vu la perspective peu claire de la question roumaine en Transylvanie⁶⁵, informant I. Ghica sur son refus d'accepter le commandement général militaire au cas où les nationalités slaves et roumaines ne seraient pas reconnues⁶⁶.

Les récents ouvrages de L. Boicu⁶⁷ consacrés aux relations roumano-polonaises pendant la période de réouverture de la crise orientale en 1853 ont élargi l'information documentaire concernant la présence des Polonais sur le territoire roumain, l'activité des deux légions (Czajkowski et Zamoyski) ainsi que la participation des Roumains, etc., démontrant que le principal obstacle dans la voie d'une collaboration active des Polonais et des Roumains a été constitué par l'occupation armée autrichienne des Principautés Roumaines durant l'étape 1854—1857 et les ménagements avec lesquels les puissances alliées ont traité l'Autriche.

A partir de l'année 1859, où fut accomplie l'union de la Moldavie et de la Valachie, les Roumains sont entrés dans une nouvelle phase de l'évolution historique. Comme on le sait, les dirigeants des destinées roumaines pendant la période 1859—1866 avaient une orientation libérale-moderée, voyant dans toute convulsion sociale violente un danger fatal pour le jeune édifice étatique roumain. Des relations plus ou moins étroites avec l'émigration démocratique polonaise allaient être entretenues par un groupe restreint de libéraux radicaux (en tête avec C.A. Rosetti) qui, par conviction ou pour des intérêts découlant de leur opposition au prince Cuza ont partagé les plans du mouvement national européen visant au déclenchement de guerres ou d'insurrections populaires.

Le prince Cuza et ses collaborateurs ne croyaient pas à la réussite de telles entreprises, se situant à cet égard sur la même position que l'émigration aristocratique polonaise. Mais on n'aboutit pas, toutefois, à une identité d'opinions avec cette dernière. Il est bien vrai, Cuza était tout prêt et il s'était offert même à adhérer à cette coalition, ayant la France à sa tête, coalition destinée à résoudre « la question polonaise » par une guerre victorieuse, mais ceci ne dépassa pas le stade de projet. Cuza se détachait néanmoins des émigrés polonais qui désiraient voir rebondir la crise orientale. Pour le prince Cuza, un soulèvement populaire ou le

⁶⁵ Cornelia Bodea, *op. cit.*

⁶⁶ N. Bălcescu, *Opere. IV. Corespondență* (Œuvres, IV, Correspondance), Edition critique de Gh. Zane, Bucarest, 1962, p. 198.

⁶⁷ L. Boicu, *Din corespondența inedită a lui C. Sufu cu Adam Czartoryski* (Pages de la correspondance inédite de C. Soutzo avec Adam Czartoryski), dans « Studii și cercetări științifice. Istorie », Jassy, Fasc. 1, 1963; Idem, *Memoriile lui Michel Czajkowski (Sadik Paşa) Ca izvor documentar pentru istoria României în vremea războiului Crimeii* (Mémoires de Michel

rebondissement de la crise équivalaient à un mortel danger à l'adresse de l'Etat national roumain en voie de construction, de même que la transformation du territoire roumain en base de préparation ou de déclenchement d'une attaque recelait le même terrible danger, si l'on tient compte du fait que l'art. VIII de la Convention de Paris de 1858 prévoyait la possibilité des puissances garantes d'intervenir par la force armée dans les Principautés au cas où elles auraient considéré que l'ordre intérieur ou les puissances voisines étaient menacés. En outre, les actes destinés à définir et à parachever l'Union devaient être chaque fois confirmés par les puissances garantes. On ne saurait omettre non plus le fait qu'Al. I. Cuza disposait d'un appareil d'Etat, alors que les émigrés polonais ou hongrois luttaient pour l'acquérir. En ce qui concerne ces derniers, un engagement armé soldé par un échec aurait signifié, finalement, l'écroulement de nouveaux espoirs, alors que pour les Roumains l'échec aurait pu offrir le prétexte de la perte de ce qu'ils avaient si difficilement conquis : l'Etat national unitaire.

Dans ces circonstances, le premier conseiller du prince Cuza ce fut la prudence. Il accorda pourtant asile, appui moral et même matériel aux Polonais, dans la mesure où l'œuvre d'édification de l'Etat national, préidée par lui-même n'en était pas menacée. Le point maximum atteint par Cuza quant à l'appui prêté à la cause polonaise fut l'autorisation délivrée aux Polonais de passer sur le territoire du pays par petits groupes, non-armés, de transporter en secret armes et munitions (promesses faites à Glück, Mrozowski, Milkowski, etc., dont le respect fut confirmé par Fr. Sokulski et autres) de même que l'offre d'alliance armée, dans l'éventualité d'une guerre, adressée à Napoléon III en novembre 1863. Cuza autorisait et appuyait même l'activité de l'émigration polonaise dans les Principautés Unies dans la mesure où elle ne se déroulait pas à son insu et respectait les limites des précautions qu'il avait prises.

Les moments de tension intervenus dans les rapports roumano-polonais pendant la période 1859—1866 ont été le résultat des situations tragiques dans lesquelles se sont trouvés les Polonais. Le désespoir a poussé certains d'entre eux à élaborer des projets de reconstitution de la patrie, offrant en compensation à l'Autriche la domination sur les Principautés Roumaines, de même que l'insuccès de certains essais héroïques du peuple polonais de soulèvement à la lutte armée ou la défaite infligée à l'insurrec-

Czajkowski (Sadyk Pacha) en tant que source documentaire pour l'histoire de la Roumanie à l'époque de la guerre de Crimée), dans «Anuarul Institutului de istorie și arheologie» — Jassy, t. VI, 1969; Idem, *Austria și Principatele Române în vremea războiului Crimeii (1853—1856)* (L'Autriche et les Principautés Roumaines à l'époque de la guerre de Crimée (1853—1856)), Bucarest, 1972, ce à quoi il convient d'ajouter les ouvrages consacrés à l'émigration roumaine, dus surtout à Cornelia Bodea et Dan Berindei.

tion déclenchée en janvier 1863 ont poussé d'autres à envisager une occupation étrangère des Principautés roumaines qui aurait pu faire rebondir la crise orientale.

En dépit de telles situations qui ont abouti à un conflit armé (Cotangalia — juillet 1863), la majorité des leaders de la lutte pour l'émancipation nationale et sociale des Roumains et des Polonais se sont efforcés de surmonter ces moments et de renouer les bons rapports qui ont caractérisé l'histoire moderne et contemporaine des deux peuples.

Les investigations de récente date dues à P. P. Panaitescu, L. Boicu et C. C. Giurescu dans le domaine des relations roumano-polonaises sous le règne de Cuza ont pour objet précisément les problèmes esquissés ci-dessus dans leurs grandes lignes⁶⁸. Il nous faut cependant relever que P. P. Panaitescu considérait la conduite de l'émigration polonaise à l'égard de « la question roumaine » de manière linéaire et insuffisamment nuancée⁶⁹. A son avis, le complot de Grigore Sturdza dont la main droite fut Wierbicki et l'expédition de Milkowski, par exemple, auraient été dus à des « menées » turques. Pour ce qui est des relations roumano-polonaises à l'époque de l'Union, les ouvrages de plus vieille date de Gh. Duzinchevici demeurent capitales, l'auteur ayant puisé à une ample gamme de sources polonaises et roumaines⁷⁰. Aujourd'hui, par suite de l'étude minutieuse des archives du prince Al. I. Cuza et de recherches répétées aux archives polonaises, particulièrement à la bibliothèque Czartoryski de Cracovie, il est clair que les émigrés polonais ont considéré la formation de l'Etat national roumain comme un événement positif, favorable à leurs propres buts et leur attitude à l'égard des événements ultérieurs a été définie en fonction de la mesure où l'Etat roumain et ses dirigeants facilitaient l'accomplissement des projets de reconstitution de leur patrie.

Le sort des Polonais venus en Roumanie par suite du tragique échec de l'insurrection polonaise constitue un autre problème insuffisamment abordé. Les informations offertes par Jerzy W. Borejsza et Marian Tyro-

⁶⁸ P. P. Panaitescu, *Unirea Principatelor Române. Cuza Vodă și polonii* (L'Union des Principautés Roumaines. Le prince Cuza et les Polonais), dans « Romanoslavica », V, 1962; L. Boicu, *Raporturile româno-poloneze oglindite în memoriile lui Wladislaw Czartoryski* (Les rapports roumano-polonais reflétés dans les mémoires de Wladislaw Czartoryski), dans « Anuarul Institutului de istorie și arheologie » — Jassy — VIII, 1971; C. C. Giurescu, *Viața și opera lui Cuza Vodă* (La vie et l'œuvre du prince Cuza), Bucarest, 1966.

⁶⁹ P. P. Panaitescu, *op. cit.*

⁷⁰ Voir, par exemple, Gh. Duzinchevici, *Cuza Vodă și revoluția polonă din 1863* (Le prince Cuza et la révolution polonaise de 1863), Bucarest, 1935; Idem, *Contribuții la istoria legăturilor polono-române în anii 1865—1866* (Contributions à l'histoire des relations polono-roumaines pendant les années 1865—1866), Bucarest, 1936; Idem, *Beizadea Grigore Sturdza și polonii* (Le beyzadea Grigore Sturdza et les Polonais), Bucarest, 1941.

wiez nous sont bien connues ⁷¹. Mais il nous faut relever à ce propos que les archives roumaines indiquent un nombre d'émigrés polonais de beaucoup plus grand. Certes, nombre d'entre eux n'ont fait que passer par le pays, mais beaucoup y sont aussi revenus. La destinée de ceux qui se sont établis en Roumanie, le rôle qu'ils ont joué dans la vie politique et sociale demeure une question qu'il nous faut clarifier. Ce que l'on sait avec précision, c'est que certains émigrés polonais se sont vu confier finalement de hautes fonctions dans la vie sociale du pays.

Les relations politiques roumano-polonaises pendant les années qui ont suivi l'éviction de A. I. Cuza et la reconstitution de l'Etat polonais, partiellement examinées par Gh. Duzinchevici ⁷², feront l'objet d'études approfondies à l'avenir. La naissance et l'évolution du mouvement ouvrier et socialiste, la pénétration et la diffusion des idées marxiste-léninistes constituent des domaines qu'il convient d'intégrer à l'investigation des rapports roumano-polonais à l'époque moderne, à plus forte raison que l'on dispose d'indices concernant les premiers contacts des socialistes roumains et polonais ⁷³, sans plus compter les années de la première guerre mondiale et de la révolution d'octobre 1917. Un intérêt particulier présente également l'étude des rapports roumano-polonais pendant la dernière phase de la lutte pour la reconstitution de l'Etat polonais et du parachèvement de l'unité nationale-étatique de la Roumanie.

LES RELATIONS ROUMAÑO-POLONAISES APRÈS 1918

Ces deux derniers événements ont inauguré une nouvelle phase dans l'histoire des relations roumano-polonaises. C'est la période qui suit la première guerre mondiale, où les relations roumano-polonaises, renouées à l'échelon d'Etat, acquièrent un caractère régulier, où dans des centres urbains roumains l'on constitue des sociétés (notamment la société « Les Amis de la Pologne » — Jassy 1926), où de nombreux Polonais trouvent asile en Roumanie par suite de l'invasion nazie.

⁷¹ Jerzy W. Borejsza, *Emigracja Polska po powstaniu styczniowym*, Warszawa, 1966; Marian Tyrowicz, *Emigracja Polska w Księstwach Naddunajskich po powstaniu styczniowym*, dans «Rocznik Naukwoodyaktyczny wyzsey szkoły pedagogicznej w Krakowie, Historia», Z. 14, 1962, p. 183.

⁷² Voir Gh. Duzinchevici, *Le rôle des Polonais dans les relations bulgaro-roumaines sous le règne de Charles I^{er}*, dans «Revue historique du sud-est européen», 1-3, 1937.

⁷³ Voir, par exemple, Wiesław Bienkowski, *Kazimierz Kelles-Krauz. Życie i dzieło*, Wrocław—Warszawa—Kraków, 1969, p. 63.

Les réfugiés polonais en Roumanie se sont vus réserver deux études à part certains articles de vulgarisation scientifique ⁷⁴.

La première étude porte sur le régime et l'appui accordé aux membres du gouvernement polonais et aux militaires ⁷⁵ et la seconde, sur la situation des civils ⁷⁶, toutes les deux se fondant sur des informations inédites des archives centrales et locales. Les 100.000 personnes environ (parmi lesquelles sont inclus également environ 60.000 soldats polonais), dont 36.957 se trouvaient encore en Roumanie le 9 octobre 1939, ont été accueillies par la population avec des sentiments découlant non seulement de la compassion, mais aussi de la compréhension d'un devoir supérieur, rendu public par l'organe officiel du Parti Communiste Roumain la « Știința » du 8 septembre 1939 (paraissant à l'époque en des conditions de clandestinité) : « Les communistes de Roumanie flétrissent la sanglante agression d'Hitler contre le peuple polonais et lutteront aux premiers rangs du peuple roumain contre l'Allemagne fasciste et impérialiste » ⁷⁷.

Comme on le sait, par suite du déclenchement de l'agression hitlérienne contre la Pologne, le gouvernement roumain s'est déclaré en état de neutralité, mais il a accordé son appui à la Pologne, lui donnant la permission de transiter des armes et puis offrant asile aux réfugiés, auxquels furent accordées même des allocations régulières à partir du budget. Les désagréments provoqués aux Polonais pendant la première phase du refuge n'ont pas manqué (mais ils ont été dus aux éléments d'extrême droite, fascistes ou pro-fascistes), dont certaines restrictions temporaires dictées par C. Argetoianu, premier ministre durant l'étape septembre—novembre 1939.

La période de l'entre-deux-guerres pose à l'historien qui s'applique à étudier les relations roumano-polonaises des problèmes extrêmement importants et complexes.

⁷⁴ A. Petric et Gh. Unc, *Tezaurul Băncii Poloniei străbate România* (Le trésor de la Banque de la Pologne traverse la Roumanie), dans « Magazin istoric », 7—8, 1968, p. 161—162 ; Ion Suciu, *Refugiații polonezi în România* (Les réfugiés polonais en Roumanie), dans *loc. cit.*, 9, 1969, p. 66—67.

⁷⁵ Aurel Loghin et Dumitru Tuțu, *Sprîjinul acordat de România refugiaților polonezi în anii celui de al doilea război mondial* (L'appui accordé par la Roumanie aux réfugiés polonais pendant les années de la deuxième guerre mondiale), dans « Analele Institutului de studii istorice și social-politice de pe lângă C.C. al P.C.R. », 4, 1968, p. 39—51.

⁷⁶ A. Karețchi et L. Eșanu, *Poporul român în sprîjinul refugiaților polonezi în anii celui de al doilea război mondial* (Le peuple roumain à l'appui des réfugiés polonais durant les années de la deuxième guerre mondiale), dans « Anuarul Institutului de istorie și arheologie » — Jassy, t. VII, 1970, p. 317—325.

⁷⁷ Voir Viorica Moisuc, *Diplomația României și problema apărării suveranității și independenței naționale în perioada martie 1938 — mai 1940* (La diplomatie de la Roumanie et le problème de la souveraineté et de l'indépendance nationale pendant la période mars 1938 — mai 1940), Bucarest, 1971, p. 12.

Les relations roumano-polonaises de cette étape-là s'inscrivent dans l'orientation antirévissionniste de la politique extérieure roumaine et en ce sens parmi les préoccupations visant au développement des rapports avec les Etats constitués ou parachevés (la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Pologne), lesquels avaient des intérêts similaires à ceux de la Roumanie.

Occupant une place importante dans la politique promue par chacun des deux pays, les relations roumano-polonaises ont passé, pour différentes raisons, durant la période de l'entre-deux-guerres, par des moments complexes et difficiles. L'interaction roumano-polonaise dans la politique extérieure de la période de l'entre-deux-guerres — offre, depuis des conceptions à des méthodes et des idées traduites dans les faits, un vaste champ d'investigation.

De nombreux aspects importants des rapports diplomatiques entre Bucarest et Varsovie, des relations roumano-polonaises durant la période de l'entre-deux-guerres ont été abordés sur la base de documents roumains inédits ou assez récemment publiés ⁷⁸, dans des monographies ou études consacrées à des problèmes de plus grande envergure de la politique extérieure roumaine pendant la période mentionnée ⁷⁹.

Mais une étude monographique des relations roumano-polonaises durant la période de l'entre-deux-guerre, réclame une investigation approfondie des liens existant entre les mouvements révolutionnaires, démocratiques et antifascistes des deux pays, des rapports économiques et culturels, ainsi que de certains moments et étapes complexes de l'histoire des relations diplomatiques et politiques entre les gouvernements de la Roumanie et de la Pologne pendant l'intervalle 1918—1939.

L'histoire de l'héroïque résistance du peuple polonais au cours de la deuxième guerre mondiale, de la révolution populaire et de l'édification du socialisme en Pologne a été reflétée dans l'historiographie roumaine

⁷⁸ Nicolae Titulescu. *Documente diplomatice* (Nicolae Titulescu, Documents diplomatiques), Bucarest, 1967.

⁷⁹ Voir, par exemple, Ion Oprea, *Nicolae Titulescu*, Bucarest, 1966 (et une édition abrégée en anglais parue en 1968); Eliza Campus, *Mica Înțelegere* (La Petite Entente), Bucarest, 1968; *Studii privind politica externă a României 1919—1939* (Etudes concernant la politique extérieure de la Roumanie 1919 — 1939), Bucarest, 1969; Cristian Popișteanu, *România și antanta balcanică* (La Roumanie et l'entente balkanique), 11^e édition, Bucarest, 1971; Viorica Moisuc, *op. cit.*, *Probleme de politică externă a României 1919—1939* (Problèmes de politique extérieure de la Roumanie 1919—1939), Bucarest, 1971; A. Simion, *Dictatul de la Viena* (Le Diktat de Vienne), Cluj, 1972; I. Chiper, Fl. Constantiniu, *Din nou despre cauzele înălțurării din guvern a lui Nicolae Titulescu (29 august 1936)* (A nouveau au sujet des causes de l'écartement du gouvernement de Nicolae Titulescu (29 août 1936), dans «*Revista română de relații internaționale*», n° 2 (6) 1969.

par une série d'études et articles⁸⁰, dans le cadre de préoccupations qui seront amplifiées.

L'étude de l'histoire *multiséculaire* des relations roumano-polonaises révélera clairement que les relations actuelles entre nos pays socialistes, portées à un échelon supérieur, se fondent également sur de vieilles traditions et des intérêts majeurs mutuels.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁸⁰ M. Moldoveanu, *A 30-a aniversare a creării Partidului Muncitoresc Polonez* (30^e anniversaire de la création du Parti Ouvrier Polonais), dans «Lupta de clasă», n° 12/1971; M. Moldoveanu, *Din începuturile rezistenței poloneze* (Aspects du commencement de la résistance polonaise), dans «Magazin istoric», n° 2/1970; Idem, *Reflectarea situației României și a stării de spirit a societății românești în presa conspirativă poloneză din anii celui de-al doilea război mondial* (La manière dont s'est reflétée la situation de la Roumanie et l'état d'esprit de la société roumaine dans la presse conspirative polonaise des années de la deuxième guerre mondiale), dans *În slujba cercetării marxiste a istoriei P.C.R.* (Au service de l'étude marxiste de l'histoire du P.C.R.), Bucarest, 1971; *Momente principale din revoluția și construirea socialismului în R. P. Polonă* (Principaux moments de la révolution et de l'édification du socialisme dans la R. P. de Pologne), dans «Anale de istorie», n° 1/1972.

RECHERCHES SUR L'HISTOIRE DES RELATIONS POLONO-ROUMAINES DANS LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

par J. A. GIEROWSKI

Il y a près d'un demi-siècle, lors du quatrième congrès des historiens polonais qui eut lieu à Poznań en décembre 1925, Olgierd Górka, examinant le stade des recherches concernant les relations polono-roumaines, disait : dans les diverses synthèses traitant de l'histoire de la Pologne, les événements se rapportant à la Roumanie n'occupent pas une place équivalant à leur rôle, du moins en ce qui concerne la période allant du XIV^e siècle à la fin du XVIII^e siècle. Les événements roumains ne sont mentionnés qu'en passant. Ils sont le plus souvent traités comme des épisodes — d'ailleurs fâcheux — de l'histoire de Pologne, ne sont pas reliés entre eux, n'entrant non plus en ligne de compte dans le cours essentiel du développement de la Pologne. Et il ajoutait : l'étude des relations polono-roumaines est dépourvue d'une base fondamentale, d'une base de moyens auxiliaires, ce qui permettrait une orientation touchant tous les problèmes. Il indiquait finalement, en tant que tâche de premier ordre, la publication d'une bibliographie sur les relations polono-roumaines, qui contiendrait toutes les publications concernant les relations politiques, culturelles et économiques entre la Pologne et la Roumanie ; la publication de catalogues des sources de l'histoire des relations polono-roumaines allant jusqu'à la fin du XVII^e siècle ; la publication d'une synthèse sur les relations polono-roumaines, laquelle pourrait faire réviser de fausses opinions sur ce point, opinions qui dominent aussi bien dans l'historiographie polonaise que roumaine¹.

¹ O. Górka, *Stan badań i zadania historiografii stosunków polskomoldawskich*, Pamiętnik IV Powszechnego Zjazdu Historyków Polskich w Poznaniu, vol. I, Varsovie, 1925.

À vrai dire, l'opinion d'Olgierd Górka a conservé toute son actualité. Néanmoins nous devons aussi constater qu'il y a eu quelque progrès dans notre connaissance des relations polono-roumaines. Mais ce progrès est assez loin des perspectives présentées par Olgierd Górka. Et c'est pourquoi il nous a semblé bon de les rappeler, car elles constituent un excellent point de départ pour les remarques ci-dessus.

Les recherches sur les relations polono-roumaines ne purent jouer qu'un rôle secondaire pendant les premières années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, et ceci, pour plusieurs raisons. Selon nous, la plus importante en fut la grande tâche qui incombait aux historiens polonais. Il s'agissait de changer toute la hiérarchie de la tradition historique, conformément au nouveau système politique caractérisé par la domination du peuple (tâche commune à l'époque à celle des autres républiques populaires) et de faire différencier la situation des historiens polonais de celle des historiens des autres pays socialistes : la récupération de la Silésie et de la Poméranie Occidentale, conjointement avec les grandes migrations de la population polonaise, rendait nécessaire de développer et approfondir les recherches sur l'histoire de ces deux provinces. La connaissance de cette histoire facilita la formation d'une nouvelle tradition qui exerça une grande influence sur l'intégration de la société polonaise et surtout sur le développement d'un certain patriotisme local, lequel a constitué un élément particulièrement important dans le processus d'adaptation de la vie nationale à la nouvelle physionomie du pays.

La deuxième raison se rattache à la première. Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, le centre de recherches polonaises sur l'histoire de la Roumanie fonctionna principalement à Lwow. Durant la période de l'entre-deux-guerres, les historiens A. Czolowski, E. Barwinski, L. Charewiczowa, P. Dabkowski, B. Stachon, W. Podlacha et autres se sont montrés les plus intéressés par ces recherches. Mais il n'est pas moins vrai que dans les autres milieux universitaires, à Cracovie et à Varsovie, il y avait des historiens à s'intéresser aux questions concernant les relations polono-roumaines, notamment O. Górka, K. Dobrowolski, M. Handelsmann, S. Wedekiewicz, Cz. Chowaniec, S. Lukasik. Pourtant, leurs études et recherches, bien que le plus souvent extrêmement approfondies, n'avaient qu'un caractère occasionnel.

Il n'existait en Pologne après la guerre aucun centre consacré aux recherches sur l'histoire des relations polono-roumaines. En 1961, l'Université Marie Skłodowska Curie de Lublin, laquelle était en rapport avec l'Université de Jassy, organisa une conférence sur les dites relations, et tout spécialement sur les relations culturelles entre ces deux pays. A cette occasion, le professeur J. Willaume, de Lublin, parla des

relations polono-roumaines au XIX^e siècle et le professeur Chiodaru, de l'Université de Jassy, présenta un rapport intitulé « Quelques données de l'histoire des relations culturelles roumano-polonaises ». Par suite de la conférence l'on décida d'établir une coopération scientifique entre les deux universités². Mais, malheureusement, cette décision ne se matérialisa point et Lublin ne put, donc, pas jouer le rôle que l'on avait préconisé.

Malgré toutes ces difficultés il y eut toujours en Pologne des historiens attirés par l'histoire de la Roumanie. De temps à l'autre, les résultats de leurs recherches étaient publiés dans des revues scientifiques ou bien paraissaient en volumes. Ces publications étaient limitées, mais leur valeur n'en était pas moins réelle. On pouvait trouver également d'importantes données sur les dites relations en compulsant les publications concernant les relations extérieures de la Pologne, de même que celles concernant les affaires économiques et culturelles.

On enregistra donc quelques progrès sur le plan des recherches polonaises en ce qui concerne l'histoire de la Roumanie. Ces dix dernières années, les publications dans ce domaine ont été plus fréquentes. La publication, par Juliusz Demel, du manuel d'histoire de la Roumanie³ fut un événement important. Ce manuel parut en 1970 aux éditions « Ossolineum » de Wrocław, dans une série consacrée à l'histoire universelle. La caractéristique de cette série consiste à présenter l'histoire de chaque pays dans la vision d'un historien polonais. L'histoire de la Roumanie, en un volume, y compte parmi les meilleures. J. Demel a séjourné en Roumanie durant la guerre ; il est donc personnellement lié à ce pays et connaît à fond la littérature historique de la Roumanie. C'est à lui que nous devons ce manuel, le premier à posséder une réelle valeur scientifique.

L'historiographie polonaise comptait déjà, il est vrai, des esquisses de l'histoire de la Roumanie. Les plus anciennes traitaient de l'histoire des Principautés Danubiennes et furent publiés par L. Rogalski en 1861⁴. Après la deuxième guerre mondiale D. Bienkowska écrivait un livre sur l'histoire de la Roumanie de Trajan à l'époque contemporaine⁵. P. Burchard publia en outre un ouvrage sur la Roumanie qui comprenait également un précis d'histoire⁶. Il semble cependant que tous ces ouvrages aient été bien au-dessous de la valeur de celui de Demel et ne sauraient lui être comparé.

² W. Sładkowski, *Sesja poświęcona stosunkom polsko-rumunskim*, «Rocznik lubelski», vol. IV, Lublin 1961.

³ J. Demel, *Historia Rumunii*, Wrocław, 1970.

⁴ L. Rogalski, *Dzieje księstw nadłunajskich, to jest: Mullan i Wołoszczyzny ...*, Varsovie, 1861.

⁵ D. Bienkowska, *Rumunia od Trajana do demokracji ludowej*, Varsovie, 1953.

⁶ P. Burchard, *Rumunia*, Varsovie, 1968.

L'histoire de la Roumanie, telle que nous la présente Demel, contient toute l'histoire politique, économique et culturelle de ce pays depuis les temps les plus anciens jusqu'à la formation de la République Populaire. A partir de 1947, les événements nous sont présentés sous forme de calendrier, et, ce, jusqu'en 1968. Le volume comprend des illustrations et des cartes, ainsi qu'une petite bibliographie dans laquelle figurent les plus importantes publications polonaises et roumaines. À vrai dire cette information bibliographique demeure insuffisante. J. Demel s'en est expliqué dans le « Kwartalnik Historyczny »⁷. Il paraîtrait que la restriction en cette matière a été exigée par l'éditeur. Près de la moitié de l'ouvrage de J. Demel est consacrée à l'histoire des Principautés Danubiennes jusqu'au début du XVIII^e siècle. Aux yeux du lecteur polonais ce fait est justifié puisque c'est cette époque qui joua le rôle le plus important dans les relations polono-roumaines. Mais J. Demel, en tant que spécialiste des XIX^e et XX^e siècles, a réussi également à présenter parfaitement cette époque. Le grand mérite de l'auteur réside dans l'utilisation adéquate des dernières recherches des historiens roumains, de même que dans sa persévérance à poursuivre la voie indiquée par Olgierd Górka, c'est-à-dire d'étudier les relations polono-roumaines sans idées préconçues. Ce point de vue d'objectivité s'est trouvé grandement facilité par la tendance qui domine toute l'historiographie polonaise de ces dernières années, à savoir : — abandon du mythe sur le rôle exceptionnel que la Pologne aurait joué à l'Est ; — éclaircissements sur toute la politique de la Pologne à l'Est et au Sud-Est, laquelle résulte de la structure sociale de la République polono-lithuanienne.

Il convient de souligner particulièrement le fait que J. Demel explique très bien le problème de la Transylvanie, le difficile passé historique de celle-ci, de même que d'un côté son caractère roumain et d'autre côté le rôle de la Transylvanie dans l'histoire de la Hongrie⁸. Pour nous autres Polonais, cette explication présente une importance exceptionnelle du fait des liens existant entre la Pologne et la Transylvanie, liens illustrés notamment par la famille des Bathorys.

D'ailleurs l'auteur décrit avec assez d'exactitude les relations polono-roumaines (voir le chapitre consacré à celles-ci aux XVI^e et XVII^e siècles). L'importance de ces relations pour l'histoire de la Roumanie est également soulignée. Mais un manuel d'histoire n'est nullement à même

⁷ J. Demel, *Kilka uwag w sprawie Historii Rumunii*, « Kwartalnik Historyczny », vol. LXXIX, Varsovie, 1972. Les informations bibliographiques sur les relations polono-roumaines sont aussi insuffisantes dans la *Bibliografia historii Polski*, réd. par H. Madurowicz-Urbanska, vol. I—II, Varsovie 1965—1970.

⁸ L'histoire de la Transylvanie du point de vue de son rôle dans l'histoire de la Hongrie est présentée par W. Felczak, *Historia Węgier*, Wrocław 1966.

de faire une analyse exacte de ces relations, et par conséquent de réaliser pleinement les idées d'Olgierd Górka.

Le livre d'un spécialiste d'histoire militaire, Zdzisław Spieralski, publié en 1967 sous le titre « Aventures moldaves »⁹, ne parvient non plus à le faire. C'était une édition sortie des presses de Wiedza Powszechna, maison spécialisée dans les publications de vulgarisation scientifique. Dans cet ouvrage Spieralski commente justement les épisodes les plus marquants des relations entre la Pologne et la Moldavie du XIV^e au XVII^e siècles. L'auteur nous semble bien familiarisé avec la littérature historique roumaine ; il introduit nombre d'éléments caractérisant tant la situation que le développement de la Moldavie à l'époque. Les divergences d'opinions entre J. Demel et Z. Spieralski, pour ce qui est de certains problèmes, nous semblent particulièrement intéressantes.

Ces divergences se firent jour pendant une polémique entre ces deux auteurs dans les colonnes de « Kwartalnik Historyczny »¹⁰. La question la plus discutée fut, sans conteste, le rôle de la politique polonaise dans le développement de la Moldavie. Z. Spieralski s'est opposé à la thèse de J. Demel selon laquelle la Pologne n'aurait eu pour but que d'annexer les territoires roumains et y introduire le catholicisme et que seule la prépondérance militaire de la Turquie l'aurait poussée à lui céder ces territoires. Selon Z. Spieralski le dilemme de la Pologne fut toujours : soit de risquer une confrontation avec la Turquie, soit de s'assurer la paix à tout prix. D'après lui la solution de ce dilemme dépendait de la situation politique de la Pologne et de l'Europe centrale tout entière dont les divers problèmes roumains n'étaient qu'un aspect. Pour Z. Spieralski, les plans de J. Zamoyski et de J. Sobieski, consistant à annexer la Moldavie et la Valachie afin d'assurer la sécurité de la Pologne du côté de la Turquie et d'unir les forces polonaises et roumaines dans la lutte contre les Turcs, avaient certes une toute autre valeur que les aspirations des magnats polonais qui tendaient à se frayer une route vers les côtes de la Mer Noire et à se mêler des affaires de Moldavie aux fins de renforcer leur propre position dans la République. Z. Spieralski souligne également qu'il ne convient pas d'accuser uniquement la politique polonaise, mais aussi la politique des princes et boyards roumains qui porta préjudice à la coopération polono-roumaine dans la lutte contre l'empire Ottoman.

⁹ Z. Spieralski, *Awanturny moldawskie*, Varsovie 1967. Il y a les autres publications de Wiedza Powszechna, touchant l'histoire de la Moldavie : J. Pajewski, *Buńczuk i koncerz. Z. dziejów wojen polsko-tureckich*, Varsovie, 1963 ; Z. Wójcik, *Dzikie pola w ogniu*, Varsovie, 1960.

¹⁰ Z. Spieralski, le compte rendu du livre de J. Demel, dans « Kwartalnik Historyczny », vol. LXXVIII, Varsovie 1971 ; J. Demel, *Kilka uwag w sprawie historii Rumunii*, « Kwartalnik Historyczny », vol. LXXIX.

De son côté, J. Demel soutient le fondement de la thèse selon laquelle la politique polonaise ne joua pas au XVI^e et au XVII^e siècle un rôle positif envers les Pays Roumains. Le résultat de cette politique ne fut pas bénéfique non plus pour la Pologne. En conclusion J. Demel convient qu'il est loisible de discuter cette politique pour ce qui est des détails, mais qu'on ne peut discuter sa tendance générale.

Passons maintenant en revue les divers problèmes qui ont occupé les historiens polonais au cours de ces dernières années. Ce sont pour la plupart des problèmes qui ont déjà fait l'objet des recherches dans l'historiographie polonaise d'antan. Nous sommes dans l'impossibilité de donner ici une liste complète des problèmes essentiels, les uns ayant été traités au cours des recherches effectuées ces vingt-cinq dernières années, les autres ayant été omis. De même il nous est impossible d'indiquer toutes les nombreuses publications contenant des données sur les relations polono-roumaines, et particulièrement celles qui traitent de plus vastes problèmes.

C'est au XIV^e siècle que débutèrent les relations de voisinage entre la Pologne et la Roumanie, au moment où le roi Casimir le Grand incorpora la Ruthénie et la Podolie à la Pologne. Dans les chroniques de Dlugosz il est fait mention d'un conflit armé en 1359 entre les Polonais et les Moldaves. À propos de ce conflit, les avis étant partagés chez les historiens aussi bien polonais que roumains, Z. Spieralski a considéré qu'il était nécessaire de revoir le problème. Il écrivit donc un article¹¹, dans lequel il défendait la thèse suivant laquelle ce conflit était impossible du temps de Casimir le Grand et qu'il conviendrait de le situer aux alentours de 1377.

Z. Spieralski fut moins heureux lors de la polémique touchant la participation de troupes moldaves à la bataille de Grunwald. Son adversaire, S. M. Kuczyński, retrouva des sources nouvelles confirmant cette présence conformément à la thèse des historiens roumains¹².

On sait qu'après une période de coopération entre la Pologne et la Moldavie commença une époque de conflits entre ces deux pays. L'objet de cette rivalité était un territoire situé sur la rive droite du Dniestr, du nom de Pocoutie. Cette rivalité, renforcée par la concurrence qui se manifesta entre la Pologne et la Hongrie d'une part, et par la

¹¹ Z. Spieralski, *W sprawie rzekomej wyprawy Kazimierza Wielkiego do Moldawii*, « Przegląd Historyczny », vol. III, Varsovie 1961. Une nouvelle édition critique de J. Dlugosz. *Annales seu Cronicae incliti Regni Poloniae*, vol. I et II.

¹² Z. Spieralski, *W sprawie udziału Moldawian w bitwie pod Grunwaldem*, dans « Zapiski historyczne », vol. 29, Toruń 1964; S. M. Kuczyński, *Moldawianie pod Grunwaldem*, « Zapiski historyczne », vol. 32, Toruń 1967. Pour les relations polono-roumaines de cette époque voir aussi Z. Nowak, *Polityka północna Zygmunta Luksemburskiego do roku 1411*, « Roczniki Towarzystwa Naukowego w Toruni », vol. 60, 1, Toruń, 1964.

menace turque de plus en plus dangereuse, d'autre part, provoqua une longue crise dans les relations polono-roumaines. Cette crise facilita la soumission de la Moldavie au despotisme du sultan et eut de néfastes conséquences sur la position des Jagellons au Sud des Carpates.

Les étapes de cette crise furent depuis longtemps étudiées par les historiens polonais, et ceci encore après la deuxième guerre mondiale. Dans son ouvrage sur Caffa, colonie de Gênes, M. Malowist¹³ nous présente la situation sur les bords de la Mer Noire pendant la seconde moitié du XV^e siècle. Il y étudie les problèmes ayant trait au commerce international de l'époque, les relations polono-roumaines ne jouant là qu'un rôle secondaire. La situation internationale à la fin du XV^e siècle a fait à son tour l'objet des recherches de Józef Garbacik. Dans son ouvrage intitulé « Callimach, diplomate et politicien »¹⁴, il nous a montré de manière convaincante l'activité de la diplomatie vénitienne sur les bords de la Mer Noire. Il a également souligné le rôle de Callimach dans la préparation de la campagne de 1497. Durant le VIII^e congrès des historiens polonais qui eut lieu à Cracovie en 1958 ce furent K. Górski et M. Biskup qui caractérisèrent la politique polonaise au Sud-Est pendant la seconde moitié du XV^e siècle, introduisant dans la discussion les nouvelles données fournies par les actes des États de la Prusse Royale¹⁵. En même temps, J. Garbacik a, dans son rapport, visiblement approfondi ses opinions quant à l'importance du problème turc dans la politique européenne de la fin du XV^e siècle et du début du siècle suivant¹⁶. Sa publication des sources¹⁷ concernant l'activité de la diplomatie polonaise de l'époque présente aussi une importance notable pour l'étude des affaires roumaines.

Le conflit enregistré à l'époque entre la Pologne et la Moldavie a été aussi étudié par Z. Spieralski. Il a publié un article sur leur rivalité au sujet de la Pocoutie jusqu'au début de règne de Sigismond I^{er} et un autre sur l'influence exercée par la campagne de 1497 sur la situa-

¹³ M. Malowist, *Kaffa-kolonia genueńska na Krymie i problem wschodni w latach 1453—1475*, Varsovie, 1917.

¹⁴ J. Garbacik, *Callimach jako dyplomata i polityk*, Kraków, 1948.

¹⁵ K. Górski, M. Biskup, *Polozenie i sytuacja międzynarodowa Polski w drugiej połowie XV wieku*, dans *Pamiętnik VIII Powszechnego Zjazdu Historyków Polskich w Krakowie*, vol. I, Varsovie, 1958; *Akta Stanów Prus Królewskich*, pub. par K. Górski et M. Biskup, Toruń 1955—1967, vol. I—IV.

¹⁶ J. Garbacik, *Problem turecki w polityce państw europejskich na przełomie XV i XVI wieku*, *Pamiętnik...*, vol. III, Varsovie, 1960.

¹⁷ *Materiały do dziejów dyplomacji polskiej z lat 1486—1516* [Kodeks Zagrebski] pub. par J. Garbacik, *Materiały Komisji Nauk Historycznych, Oddziału Polskiej Akademii Nauk w Krakowie, Wrocław*, 1966.

tion militaire et diplomatique de la Pologne¹⁸. Mais son ouvrage le plus important est sans conteste « La campagne d'Obertine de 1531 »¹⁹. Dans cet ouvrage il explique l'évolution du problème de la Moldavie dans la politique polonaise sous le règne de Sigismond I^{er}. Ce problème avait déjà été évoqué dans la biographie de ce roi, publiée par Z. Wojciechowski²⁰, dans celle de la reine Bona Sforza, publiée, par W. Pociecha²¹, et dans un article de W. Dworzaczek, caractérisant la politique turque du grand général J. Tarnowski²². Quant à l'ouvrage de Z. Spieralski, il tire son importance de l'étude très détaillée des actions militaires. Il y souligne le caractère défensif de l'activité militaire polonaise pendant la guerre contre la Moldavie. Ce caractère défensif était basé sur la faiblesse militaire de la Pologne aussi bien que sur les difficultés de sa politique extérieure dues à Moscou, à la Turquie et aux Habsbourg. La Pologne n'était pas en état à l'époque de provoquer une guerre avec la Sublime Porte. Dans ces circonstances, l'attaque du prince moldave Pierre Rareș sur la Pocoutie eut de néfastes conséquences pour lui même et pour son pays. D'après Z. Spieralski l'attitude agressive de Pierre Rareș amena la Pologne à coopérer avec son éventuel ennemi, la Turquie, et facilita la liquidation de la Moldavie indépendante.

Nous pensons, quant à nous, que la solution définitive de ce problème ne sera possible qu'après de nouvelles recherches. La publication des « Acta Tomiciana »²³ pourrait grandement faciliter ces investigations. Toutefois, nous considérons que la coopération militaire polono-turque de 1538 a été possible et ceci bien que ce fait puisse être expliqué également par la situation en Hongrie.

Les tentatives d'intervention des magnats polonais dans les affaires de la Moldavie n'avaient pas jusqu'alors intéressé les historiens polonais. Seule la nouvelle crise politique de la fin du XVI^e siècle servit de thème à plusieurs ouvrages. Le règne d'Etienne Bathory renouvela en Pologne certaines tendances ayant pour but d'éloigner le danger turc en augmentant l'influence polonaise sur les Principautés Danubiennes. La réalisation de ce programme avait semblé facilité par la guerre qui avait mis aux prises les Habsbourg et la Turquie, la Pologne n'y prenant

¹⁸ Z. Spieralski, *Po klesce bukowińskich 1497 r. Pierwsze najazdy Turków na Polskę*, « Studia i Materiały do Historii Wojskości », vol. IX, 1, Varsovie, 1963; *Z dziejów Wojen polsko-moldawskich. Sprawa pokucia do wstąpienia na tron Zygmunta*, I, « Studia i Materiały do Historii Wojskości », vol. XI, 2, Varsovie, 1965.

¹⁹ Z. Spieralski, *Kampania oboertynska 1531 roku*, Varsovie, 1962.

²⁰ T. Wojciechowski, *Zygmunt Stary [1506–1548]*, Varsovie, 1916.

²¹ Wl. Pociecha, *Królowa Bona [1494–1557]*, vol. I–IV, Poznań, 1949–1958.

²² Wl. Dworzaczek, *Polityka turecka helmana Tarnowskiego*, « Sprawozdania Poznańskiego Towarzystwa Przyjaciół Nauk », 1949.

²³ Ces dernières années W. Pociecha et puis A. Wyczański et W. Orban ont publié les volumes XIV–XVIII des *Acta Tomiciana*, Poznań, 1952, Wrocław, 1957–1966.

point part. Le grand chancelier Jan Zamoyski espérait, par cette politique, faire échec aussi bien à la Turquie qu'aux Habsbourg. Il trouva appui auprès des partis pro-polonais de Moldavie et de Transylvanie. En 1595, il parvint à installer le prince Jérôme Movila sur le trône de la Moldavie. Peu de temps après, André Bathory, qui comptait parmi les amis de Zamoyski, devint le prince de Transylvanie.

Bientôt la politique polonaise se trouva en conflit avec les intérêts roumains représentés par Michel le Brave. Zamoyski ne voyait dans Michel le Brave qu'un allié des Habsbourg, car il n'était pas en état de supposer que la Roumanie unifiée par ce prince aurait pu devenir un bastion contre la Turquie et contre la domination des Habsbourg. L'intervention armée de Zamoyski en 1600 précipita la chute de Michel le Brave. Cependant, Zamoyski ne fut pas à même de mener à bien cette politique ni d'aboutir à un succès durable et bientôt les Turcs restaurèrent leurs anciennes positions dans les principautés.

Tous ces problèmes subirent une nouvelle interprétation de la part des historiens polonais de ces dernières années. Le mérite de B. Kocowski fut d'avoir souligné le grand rôle de la propagande sociale de Michel le Brave. Selon lui, la crainte que cette propagande menât à un mouvement social dans la République, fut le principal motif de l'intervention de Zamoyski²⁴. Mais c'est surtout L. Bazylow qui approfondit ces problèmes dans son livre consacré aux relations entre la Pologne et la Transylvanie²⁵, livre basé sur les nouvelles sources des archives hongroises.

Malgré les guerres menées par la Pologne contre la Suède et la Russie, le grand général S. Zółkiewski continua la politique de Zamoyski. La période critique de cette politique se situa en 1620. Le désastre par lequel se termina l'intervention armée de Zółkiewski en Moldavie a fait l'objet d'un ouvrage de R. Majewski, intitulé «Cecora»²⁶. Il y constate que c'est bien Zółkiewski qui a commencé la campagne de 1620. Il était désireux d'affermir le prince Grazziani sur le trône de la Moldavie et de faire montre de sa force mais il ne pensait pas faire la guerre contre la Turquie. Cette démonstration de force eut un résultat inattendu : il se trouva bientôt attaqué par l'ennemi à Cecora. La bataille fut perdue

²⁴ B. Kocowski, *Wyprawa wołoska 1600 roku*, «Sprawozdania Wrocławskiego Towarzystwa Naukowego», vol. 5, Wrocław, 1950 ; le même auteur publia : *Wyprawa Tatarów na Węgry przez Polskę w 1594 r.*, Lublin 1948 ; *Bitwa teleżyńska 1600 roku między wojskami Jana Zamoyskiego a Michaława Walecznego*, «Sprawozdania z Czynności Wydawniczych i Posiedzeń Naukowych K.U.L.», vol. 3, Lublin 1948/1949. La politique de Zamoyski fut caractérisée par A. Słowiński, *Jan Zamoyski, kanclerz i hetman wielki koronny*, Warszawa, 1947 et K. Lepszy, *Wróg Habsburgów, Jan Zamoyski*, «Ręczniki historyczne», vol. XII, Poznań 1949.

²⁵ L. Bazylow, *Siedmiogród a Polska 1576—1613*, Varsovie, 1967.

²⁶ R. Mahewski, *Cecora rok 1620*, Varsovie 1970.

d'une part à cause de la faiblesse de l'armée polonaise et d'autre part à cause des erreurs de Zółkiewski.

La thèse de Majewski n'a pas été acceptée par les historiens polonais sans objections. J. Teodorczyk lui reprocha entre autre une insuffisante connaissance de la situation en Moldavie. D'après lui, l'attitude de l'armée moldavienne avait exercé une influence notable sur la défaite polonaise²⁷. Toutefois dans le domaine des relations polono-roumaines, l'ouvrage de R. Majewski aura longtemps une grande importance.

Au cours de ces dernières années les relations polono-roumaines dans la seconde moitié du XVII^e siècle ne firent guère l'objet de recherches spécialisées. Mais il y eut toujours des historiens polonais qui firent mention des problèmes roumains dans leurs travaux, consacrés principalement soit à la politique polonaise en Ukraine²⁸, soit aux guerres menées contre les Tartares et les Turcs²⁹. Il existe en outre certaines publications de sources qui contiennent également des matériaux traitant des problèmes roumains³⁰.

Il nous faut cependant faire mention d'un article de J. Woliński sur les affaires polono-moldaves de 1672—1673³¹. L'auteur y montre le rôle de la Moldavie pendant l'invasion turque en Pologne et l'aide accordée par le prince Petryczejko à l'armée de Sobieski pendant son offensive de 1673. Dans un livre du même auteur sur la guerre et la politique de Jan Sobieski, figurent également certaines informations touchant la politique polonaise en Moldavie³². Pour ce qui est de la

²⁷ J. Teodorczyk, *Heszcze e Cercerze*, « Kwart. Hist. », vol. LXXXIX Varsovie, 1972.

²⁸ Nous pouvons citer seulement certains exemples : Wł. Czapliński, *Dwa sejmy w roku 1652*, Wrocław 1955 ; A. Kersten, *Stefan Czarniecki*, Varsovie 1963 ; Z. Wóheik, *Traktat andruszowski i jego geneza*, Varsovie 1959 ; Z. Wójcik, *Miedzy traktatem andruszowskim a wojna turecka*, Varsovie, 1968.

²⁹ B. Baranowski, *Tat xarszczyna a Polska w latach 1624—1629*, dans *Prace Łódzkiego Towarzystwa Naukowego*, wyd. 2, vol. 1, Łódź 1948 ; B. Baranowski, *Znajomość Wschodu w dawnej Polsce do XVIII wieku*, Łódź, 1950 ; B. Baranowski, *Tatarszczyna wobec wojny polsko-szwedzkiej w latach 1655—1660*, *Polska w dobie drugiej wojny północnej 1655—1660*, vol. I, Varsovie, 1957.

³⁰ J. Woliński, *Wojna polsko-turecka 1672—6 w świetle relacji rezydentów austriackich w Turcji*, « Studia i Materiały do Historii Wojskowości » vol. VII, 2, Varsovie 1961 ; Z. Abrahamowicz, *Katalog dokumentów tureckich. Dokumenty do dziejów Polski i krajów ościennych 1455—1672*, t. 1, Varsovie, 1959 ; Hadży Mehmed Senai z Krymu, *Historia chana Islam Gereja III*, publ. par Z. Abrahamowicz, Varsovie, 1971 ; Parmi les mémoires publiées les plus intéressantes pour l'histoire de la Moldavie : K. Sarnecki, *Pamiętniki z czasów Jana Sobieskiego*, publ. par J. Woliński, Wrocław, 1958. Quant à la politique nobiliaire, citons *Akta sejmikowe województwa krakowskiego*, vol. II—IV, publ. par A. Przyboś, Kraków, 1953—1963 et *Akta sejmikowe województw poznańskiego i kaliskiego*, vol. I—II, publ. par Wł. Dworzaczek, Poznań 1957—1962.

³¹ J. Woliński, *Ze spraw polsko-moldawskich 1672—1673*, dans le vol. *Studia Historyczne Stanisławowi Herbstowi na sześćdziesięciolecie urodzin*, Varsovie, 1967.

³² J. Woliński, *Z dziejów wojny i polityki dobie Jana Sobieskiego*, Varsovie, 1960.

guerre de la Sainte Ligue contre la Turquie, on peut affirmer que depuis Cz. Chowaniec, elle n'a point trouvé son historien ³³.

Mis à part les publications traitant de l'histoire diplomatique et militaire qui ont fait le principal objet des recherches polonaises, celles traitant des relations économiques et culturelles entre la Pologne et la Roumanie sont assez rares. Dans le domaine des relations commerciales, citons un article de A. Dziubiński ³⁴ traitant des routes de commerce allant de Pologne en Turquie au XVI^e siècle. L'auteur parle également des droits de douane du côté moldave, de la contrebande entre la Podolie et la Moldavie, ainsi que des efforts de la Moldavie pour tenter de jouer le rôle d'intermédiaire entre la Pologne et la Turquie. En ce qui concerne les XVII^e et XVIII^e siècles, nous pouvons trouver des données, en particulier sur le commerce des bœufs, dans certains ouvrages consacrés au développement économique des grandes villes polonaises, comme Kraków, Wrocław et Zampsé ³⁵.

Quant aux relations culturelles, l'ouvrage de J. Tazbir sur les frères polonais, qui trouvèrent asyle en Transylvanie ³⁶, est le plus important. Se basant sur des sources puisées aux archives de Cluj, l'auteur caractérise la situation de la communauté de ces frères polonais qui avaient émigré de Pologne en 1660.

Les observations que nous présentons dans cet article concernent particulièrement la période allant du XIV^e au XVII^e siècle; pour ce qui est des périodes postérieures, nous nous bornerons à quelques remarques. Dans les recherches polonaises du XVIII^e siècle, les problèmes roumains ne jouent qu'un rôle secondaire ³⁷. Depuis la seconde moitié du XVIII^e

³³ Le meilleur précis d'histoire de cette guerre dans *Zarys dziejów wojskowości polskiej do roku 1864*, vol. II, Varsovie 1966 (publication de Wojskowy Instytut Historyczny). L'organisation de l'armée polonaise au XVII^e siècle et le rôle des Roumains dans cette armée dans l'ouvrage de J. Wimmer, *Wojsko polskie w drugiej połowie XVII wieku*, Varsovie 1965. Voir aussi O. Górka, *Dymitr Kantemir o wojsku i sztuce wojennej Moldawii*, « *Studia i Materiały do Historii sztuki wojennej* », vol. III, Varsovie 1956.

³⁴ A. Dziubiński, *Drogi handlowe polsko-tureckie w XVI stuleciu*, « *Przegląd Historyczny* », vol. LVI, Varsovie, 1965.

³⁵ M. Zakrzewska-Dubasowa, *Ormianie Zamojscy i ich rola w wymianie handlowej i kulturalnej między Polską a Wschodem*, Lublin 1965; M. Wolański, *Związki handlowe Śląska z Rzeczpospolitą w XVII wieku*, « *Prace Wrocławskiego Towarzystwa Naukowego* », série A No. 77, Wrocław, 1964; M. Kulczykowski, *Kraków jako ośrodek towarowy Małopolski Zachodniej w drugiej połowie XVIII wieku*, « *Studia z historii społeczno-gospodarczej Małopolski* », vol. 6, Varsovie, 1963.

³⁶ J. Tazbir, *Bracia polscy w Śiedmiogrodzie 1660–1784*, Varsovie, 1964.

³⁷ Néanmoins il est possible de trouver des données concernant les relations polono-roumaines dans les ouvrages consacrés à la situation internationale de la Pologne, comme par exemple : J. Gierowski, *Miedzy saskim absolutyzmem a złota wolnością*, Wrocław 1953, J. Gierowski, *W cieniu ligi północnej*, Wrocław, 1971; J. Reychman, *Zycie polskie w Stambule w XVIII wieku*, Varsovie, 1959.

siècle et durant le XIX^e siècle, les relations polono-roumaines firent l'objet de recherches ayant revêtu deux aspects :

— le premier concernait le fait que la Roumanie servit de base aux mouvements qui préparaient l'insurrection en Pologne (depuis la confédération de Bar et depuis la formation de la légion polonaise en Moldavie en 1797);

— le deuxième aspect est relié à l'appui prêté par les Polonais aux mouvements roumains qui tendaient à l'unification du pays ainsi qu'à son renforcement.

Déjà au cours des années trente, dans l'ouvrage de S. Lukasik³⁸, les relations polono-roumaines étaient traitées sous ces deux aspects. Après la guerre, ces problèmes furent approfondis dans des ouvrages qui concernaient l'activité de l'émigration polonaise qui fit suite aux insurrections de novembre et de janvier. M. Handelsmann, caractérisant le rôle du prince Czartoryski et du groupe de l'hôtel Lambert³⁹, souligna l'activité de leurs agents en Roumanie. La participation des émigrés polonais à la révolution de 1848 en Roumanie est représentée par H. Batowski et Z. Mlynarski⁴⁰. E. Biedrzycki dans sa biographie de Nicolae Bălcescu parle également des relations de celui-ci avec les démocrates polonais⁴¹. Quant aux possibilités d'un secours roumain lors de l'insurrection de 1863, elles firent l'objet d'une discussion pendant le IX^e congrès des historiens polonais qui s'est tenu à Varsovie. Il est également fait mention de ces possibilités dans un ouvrage de S. Kieniewicz sur l'insurrection de janvier⁴². Le rôle de l'émigration polonaise en Roumanie après 1863 est mis en lumière dans les ouvrages de M. Tyrowicz et de J. Borejsza⁴³. Il convient de citer encore un article de W. Jabłońska sur la société dite « de la Bibliothèque Polonaise » qui fut fondée en 1866 à Mihaileny (puis à Jassy) par un émigré polonais J. Łukaszewski. Fait pour ainsi dire symbolique, tous les fonds de cette société furent transférés en 1892 à Bytom, en Silésie, où ils servirent à la fondation

³⁸ S. Lukasik, *Rumunia a Polska w XIX wieku*, Kraków, 1929.

³⁹ M. Handelsmann, *Adam Czartoryski*, vol. I—III, Varsovie, 1948—1950.

⁴⁰ H. Batowski, *Stosunki wzajemne Polaków i innych ludów w dobie Wiosny Ludów. Myśl Współczesna 1948*; Z. Mlynarski, *Polacy w rumuńskiej Wiosnie Ludów*, « Studia i Materiały de Historii Sztuki Wojennej », vol. I, Varsovie, 1954.

⁴¹ E. Biedrzycki, *Mikołaj Bălcescu rumuński pisarz i rewolucjonista*, Kraków 1961.

⁴² S. Kieniewicz, *Powstanie styczniowe*, Varsovie 1972; le rapport de L. Koberdowa, *Miedzynarodowy aspekt powstania styczniowego* et la discussion, surtout l'intervention de Kornelia Duciewicz, IX Powszechny Zjazd Historyków Polskich, *Powstanie styczniowe*, vol. I—II, Varsovie, 1963—1964.

⁴³ M. Tyrowicz, *Emigracja polska w Księstwach Nadnaddunajskich po powstaniu styczniowym*, *Raport agenta austriackiego z r. 1866*, « Zeszyty Naukowe Wyższej Szkoły Pedagogicznej w Krakowie », vol. 14, Kraków 1962; J. Berejsza, *Emigracja polska po powstaniu styczniowym*, Warszawa 1966; Voir aussi : *Zjednoczenie emigracji polskiej 1866—1870* (lewica na emigracji) publ. par C. Bobińska, M. Kulczykowski, A. Pilch, M. Zgórniak, Wrocław-Moscou 1972.

d'une nouvelle société scientifique⁴⁴. Nous pouvons enfin souligner que les problèmes roumains sont représentés dans les livres concernant les relations internationales de l'époque⁴⁵.

Ce n'est que ces dernières années que la période de l'entre-deux-guerres mondiales fit l'objet de recherches plus approfondies. Il faut souligner le grand rôle de Henryk Batowski et de ses initiatives dans ce domaine. Les relations diplomatiques entre la Pologne et la Roumanie font l'objet des ouvrages spécialisés de celui-ci⁴⁶. H. Batowski consacre à la Roumanie une place importante dans ses études sur les relations internationales de l'époque⁴⁷. Il attire particulièrement l'attention de ses élèves sur ces problèmes. Ces dernières années, un centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale au XX^e siècle a été organisé à l'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de Varsovie. L'histoire de la Roumanie y est également étudiée⁴⁸.

La situation des Polonais en Roumanie au cours de la seconde guerre mondiale fut surtout le sujet de mémoires⁴⁹. Les recherches sur l'histoire de la République Populaire de Roumanie sont encore à l'état de première élaboration⁵⁰.

L'élaboration de l'histoire de la Roumanie tant pour les manuels d'histoire de Pologne que pour les manuels d'histoire universelle, est un tout autre problème⁵¹. Nous pensons que cette histoire est souvent présentée de façon trop générale.

⁴⁴ W. Jabłońska- Biblioteka Polska w Rumunii i jej wpływ na powstanie Towarzystwa Przyjaciół Nauk na Śląsku, «Roczniki Biblioteczne», vol. 4, Varsovie, 1960.

⁴⁵ Citons pour exemple H. Wereszycki, *Walka o pokój europejski 1872—1878*, Warszawa 1971; M. Tanty, *Rosja wobec wojen bałkańskich 1912—1913 roku*, Varsovie 1970, *Rozprawy Uniwersytetu Warszawskiego*, vol. 42.

⁴⁶ H. Batowski, *Le voyage de Joseph Beck en Roumanie en octobre 1938*, «Annuaire polonais des Affaires internationales», vol. I, Varsovie 1961.

⁴⁷ H. Batowski, *Rozpad Austro-Magiar*, Wrocław 1965; H. Batowski, *Kryzys dyplomatyczny w Europie. Jesień 1938 — wiosna 1939*, Warszawa 1962; H. Batowski, *Agonia pokoju i początek wojny. Sierpień-wrzesień 1939*, Poznań 1969; H. Batowski, *Wojna a dyplomacja 1945*, Poznań 1972; H. Batowski, *Central Europe in the policy of Great Powers in the period 1919—1939*, Varsovie, 1970.

⁴⁸ Le centre était dirigé par R. Gerber, maintenant par J. Zarnowski Il publie la revue «Studia z dziejów ZSRR i Europy środkowowschodniej», vol. I—VIII, Varsovie—Wrocław, 1965—1972.

⁴⁹ W. Biegański, *Władze rumuńskie wobec internowania i uchodźstwa polskiego w Rumunii 1939—1941. Najnowsze dzieje Polski*, vol. VIII, Varsovie 1964 fait presque une exception.

⁵⁰ Pour exemple: Wl. Góra, *Reformy agrarne w europejskich krajach demokracji ludowej w latach 1944—1948*, Varsovie, 1970.

⁵¹ Citons les manuels universitaires *Historia Polski*, réd. par T. Manteuffel vol. I—IV, Varsovie 1957-1969; T. Manteuffel, *Sredniowiecze*, Varsovie 1968; Z. Wójcik, *Historia powszechna XVI—XVII wieku*, Varsovie 1968; M. Zywczyński, *Historia powszechna 1789—1870*, Varsovie 1967; J. Pajewski, *Historia powszechna 1871—1918*, Varsovie 1971; A. Wyczański, *Historia powszechna. Koniec XV. w.—połowa XVII*, Varsovie 1965; A. Kersten, J. Maciszewski, *Historia powszechna 1648—1789*, Varsovie 1971.

Nous ne pouvons prétendre que les recherches sur les relations polono-roumaines ont été, surtout ces dernières années, négligées par les historiens polonais. Il y a sur ce plan de vraies réussites : le manuel de J. Demel, les recherches sur l'histoire militaire. Mais il y a toujours des lacunes, qui n'ont jamais fait l'objet d'études. Ce n'est pas ici le lieu où l'on pourrait préparer le programme des recherches. Si nous avions le choix, la première tâche de nos recherches serait de faciliter le rapprochement de nos nations et d'approfondir les sentiments qui existent déjà. Et c'est pourquoi au lieu de l'histoire militaire nous préférons établir l'histoire de la mentalité qui nous faciliterait la compréhension de la genèse de ces sentiments.

LA MOLDAVIE DANS LES TRAITÉS DE PAIX OTTOMANO-POLONAIS DU XVII^e SIÈCLE (1621—1672)*

par TAHSIN GEMIL

Les pays roumains, et particulièrement la Moldavie, ont été contraints, par leur condition de petits États entourés de grandes puissances, de mener en permanence une politique de défense de leur droit élémentaire à l'existence comme États et à l'indépendance. En fonction des circonstances, ce principe fondamental de la politique étrangère roumaine a imposé tantôt la lutte armée, tantôt la surenchère de l'habileté diplomatique.

Sans doute, la place de la Moldavie dans l'histoire des rapports entre l'Empire Ottoman et la Pologne ne saurait être entièrement comprise sans avoir en vue les particularités susmentionnées. Sous ce rapport, le XVII^e siècle est — comme on le verra — significatif.

Nous servant surtout des matériaux d'archives de Turquie et de Pologne, dont certains inédits ou inutilisés jusqu'ici, nous essayerons de présenter l'évolution des rapports turco-polonais au XVII^e siècle et leurs répercussions sur les pays roumains, et d'abord sur la Moldavie, mis en relief dans les textes des traités de paix turco-polonais de cette période. Nous examinerons en même temps la réaction des pays roumains vis-à-vis du cours des relations entre les deux pays.

Le XVII^e siècle s'est caractérisé, entre autres, surtout à l'est et au sud-est de l'Europe, par une fluctuation permanente des tendances

* Cette étude fait partie d'un ouvrage plus ample, concernant « La Moldavie dans le contexte des relations politiques internationales de l'est et du sud-est de l'Europe au XVII^e siècle ».

politiques, sans que celle-ci puisse pour autant mener à une modification essentielle de l'équilibre des forces, lequel s'est maintenu dans une stabilité relative jusqu'au début du siècle suivant¹.

Dans ces circonstances, les rapports turco-polonais occupent une place bien définie, dont l'importance a maintes fois été relevée, sans toutefois être étudiée dans ses détails. Le royaume de Pologne, en tant que grande puissance européenne, et l'Empire ottoman, en tant qu'élément actif dans le système politique européen à partir du règne de Süleyman Kanunî (le Législateur)², constituaient des facteurs décisifs de l'équilibre des forces en Europe. La crise turque et polonaise, manifestée approximativement dans la même période, c'est-à-dire dans la seconde moitié du XVI^e siècle et accentuée dans tout le courant du siècle suivant, s'est répercutée d'une manière complexe aussi bien sur leurs relations bilatérales que sur toute la structure des rapports internationaux européens du XVII^e siècle. Il est vrai que la Pologne, ainsi que l'Empire ottoman, n'avaient plus la puissance du XVI^e siècle, mais ils ont néanmoins conservé encore au XVII^e siècle des forces capables d'expansion, lesquelles se sont heurtées dans leur rivalité pour le contrôle sur l'Europe orientale³.

Sur le fond d'une confrontation violente sur le continent, le conflit avec la Pologne a acquis au XVII^e siècle le poids principal dans la politique européenne de la Porte⁴. Les rivalités de la Pologne avec la Suède et la Russie ont constitué, à cette époque, des raisons d'encouragement pour l'Empire ottoman, mais son chaos intérieur et les guerres avec l'Iran et ensuite avec Venise l'ont empêché d'entreprendre des actions aux résultats décisifs contre la République. C'est ainsi que, en dépit des oscillations des rapports turco-polonais, la balance de l'équilibre des

¹ Josef Andrzej Gierowski, *L'Europe Centrale au XVII^e siècle et ses principales tendances politiques*, dans « XIII^e Congrès International des Sciences Historiques », Moscou, 1970, p. 15; David Ogg, *L'Europe du XVII^e siècle*, Payot, Paris, 1932, p. 7.

² Halil İnalcık, *L'Empire Ottoman*, dans « Actes du premier congrès international des études balkaniques et sud-est européennes », III, Sofia, 1969, p. 88.

³ Zbigniew Wójcik, *Miedzynarodowe polozenie Rzeczypospolitej*, dans le vol. « Polska XVII Wiek. Panstwo, spoleczenstwo, kultura », Pod redakcja Janusza Tazbira, Wiedza Powszechna, Warszawa, 1969, p. 16. Nous devons les traductions du polonais au collègue Ven. Clobanu, auquel nous exprimons ici aussi notre reconnaissance.

⁴ Nous tenons compte de la guerre de Candie, laquelle, après la guerre avec l'Iran, a attiré les forces principales de l'Empire ottoman. Mais ce conflit, se déroulant plutôt dans les eaux égéennes et méditerranéennes, n'a pas trop impliqué l'Europe continentale. En même temps, la guerre ottomano-vénitienne, même si elle a été plus violente en intensité, a été moins longue et surtout a eu moins de répercussions sur la situation politique générale de l'Europe que le conflit avec la République polonaise. Il faut de même prendre en considération le fait que pour la Porte, la conquête de Crète était imposée par des nécessités économiques intérieures, pour la garantie des communications de la Capitale avec les provinces nord-africaines; en dernière analyse, donc, du point de vue turc, le conflit de Candie était en dehors de sa politique européenne. Enfin, la guerre turco-vénitienne s'est déroulée dans la période d'accalmie de la rivalité turco-polonaise.

forces entre elles ne subit aucun changement important dans tout le courant du XVII^e siècle.

Naturellement, le conflit entre les deux éléments principaux du système européen, l'Empire ottoman et le royaume polono-lituanien, a entraîné, dans une mesure plus ou moins grande, presque tous les États du continent et en premier lieu les États situés dans la zone orientale. Par leur position géographique et leur condition politique dans le cadre de l'Empire ottoman, les Pays roumains et le Khanat de Crimée furent spécialement impliqués dans les rapports turco-polonais. Si les intérêts majeurs des Principautés roumaines imposèrent à leurs dirigeants d'adopter dans ce siècle, à peu d'exceptions près, une politique d'atténuation et de pacification du conflit turco-polonais, le Khanat de Crimée chercha à tirer parti de la détérioration des rapports entre la République et la Porte, pour renforcer ses positions dans cette zone et affirmer sa politique indépendante.

La rivalité polono-turque, qui prit au XVII^e siècle un caractère bien plus grave qu'au siècle précédent, trouve sa genèse particulièrement dans la position politique ambiguë des pays roumains, principalement de la Moldavie — voisine directe de la République aristocratique, dans les rapports avec la Pologne et la Porte. Les pays roumains tirèrent habilement parti de cette situation pour conserver leur existence d'État et manifester, maintes fois, leur propre politique. En effet, la reconnaissance de la vassalité envers la Pologne, l'acceptation de la suzeraineté ottomane, ainsi que le fait de les cultiver simultanément, même au XVII^e siècle, étaient dictées aux voïvodes roumains par ces nécessités fondamentales de défense.

La Porte n'avait jamais perdu de vue les prétentions émises par la Pologne sur les pays roumains⁵. Du point de vue turc, la perte des pays roumains eût équivalu avec l'abandon d'importantes positions stratégiques, de nature à menacer le monopole de la Porte sur la Mer Noire et le Bas-Danube et, en même temps, entraîner la privation pour Istanbul des importantes contributions matérielles de ces pays. Toutefois, au XVI^e siècle, l'Empire ottoman n'a pas considéré nécessaire de passer à des actions radicales pour la solution définitive de la situation politique de la zone orientale du continent. Cette attitude était motivée par ses plans qui visaient à cette époque l'Europe centrale, par les antagonismes

⁵ En mai 1568, par exemple, l'ambassadeur polonais à transmis au sultan la lettre u rdoi, par laquelle celui-ci sollicitait le renouvellement du vieux traité du temps de Bayezid II, mais à la condition que les voïvodes de Moldavie soient nommés aussi avec l'assentiment de la Pologne et que les réfugiés de l'Empire ottoman dans les territoires polonais ne soient pas livrés à la Porte. Le sultan rejeta catégoriquement ces prétentions.

polono-autrichiens concernant l'hégémonie sur l'Europe orientale et, peut être, par une sous-estimation de la capacité expansionniste de la Pologne vers le sud. C'est pourquoi la Porte s'est bornée à contrecarrer les tendances polonaises par les libertés accordées aux khans de Crimée, par le transfert des Tatars Nogaïs dans le Boudjak et par la création aux frontières nordiques de l'Empire de points fortifiés. Mais, lorsqu'en Pologne, à la suite de l'extinction de la dynastie des Jagellons (1572), se dessina la perspective d'une menace sérieuse contre les positions turques de cette zone par les candidatures autrichiennes et russes à la couronne polonaise, la Porte n'hésita pas à préparer son intervention armée pour faire obstacle à ces dangers⁶. Mais comme les trois rois de Pologne des trois dernières décennies du XVI^e siècle étaient considérés comme acceptables pour les intérêts ottomans et que les circonstances internationales provoquées par la lutte de libération des pays roumains sous la direction de Michel le Brave avaient créé une situation critique pour les positions turques en Europe, la rivalité polono-turque ne dépassa pas l'état latent d'auparavant, en dépit du fait que les prétentions polonaises sur les pays roumains continuaient à persister⁷. La fin du XVI^e siècle et le début du siècle suivant devaient néanmoins apporter le mûrissement des éléments de conflit entre la Pologne et la Porte.

En 1576, Etienne Bathory réorganisa les Cosaques du Dniepr et leur accorda une autonomie presque complète, pour contrecarrer les attaques tatares contre la République⁸, ce qui conduisit au contraire à une exacerbation des pillages réciproques des Cosaques et des Tatars dans les territoires ottomans et polonais. Les liens matrimoniaux de Sigismond III créant la possibilité d'un rapprochement polono-autrichien, les Turcs y virent une menace pour les intérêts de leur politique européenne. En même temps la reprise par le même monarque de la politique orientale de la Pologne rendit plus évident le danger pour les positions turques dans cette zone, tandis que les relations turco-polonaises se compliquaient par l'intervention de la Russie. En plus, un facteur encourageant pour la politique orientale polonaise était constitué par la nouvelle et acharnée guerre turco-iranienne qui éclata avec force en 1603⁹.

⁶ İsmail Hakkı Uzunçarşılı, *Osmali Tarihi*, vol. III, II^e partie, *Türk Tarih Kurumu Basımevi* — Ankara, 1954, p. 167—168.

⁷ En 1597, Sigismond III Vasa demanda la cession à la Pologne de la Moldavie et de la Valachie. Le sultan rejeta cette proposition, mais accepta, la même année, le renouvellement du traité avec la Pologne.

⁸ Tadeusz Gasztowtt, *La Pologne et l'Islam*, Paris, 1907, p. 27.

⁹ En 1599 le schah Abbas d'Iran avait envoyé des lettres aux souverains européens, dont le roi de Pologne, les incitant à des actions contre les Turcs.

De sorte que, après la paix de Zsitvatorok, de 1606, qui mettait fin, pour plus d'un demi siècle, au long conflit des empires ottoman et autrichien, la rivalité avec la Pologne se situa au premier plan de la politique turque européenne. Cependant, la crise intérieure turque qui avait éclaté avec violence au début du XVII^e siècle, à un moment où la guerre avec l'Iran rencontrait des difficultés, la méfiance dans la solidité de la paix avec les Habsbourgs, ainsi que le fait que le souvenir de la crise provoquée par la lutte dirigée par Michel le Brave était encore récent, déterminèrent la Porte à ignorer pour le moment l'exercice effectif de l'influence politique polonaise sur la Moldavie et à accepter, en 1607, le renouvellement du traité avec la République¹⁰. La clause de ce document, prévoyant que les voïvodes de Moldavie entretiendraient des rapports d'amitié avec le roi, semblables à ceux qu'ils avaient eus avec les anciens rois de Pologne, ne signifiait pas autre chose alors que la reconnaissance par la Porte de l'état de fait existant en Moldavie.

Mais lorsque la perspective de la conclusion de la paix avec l'Iran se dessina en 1610—1611¹¹, l'Empire ottoman estima possible son intervention dans la situation politique des Principautés roumaines, par la nomination, en 1611, de Ștefan Tomșa en Moldavie et de Radu Mihnea en Valachie, les deux étant considérés comme fidèles à la Porte. Cependant, la Pologne n'accepta pas de perdre les positions acquises en Moldavie, et usa de nouveau de moyens militaires (1612 et 1615). Cette fois la Porte passa à des actions plus fermes, en chargeant Iskender Pacha, le gouverneur de la Bosnie, de réinstaller sur le trône Ștefan Tomșa, qui avait été évincé par les armées polonaises¹². L'accrochage qui eut lieu à cette occasion près de Hotin, au printemps de l'année 1616, entre les troupes turques et polonaises, marqua le déclenchement violent du conflit entre les deux États. Une expédition plus importante fut préparée, sous le commandement du même pacha, à l'été de l'année suivante, dirigée contre les Cosaques du Dniepr, mais visant principalement à supprimer l'hégémonie polonaise dans les Principautés roumaines. En effet, la paix conclue¹³, sans combat, à la fin de septembre 1617, au moment de l'apparition d'un grand danger pour la Pologne — la guerre suédoise et de la campagne du roi en Russie, semblait mettre

¹⁰ La copie officielle du texte de ce traité se trouve à Başbakanlık Arşivi—İstanbul, Eğnebi Defterleri 55/1, f. 2—5.

¹¹ İsmail Hakkı Uzunçarşılı, *op. cit.*, p. 68.

¹² Voir N. C. Băjenaru, *Ștefan Tomșa II (1611—1616; 1621—1623) și rivalitatea turco-polonă pentru Moldova* [Ștefan Tomșa II (1611—1616; 1621—1623) et la rivalité turco-polonaise pour la Moldavie], Jassy, 1926, p. 60.

¹³ La copie du texte turc de ce document se trouve à Başbakanlık Arşivi — İstanbul, Eğnebi Defterleri 55/1, f. 5—6; le texte polonais dans Hurmuzaki, *Documente*, suppl. II, vol. II, p. 429—433.

fin à l'influence polonaise dans les pays roumains¹⁴ et conduire ainsi à la normalisation des relations entre les deux pays, ce que souhaitaient eux-mêmes.

La convention de Jarucha ou Busza, conclue dans ces circonstances, accordait la liberté du commerce aux marchands de la République dans les trois pays roumains et prévoyait la garantie par la Porte de la tranquillité aux frontières roumano-polonaises. Elle contenait également l'obligation de la Pologne de ne pas attaquer et de ne pas intervenir en Transylvanie, en Moldavie et en Valachie; la République s'engageait en même temps de n'accorder sous aucune forme son appui à Radu Șerban et à Homonnay, ainsi qu'à d'autres prétendants aux trônes des trois pays roumains. Donc, la lettre de la convention de 1617 imposait à la Pologne la reconnaissance de la domination turque sur les pays roumains et l'abandon de ses prétentions dans le même sens.

Cependant, la République n'entendait pas renoncer si facilement à des velléités nourries depuis si longtemps, d'autant plus qu'en 1618 la guerre avec la Russie était finie. En même temps une nouvelle période de relâchement étant intervenue dans la tension turco-iranienne, la Porte était décidée à consolider ses positions dans les pays roumains. Il est évident qu'on recherchait alors une solution définitive du conflit turco-polonais. Entre-temps, la Guerre de 30 ans ayant éclaté, la rivalité des deux États se transforma en une question essentielle du système politique européen, ce qui lui conféra un caractère bien plus complexe et plus grave. C'est pourquoi, croyons-nous, dans les années 1620-1621, les pays roumains, et en premier lieu la Moldavie, se trouvèrent devant le danger réel de disparaître comme États. Cette grave situation fut encore accentuée par les actions hasardées du voïvode de Moldavie Gaspar Grațiani¹⁵, qui, ne comprenant pas la politique moldave traditionnelle d'équilibre entre la Pologne et l'Empire ottoman, s'était lancé dans un plan ambitieux¹⁶, juste au moment où celui-ci était plus difficile à réaliser. Le chroniqueur moldave Miron Costin du XVII^e siècle, a saisi avec lucidité cet état de choses, lorsqu'il a critiqué la politique de Grațiani, qu'il a qualifiée d'imprudente et d'irréfléchie, qui lui valut

¹⁴ *Istoria României* [Histoire de Roumanie], III, Ed. de l'Acad. Bucarest, 1964, p. 131.

¹⁵ Voir N. G. Bejenaru, *Gaspar Grațiani — domnul Moldovei (1619-1620) și luptele turco-polone din 1620* [Gaspar Grațiani — voïvode de Moldavie (1619-1620) et les combats turco-polonais de 1620], dans « Cercetări istorice », I (1925), n° 1, Jassy, p. 79-99; Anton Mesrobianu, *Nuovi contributi sul voivoda Gaspare Grațiani e la guerra turco-polacca del 1621*, dans « *Diplomatarium Italicum* », III (1934), p. 126-239.

¹⁶ N. Iorga, *Relations entre boyars moldaves et nobles polonais*, dans « Bulletin de la Section Historique de l'Académie Roumaine », n° 1-2, IX (1921), Bucarest, p. 142-143, montre que Grațiani avait voulu imiter Michel le Brave, en se proposant de s'emparer des trônes des trois pays roumains.

la perte au lieu du bien du pays¹⁷. En effet, Gaspar Grațiani ne fut qu'un simple instrument, aussi bien entre les mains de Bethlen Gabor, qui par l'aggravation du conflit turco-polonais, visait d'empêcher la collaboration des Polonais avec les Habsbourg¹⁸, qu'entre les mains de la République aristocratique, qui chercha à tirer parti de l'occasion offerte par Grațiani pour la réalisation du vieux projet d'instauration de la domination polonaise effective sur la Moldavie et la Valachie¹⁹. En ce qui concerne l'attitude des Turcs, un rapport au roi du 23 octobre 1620 de Césy, ambassadeur de la France à Istanbul, montre clairement que le désir des Turcs de mettre définitivement fin à la rivalité avec la Pologne, ainsi que la crainte de nouveaux troubles dans les pays roumains, avaient convaincu les Turcs de la nécessité d'englober la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie sous l'administration directe de la Porte²⁰. Au demeurant, il semble que Grațiani lui-même, bon connaisseur des méthodes politiques turques, avait craint, dans l'été de l'année 1620, que sa place de Jassy ne soit occupée par un *beylerbey*²¹. Ce qui fait que l'action de Gaspar Grațiani ne constitua qu'un facteur aggravant du conflit polono-turc, lequel, il est vrai, dans les circonstances d'alors, se serait déclenché même sans le passage du voïvode susmentionné dans le camp polonais. En effet, dès l'hiver de l'année 1619—1620, l'Empire ottoman, aussi bien que le royaume polono-lituanien, avaient commencé les préparatifs en vue d'une nouvelle confrontation²², laquelle au printemps de l'année 1620 paraissait imminente²³. Miron Costin notait également « que Schindaru Pacha était prêt même avant ces actions du voïvode Gaspar de se porter avec des armées contre les Polonais sur l'ordre de l'Empire »²⁴.

Par conséquent, l'accord de 1617, loin d'avoir aplani l'antagonisme polono-turc, l'avait encore aggravé, déterminant les deux parties à considérer le moment propice à l'adoption de mesures décisives. Nous devons toutefois constater que l'initiative des hostilités a appartenu à l'Empire ottoman qui, du moins à cette époque, semble avoir sous-estimé la force de la Pologne, qu'il appréciait également, à juste titre,

¹⁷ Miron Costin, *Opere* [Œuvres], éd. critique de P. P. Panaitescu, Bucarest, 1958, p. 67.

¹⁸ Voir Anton Mesrobianu, *op. cit.*, p. 150 et suiv.

¹⁹ Anton Prochaska, *Hetman Stanislas Zolkiewski*, Varsovie, 1927, p. 234 et 238.

²⁰ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 189.

²¹ Anton Prochaska, *op. cit.*, p. 234.

²² Voir Virginia Vasilu, *Il principato Moldavo e la curia papale fra il 1606—1620*, dans « *Diplomatarium Italicum* », II (1930), p. 43—45; Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 184—186.

²³ Hurmuzaki, *Documente*, suppl. I, vol. I, p. 186.

²⁴ Miron Costin, *éd. cit.*, p. 69.

en raison du fait que la République était obligée de payer un tribut annuel au khanat de Crimée, vassal de la Porte. La défaite de l'armée polonaise en 1620, à Țuțora et sur le Dniestr, a certainement contribué à la confirmation de cette fausse idée turque concernant la Pologne et a encouragé le jeune sultan Osman II à partir en personne dans la campagne de 1621, en poursuivant non seulement la consolidation définitive de la domination ottomane sur les pays roumains, mais encore une expansion territoriale dans les provinces du royaume et même la réduction de celui-ci à un état de subordination ²⁵.

À notre sens, le désastre polonais de Țuțora et du Dniestr a eu comme conséquence de faire pencher temporairement la balance réelle des forces en faveur de l'Empire ottoman, ce qui a mené immédiatement à l'augmentation évidente du danger de voir tomber les pays roumains sous la domination turque directe ²⁶. En même temps, la victoire turque de 1620 eut pour résultat l'accentuation de la retenue de la République dans ses rapports avec l'Empire ottoman, fait qui a mis son empreinte sur toute la politique orientale de la Pologne jusqu'à l'avènement de Jean Sobieski ²⁷.

Toutefois la Porte, de même que la Pologne d'ailleurs ²⁸, considérant que les combats de 1620 n'avaient pas été décisifs, entreprit la grande expédition de l'année suivante. C'est pourquoi, nous estimons que dans le jugement général de l'évolution de la rivalité polono-turque concernant les pays roumains, ce n'est pas le moment de 1620 qui doit constituer un point marquant, mais la bataille de Hotin de 1621, qui fut une continuation de la confrontation de l'année précédente ²⁹. Il est vrai que le désastre polonais de 1620 et la mort du grand hetman Stanislas Zolkiewski, le principal promoteur des actions offensives vers les pays roumains ³⁰, a été le symbole de l'échec d'une telle politique, mais ses conséquences, qui semblaient être radicales, furent immédiatement atténuées par le résultat indécis de la bataille de Hotin.

Sans doute, on doit également tenir compte dans le jugement des causes de l'expédition turque de 1621, en dehors des intérêts réalistes de la politique ottomane, des facteurs subjectifs qui ont contribué dans

²⁵ *Ibidem*, p. 76; *History of Poland*, Polish Scientific Publishers, Varsovie, 1968, p. 97.

²⁶ C'est dans ces circonstances qu'est née à Istanbul l'idée de la suppression des trois États roumains en tant qu'États, consignée par Césy dans son rapport du 23 octobre 1620 (Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I., p. 189).

²⁷ D. H. Pannington, *Seventeenth Century Europe*, Longman—London, 1970, p. 350.

²⁸ Anton Mesrobianu, *op. cit.*, p. 154.

²⁹ N. Iorga, *op. cit.*, p. 145; J. A. Gierowski, *op. cit.*, p. 11; considèrent le combat de Țuțora comme un moment marquant de l'affaiblissement de l'influence polonaise dans les pays roumains.

³⁰ Antoni Prochaska, *op. cit.*, p. 234.

une grande mesure au déclenchement de cette campagne. Le jeune sultan Osman II, dominé par le désir de rééditer et même de dépasser la gloire de Süleyman le Magnifique, a poursuivi un plan tellement hasardé par rapport aux possibilités réelles³¹, qu'il ne saurait être expliqué que par son manque d'expérience et son caractère impulsif, ainsi que par l'influence décisive exercée sur lui par les dignitaires intérieurs du palais, dénués de capacités militaires et politiques³².

Envisagée à travers le prisme de ces illusions, la résistance opposée par les Polonais à Hotin ne peut être considérée que comme un échec des Turcs. Mais, en même temps, cet effort a sérieusement ébranlé la république aristocratique, ce qui l'a rendue plus vulnérable au nord³³ et l'a obligée à réviser ses plans offensifs dirigés vers les pays roumains. Considérant en général les antagonismes turco-polonais ultérieurs à l'année 1621, nous devons constater que la confrontation de Hotin, même si elle n'a pas mis définitivement fin aux tendances d'hégémonie de la République dans les pays roumains, a néanmoins eu pour résultat un grand affaiblissement des positions polonaises dans cette zone. En même temps, la campagne de Hotin a mis plus éloquemment en évidence et a aggravé la crise intérieure qui minait l'Empire ottoman. De sorte que, après 1621, les deux États rivaux, préoccupés de leurs propres guerres dans d'autres directions, furent obligés d'éviter, durant un demi-siècle, le déclenchement d'une nouvelle confrontation de telles proportions.

Pour les pays roumains la bataille de Hotin eut comme suite l'accentuation de la domination turque³⁴. Mais, un résultat catégorique de cette bataille aurait signifié un changement décisif du rapport des forces entre les deux États, ce qui aurait certainement eu de bien plus graves répercussions sur la situation des pays roumains. Conscient d'un tel danger, le voïvode de Moldavie, Alexandru Iliăș, avait fait de grands efforts pour réconcilier les adversaires, dès le printemps de l'année 1621³⁵. Ne réussissant pas dans une pareille entreprise, ce voïvode dont Iorga a écrit qu'il a été « l'être le plus nul de tous ceux qui se sont succédé sur les trônes des pays roumains au XVII^e siècle »³⁶, a essayé, dans la limite de ses possibilités sans doute, d'affaiblir l'ampleur de l'expédition ottomane, en négligeant les préparatifs qui lui avaient

³¹ Madame de Gomez, parlant du règne de ce souverain, montre que dans la campagne de 1621 le sultan Osman II s'était proposé d'arriver à la Mer Baltique où, mettant sur pied une grande flotte, il appuyerait le parti protestant, dans l'intention de diviser l'Europe chrétienne, ce qui lui faciliterait sa mise sous la domination turque (apud Ismail Hâmi Danişmend, *İzahlı Osmanlı Tarihi Kronolojisi*, II^e éd., vol. III, Istanbul, 1972, p. 380).

³² Voir *Peçevi Tarihi*, II, éd. Murat Uraz, Istanbul, 1969, p. 461.

³³ *History of Poland...*, p. 220.

³⁴ *Istoria României*, III, p. 131.

³⁵ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 509—515.

³⁶ Apud N. C. Bejenaru, *Ştefan Tomşa...*, p. 78.

été ordonnés par la Porte et par les informations, peut-être certains secours, envoyés aux Polonais ³⁷. C'est dans le même sens que l'on doit entendre l'intervention couronnée de succès de Radu Mihnea, le voïvode de Valachie, pour mettre fin à cette guerre ³⁸.

Étant donné que les deux parties belligérantes ont présenté la bataille de Hotin comme étant leur propre succès ³⁹, la convention conclue le 9 octobre 1621 a été interprétée et acceptée dans un sens différent, aussi bien par la Porte, que par la République ⁴⁰, d'où s'ensuivit sa violation immédiate par les deux. Cet accord, selon la volonté des signataires, devait mettre fin aux hostilités, mais rétablir non seulement la paix, mais aussi l'alliance qui existait depuis Süleyman le Magnifique.

Le texte polonais de la convention de Hotin disposait : la présence d'un agent polonais auprès de la Porte ; la République interdira aux Cosaques de piller les territoires ottomans et la Porte interdira aux Tatars et aux Moldaves d'attaquer les territoires polonais ; au cas où les incursions des Tatars continueraient, les Polonais auront le droit de prendre leur revanche pour se dédommager ; pour éviter les combats polono-tatars, on devait créer une zone déserte ; les différends locaux aux frontières ne devaient pas mener à la rupture des relations amicales entre les deux pays ; la création de commissions pour la délimitation plus précise des frontières ; la République s'obligeait à payer en continuation à Jassy, la « solde » des Tatars ; au cas où les Tatars seraient appelés au service du sultan, ils ne causeront aucun préjudice aux Polonais ; conformément aux prescriptions de la diplomatie orientale, pour l'établissement de l'alliance, le roi s'obligeait « à être l'ami des amis et l'ennemi des ennemis du sultan ». En ce qui concerne les pays roumains, le texte polonais disposait que la forteresse de Hotin soit rétrocédée à la Moldavie et affirmait que les « voïvodes moldaves méchants et avides » furent la cause de la rupture de l'amitié et de l'alliance si vieilles entre le roi polonais et la Turquie et que, pour cela, devaient être instaurés en Moldavie des voïvodes sages et paisibles, lesquels

³⁷ Voir Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 190 ; *Naima Tarihi*, II, éd. Zuhuri Danışman, Istanbul, 1968, p. 745.

³⁸ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 515–522 ; Miron Costin, *éd. cit.*, p. 80–84, *Naima Tarihi*, II, éd. cit., p. 755–756 ; voir la lettre de Radu Mihnea du début de sept. 1621, au grand hetman de la couronne, dans Zegota Pauli, *Pamiętniki o wyprawie Chocimskiej r. 1621 Jana hrabi z Ostrogora, Prokopa Zbigniewskiego, Stanisława Lubomirskiego i Jakoba Sobieckiego*, w Krakowie, Nakładem i Drukiem Józefa Czecha, 1853, p. 85–86.

³⁹ Voir le *Fetih-name* (Lettre qui annonçait la victoire) d'Osman II, à la Bibl. Topkapı Sarayı — Istanbul, mss. R-1940, f. 237–239 et la lettre de félicitation du pape adressée au roi Sigismond III dans *Relacye nuncyuszów apostolskich i innych osób o Polsce od roku 1548 do 1690*, Tom. II, Berlin—Poznań, 1864, p. 137–139.

⁴⁰ Il n'est pas exclu que les différences entre les textes polonais et ture de cette convention soient également dues à l'intermédiaire Vevelli, qui a rempli en même temps le rôle de traducteur des délégations aux négociations (Voir Bohdan Baranowski, *Polska a Tatarzyzna w latach 1624–1629*, Łódź, 1948, p. 121).

maintiendraient l'amitié entre les deux parties et qui en même temps, conformément aux vieilles coutumes, obéiraient au roi et à la République polonaise.⁴¹

Que le texte dont nous nous sommes servi⁴² soit ou non l'original de la convention de Hotin, il représente indubitablement le point de vue de la partie polonaise. En rejetant toute la responsabilité de ses relations avec la Porte sur les voïvodes roumains, la République poursuivrait le double but de se disculper d'une pareille accusation portée par les Turcs, et de créer une base à son désir de voir rétablie son influence politique en Moldavie⁴³.

Les sources turques⁴⁴, contrairement aux affirmations contenues dans les sources polonaises, laissent entendre sans équivoque que l'initiative de la conclusion de la paix serait partie du camp du hetman. Elles comprennent certaines stipulations différentes par rapport aux sources polonaises, d'où il résulte qu'en ce qui concerne les pays roumains, la Porte n'était nullement disposée à céder quoique ce soit de ce qu'elle avait obtenu par la paix de Jarucha de 1617. C'est ainsi qu'elle était décidée de s'opposer aux attaques et aux ingérences polonaises en Moldavie, en Valachie et en Transylvanie, qu'elle considérait comme des provinces faisant partie intégrante de l'Empire ottoman. Bien plus, conformément aux sources turques, la Pologne se serait obligée d'envoyer immédiatement des présents (*piškeš*), et même à payer un tribut annuel (*kharag*) à la Porte⁴⁵. De même aucune liberté n'était accordée au roi de punir les Tatars qui ne respecteraient pas cet accord, tandis que Stanislas Suliszewski, le secrétaire du roi, que le texte polonais présente comme un envoyé du grand ambassadeur à Istanbul, est accepté par la Porte comme otage « jusqu'au paiement des tributs »⁴⁶.

Par conséquent, les sources polonaises aussi bien que les sources turques ne font que refléter les positions différentes des deux parties, maintenues en dépit de cette convention, que les deux s'étaient hâtées

⁴¹ À la Bibliothèque Narodowa w Warzawie. Rps. 1176 IV; Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Rouleau 69/15, c. 163—166; Zegoti Pauli, *op. cit.*, p. 34—35, 63, 74—75. Cette convention devait être ratifiée par le sultan à Istanbul et ensuite par le roi.

⁴² Nous avons consulté les sources citées au microfilm (voir note 41).

⁴³ Exposant la position polonaise, maintenue même à la fin du XVII^e siècle, Galeazzo Marescotti, nonce apostolique à Varsovie entre 1671 et 1672, rapportait que l'une des dispositions de la paix de Hotin avait été le respect des vieilles réglementations polono-turques sur la nomination des voïvodes de Moldavie (*Relacye nuncjuszow...*, II, p. 374).

⁴⁴ Voir Kâtîb Çelebi, *Fezleke-i Tarihi*, II, Istanbul, 1287, p. 4 et 8; *Naima Tarihi*, éd. cit., II, p. 754—756; İsmail Hamî Danişmend, *op. cit.*, III, p. 288—289; İsmail Hakkî Uzunçarşılı, *op. cit.*, vol. III, II^e partie, p. 176—177.

⁴⁵ Par exemple, à l'été de 1624, Kantemir Pacha faisait des pressions sur la Pologne pour le paiement du tribut auquel elle s'était obligée à Hotin (Cf. Zygmunt Abrahamowicz, *Katalog Dokumentow Tureckich*, I, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, Varsovie, 1959, p. 255—256.)

⁴⁶ Kâtîb Çelebi, *op. cit.*, II, p. 4; *Naima Tarihi*, éd. cit., II, p. 756.

de conclure après la bataille de Hotin. Voilà pourquoi le fait que Miron Costin⁴⁷, ayant la perspective du temps et exprimant les intérêts de son pays, ait saisi le sens véritable de ce qui aurait dû être établi en 1621, ne doit pas nous surprendre. C'est ainsi que, après avoir mentionné que « les Turcs ont beaucoup insisté pour que les Polonais acceptent de payer un tribut, mais les Polonais n'ont même pas voulu discuter cette question », le chroniqueur moldave montre que la Porte se serait obligée à maintenir la paix perpétuelle avec la Pologne, à empêcher les Tatars d'effectuer des incursions dévastatrices, « à ne pas mettre des pachas en Moldavie », etc. La République s'engageait de son côté, « à ne plus entrer en Moldavie avec des armées », à empêcher les Cosaques de faire des expéditions de pillage, à remettre la forteresse de Hotin au voïvode de Moldavie et à envoyer son grand ambassadeur chez le sultan avec des présents.

Mais, comme on l'a vu, les deux parties, engagées dans la guerre de Hotin, ne furent pas disposées à céder quoique ce soit de leur positions initiales, de sorte que la convention conclue le 9 octobre 1621 ne fut considérée que comme un armistice momentané, surtout du point de vue de la politique turque. Si la situation intérieure et internationale n'avait pas été si pressante pour les deux parties, il est certain que les deux puissances se seraient immédiatement engagées dans une nouvelle confrontation armée, surtout si l'on tient compte du fait que l'intervention de la Russie et des blocs entraînés dans la Guerre de 30 ans avaient compliqué encore plus les rapports polono-turcs de cette période. Les violents troubles intérieurs qui éclatèrent aussitôt dans l'Empire ottoman, ainsi que la perspective de la reprise de la guerre iranienne, d'une part, l'aggravation de la crise intérieure de la République et ses conflits avec la Suède et la Russie, d'autre part, obligèrent les deux parties à prendre la voie des négociations de paix, tout en continuant les actions hostiles réciproques. C'est ce qui explique aussi les discussions nées autour du traité solennel, que le grand ambassadeur polonais devait recevoir à Istanbul.

Après la bataille de Hotin, la Porte, poursuivant la suppression complète de l'influence polonaise dans les pays roumains, avait réinstallé à Jassy Ștefan Tomșa, qui s'était avéré lors de son premier règne un ennemi implacable de la République⁴⁸. Mais, étant données les circonstances du moment, Tomșa, conscient des dangers qu'il représentait et des graves préjudices qu'un nouveau conflit militaire turco-polonais aurait causés à son pays, se montra plus conciliant envers ses voisins du

⁴⁷ Miron Costin, *éd. cit.*, p. 84.

⁴⁸ N. C. Bejenaru, *Ștefan Tomșa...*, p. 82.

nord⁴⁹, s'efforçant en même temps à faciliter la conclusion urgente du traité de paix entre les deux pays rivaux⁵⁰.

La République continuait cependant à persister dans son désir de rétablir son influence dans les principautés roumaines. C'est ainsi que peut être interprétée l'incursion des Polonais (si elle exista réellement), probablement à la fin de 1621 ou au début de l'année suivante, en Moldavie et en Valachie⁵¹, ainsi que la demande du roi, du 15 octobre 1622, de remplacer Ștefan Tomșa avec Petru Movilă⁵², un autre descendant de la famille des Movilă, protégée par la Pologne. La même demande fut formulée par le grand ambassadeur polonais Krzysztof Zbaraski, arrivé à Istanbul en novembre 1622⁵³. Sans doute, ces prétentions avaient été exprimées sur la base du texte polonais de la convention de Hotin, dont il a été question plus haut. Mais la Porte refusa catégoriquement de les satisfaire⁵⁴, estimant certainement qu'elle était seule en droit de nommer ou de déposer les voïvodes roumains. Bien plus, la Porte manifesta son indignation pour le fait que Zbaraski n'était venu qu'avec un petit cadeau et n'avait pas apporté le tribut, qu'elle prétendait « en vertu de l'accord de Hotin »⁵⁵.

*L'Ahd name-i hümayün*⁵⁶ [traité] du sultan Mustapha I^{er}, du milieu de février 1623, remis au grand ambassadeur Zbaraski, n'était pas rédigé comme une expression des conditions dans lesquelles avait été conclue la convention de Hotin, mais comme un reflet de la situation du début de l'année 1623, bien que le préambule du texte original turec de ce traité⁵⁷ affirmât qu'il n'était qu'une confirmation des stipulations d'octobre 1621.

Une série de dispositions de ce traité, portant sur l'interdiction réciproque des incursions tatares et cosaques, la libre circulation des émissaires, les échanges de prisonniers, le paiement des tribus annuels par la République au khan de Crimée, à Jassy, etc., figurent également dans certains traités antérieurs. Mais la stipulation que les Tatars ne pourraient s'établir sur le territoire de la Moldavie, figure pour la pre-

⁴⁹ Miron Costin, *éd. cit.*, p. 86.

⁵⁰ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 522–524.

⁵¹ Cette information donnée par Kâtib Çelebi, *op. cit.*, p. 32, et *Naima Tarihi*, *éd. cit.*, II, p. 801–802, n'est pas connue par les sources intérieures roumaines.

⁵² Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 524–525.

⁵³ *Ibidem*, Suppl. I, vol. I, p. 194.

⁵⁴ *Ibidem*.

⁵⁵ Kâtib Çelebi, *op. cit.*, II, p. 32; *Naima Tarihi*, *éd. cit.*, p. 801–802.

⁵⁶ *Ahd name-i hümayün* ('*Ahdname* ou '*Ahitname*) — acte impérial d'engagement, traité (Voir Mehmet Zeki Pakalın, *Osmanlı Tarih Deyimleri ve Terimleri Sözlüğü*, Milli Eğitim Matbaası, Istanbul, 1946, p. 29–30).

⁵⁷ Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Rouleau 64/1, c. 221–225 (Le numérotage des cadres est d'après la copie de ce rouleau, qui se trouve à la Bibliothèque de l'Institut d'histoire et d'archéologie « A. D. Xenopol » de Jassy). Tous les documents tures de ce rouleau sont résumés dans Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, et dans Mihail Guboglu, *Catalogul documentelor turcești* [Catalogue des documents tures], II, Bucarest, 1965.

mière fois dans de pareils actes. Cette condition doit certainement être rattachée à l'intensification de l'établissement des Tatais au nord des bouches du Danube au début du XVII^e siècle, mesure prise par la Porte pour contrecarrer les attaques des Cosaques et, en même temps, instrument de pression sur la Pologne, les pays roumains et les khans de Crimée⁵⁸. Au demeurant, dans tout le courant du XVII^e siècle, ce problème des Tatais du Boudjak constituera une question essentielle dans les rapports polono-turcs.

De même, une série d'articles réglementaient les rapports commerciaux des deux États, sur la base des traités antérieurs. Il est intéressant de constater à ce sujet le fait que les Turcs essayaient de mettre fin au commerce de contrebande qui se faisait spécialement entre la Pologne et la Moldavie, ce traité aussi disposant que les marchands (et en premier lieu les Arméniens) sujets du roi, ne pourraient entrer en Moldavie et dans d'autres territoires de l'Empire que par les endroits fixés⁵⁹. Pour satisfaire les intérêts de la République, les traités turco-polonais des XVI^e et XVII^e siècles contenaient toujours en tant que disposition commune, l'interdiction de la pénétration clandestine des troupeaux en Pologne pour le pacage. Si nous prenons en considération le fait que cette condition figure pour la première fois dans l'*ahdname* de Süleyman le Magnifique du 1^{er} août 1560⁶⁰, ainsi que le fait que de nombreux incidents de frontière entre la Pologne et la Moldavie étaient également dus à une telle cause, nous pensons que cette stipulation visait en premier lieu les Moldaves. Toutefois, dans le cas présent, elle concernait aussi les Tatais des steppes.

La répétition dans cet acte d'une autre clause, commune à tous les traités turco-polonais, à commencer par celui de 1533⁶¹, portant sur l'obligation de la Pologne de ne pas accorder d'asile aux réfugiés des pays roumains et de les livrer à la Porte, correspondait certainement à la conception turque de l'alliance. Toutefois, dans le cas des pays roumains, il faut y voir le souci de la Porte d'empêcher la provocation de troubles intérieurs dans ces pays et en même temps, de barrer la voie à la pénétration de l'influence polonaise.

⁵⁸ N. Iorga, *Studii istorice asupra Chillei și Celății Albe* [Études historiques sur Chilia et Cetatea Albă], Bucarest, 1899, p. 216—217.

⁵⁹ Cette disposition existe dans le traité de 1607 (Cf. Başbakanlık Arşivi-Istanbul, Eğnebi Defterleri 55/1, f. 2—5); elle est répétée dans les autres traités du XVII^e siècle.

⁶⁰ Cf. Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 138—139.

⁶¹ *Ibidem*, p. 44—45.

En ce qui concerne la place de la Moldavie dans le cadre des rapports turco-polonais, l'*ahdname* de Mustapha I^{er} diffère de l'accord de Jarucha de 1617, par le fait que ce traité ne contient pas le passage concernant l'interdiction des ingérences polonaises dans les pays roumains, mais que, de même que dans le traité de 1607, il est prévu que les voïvodes de Moldavie devaient faire preuve de la même attitude d'amitié sincère qu'ils avaient eue dans le passé envers les rois de Pologne. De sorte que cette clause, même si elle diffère de celle des textes polonais et turc de 1621, relatifs à la même question, n'en demeure pas moins assez ambiguë, ce qui prouve qu'au début de l'année 1623 la Porte était inclinée à faire certaines concessions, dans cette direction, à la Pologne. Le but poursuivi par cette concession est clairement exprimé dans une autre disposition, particulièrement importante par ses implications non seulement sur les rapports turco-polonais, mais encore sur les intérêts de tous les pays engagés dans la Guerre de 30 ans. Il était stipulé qu'au cas où l'armée turque, avec le souverain (*hakim*) de la Transylvanie et les voïvodes de Moldavie et de Valachie, partirait en guerre contre un ennemi, le roi et les nobles polonais ne devaient accorder aucune aide à cet ennemi du sultan, ni ouvertement ni secrètement. Bien plus, il était précisé que Bethlen Gabor, le prince de Transylvanie, étant un serviteur juste et capable du sultan, et étant donné que la province (*memleket*) de Transylvanie était un héritage des ancêtres du sultan Mustapha I^{er}, il fallait que le roi de Pologne entretînt avec lui aussi des relations d'amitié sincère, interdisant l'octroi d'une aide polonaise à l'ennemi du prince de Transylvanie. Cette stipulation était, sans doute, due aux insistances des émissaires de Bethlen Gabor et de l'ambassadeur de Hollande à Istanbul, lesquels s'efforcèrent après 1621 d'attirer l'Empire ottoman dans la Guerre de 30 ans, contre le camp autrichien⁶². En même temps, la Porte était sérieusement inquiète du rapprochement polono-autrichien, qu'elle essayait de déjouer par cette clause du traité⁶³. Cependant, les intérêts dynastiques de Sigismond III et le désir de continuer la politique expansionniste vers l'est, déterminèrent la Pologne à se rallier au bloc catholique⁶⁴. Enfin, surtout après la « victoire » polonaise de Hotin, on constate une intensification des efforts du Saint-Siège pour la réalisation d'une alliance polono-autrichienne⁶⁵.

Dans ces conditions, la gravité du différend né autour de cet article est explicable. La Pologne le considéra comme une falsification de la convention de Hotin et révoqua immédiatement ce traité, exigeant avec

⁶² Voir Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 192, 199, 201, 203, 205.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ *History of Poland...*, p. 219.

⁶⁵ Voir *Relacye nuncyuszów...*, II, p. 172, 173, 174, 175, 176.

insistance un autre où cette disposition ne figurerait pas⁶⁶. La Porte, de son côté, a insisté pour son maintien⁶⁷, mais, contrainte par l'accentuation de la crise intérieure et la menace persane, a évité un nouveau conflit armé avec la Pologne⁶⁸. Elle essaya toutefois d'apaiser la République par l'interdiction officielle des incursions tatares dans les territoires polonais⁶⁹, et ensuite par la satisfaction de la demande plus ancienne de la Pologne concernant la déposition du voïvode de Moldavie Ștefan Tomșa (début de septembre 1623)⁷⁰, considéré comme « grand ennemy des Polonois »⁷¹. De sorte que le nouvel *'ahdname* du 10 octobre 1623⁷², accordé à Krysztof Serebkowicz par le nouveau sultan Murad IV, ne faisait que répéter sans changement les conditions du traité de février 1623.

Les insistances de la Pologne pour l'annulation de l'article qui faisait l'objet de la dispute continuèrent toutefois après cette date⁷³. Il semble que cette dissension, qui avait presque dégénéré en conflit⁷⁴, fut aplanie tacitement par l'intervention de l'empereur allemand, qui, certainement, ne désirait pas l'implication de l'Empire ottoman dans la Guerre de 30 ans⁷⁵; la Porte, pour sa part, dans les circonstances d'alors, éprouvait des craintes sérieuses devant l'éventualité d'une guerre avec l'Autriche⁷⁶. En tout cas, comme il résulte des instructions données, le 20 mars 1624, à l'ambassadeur polonais auprès de la Porte, ce désaccord était considéré comme tranché à cette époque⁷⁷, sans pourtant que les Turcs eussent complètement renoncé à l'article en question⁷⁸.

⁶⁶ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 206, 207; 209—210, 214—215, 219.

⁶⁷ *Ibidem*.

⁶⁸ *Ibidem*, p. 199, 203, 205—207, 209.

⁶⁹ *Ibidem*, p. 210, 215.

⁷⁰ Ismail Hakki Uzunçarşılı, *op. cit.*, p. 96.

⁷¹ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 223.

⁷² Nous regrettons de ne pas avoir pu consulter ce document dans l'original; mais dans le catalogue très bien dressé de Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 251—252, il est dit que ce traité n'apporte aucun changement au traité antérieur.

⁷³ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 226.

⁷⁴ Voir *ibidem*; Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 254—255.

⁷⁵ À la fin de l'année 1623 arrivait à Istanbul un émissaire autrichien pour communiquer à la Porte le mécontentement de l'empereur pour la violation par les Turcs du traité de *Szilvalorok* et en même temps son désir de continuer à le respecter (cf. Ismail Hakki Uzunçarşılı, *op. cit.*, p. 192—193).

⁷⁶ Voir Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 213—214, 217—218, 222—223, 226—227.

⁷⁷ Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 70/20, c. 161—165.

⁷⁸ Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 265—266; en décembre 1629, le sultan rappelait de nouveau au roi qu'il ne devait accorder aucun appui aux ennemis du nouveau prince de Transylvanie.

Cependant, et surtout le fait que la Pologne ne voulait pas renoncer à sa politique orientale traditionnelle,⁷⁹ les antagonismes polono-turcs continuèrent les années suivantes, étant concrétisés et en même temps aggravés par les incessantes incursions réciproques des Cosaques et des Tatars.

Les pays roumains, la Mo'davie en particulier, étaient les plus touchés par l'exacerbation de la rivalité turco-polonaise. C'est pourquoi ils cherchèrent constamment à l'apaiser. Ce qui fait que, dans les périodes où les deux puissances avaient intérêt d'éviter le déclenchement d'un conflit entre elles, les voïvodes de Moldavie devenaient de véritables garants du respect des traités turco-polonais. Relevons dans ce sens le rôle d'intermédiaire du voïvode de Moldavie Miron Barnowski (1626—1629)⁸⁰, qui réussit à apaiser la tension provoquée par l'intention de la Porte de construire deux forteresses sur les territoires considérés par la République comme lui appartenant⁸¹.

L'intervention polonaise dans les dissensions des Tatars créa une nouvelle tension entre la République et la Porte. Mais comme les troubles intérieurs et la guerre avec l'Iran ne permettaient pas aux Turcs de s'engager aussi en Europe, la Porte installa, en 1630, sur le trône de Moldavie un descendant de la famille des Movilă, Moise Movilă, dans l'idée que celui-ci « pourrait renouer quelque négociation avec les Polonais »⁸². En effet, à cette date, les deux parties souhaitaient le rétablissement de la paix entre elles, mais les Cosaques, débarrassés du contrôle de la République, empêchaient dans une grande mesure la cessation de la tension. C'est pourquoi, au mois de juin 1630, Murtaza Pacha, un véritable successeur d'Iskender Pacha, fut envoyé aux frontières avec la Pologne, avec la mission de mettre fin aux attaques des Cosaques, sans pour autant rompre le traité avec la Pologne⁸³. C'est ce qui explique l'intense action diplomatique de l'été de l'année 1630⁸⁴, dans laquelle le voïvode de Moldavie aura joué un rôle important, principalement pour décider les Polonais à respecter le traité de paix⁸⁵. Il semble que

⁷⁹ Voir Bohdan Baranowski, *op. cit.* ; l'appui indirect accordé par la Pologne aux combats antiturs pour l'indépendance du khan de Crimée Mehmed Ghiray III (1623—1628) et de son frère Şahin Ghiray, visait à l'établissement de l'influence polonaise dans le khanat de Crimée.

⁸⁰ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 537—538, 562—566.

⁸¹ Voir Gh. Duzinchevici, *Miron Barnovschi Moghilă şi Polonii*, [Miron Barnovschi Moghilă et les Polonais], dans « Anuarul Institutului de Istorie Naţională », Cluj, VII (1936—1938), p. 166—222.

⁸² Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 231.

⁸³ Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 272—273, 277, 278.

⁸⁴ *Ibidem*, p. 269—273.

⁸⁵ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 231.

Moise Movilă se soit acquitté au mieux de sa mission, car au mois d'août 1630 l'ambassadeur polonais Alexander Piaseczynki assurait le sultan que la République mettrait fin aux attaques des Cosaques⁸⁶. Toutefois la demande de l'ambassadeur polonais de renouveler l'*ahdname* fut rejetée par le sultan, pour le motif que le traité antérieur n'avait pas été violé par les Turcs⁸⁷. La Porte n'estima nécessaire que la conclusion d'une convention de confirmation de l'ancien traité, à quelle fin elle transmet au roi cinq conditions additionnelles⁸⁸, imposées par la situation alors existante. Le premier article portait sur le transfert des Cosaques des îles du Dniepr et des Tatairs de Chilia, Cetatea Albă, Boudjak, Ciubârciu, ainsi que sur le paiement du tribut habituel par la République au khanat de Crimée. Le deuxième article menaçait de représailles les Polonais en cas de réitération des attaques des Cosaques. Il était prévu dans le troisième article, que « les provinces de Transylvanie, Moldavie et Valachie, ne seraient pas l'objet de mauvaises intentions et qu'il ne soit accordé d'aide militaire ou tout autre appui à nul autre, ouvertement ou en secret. Si le contraire arrivait, l'état de paix et de calme (*sulh ve salah*) sera annulé ». L'article quatre exigeait le respect scrupuleux des conditions antérieures. Enfin, le cinquième article stipulait que les prisonniers ne seront libérés jusqu'à ce que l'état de paix et de calme ne sera pas confirmé. Dans sa lettre, du début du mois de septembre 1630, le sultan Murad IV attirait l'attention du roi Sigismond III sur l'acceptation de ces conditions en ajoutant qu'il n'était pas permis au roi de s'ingérer dans les trois pays roumains, lesquels sont « des terres conquises par le sultan Süleyman et soumises depuis aux sultans turcs »⁸⁹. L'insistance renouvelée alors sur la non-ingérence de la République dans les pays roumains doit être due, en premier lieu, aux tentatives de l'ancien voïvode de Moldavie Miron Barnowski de récupérer le trône de Moldavie avec l'appui polonais⁹⁰. En même temps, la seconde partie du passage était destinée à faire nettement savoir à la Pologne que la Porte ne saurait concevoir les pays roumains que comme des provinces lui appartenant et que le sultan s'opposait catégoriquement à toute prétention sur ces pays. La République, comme on le sait, observa une réserve inaccoutumée à l'égard des intentions de Miron Barnowski⁹¹. Bien plus, il semble qu'elle ait renoncé à ses velléités d'ingérence dans les pays roumains, au cours des négociations de 1630,

⁸⁶ Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 274, 278.

⁸⁷ *Ibidem*, p. 274–276.

⁸⁸ Original turc aux Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Pologne, Roul. 65/1 c. 64.

⁸⁹ Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 274–275.

⁹⁰ Voir Gh. Duzinchevici, *op. cit.*, p. 184 et suiv.

⁹¹ *Ibidem*, p. 192–195.

vu que la convention conclue au mois de septembre de la même année entre Murtaza Pacha et les commandants de l'armée polonaise, le problème des pays roumains n'est même pas mentionné ⁹².

Nous pouvons donc affirmer que dans la rivalité polono-turque quant aux pays roumains, c'est l'Empire ottoman qui avait eu le dessus, sans toutefois que la Pologne eût abandonné sa politique traditionnelle.

Commençant alors son règne autoritaire, le sultan Murad IV adopta également une attitude ferme dans ses rapports avec la Pologne, d'autant plus que son autorité à l'intérieur était étroitement liée à ses succès sur le plan extérieur ⁹³. Le khan de Crimée se vit accorder la liberté illimitée de contraindre la République de respecter le traité avec la Porte ⁹⁴. Mehmed Abaza Pacha fut chargé de la surveillance des frontières de l'Empire avec la Pologne ⁹⁵. Le rebondissement de la guerre polono-russe en 1632, eut pour conséquence de créer, d'une part une situation difficile à la Pologne et d'avantager la Porte dans ses rapports avec la Pologne, de l'autre. À la suite des instigations du tsar ⁹⁶, Abaza Pacha, avec les armées turco-tartares et celles des voïvodes de Moldavie et de Valachie déclencha l'offensive contre la Pologne ⁹⁷, à l'automne de l'année 1633. Le motif de l'attaque était la violation des dispositions du traité concernant l'arrêt des incursions de pillage des Cosaques ⁹⁸, ainsi que l'expédition de poursuite des Tatars lancée par l'hétman Konecpolski à partir du territoire moldave ⁹⁹. Mais la prétention d'Abaza Pacha que la République paie le tribut au sultan ¹⁰⁰, prouve que la Porte était décidée à en finir avec ses désaccords avec la Pologne, en lui faisant reconnaître la supériorité turque. Pour les pays roumains, la situation devenait de nouveau très grave. Ils surent toutefois la surmonter cette fois encore grâce à la même politique habile de maintien de

⁹² Voir *Naima Tarihi*, éd. cit., III, p. 1118—1119.

⁹³ Voir *Koçi Bey Risalesi*, éd. Zuhuri Danişman, *Millî Eğitim Bastmevi* — Istanbul, 1972, p. 49. Les attaques des Cosaques allant maintenant jusque sous les murs d'Istanbul, étaient considérées, à juste raison, comme un résultat de la crise intérieure turque.

⁹⁴ Voir *Kırım'ga dair yazular. Kırım yurtuna ve ol tarafırlarğa dair bolgan yarlıklar ve hatırlar* [Matériaux pour servir à l'histoire du Khanat de Crimée] — recueillis par Moulla Housseïn Feiz-Khanof et publiés par V. Véliaminof-Zernof), Saint-Petersbourg, 1864, p. 65—76; 104—112. (Sera cité par la suite *Kırım'ga dair yazular*...).

⁹⁵ Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 280.

⁹⁶ Hurmuzaki, *Documente*, vol. XV, II^e partie, p. 991—993; Ismail Hakki Uzunçarşılı, *op. cit.*, p. 178—179.

⁹⁷ L'exécution de Miron Barnowski en juillet 1633, doit être considérée dans ce contexte.

⁹⁸ Hurmuzaki, *Documente*, vol. XV, II^e partie, p. 991—993.

⁹⁹ Voir la lettre du sultan au roi d'avril 1634; original ture aux Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 67—68; Miron Costin, *éd. cit.*, p. 105; Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 608—610.

¹⁰⁰ Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 65; Hrand D. Andreasyan, *Abaza Mehmed paşa*, dans «*Tarih Dergisi*», XXII, vol. XVII (1967), Istanbul, 1968, p. 139—140.

l'équilibre entre la Pologne et la Turquie. En dehors du fait que les armées de la Moldavie et de la Valachie n'appuyèrent pas les actions des armées turco-tartares contre Kamenetz, les deux voïvodes employèrent même un stratagème, en lançant la fausse nouvelle de l'approche d'importantes forces cosaques à la rescousse des Polonais¹⁰¹, et en intervenant en même temps par la voie diplomatique¹⁰², ce qui hâta la fin, sans résultat, de l'expédition d'Abaza Pacha.

Cependant Murad IV désirait profiter des circonstances de la guerre russo-polonaise, étant même poussé à la conclusion d'une alliance contre la Pologne par les envoyés du tsar¹⁰³. C'est ce qui fait que l'ambassadeur polonais Aleksander Terzebinski fut placé devant de nouvelles conditions additionnelles pour l'octroi d'un nouveau *'ahdname*¹⁰⁴, que l'envoyé de la République considéra comme inacceptables. En réponse, le sultan ordonna le déclenchement de la campagne contre la Pologne sous son propre commandement. Le 8 avril 1634, Murad IV expédia de son camp traditionnel de Davud Pacha, près d'Istanbul, une lettre-ultimatum au roi Ladislas IV, par son ambassadeur Şahin Aga, qu'il envoya en même temps que l'ambassadeur polonais Aleksander Terzebinski¹⁰⁵. Dans cette lettre, le sultan accuse la Pologne de violation du traité, par l'attaque de pillage effectuée par le hetman de la couronne, en 1633, contre les frontières de la Valachie et de la Moldavie, « lesquelles font partie des territoires ottomans » (*memâlik-i mahrusemizden*), et par le fait que les incursions des Cosaques n'avaient pas été arrêtées. C'est pourquoi, pour le renouvellement des rapports existant au temps de Süleyman le Magnifique, le sultan Murad IV posait trois conditions : le démantèlement de toutes les palanques polonaises construites après le règne de Süleyman le Magnifique, près des frontières turques ; la maîtrise ferme des Cosaques ; le paiement régulier du tribut habituel au khan de Crimée. Il demandait que la réponse lui soit envoyée par son envoyé Şahin Aga, dans un délai d'un mois, à Edirne, où il l'attendra avec toute son armée. Comme on le voit, même si la lettre du sultan a un caractère catégorique, elle ne contient pas la condition, mentionnée par certains ouvrages¹⁰⁶, du paiement d'un tribut à la Porte, auquel la

¹⁰¹ Miron Costin, *éd. cit.*, p. 106.

¹⁰² Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 65 ; Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 603-605.

¹⁰³ *Relacye muncyuszów...*, II, p. 186 ; *Kırtım'ga dair yazular...*, p. 104-112 ; au début du mois de mai 1634, le khan Djanibek Ghiray demandait au tsar Michel Feodorovitch, de respecter son engagement envers le sultan et d'attaquer la Pologne avec les Tatars.

¹⁰⁴ Voir Naima Tarihi, *éd. cit.*, III, p. 1255.

¹⁰⁵ Original turc aux Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 67-68.

¹⁰⁶ Cf. Naima Tarihi, *éd. cit.*, III, p. 1255 ; Hrand D. Andreasyan, *op. cit.*, p. 139-140 ; İsmail Hakkı Uzunçarşılı, *op. cit.*, p. 179 ; Tadeusz Gastowtt, *op. cit.*, p. 30.

Pologne se serait obligée à Hotin. Nous croyons cependant que la diffusion à cette époque de l'opinion selon laquelle la Porte aurait posé à la Pologne la condition du paiement d'un tribut est due non seulement à la confusion avec le tribut exigé pour le khan de Crimée, mais également à la conception turque de l'*ahdname* et du *Kharağ*¹⁰⁷. Mais comme il résulte de la correspondance de Murtaza Pacha,¹⁰⁸ spécialement appelé de la Diyarbakır pour ses connaissances des problèmes européens¹⁰⁹, ainsi que de celle du *kaptan* (amiral) Ğafer Pacha¹¹⁰, avec le roi et le grand chancelier de la couronne, il semble que la Porte n'était pas si fermement décidée à entreprendre l'expédition de Pologne.

Sans doute, l'expédition turque projetée était de nature à créer à la République une situation très grave. Celle-ci éprouvait des craintes sérieuses à l'idée d'un éventuel voisinage direct avec les forces turques, du fait du passage possible, dans ces circonstances, des pays roumains sous l'administration directe de la Porte¹¹¹. C'est pourquoi elle se hâta de faire la paix avec la Russie, pour pouvoir faire face à l'offensive turque. Dans la réponse du grand hetman de 1634, celui-ci, après avoir de nouveau exprimé le désir de voir la paix rétablie, rejetait les accusations de la Porte et en même temps affirmait sa décision de riposter¹¹². De son côté, le *kaymakam* (lieutenant du grand vizir) Bayram Pacha insistait, le 12 juin 1634, sur l'acceptation des conditions posées par le sultan et demandait que l'ambassadeur Şahin aga fût reçu incontinuant par le roi et renvoyé immédiatement avec la réponse¹¹³. Il résulte toutefois de cette lettre de Bayram Pacha que la Porte penchait plutôt vers la paix que vers la guerre, étant donné que la fin des combats polono-russes avait changé la situation¹¹⁴. C'est ce qui explique le fait que dans la médiation de la paix turco-polonaise, le prince de Transylvanie G. Rakoczy I^{er}, favorable aux Turcs, était également intervenu¹¹⁵.

Les voïvodes de Moldavie et de Valachie étant directement intéressés auront sans doute suivi avec une attention et une inquiétude évidente l'évolution des rapports turco-polonais dans cette étape. Le voïvode de Moldavie Vasile Lupu était certainement au courant de l'évolution des pourparlers, étant donné que toute la correspondance turco-polo-

¹⁰⁷ Voir Halil İnalcık, *Dâ râl — 'Ahd*, dans *The Encyclopaedia of Islam*, New Edition, vol. II, Leiden <1965>, p. 116.

¹⁰⁸ Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 69.

¹⁰⁹ İsmail Hakkı Uzunçarşılı, *op. cit.*, p. 179.

¹¹⁰ Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 291-292.

¹¹¹ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 607.

¹¹² La traduction du document à Başbakanlık Arşivi — İstanbul, İbn-ül Emin, Hâriğiye 82.

¹¹³ Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 70.

¹¹⁴ Başbakanlık Arşivi — İstanbul, İbn-ül Emin, Hâriğiye, 83, 84, 85.

¹¹⁵ *Ibidem*, 81.

naise avait lieu par son intermédiaire¹¹⁶. C'est pourquoi on peut supposer que Vasile Lupu a su tirer parti de cette situation pour intervenir avec succès dans l'aplanissement de ce nouveau conflit turco-polonais, surtout si l'on considère aussi le fait qu'il avait donné dès le début à Şahin Aga «trois boyards importants» pour l'accompagner¹¹⁷. Il est également possible que Vasile Lupu ait promptement fourni au sultan des informations sur les préparatifs de l'armée polonaise laquelle, suivant l'estimation de Miron Costin, était très forte à l'époque¹¹⁸. Poursuivant sans doute, le même objectif, celui d'empêcher la guerre turco-polonaise, le voïvode de Moldavie s'est empressé d'annoncer au sultan la conclusion de la paix entre la Pologne et la Russie¹¹⁹. En effet, cette nouvelle détermina Mourad IV à faire preuve de plus de pondération et à renoncer à l'expédition contre la Pologne, sous son propre commandement¹²⁰. En revanche, il accorda à Murtaza Pacha des pleins pouvoirs pour la solution du problème polonais¹²¹. Murtaza Pacha était favorable au rétablissement de la paix, et en même temps, il ne négligea pas les préparatifs de guerre et fit venir à cette fin les contingents militaires des voïvodes de Valachie et de Moldavie¹²². Cependant le 18 août 1634, l'envoyé ture Şahin Aga, qui se trouvait en Pologne, transmettait à Murtaza Pacha six articles du futur traité, sur lesquels il était tombé d'accord avec les Polonais¹²³. Dans le premier article, les Polonais rejetaient catégoriquement toute prétention turque au paiement du *kharaj* par la République; en ce qui concerne les palanques, il était dit que celles-ci n'ont pas été construites sur les «terres ottomanes» (*'Al-i Osman topragında olmaduğın*), ce qu'avait constaté Şahin Aga lui-même et qu'avaient déclaré les «vieux boyards» de Moldavie, étant donné que «la frontière entre la Pologne et la Moldavie était à la forteresse appelée Hotin et <continue> sur la rivière Dniestr». On y spécifiait, également, que «nous (les Polonais — n.n.) n'avons pas non plus de prétentions (*alâka*) sur la terre de Moldavie, ni les Moldaves sur nos terres». Par suite, on demandait la renonciation à la prétention de démolir ces palanques. Mais il était mentionné que si les occupants des palanques causaient quelque préjudice à la Moldavie, les deux parties enver-

¹¹⁶ *Polska służba dyplomatyczna XVI—XVIII Wieku*, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, Varsovie, 1966 (Apud «*Studii*», n° 6, 1969 (tome 22), p. 1234—1236), Miron Costin, *éd. cit.*, p. 110.

¹¹⁷ Hurmuzaki, *Documente*, vol. XV, II^e partie, p. 1005—1006.

¹¹⁸ Miron Costin, *éd. cit.*, p. 110.

¹¹⁹ *Ibidem*, p. 109.

¹²⁰ Voir *Kırım'ga dair yazular...*, p. 787—789.

¹²¹ Naima Tarihi, *éd. cit.*, III, p. 1272—1273.

¹²² *Ibidem*, p. 1271—1272; I. Hudiță, *Recueil de documents concernant l'histoire des pays roumains tirés des archives de France, XVI^e et XVII^e siècles*, Jassy, 1929, p. 64.

¹²³ Original turc aux Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 71; cela doit être l'exemplaire resté en Pologne.

raient des délégations pour la fixation des indemnités et que les coupables seraient punis. Les autres articles portaient sur le paiement du cadeau (*hedaye*) au khan de Crimée, sur le retrait des Tatars du Boudjak et il y était déclaré que la vieille amitié entre les deux États ayant été détériorée par les Cosaques, du côté polonais, et par les Tatars du côté ture, il était absolument nécessaire d'interdire fermement à ceux-ci tout acte hostile aux traités. D'autres stipulations portaient sur la libre circulation des marchands et des envoyés. Enfin, il était prévu « que les litiges et les désaccords de la frontière de la Pologne avec la Moldavie seront résolus conformément aux vieux usages et les coupables recevront leur punition ».

En octobre 1634, Muntaza Pacha acceptait et confirmait cette convention¹²⁴ et le 24 octobre 1634 le sultan Murad IV accordait au grand ambassadeur polonais le nouvel *'ahdname*¹²⁵, auquel il joignait une lettre au roi, dans laquelle il demandait la ratification par celui-ci¹²⁶.

L'*'ahdname* de Murad IV était basé sur les dispositions des traités antérieurs avec la Pologne, auxquels étaient ajoutés les six articles convenus entre l'ambassadeur ture Şahin Aga et les plénipotentiaires polonais. Après l'interdiction formelle des attaques réciproques, de toute nature, figurait la clause de style suivant laquelle le roi de Pologne serait « l'ami des amis et l'ennemi des ennemis » du sultan. Les dispositions concernant les marchands, l'échange de prisonniers, le pacage en Pologne, etc., étaient identiques aux articles des traités précédents. Mais, à la différence d'autres accords avec la Pologne, dans cet *'ahdname*, les « accoutumances » (*adeller*), c'est-à-dire les tributs annuels payés par la République aux khans de Crimée, n'étaient plus considérés que comme une contrepartie de la tranquillité assurée par le khanat et nullement comme une compensation pour l'appui militaire que le khan devait fournir à la Pologne, en cas de besoin. Autrement dit, la Porte maintenait la liberté accordée au khanat de Crimée d'exercer des pressions sur la République.

Pour ce qui est des pays roumains, le traité interdisait la production de dommages par la population de Moldavie et de la Valachie sur le territoire du royaume, et dans les cas où l'on constaterait que de pareils dommages avaient quand même été causés, ceux-ci devaient être réparés, sur l'ordre du sultan. Cet article prouve une fois de plus que la Porte n'avait absolument rien cédé de sa domination unilatérale

¹²⁴ Zygmunt Abramowicz, *op. cit.*, p. 296.

¹²⁵ Original ture aux Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 74—78.

¹²⁶ Zygmunt Abramowicz, *op. cit.*, p. 297.

sur la Moldavie et la Valachie, en imposant même son droit de décider des incidents de frontière habituels roumano-polonais.

Par conséquent, le traité de 1634 consacrait le renforcement des positions turques dans les pays roumains, et excluait définitivement les velléités polonaises dans ce sens. L'expédition du sultan de la même année avait, sans doute, eu des objectifs bien plus ambitieux, mais les circonstances internationales, les sérieux préparatifs de l'armée polonaise, l'intervention, non dénuée d'importance, des voïvodes roumains, et spécialement de Vasile Lupu, ainsi que le fait que Murad IV, bien que aussi inexpérimenté que son prédécesseur Osman II, et doué d'une volonté et d'une énergie peu communes, eut toutefois la chance d'être entouré d'une série de conseillers capables et prudents, comme Murtaza Pacha, Bayram Pacha, qui réussirent à le convaincre de renoncer à une action qui s'annonçait risquée, non seulement pour la situation de l'Empire vis-à-vis de la Pologne, mais surtout pour la situation intérieure de l'État turc.

Ce traité n'a jamais été intégralement publié et n'a pas été bien connu dans l'historiographie¹²⁷. Il n'est pas exclu que cette situation soit également due aux intérêts de la politique polonaise du XVII^e siècle. Car, comment expliquer autrement le fait qu'une collection monumentale comme « *Theatrum Europaeum* », parue entre 1617 et 1738, sous la devise « *Nuda veritas* »¹²⁸, contienne l'erreur que le traité turco-polonais de 1634 aurait stipulé que la Porte ne mettrait plus de pachas dans les pays roumains, que ceux-ci seraient libres et que les voïvodes seraient nommés sur la recommandation et avec l'assentiment du roi de Pologne¹²⁹. Or, comme nous l'avons montré, la convention du mois d'août 1634, aussi bien que l'*ahdname* original de Murad IV d'octobre 1634, non seulement ne contiennent pas une telle clause, mais, à la différence d'autres traités semblables, ne font même pas mention des « relations amicales » qui devraient exister entre les voïvodes roumains et les rois polonais. Pour l'Empire ottoman, la situation politique des pays roumains en 1634 était claire et pour la Pologne menacée de la grande expédition

¹²⁷ Gabriel Noradounghian, *Recueil d'actes internationaux de l'Empire Ottoman*, I, Paris, 1897, p. 47; en mentionnant l'existence de ce traité, il précise qu'un extrait en a été publié dans J. Du Mont, *Corps universel diplomatique du droit des gens...*, Amsterdam — La Haye, 1726—1739, vol. II, p. 541, ce qui est toutefois inexact. Cette erreur a été reprise par d'autres ouvrages également (voir Reşat Ekrem, *Osmanlı muahedeleri ve Kaptülâlsiyonlar (1300—1920) ve Lozan muahedesi*, Istanbul, 1934, p. 227; Ananiasz Zajaczkowski—Jan Reychman, *Zarys Dyplomatyki Osmansko-tureckiej*, Varsovie, 1955, p. 124). D'ailleurs, même les renvois à la même source, pour les conventions de 1617 et 1630, ainsi qu'au traité de 1623, ne sont pas exacts.

¹²⁸ Voir D. Ciurea, *Theatrum Europaeum. Prima colecție de istorie universală (cu știri de istorie a Românilor)* [*Theatrum Europaeum. La première collection d'histoire universelle (contenant des informations sur l'histoire des Roumains)*], Extrait de « *Studii* », n° 6, tome 22 (1969), p. 1165.

¹²⁹ Apud *Ibidem*, p. 1167, note 8. La même erreur chez N. Iorga, *Relations...*, p. 146.

du sultan, le recouvrement de son ancienne influence dans les pays roumains n'était certainement pas possible. Toutefois, la présence d'une telle information dans « *Theatrum Europaeum* », ainsi que l'information figurant dans le rapport d'un nonce apostolique de 1671—1672, dont il a été question ci-dessus¹³⁰, même si elles sont sans fondement, n'en constituent pas moins la preuve que la République n'avait pas renoncé, dans tout le courant du XVII^e siècle, à ses prétentions politiques sur les pays roumains.

Le sultan Murad IV, soucieux d'étouffer entièrement les troubles intérieurs et préoccupé par ses expéditions contre l'Iran de 1635 et 1638—1639, a voulu assurer la tranquillité des frontières européennes de l'Empire et a procédé immédiatement à l'application du traité de 1634¹³¹. De sorte que, dans la période suivante, les relations polono-turques se sont déroulées dans les limites des stipulations de ce traité. La Porte étant intéressée avant tout à l'observation de celui-ci, les voïvodes des pays roumains, surtout celui de Moldavie, en sont devenus les garants dans ce sens, ce qui leur a valu en même temps la liberté d'action indépendante¹³².

Les rapports entre la République et la Porte ne connurent une aggravation momentanée qu'en 1639—1640, due à la construction de certaines forteresses polonaises aux frontières turques¹³³, aux incursions des Cosaques sur le littoral de la Mer Noire¹³⁴, ainsi qu'à l'aide accordée aux Cosaques du Don par les Cosaques Zaporogues¹³⁵. Cet état de choses fut toutefois vite liquidé par le nouvel *'ahdname* du successeur de Murad IV, Ibrahim I^{er}, obtenu au milieu du mois de mai 1640 par le grand ambassadeur polonais Albert (Wojciech) Miaskowski¹³⁶. En dépit du fait qu'il est spécifié dans le préambule de ce traité qu'il est un renouvellement du traité précédent, l'*'ahdname* d'Ibrahim I^{er} est plus proche de celui d'Ahmed I^{er}, de 1607 et de celui de Mustapha I^{er} de 1623. C'est ainsi que, concernant le tribut payé par les Polonais au khanat de Crimée, l'aide tatare à la Pologne, sur l'ordre de la Porte, l'échange de prisonniers, de marchands, etc., ce sont les dispositions de ces traités antérieurs qui se répètent, à quelques petites exceptions près. En ce qui

¹³⁰ Voir note 43.

¹³¹ Voir Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 73, 81—82 ; *Kırtım'ga dair yazular...*, p. 787—789, p. 113—117, 118—119 ; Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 234.

¹³² Voir Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 83—84 ; Miron Costin, *éd. cit.*, p. 111—112.

¹³³ İsmail Hakkı Uzunçarşılı, *op. cit.*, p. 180.

¹³⁴ Voir *Kırtım'ga dair yazular...*, p. 252—263 ; Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. I, p. 237 ; Suppl. II, vol. II, p. 624.

¹³⁵ Voir Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Roul. 64/1, c. 95.

¹³⁶ Original turc dans *Ibidem*, c. 87—91.

concerne les pays roumains, ce traité contient de nouveau, de même que celui de 1623, l'interdiction de l'établissement des Tatares en Moldavie. Il s'agissait, certes, du retour des Tatares dans le Boudjak¹³⁷, d'où ils avaient été sortis par Murad IV, en vertu du traité de 1634. En même temps, l'arrêt des attaques non seulement tatares, mais aussi moldaves contre la Pologne, sont des dispositions qui se rapportaient à l'attitude moins amicale à cette époque de Vasile Lupu envers la Pologne¹³⁸. De même est répétée dans ce traité, la disposition de 1623 — se rattachant bien entendu à un nouveau renforcement du rôle de la Transylvanie dans la Guerre de 30 ans sous le règne de G. Rákóczi I^{er}¹³⁹ — laquelle avait provoqué la dispute dont nous avons parlé concernant l'interdiction de toute aide polonaise aux ennemis du prince de Transylvanie. Mais la situation en 1640 était différente de celle de 1623, de sorte que cet article n'a plus produit les conséquences d'alors.

Il est intéressant de faire ressortir le fait que ce traité introduisait à nouveau la clause, existant avant celui de 1634, relative à l'amitié sincère qui devait exister entre les voïvodes de Moldavie et les rois de Pologne, mais avec la spécification que cela seulement tant que le roi de Pologne persisterait dans ses bonnes relations avec le sultan. Il ne s'agissait donc pas d'un abandon partiel de la position de la Porte à l'égard de la Moldavie, mais, au contraire, de l'utilisation de la Moldavie également comme moyen de pression de la politique turque vis-à-vis de la République.

Dans la période suivante, les difficultés financières, la continuation des hostilités avec la Suède et la Russie, le soulèvement des Cosaques Zaporogues, etc., firent que la Pologne ne pût dépasser les limites du traité polono-turc. De son côté, la Porte, vu le rebondissement des troubles intérieurs, la guerre avec Venise, ainsi que l'incapacité politique et militaire de ceux qui dirigeaient effectivement l'État ottoman sous le règne sans autorité d'Ibrahim I^{er} et de son successeur mineur Mehmed IV, se trouva dans l'impossibilité de reprendre les vieux plans offensifs turcs contre la Pologne. Dans ces circonstances, le renforcement de la position des pays roumains, du khanat de Crimée et des Cosaques Zaporogues, n'est pas pour surprendre; ayant aussi des dirigeants particulièrement doués, ils réussirent à mener dans cette période une politique vraiment indépendante, en utilisant et en violant le traité turco-polonais en fonction de leurs propres objectifs politiques, sans que les deux parties signataires pussent s'y opposer. De sorte que, après 1640, l'histoire des

¹³⁷ Voir Başbakanlık Arşivi—İstanbul, Bab-i Asafi, 1050 (A)—D.V.N.

¹³⁸ Voir Hurmuzaki, *Documente*, vol. XV, II^e partie, p. 1016—1017; Suppl. I, vol. I, p. 235; Suppl. II, vol. II, p. 619—620.

¹³⁹ *Istoria României*, III, p. 163.

rapports turco-polonais couvrit le plus long intervalle où la nécessité du renouvellement des traités ne s'impose pas.

Au milieu du XVII^e siècle, l'affirmation de plus en plus insistante de la Russie, en tant que force importante dans l'arène de la politique européenne, manifestée ouvertement et avec force durant les luttes de libération des Cosaques Zaporogues, conduisit d'abord au rapprochement de la Pologne et de la Crimée¹⁴⁰, ensuite à celui de la Pologne et de la Turquie¹⁴¹, concrétisés par l'aide directe accordée à la Pologne au cours de la « grande invasion » suédo-transylvaine de 1656—1657.

Avec l'accession au pouvoir, autoritaire et régénératrice, des grands vizirs de la famille Köprülü, l'Empire ottoman réussit à surmonter son état de crise et à reprendre sa politique traditionnelle d'offensive vers l'Europe. Le premier objectif fut constitué par les pays roumains, lesquels, pendant la coalition antiottomane dirigée par G. Rákoczy II, avaient réussi à gagner leur indépendance effective. Ensuite, ce furent les guerres avec l'Autriche qui recommencèrent. En même temps se poursuivait la guerre avec Venise. Cependant la Porte maintint avec la Pologne les relations pacifiques antérieures, arrivant même à la considérer, surtout après 1657, comme une amie plutôt qu'une rivale¹⁴². L'Empire ottoman désirait utiliser la Pologne dans ses plans politiques européens de cette époque, en premier lieu pour contrecarrer la puissance russe¹⁴³, en ascension. C'est ce qui explique le fait que le traité turco-polonais d'août 1667¹⁴⁴, ne fit que reconfirmer les traités antérieurs, de 1634 et 1640, lesquels, dans la conception des Turcs, constituaient une consécration de la victoire totale de la Porte, dans sa rivalité avec la Pologne concernant les pays roumains. Certaines modifications furent toutefois faites, dans le sens d'un rapprochement plus prononcé entre la République et le khanat de Crimée, en vue de la réalisation d'un bloc contre la Russie¹⁴⁵.

Mais, en dépit de sa faiblesse, la Pologne n'avait pas renoncé à sa politique orientale traditionnelle, ce qui résulte d'ailleurs aussi de la

¹⁴⁰ Voir Dr. Abdullah Zihni Soysal, *Jarlyki Krymakié z czasów Jana Kazimierza*, Varsovie, 1939; *Kırım'ga dair yazular...*, p. 856—862, 486—487, 494—496.

¹⁴¹ Voir *Tarih-i Veqîhi*, dans la Bibliothèque Topkapı Sarayı—Istanbul, mss. R. 1153, f. 135—137; *Naima Tarihi*, éd. cit., p. 2630, 2789, 2792, Tadeus Gasztowt, *op. cit.*, p. 30; Josef Feldman, *Polska a Sprawa wschodnia 1709—1714*, Cracovie, 1926, p. 21.

¹⁴² Voir la relation de la réception exceptionnelle faite par la Porte à l'ambassadeur polonais Hieronim Radziejowski, dans J. Du Mont, *Le Cérémonial Diplomatique des Cours de l'Europe...*, éd. de Rousset, Tome Second, Amsterdam—La Haye, 1739, p. 710—711.

¹⁴³ Voir Tüley Duran, *Türk-Rus Münasebelleri*, dans « Belgelerle Türk Tarihi Dergisi », Istanbul, n° 11, p. 46—47.

¹⁴⁴ Başbakanlık Arşivi-Istanbul, Eğnebi Defterleri 55/1, f. 10—13; Zygmunt Abramowicz, *op. cit.*, p. 352—354.

¹⁴⁵ Voir *Kırım'ga dair yazular...*, p. 553—567; Hurmuzaki, *Documente*, vol. XV, II^e partie, p. 1335.

paix polono-russe de 1667, d'Andrussovo¹⁴⁶. De sorte que, les circonstances internationales aidant, les deux tendances expansionnistes se heurtèrent de nouveau, cette fois-ci à propos du problème des Cosaques et de l'Ukraine¹⁴⁷. L'expédition turque de 1672 prit une grande ampleur par la participation personnelle du sultan, déterminée par le fait que la Pologne s'opposa cette fois-ci encore aux plans de la politique turque dans cette zone de l'Europe. La paix, conclue à Buczacz, en octobre 1672¹⁴⁸, reconfirmait les anciens traités, mais seulement dans la mesure où ils ne contrevenaient pas aux nouvelles conditions imposées à la République. Le résultat le plus important de l'expédition de 1672 fut la perte de la Podolie par la République et son obligation à un tribut annuel de 22 000 ducats. Dans la conception de la Porte, cela signifiait l'intégration de la Pologne dans le système politique turc. Ces objectifs avaient d'ailleurs été également poursuivis par l'expédition d'Osman II de 1621 et par celle de Mourad IV de 1634.

Pour la Moldavie, la paix de Buczacz rendait plus pesante la domination turque et plus difficiles ses relations avec la Pologne par l'établissement de garnisons turques au nord de ses frontières. C'est ce qui explique l'appui accordé par le voïvode de Moldavie, Ștefan Petriceicu, aux actions militaires de Sobieski, après cette date. De même que dans d'autres circonstances semblables, les pays roumains se trouvèrent de nouveau en danger de disparaître comme États. Mais, comme cela s'était passé tant de fois, la crainte de la Porte qu'un soulèvement de ceux-ci ne mette en danger les positions turques en Europe, lui fit abandonner, de nouveau, cette intention¹⁴⁹.

Cependant, la paix de Buczacz n'eut pas les conséquences escomptées par la Porte. Au contraire, elle conduisit à une nouvelle exacerbation du conflit polono-turc, lequel devint plus complexe et plus grave, par le fait qu'il entraîna d'autres États directement intéressés dans les relations entre la Porte et la République aristocratique¹⁵⁰.

¹⁴⁶ Akdes Nimet Kurat, *Rusya Tarihi*, Türk Tarih Kurumu Basımevi—Ankara, 1948, p. 232—233.

¹⁴⁷ Voir Ismail Hakkı Uzunçarşılı, *op. cit.*, p. 183—184.

¹⁴⁸ J. Du Mont, *Corps universel diplomatique du droit des gens...*, Amsterdam — La Haye, tome VII, 1731, p. 212; Résumé dans Zygmunt Abrahamowicz, *op. cit.*, p. 357—359.

¹⁴⁹ Ioan Moga, *Rivalitatea polono-austriacă și orientarea politică a țărilor române la sfârșitul secolului al XVII-lea* [La rivalité polono-autrichienne et l'orientation politique des pays roumains à la fin du XVII^e siècle], Cluj, 1933, p. 17—18.

¹⁵⁰ *Ibidem*.

LES PRINCIPAUTÉS ROUMAINES À LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE ET LES PARTAGES DE LA POLOGNE

par VEN. CIOBANU

La fin du XVIII^e siècle a constitué pour l'Europe une période de fortes convulsions sociales et politiques, aux profondes répercussions sur l'évolution ultérieure de la configuration politique du continent. Mais, parmi les grands événements de cette période, deux ont particulièrement rejailli sur les Principautés Roumaines, à savoir la révolution bourgeoise de France et l'écroulement de la Pologne.

Au cours du XVIII^e siècle, le destin de la Pologne s'est trouvé sous la directe influence de l'équilibre des forces politiques d'Europe, dont la modification a fini par aboutir au démembrement de l'État polonais, de sorte que tous les efforts faits en Pologne, à partir surtout de la seconde moitié du siècle, destinés non seulement à éviter l'aggravation de la situation politique du pays, mais encore à le transformer en un facteur actif du système politique européen, se sont avérés infructueux¹. L'une des tentatives les plus importantes dans ce sens fut la promulgation de la Constitution du 3 mai 1791, qui devait mettre fin à l'anarchie intérieure et à la dépendance envers ses puissants voisins.

Les préparatifs faits en vue de la promulgation de la Constitution attirèrent, comme il fallait s'y attendre, l'attention des puissances voisines. C'est pourquoi, afin de s'assurer contre une éventuelle intervention de l'Empire des tsars, le gouvernement polonais conclut en 1790 une alliance avec la Prusse², qui s'était déclarée d'accord avec cette constitution au

¹ Cf. Bogusław Leśnodorski, *La Pologne et l'Europe au tournant des XVIII^e siècles*, dans «Acta Poloniae Historica», n° 22, 1970, p. 64.

² Emanuel Rostworowski, *Ostatni król Rzeczypospolitej. Geneza i upadek konstytucji 3 maja* [Le dernier roi de la République. La genèse et la faillite de la Constitution du 3 mai], Varsovie, Wiedza Powszechna (1966), p. 258.

début ³. La Russie, encore en pleine guerre avec l'Empire ottoman, sentit les inconvénients qui résultaient pour ses intérêts de l'alliance prusso-polonaise et prit ses mesures en conséquence. Le nouvel ambassadeur russe à Varsovie eut pour mission principale de détacher la Pologne de cette alliance. Pour atteindre cet objectif, il devait se servir du parti russofile du pays. La Constitution fut toutefois promulguée, ce qui détermina Catherine II à intensifier ses démarches pour faire obstacle au renforcement intérieur et extérieur de la Pologne. Le moyen le plus indiqué à cette fin était de rassembler autour d'elle tous les adversaires de l'intérieur de la nouvelle constitution, auxquels on devait promettre non seulement que le gouvernement tsariste ne s'ingérerait pas dans les affaires intérieures de la République, mais également qu'au moment opportun, il s'efforcerait de réaliser l'annexion de la Moldavie à la Pologne ⁴.

Les chefs de l'opposition intérieure étaient Felix Potocki, Rzewuski et l'hetman Branicki, ceux qui créèrent plus tard la Confédération de Targowica, dans laquelle s'enrôlèrent les éléments les plus réactionnaires des magnats et les chefs de l'Eglise catholique ⁵. En vue d'une meilleure collaboration avec eux et avec leurs partisans, ils furent convoqués en 1791 par le prince Potemkine, sur l'ordre de Catherine II à Jassy où se trouvait le quartier général des armées russes qui opéraient sur le front du Danube ⁶. La mort inopinée du prince, l'un des soutiens importants de l'opposition polonaise, semblait avoir retardé l'application de ses plans, mais la signature du traité de paix avec l'Empire ottoman le 9 janvier 1792, facilita beaucoup à la Russie l'imposition de son point de vue dans le problème polonais. Au mois de mai 1792, les armées russes entrèrent en Pologne et avancèrent à l'intérieur du pays ⁷. Par ailleurs, les Autrichiens, désireux de profiter de ces circonstances, massèrent des troupes à la frontière polonaise pour surveiller de près le déroulement des événements, ayant l'intention de s'emparer l'été de la même année, d'environ 94 villages qui appartenaient à la Moldavie, et « tenir par là Hotin dans leurs mains » ⁸. Néanmoins, le gouvernement russe, afin d'assurer son succès, se vit forcé de coïncider aussi la Prusse dans ses plans. À la suite des démarches entreprises par la diplomatie tsariste, le roi de Prusse dénonça le traité qu'il avait conclu avec la Pologne et le

³ *Mémoires de Michel Ogiński sur la Pologne et les Polonais, depuis 1788 jusqu'à la fin de 1815*, Tome premier, Paris, 1826, p. 138-142.

⁴ Emanuel Rostworowski, *op. cit.*, p. 258-262.

⁵ M. Ogiński, *op. cit.*, p. 168-169.

⁶ Em. Rostworowski, *op. cit.*, p. 274-275.

⁷ *Ibidem*, p. 275; Hurmuzaki, *Documente* [Documents], IX₂, p. 270.

⁸ Hurmuzaki, *Documente*, Nouv. série, I, p. 500-501.

8 juin 1792, envoya à Stanislas Auguste Poniatowski, le roi de Pologne, une note dans laquelle il accusait la République « de s'être donné, à son insu et sans son concours, une constitution qu'il n'avait jamais songé à soutenir »⁹. Une année plus tard, la Russie et la Prusse, appuyées par la réaction intérieure polonaise, concentrée dans la Confédération de Targowica « imposèrent à la Pologne un nouveau démembrement de son territoire »...¹⁰, ce qui était, en fait, le prélude de la disparition de l'État polonais de la carte politique de l'Europe. Dans ces circonstances, les Polonais firent une tentative désespérée de sauver leur pays du désastre. Au début de 1794, ils déclenchèrent l'insurrection militaire dirigée par le général Tadeusz Kosciuszko.

Le déclenchement prématuré de l'insurrection, sans une sérieuse préparation intérieure, et surtout, sans s'assurer un appui extérieur puissant, fut l'une des carences de l'insurrection nationale polonaise.

Les insurgés avaient fondé leurs plus grandes espérances sur l'aide de la République Française. Mais la bourgeoisie française se trouvait elle-même dans une situation politique qui ne lui permettait pas d'intervenir efficacement en faveur des Polonais et se borna à une lutte diplomatique sourde à Istanbul, pour déterminer la Porte à assurer les risques et « la gloire » de la reconstitution de l'État polonais, de sorte que « ce n'est pas la France révolutionnaire qui devait venir à l'aide de la Pologne, mais l'insurrection des bords de la Vistule qui devait considérablement alléger la France »¹¹.

Comme on le sait, la vague d'aspirations à la liberté et au progrès qui s'était emparée de toute l'Europe au cours des dernières décennies du XVIII^e siècle, eut également un grand écho dans les pays roumains. Il est à noter que l'un des phénomènes les plus importants qui caractérisèrent la société roumaine d'alors fut la tendance à son affirmation nationale¹². Il était donc naturel que dans ces circonstances, cette partie des Roumains qui était entrée en contact avec les idées progressistes du temps manifestât, outre la sympathie pour la France, un intérêt de plus en plus évident pour le sort des Polonais combattant désespérément pour leur existence nationale¹³. Autrement dit, il y avait dans les Prin-

⁹ M. Ogiński, *op. cit.*, p. 176.

¹⁰ Al. Vianu, *La révolte polonaise de 1794 et les pays roumains*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », I, 1962, n° 2, p. 477.

¹¹ Bogusław Leśnodorski, *op. cit.*, p. 67.

¹² Cf. N. Iorga, *La Révolution française et le Sud-Est de l'Europe. Conférence donnée à Paris à la Société de la Révolution française* (février 1933), Bucarest, 1934, p. 23-24.

¹³ Voir aussi dans ce sens Jan Reynan, *Pomiędzy Warszawą a Stambulem, Kontakty i oddziaływanie insurekcji Kosciuszki w Europie południowo-wschodniej* [Entre Varsovie et Istanbul. Les contacts et les échos de l'insurrection de Kosciuszko en Europe du sud-est], dans « Kwartalnik Historyczny », Rocznik, LXXII, 1966, 2, Varsovie, 1966, p. 296.

cipautés une certaine catégorie de personnes et un état d'esprit en mesure de comprendre la grande tragédie polonaise et de réagir devant elle. Les idées de la Révolution française, qui trouvèrent un terrain favorable dans les pays roumains¹⁴, commencèrent par être propagées par une série d'agents officiels ou non officiels, comme Émile Gaudin, nommé consul de France dans les Principautés en 1795, mais non reconnu en cette qualité par la Porte Ottomane, des commerçants comme Hortolan et Pellet — qualifiés par les autorités tsaristes de « jacobins incorrigibles » — un Cadot de Lille expulsé de Pologne en Moldavie en 1794 et reçu, avec son compatriote Joseph Ledoux, comme professeur dans la maison du « postelnic » Suțu, et beaucoup d'autres¹⁵. D'autre part, la France, étant particulièrement intéressée, pour des raisons politiques, au maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman¹⁶, les espérances nourries par cette partie des boyards roumains qui professait des idées plus avancées et par la faible bourgeoisie en formation, de secouer le joug ottoman et de remettre les pays roumains dans leurs droits traditionnelles avec l'aide de la République Française, n'avaient aucun fondement. Bien plus, les concessions que devaient faire les consuls français en Valachie et en Moldavie aux intérêts de l'Empire ottoman, ne pouvaient que « porter atteinte au prestige de la France ». C'est pourquoi, il ne faut pas s'étonner si la propagande russe, dont on attendait l'aide pour l'affranchissement du joug ture, aura réussi mieux¹⁷. Mais ce fait a eu des répercussions sur la situation des insurgés polonais réfugiés dans nos pays et, dans une certaine mesure, sur les intérêts de la France dans ses rapports avec la Russie.

Les troubles de Pologne et ensuite la capitulation de Varsovie devant les armées de Souvorov, le 6 novembre 1794¹⁸, eurent des suites immédiates et directes sur les Principautés Roumaines. Elles se traduisirent en premier lieu, par l'augmentation et l'aggravation des obligations imposées par la Porte qui se préparait intensément à la guerre contre

¹⁴ Pour l'état d'esprit « jacobin » qui régnait parmi une certaine partie des boyards, mais surtout parmi les marchands et les boyards grecs d'ici, et même aux cours et dans les familles de certains princes phanariotes, ainsi que pour la sympathie existant dans les pays roumains pour la France révolutionnaire et l'intérêt pour le déroulement de l'insurrection polonaise, voir N. Iorga, *op. cit.*, p. 6-7, 11-16; Pompiliu Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie. Les origines. Étude sur les règnes Phanariotes*, Paris, Leroux, 1898, p. 194-195, 198-199, 229; Jan Reychman, *op. cit.*, p. 295, 296, 316-317; Hurmuzaki, *Documente*, Supplément I₂, p. 94; *Ibidem*, XIX, p. 734, 759; *Ibidem*, Nouv. Série, I, p. 535-537, 554.

¹⁵ Hurmuzaki, *Documente*, XIX₁, p. 632, 637, 710, 734, 751; *Ibidem*, Nouv. Série, I, p. 553, 562, 593, Iorga, *op. cit.*, p. 15-20; Jan Reychman, *op. cit.*, p. 316-318.

¹⁶ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, 2, p. 88.

¹⁷ Pompiliu Eliade, *op. cit.*, p. 221.

¹⁸ M. Ogiński, *op. cit.*, p. 50-51.

la Russie ¹⁹, dont le pouvoir excessif en Pologne était spécialement dangereux pour les intérêts européens de l'Empire ottoman. La réparation et le renforcement des places fortes de frontière d'Ismail, Bender, Chilia, Hotin, points stratégiques importants pour le déroulement des futures opérations militaires, mais qui continueront à serrer d'une véritable ceinture de fer les Principautés, tombèrent, comme de coutume, à leur charge. Les demandes de manœuvres, les réquisitions de toutes sortes pour leur approvisionnement, les exigences accrues d'argent, de bois pour la construction de navires, ne sont qu'une partie des conséquences des préparatifs de guerre turcs. Il faut y ajouter les désordres, les pillages, provoqués par les déplacements des troupes turques, lesquels s'effectuaient par les territoires des deux pays roumains, les vexations infligées aux marchands dont les marchandises étaient abusivement déchargées des bateaux et prises par les magasins turcs du Danube, ainsi que le danger d'invasion des Tartars en 1794, rassemblés par les Turcs dans le Buceag en vue de leur utilisation dans la guerre contre la Russie; tout cela aggravait la famine et la misère qui régnaient en Moldavie et en Valachie. Lorsque, au début de 1796, le déclenchement des hostilités avec la Russie semblait imminent, la Porte ordonna l'apposition des scellés sur toute la quantité de poudre à canon qui se trouvait dans les boutiques de Jassy. La Porte, craignant que les boyards moldaves russophiles et même le prince ne passent du côté des armées de la tsarine, ordonna au prince Alexandre Callimaque d'envoyer sa femme et son fils aîné à Istanbul et le bruit courait que des otages seraient même pris parmi les boyards. À cause de l'incertitude qui régnait, les marchands commencèrent à sortir leurs capitaux du pays, pour les mettre en sûreté, ce qui augmenta encore les difficultés économiques des Principautés Roumaines ²⁰. L'Empire ottoman hésitait toutefois à rompre

¹⁹ Au cours d'une discussion du mois de décembre 1794, l'ambassadeur de France à Istanbul demanda au reis-efendi : « quelles seraient leurs dispositions au printemps par rapport aux Polonais ». Le dignitaire ottoman lui déclara : « nous savons que nous n'avons point d'intérêt plus cher que leur conservation et leur succès. Vous voyez nos préparatifs; je crois que vous en êtes content. *Jamais dans ce pays il ne s'était fait tant de choses en si peu de temps. Nous ne nous ralentissons pas, je vous en réponds* » (c'est nous qui soulignons) (cf. Hurmuzaki, Documents, Suppl. I₂, p. 101—102). À l'occasion de l'entrevue qu'il eut le 13 juin 1796 avec Ogiński, le représentant de l'émigration polonaise à Istanbul, le grand drogman de la Porte Ottomane, Moruzi, l'assura que « les intérêts de ce pays [de la Pologne, note de l'auteur], étaient dans l'attention de la Porte Ottomane, que les préparatifs de guerre en Turquie se faisaient sans cesse, que, si l'on pouvait compter sur une diversion efficace et suivie de la Suède contre la Russie, les Turcs ne tarderont pas à commencer les hostilités et qu'ils seraient enchantés d'être secondés par les braves militaires polonais, auxquels elle accordera asile, appui et protection aux frontières de la Turquie; mais il demandait avec insistance que l'on ne fit aucune démarche précipitée, dont les conséquences ne pouvaient être que funestes. (Cf. M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 179).

²⁰ Hurmuzaki, *Documente*, Nouv. série, I, p. 659—660, 581, 671—672, 700—703, 753—574, 548, 650—651, 557—562, 673—674, 562, 649, 549—551, 792, 782, 752, 743.

la paix avec la Russie, bien qu'il eût désiré prendre sa revanche des défaites subies dans la dernière guerre. L'attitude de la Porte était surtout due à sa mauvaise situation intérieure ²¹ et extérieure, laquelle aurait pu l'exposer au danger de se trouver de nouveau seule devant la Russie et ses alliés. Par suite, l'importance des Principautés Roumaines s'accrut considérablement, et elles devinrent un véritable champ de bataille diplomatique pour les puissances engagées dans les événements qui aboutirent à l'effondrement de la Pologne. La lutte se livrait surtout pour la prépondérance sur les princes régnants des deux pays, dont l'influence sur les décisions de la Porte était connue depuis longtemps.

La chute de la Pologne constitua un coup non seulement pour les intérêts de l'Empire ottoman, mais aussi pour la position de la France en Europe orientale, par le fait qu'elle amoindriait les zones d'action de la politique française contre la Russie et ses alliés. Dès le début de la révolution, le gouvernement français avait chargé le Grec Constantin Stamati, naturalisé français, qui était entré depuis 1790 dans les services d'information français ²², d'entamer une correspondance politique avec le prince régnant de Moldavie « dont l'influence sur le Conseil du Grand Seigneur et, en conséquence, sur les déterminations de la Porte est connue ». Les informations transmises par lui au prince de Jassy étaient traduites en turc et envoyées à Istanbul ²³. Évidemment que seules étaient transmises les informations qui pouvaient déterminer les dirigeants turcs à agir selon les intérêts de la politique française, étant entendu que par l'intermédiaire de Jassy, ces informations acquéraient la garantie de l'authenticité. Afin d'agir avec plus de succès dans cette direction, le gouvernement français s'est efforcé d'envoyer à Bucarest et à Jassy des agents dévoués qui entretiendraient un état d'esprit favorable à la France et annuleraient la prépondérance de ses adversaires de là-bas ²⁴. La Moldavie et la Valachie deviendraient ainsi pour le

²¹ Cf. Maryan Kukiel, *Próby powstaniowe po trzecim rozbiore 1795—1797*, Kraków, Warszawa, 1912, p. 53.

²² Cf. Jan Reychman, *op. cit.*, p. 293.

²³ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I₂, p. 107—108. Pour l'influence des princes régnants roumains sur la politique turque, voir aussi A. Oțetea, *Influența Moldovei și Țării Românești asupra politicii Porții* [L'influence de la Moldavie et de la Valachie sur la politique de la Porte], dans « Revista Arhivelor », III, 1960, n° 1, p. 49—56.

²⁴ Voir le rapport de Descorches du 24 décembre 1794 au Ministère des Affaires étrangères, dans lequel il proposait l'envoi de Constantin Stamati en Pologne. « S'il n'y avait rien à faire de ce côté pour le moment — précisait l'ambassadeur — il pourrait nous bien servir dans la Moldavie et la Valachie où nous avons une prépondérance à détruire... ». (Cf. Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I₂, p. 100). Sur l'importance de la Moldavie « comme étape sur la voie des communications entre la France et les patriotes polonais », l'attention du Ministre des Affaires étrangères a également été attirée par Casimir La Roche, chargé par le gouvernement français de la direction de la « Section de l'Europe sud-orientale » (cf. Jan Reychman, *Les échos de la révolution polonaise de 1794 dans les pays balkaniques*, dans « Actes de I^{er} congrès international des études balkaniques et Sud-Est européennes », t. IV, « Histoire », 1969, p. 441; M. Kukiel, *op. cit.*, p. 77.

gouvernement français d'importants postes d'observation et d'essai d'influencer surtout les événements qui avaient lieu en Pologne. Bien que la position de la France républicaine à l'égard de la Pologne eût été, de même qu'auparavant, oscillante, elle maintint toutefois une liaison permanente, plus ou moins officielle, aussi bien avec les organisateurs de l'insurrection de 1794, qu'avec l'émigration polonaise après la répression de l'insurrection.

L'évolution défavorable pour la France des événements de Pologne lui imposait cependant la prise de nouvelles mesures pour renforcer sa position dans les Principautés Roumaines. Il était nécessaire que le gouvernement français y déployât une activité officielle et bien dirigée en vue de contrecarrer le renforcement de la position russe aussi bien en Pologne, dont la tsarine, de concert avec la Prusse et l'Autriche, avait décidé en 1795 la disparition de la carte politique de l'Europe²⁵, que dans les Principautés Roumaines qu'elle visait à intégrer dans sa sphère d'influence. À cette fin, Stamati, y trouvant bien entendu aussi son propre intérêt, proposa, en 1795, la création d'un consulat général français en Moldavie et en Valachie. Un argument important qui plaidait en faveur de la création de celui-ci, consistait dans le fait que « les principaux adversaires de la République étant l'Autriche et la Russie, Bucarest et Jassy étaient désignés dès le début comme centres d'action pour produire une diversion en soulevant la Hongrie et la Pologne »²⁶. L'un des moyens destinés à provoquer cette diversion, proposé par Constantin Stamati et accepté par le gouvernement français, était la création d'une confédération polonaise en Moldavie ou dans la « raia » [territoire roumain sous l'administration ottomane] de Hotin²⁷. Convaincu de l'importance des deux Pays Roumains dans l'éventualité où ils deviendraient des postes avancés de la politique française, et du fait que, par leur position, ils facilitaient la direction des actions futures des Polonais pour le recouvrement de l'indépendance de leur pays, le gouvernement français décida, en 1796, la création de son consulat général, ayant son centre à Bucarest, la mission de ses consuls étant surtout politique²⁸.

Par ailleurs, l'un des problèmes diplomatiques de première importance pour les organisateurs et les dirigeants de l'insurrection polonaise

²⁵ Cf. M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 61.

²⁶ Pompiliu Eliade, *op. cit.*, p. 214—215.

²⁷ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I₂, p. 113; *Ibidem*, Suppl. I₃, p. 410—412, 461—463; Pompiliu Eliade, *op. cit.*, p. 215. Dans un mémoire de janvier-février 1795, adressé au Comité de Salut Public, Constantin Stamati montrait « les difficultés qu'il doit rencontrer en Moldavie et sur les frontières de la Russie à cause de l'intérêt que les employés de ces pays-là ont que la guerre ne se déclare pas entre la Turquie et la Russie » (cf. Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I₂, p. 113).

²⁸ Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I₃, p. 457.

fut le maintien du contact avec le monde extérieur, et d'abord avec la Révolution française dont ils espéraient obtenir, comme on l'a montré, une aide substantielle. La voie la plus sûre de communication entre la Pologne et Istanbul, où la France révolutionnaire avait son représentant, passait toujours par les Principautés Roumaines, ce qui fait que leur importance aussi bien pour le gouvernement français que pour les insurgés polonais augmentait de ce point de vue également. L'ambassadeur de France auprès de la Porte ottomane, Descorches, dont les démarches auprès des dirigeants ottomans en faveur des Polonais étaient sérieusement gênées par le manque d'informations de Pologne, essaya même de créer, avec l'aide de l'émissaire polonais Sulkowski, une liaison stable entre Istanbul et la Pologne, par Bucarest, Ismaïl et Hotin²⁹. C'est pourquoi, les chefs du mouvement patriotique polonais accordèrent également une grande importance à la Moldavie et à la Valachie en tant que centres d'organisation et de direction de leurs actions militaires et politiques. Voilà pourquoi la représentation de Paris de l'émigration polonaise, informée de la nomination de Constantin Stamati dans la fonction de consul général en Moldavie et en Valachie, avec la mission spéciale de protéger les militaires polonais qui devaient s'y rassembler, se proposa quand même, pour plus de sûreté, d'envoyer elle aussi un agent polonais³⁰. Bien plus, cette représentation, qui était investie de la direction générale des problèmes politiques du mouvement patriotique, projeta l'établissement en Moldavie d'une « autorité nationale » qui devait constituer le noyau d'une armée polonaise de libération nationale. Le comte M. Ogiński qui, en 1795, avait été nommé le représentant du mouvement patriotique à Istanbul, devait convaincre le Divan turc d'accorder asile à cette autorité « dans quelques districts de Moldavie ». Le lieu le plus indiqué était

²⁹ Après le déclenchement de l'insurrection, le Comité de Salut Public intentionna de créer une « agence » à Kamenetz « pour se mettre en contact avec les Turcs » (cf. Jan Reychman, *Pomiedzy Warszawa a Stambulem*, p. 294). Un an auparavant, Hortolan écrivait à Descorches : « de Jassy, nous pourrions nous servir des mêmes Juifs qui font les espions au Prince et qui vont et viennent de la Pologne pour informer la Porte » (cf. Ilurmuzaki, *Documente*, Suppl. I₂, p. 93-94) ; Jan Reychman, *Pomiedzy Warszawa a Stambulem*, p. 291, 292-294, 311-314. Le contact entre les insurgés et Istanbul par cette voie fut également facilité par le fait que la frontière entre la Moldavie et la Bucovine traversait une propriété appartenant à un riche propriétaire de Galicie « et très bon Polonais ». Comme cette propriété se trouvait « sous deux gouvernements différents, il y avait une communication quotidienne entre les paysans de cette terre, sans que les douaniers leur mettent des obstacles, ce qui facilita le passage de la plus grande partie des militaires polonais qui allèrent en Valachie et en Moldavie et cela nous a donné les moyens d'entretenir une correspondance prompte et sûre entre Constantinople et la Galicie » (Cf. M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 253). Outre la mission de combattre l'influence russe et autrichienne dans les Principautés, Constantin Stamati devait encore contribuer à la création d'une forte liaison entre la Pologne du sud et l'Empire ottoman (cf. M. Kukieli, *op. cit.*, p. 89-90).

³⁰ M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 138.

considéré la « raïa » de Hotin ou le district de Botoșani qui forme un angle entre la Bucovine et la Podolie. On proposait que les Polonais rassemblés dans cette zone se trouvent sous la double juridiction du pacha de Hotin et du prince régnant de Moldavie. Cela leur aurait donné la possibilité qu'au cas où la Porte n'aurait pas désiré rompre les relations avec l'Empire des tsars « de se déplacer successivement d'un district à l'autre, selon que le commandant russe de Kamenetz s'adresserait à Jassy ou à Hotin pour protester contre ce rassemblement ». M. Ogiński devait encore insister auprès des dirigeants ottomans pour qu'ils ordonnent aux princes de Moldavie et de Valachie d'admettre la présence des militaires polonais dans leurs pays et non seulement de leur permettre un libre séjour, mais même de ne pas les empêcher de s'organiser. Le centre de l'organisation des militaires polonais devait être aussi proche que possible de la forteresse de Hotin, le premier objectif à attaquer étant la forteresse de Kamenetz. Les dépenses d'entretien des militaires polonais devaient être supportées par la Porte ottomane, et, en partie, par la Moldavie. Le fait que M. Ogiński devait envoyer ses rapports à « l'autorité nationale » résidant en Moldavie, et à l'agence de Paris seulement leur duplicata, prouve une fois de plus l'importance que présentait la Moldavie dans les plans d'action de l'émigration polonaise. Toutefois les plans de celle-ci de transformer la Moldavie en « tête de pont » contre les ennemis de la Pologne ne purent être réalisés, étant donnée l'évolution défavorable aux Polonais, de la situation internationale ³¹.

Évidemment, ni la Russie, ni l'Autriche ne perdirent de vue l'importance stratégique des Principautés Roumaines pour la consolidation de leur position en Pologne, ainsi que pour le succès des mesures à prendre pour combattre les actions qu'allaient entreprendre les chefs du mouvement polonais de libération nationale. C'est pourquoi, outre une étroite surveillance « de la secte jacobine », le gouvernement russe, sous le prétexte d'une épidémie, mais en réalité pour empêcher le refuge et le rassemblement des patriotes polonais dans nos pays, établit, dès 1793, un sévère cordon militaire « le long des confins de la Turquie » ³². Le but de cette mesure était sans doute aussi d'isoler les Principautés Roumaines des événements de Pologne, pour empêcher ainsi leur princes régnants de transmettre à Istanbul les informations nécessaires aux Turcs. Le gouvernement russe alla même plus loin, en déclarant à la Porte ottomane que « le premier mot de la manifestation publique de ses sentiments pour la République sera le signal de la guerre », et concentra même ses troupes à la frontière de la Moldavie qu'elle devait

³¹ Idem, vol. II, p. 106—111; Al. Vianu, *op. cit.*, p. 481; M. Kukiel, *op. cit.*, p. 98—99.

³² Hurmuzaki, *op. cit.*, XIX^e, p. 680, 653—654, 699—700.

occuper au premier geste des Turcs en faveur des Polonais ³³. Parallèlement aux mesures militaires, la Russie et l'Autriche prirent des mesures d'ordre politique destinées à renforcer leur influence à Jassy et à Bucarest. Leurs consuls des deux capitales roumaines reçurent des instructions précises pour surveiller tout les mouvements des princes régnants et les déterminer par différents moyens, à n'accorder aucune aide aux Polonais ³⁴.

Les princes régnants de Moldavie et de Valachie devaient toutefois se conformer aux dispositions de la Porte ottomane. Ils avaient d'abord l'obligation d'envoyer à Istanbul des informations concernant tout ce qui se passait en Pologne. L'insurrection détermina la Porte ottomane à prendre des mesures spéciales dans cette direction. On enjoignit aux princes régnants des deux pays de recueillir et de transmettre toutes les informations provenant de Pologne et présentant de l'intérêt pour son orientation politique ³⁵. C'est pourquoi ces princes s'efforcèrent d'organiser au mieux le système d'information sur les événements qui avaient lieu dans la République. Des résultats importants furent obtenus par le prince de Moldavie, Mihail Suțu (1792—1795). Il bénéficia dans ce domaine, de la collaboration d'un sympathisant bien connu des idées de la Révolution française, son secrétaire pour la correspondance extérieure, le Grec Panaiotis Kodrikas. Ami intime de son compatriote Constantin Stamati, qui, de Paris, d'Altona et puis de Hambourg, où il se trouvait dans le service d'informations français, lui envoyait des informations sur les événements d'Europe, Kodrikas préparait « la cour princière de Jassy dans un esprit favorable à la France » ³⁶. En dépit des services d'espionnage russe et autrichien, lesquels corrompirent un de ses collaborateurs ³⁷, Kodrikas réussit à créer un véritable réseau d'informations, dont les ramifications arrivèrent jusqu'à la cour royale et aux chefs du mouvement patriotique polonais ³⁸. Ce réseau fut d'une réelle utilité

³³ *Ibidem*, Suppl. I, p. 96—97; N. Iorga, *Acte și fragmente cu privire la istoria românilor* [Actes et fragments concernant l'histoire des Roumains], vol. II, Bucarest, 1895, p. 352.

³⁴ Cf. Hurmuzaki, *Documente*, Nouv. série, I, p. 342, 536, 539, 554, 559, 635, 698, 761, 763.

³⁵ L'intérêt manifesté par la Porte pour tout ce qui se passait en Pologne résulte aussi du fait que le 14/15 juin 1795, le nouveau prince régnant de Moldavie, Alexandre Callimaque, avant même d'arriver à Jassy, envoya l'ordre suivant à ses lieutenants : « étant donné qu'en Pologne on se prépare secrètement pour une nouvelle insurrection, qu'ils envoient des hommes de confiance là-bas pour obtenir des informations exactes » (Cf. Hurmuzaki, *Documente*, Nouv. série, I, p. 672). Voir aussi Jan Reychman, *Pomiedzy...*, *op. cit.*, p. 306; M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 168.

³⁶ Jan Reychman, *Pomiedzy...*, p. 303; M. Kukiel, *op. cit.*, p. 66.

³⁷ Il s'agit du Polonais Wegierski qui se trouvait depuis 1792 au service du prince de Moldavie en qualité de traducteur en français de la correspondance polonaise. En 1794 il était déjà au service d'I. Severine, consul de Russie à Jassy (cf. Hurmuzaki, *Documente*, XIX, p. 628, 630; *ibidem*, Nouv. série, I, p. 607, 608, 609—610).

³⁸ Voir dans ce sens Jan Reychman, *Pomiedzy...*, p. 303—306; Al. Vianu, *op. cit.*, p. 497—780.

aussi pour les dirigeants de l'insurrection qui s'en servirent pour leur liaison avec Istanbul³⁹, ce qui permit à la Porte Ottomane d'être en permanence au courant des événements de Pologne.

Les mesures entreprises par les puissances copartageantes contre le mouvement patriotique, et, surtout, la répression de l'insurrection dirigée par Kosciuszko, à l'automne de l'année 1794, provoquèrent une grande vague d'émigrations. Coincés entre l'Autriche et la Russie, les Polonais cherchaient leur salut dans les Principautés Roumaines, pour arriver ensuite sur le territoire de l'Empire ottoman, d'où ils attendaient la libération de leur patrie. « Les puissances copartageantes — écrivait l'historien polonais Adam Lewak — ont encerclé de fer la Pologne. La seule issue se trouvait à la frontière du sud-est, c'est-à-dire vers et par la Moldavie et la Valachie »⁴⁰. C'est pourquoi les autorités autrichiennes considéraient que « le nid de Polonais mécontents était en Valachie et en Moldavie »⁴¹. Cependant la présence de ceux-ci soulevait de nouveaux problèmes d'ordre économique et surtout d'ordre politique. Dans leur attitude envers les réfugiés polonais, les princes régnants de Moldavie et de Valachie durent également tenir compte de l'attitude des principales puissances intéressées dans la tragédie polonaise, pour mieux dire de l'évolution des rapports franco-turcs, d'une part et russo-turcs, de l'autre. L'attitude de la Porte ottomane envers les insurgés polonais était pleine de contradictions, dues aussi bien à la méfiance à l'égard de la République Française, à son désir de prendre sa revanche des défaites de la guerre de 1787—1792, qu'à la corruption qui régnait parmi les dignitaires turcs. Cela ne rendait pas seulement plus difficiles les démarches de la diplomatie française en faveur des Polonais⁴², mais déroutait aussi les voïvodes roumains.

³⁹ Jan Reychman, *Pomiedzy...*, p. 301—302, L'efficacité de ce réseau a été prouvée, entre autres, par le fait que les premières informations sur l'insurrection polonaise provinrent à la Porte par l'intermédiaire des agents du prince de Moldavie, se trouvant en Pologne, parmi lesquels un rôle plus important a été joué par Antoine Locman (cf. V. Mihoidea, *Les agents politiques des princes de Moldavie du XVIII^e siècle : Jean Locman et ses fils*, dans « Revue Roumaine d'Histoire », 5/1967, p. 785). Il semble qu'après la déposition de Mihail Șuțu, en 1795, et le départ de Kodrikas, ce réseau s'est désorganisé, car Ghiorgghios Ionissios, secrétaire d'Alexandre Callimaque proposait à Constantin Stamatii de reprendre la correspondance avec lui sur les mêmes bases que Kodrikas (cf. Hurmuzaki, Suppl. I₃, p. 451).

⁴⁰ Adam Lewak, *La politique polonaise en Orient de 1830 à 1870*, Varsovie, 1933, p. 1. M. Kukiel considérait que la « raia » de Hotin et les Principautés danubiennes furent « naturellement, le lieu de refuge pour ces insurgés dans les régions du sud de la République ». Leur refuge ici a été favorisé non seulement par le firman de la Porte qui ordonnait au pacha de Hotin et aux princes roumains d'offrir asile aux insurgés polonais, mais aussi par l'attitude bienveillante envers la Pologne et la France du prince de Moldavie Mihai Șuțu (cf. M. Kukiel, *op. cit.*, p. 85).

⁴¹ Hurmuzaki, *Documente*, p. 779.

⁴² Jan Reychman, *Pomiedzy...*, p. 297.

Aux premiers mois de l'année 1794, les consuls russe et autrichien de Jassy et de Bucarest furent alertés par leurs supérieurs, pour empêcher que Kosciuszko reçoive une grande somme d'argent que le prince devait lui envoyer sur l'ordre du sultan. Il n'existe, il est vrai, aucune information attestant la réception de la somme par le chef de l'insurrection⁴³. Il est probable que cette somme ne soit pas arrivée à destination justement à cause des mesures prises par les autorités russes et autrichiennes, soit par la surveillance stricte des frontières, soit par des protestations énergiques accompagnées, comme d'habitude, de menaces, à Istanbul et à Jassy. Les réserves manifestées par certains princes roumains, surtout de Moldavie, à l'égard des Polonais réfugiés, spécialement des militaires, sont également dues au fait qu'il existait le danger permanent que les armées russes, sous prétexte de leur poursuite, entrent dans le pays, comme cela avait été le cas pendant les troubles provoqués par la confédération de Bar⁴⁴, ce qui aurait provoqué de nouveaux désordres et aurait menacé la stabilité même du pouvoir. C'est pourquoi, Mihail Șuțu refusa au commencement d'accorder asile à des unités de cavalerie polonaises qui s'étaient réfugiées au début de l'année 1793 sur le territoire moldave, en leur communiquant que « l'asile demandé ne pouvait être accordé dans les circonstances politiques dans lesquelles se trouvait la principauté de Moldavie »⁴⁵. L'attitude équivoque des princes trouve toutefois une explication aussi dans les oscillations de la Porte.

Al. Callimaque (1795—1799), permettait l'arrestation, en 1796, à Jassy, par le consul russe de 9 militaires polonais et lui donnait l'assurance « de ne pas souffrir ni protéger ces sortes d'aventuriers en Moldavie »⁴⁶.

⁴³ Cf. Al. Vianu, *op. cit.*, p. 478—479.

⁴⁴ Cf. Ven Ciobanu, *Confederația de la Bar și implicațiile ei pentru Moldova (1768—1771)* [La Confédération de Bar et ses implications pour la Moldavie (1768—1771)], dans *Anuarul Institutului de istorie și arheologie « A. D. Xenopol »*, tome VII, Jassy, 1970, p. 279—289.

⁴⁵ Hurmuzaki, *Documente*, IX₂, p. 273. Il résulte d'un rapport du consul autrichien à Jassy, Schilling, du 19—23 avril 1793, qu'à Soroca s'étaient réfugiés 2 400 cavaliers polonais qui demandaient d'entrer au service des Turcs. Dans l'attente des dispositions de la Porte, le prince donna l'ordre qu'ils soient désarmés. Le 31 mai 1793, c'est toujours lui qui rapportait : « La Porte ne reçoit pas de Polonais à son service ». Par suite, la plus grande partie des Polonais sont rentrés, en Moldavie et dans les provinces autrichiennes ne restant qu'environ 400. Comme les autorités russes demandaient l'extradition des déserteurs, il était à prévoir que le prince devra « appliquer le firman concernant les déserteurs ». Pour échapper, la plupart des Polonais désertèrent en Moldavie « s'habillent en Moldaves et cherchent à entrer au service des hobereaux » (Cf. Hurmuzaki, *Documente*, XIX₁, p. 650—651).

⁴⁶ M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 190, 248, 249 ; Hurmuzaki, *Documente*, XIX₁, p. 795. D'ailleurs, par crainte de ne pas se compromettre vis-à-vis de la Russie, la Porte refusa d'émettre un firman, qui rende officielle la présence de Polonais réfugiés dans les pays roumains, firman demandé par ceux-ci par un mémoire, à l'automne de l'année 1796, par l'intermédiaire d'Ogiński et de l'ambassadeur de France. Il semble que ce mémoire ait été inspiré par le prince régnant de Valachie, Alexandre Moruzi lui-même (cf. Al. Vianu, *op. cit.*, p. 481—482). Dans ce cas, le prince était intéressé dans l'obtention du firman, étant ainsi couvert vis-à-vis de la Porte, mais surtout vis-à-vis des puissances voisines, pour la protection qu'il accordait aux réfugiés polonais.

En revanche, l'année suivante, il fit tout pour se dérober, avant d'avoir reçu des dispositions de la Porte dans ce sens, aux demandes des consuls russe et autrichien accompagnées de toutes sortes de pressions, d'expulser les Polonais qui se rassemblaient à Herța⁴⁷. Les réfugiés polonais en Valachie bénéficièrent d'un meilleur traitement et d'une plus grande liberté de mouvement, surtout sous le règne d'Alexandru Moruți (1793—1796), où l'influence française était plus grande⁴⁸. C'est ici également que se rassemblèrent les principaux dirigeants des émigrés polonais des Principautés Roumaines qui, à l'été de l'année 1796, étaient au nombre d'environ 2 000, ayant à leur tête l'aventurier Xavier Dombrowski⁴⁹.

À Bucarest, les émigrés polonais avaient même organisé un club à eux et déployaient une activité d'agitation et de propagande pour attirer de leur côté les couches pauvres de la population, y compris la paysannerie, ce qui ne manqua pas d'alarmer les grands boyards qui demandèrent à Alexandru Ypsilanti de les expulser. Mais le prince évita de prendre des mesures contre eux, de crainte d'indisposer certains dirigeants turcs qui, selon ses propres affirmations, soutenaient encore les émigrés polonais. En plus, aussi bien lui que son fils, arrivé grand drogman, cherchèrent à entretenir de bons rapports avec les représentants de la France à Istanbul, qui avaient encore de l'influence sur les décisions de la Porte en ce qui concerne les émigrés polonais⁵⁰. Cependant Dombrowski se proposait d'entreprendre une expédition en Galicie, où il voulait soulever les masses populaires, pour « piller et dévaliser les capitalistes riches ». Les projets de Dombrowski n'étaient approuvés ni par M. Ogiński⁵¹, ni par le gouvernement français qui estimait que la situation internationale d'alors n'était pas favorable à une pareille entreprise⁵². Par ailleurs, les agitations et les projets des émigrés polonais soulevaient de graves problèmes pour les Principautés Roumaines elles-mêmes, pouvant déterminer l'Empire tsariste à les occuper « sous le prétexte de mettre ses États en sûreté contre toute entreprise de ce côté »⁵³. Dans ces circonstances, les réfugiés polonais, dépourvus d'une direction unique, de moyens d'existence et réduits à l'inactivité, commencèrent à se dis-

⁴⁷ Hurmuzaki, *Documente*, XIX₁, p. 822, 823, 824, 836.

⁴⁸ Cf. Pompiliu Eliade, *op. cit.*, p. 221.

⁴⁹ Cf. Al. Vianu, *op. cit.*, p. 481. En août 1796, il prétendait être venu à Bucarest muni d'ordres et d'instructions de la représentation polonaise, pour remplir la fonction d'agent en Valachie et en Moldavie. N'étant pas mis au courant de cette nomination, Ogiński refusa de le reconnaître comme tel (cf. M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 206).

⁵⁰ Cf. M. Kukiel, *op. cit.*, p. 128—137.

⁵¹ Cf. Al. Vianu, *op. cit.*, p. 482—483; M. Kukiel, *op. cit.*, p. 144 et suiv.

⁵² Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I₃, p. 456; M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 238—239.

⁵³ N. Iorga, *Acte și fragmente...*, vol. II, p. 352.

perser⁵⁴. Toutefois, au printemps de l'année 1797, les autorités russes et autrichiennes furent de nouveau alarmées par la concentration des émigrés polonais en Moldavie et spécialement à Herța, localité située à proximité des frontières de l'Autriche. Ceux-ci, en collaboration avec ceux qui se trouvaient dans la « raia » de Hotin, préparaient une expédition en Bucovine et en Galicie⁵⁵.

La présence des émigrés polonais en Moldavie n'inquiétait pas seulement les consuls russe et autrichien, mais aussi les grands boyards moldaves qui attiraient l'attention du prince sur « les suites funestes des maximes révolutionnaires que ces perturbateurs du repos public propageaient déjà parmi les habitants de la Moldavie »⁵⁶.

La conclusion des préliminaires de la paix de Campo-Formio produisit une grande désillusion parmi les Polonais rassemblés à Herța et les décida de passer à l'action. Par suite, sous le commandement de Denisko, ils tentèrent, plusieurs fois, de pénétrer sur les territoires autrichiens, mais furent repoussés chaque fois avec de grosses pertes. Denisko se retira à Dorohoi, avec un petit nombre d'insurgés et de là partit à Istanbul⁵⁷, où il se présenta chez l'ambassadeur russe auquel il expliqua que ces tentatives n'étaient que l'expression du désespoir de ses compatriotes⁵⁸. La Porte, alarmée des conséquences que pourraient entraîner pour elle les tentatives risquées des Polonais, se hâta de les désavouer et d'intimer aux princes régnants roumains, en juillet 1797, « d'expulser tous les Polonais et de respecter rigoureusement les relations de bon voisinage avec les deux grandes puissances »⁵⁹. De son côté, Aubert Dubayet, l'ambassadeur de France à Istanbul, désavoua tout ce qui s'était passé aux frontières de la Moldavie et déclara qu'il ne reconnaissait pas pour Français « tous ces vagabonds Polonais sous le masque français » et que ceux-ci pouvaient être poursuivis « sans réserve »⁶⁰, bien que les Français n'eussent pas été étrangers à ces actions armées hasardées. Bien plus, on a même affirmé que le plan de l'expédition de Galicie de 1797 avait été conçu et mis au point en collaboration avec les représentants de la diplomatie française en Orient⁶¹. Par conséquent,

⁵⁴ Cf. Al. Vianu, *op. cit.*, p. 483.

⁵⁵ Hurmuzaki, *Documente*, XIX₁, 1, p. 822, 823-824.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 834.

⁵⁷ Cf. Al. Vianu, *op. cit.*, p. 484; M. Kukieli, *op. cit.*, p. 215 et suiv.

⁵⁸ Cf. M. Ogiński, *op. cit.*, vol. II, p. 292.

⁵⁹ Al. Vianu, *op. cit.*, p. 484; Hurmuzaki, *Documente*, XIX₁, p. 836; M. Kukieli, *op. cit.*, p. 239-240.

⁶⁰ Hurmuzaki, *Documente*, XIX₁, p. 837.

⁶¹ Le 10 février 1798, von Knobelsdorf, le résident de Prusse à Istanbul écrivait à son roi que Carra Saint Cyr, le nouvel ambassadeur de France à Istanbul, lui avait déclaré que « l'année dernière, lorsque le général Bonaparte faisait de si grands progrès contre l'empereur, il a conçu le projet, accepté par le Comité central de Leopol, que les émigrés qui se trouvaient en Moldavie entrent en Galicie, qu'en même temps Pasvan-Oglu entrerait en Tran-

l'explication de cette attitude doit avant tout être recherchée dans l'amélioration des rapports franco-autrichiens, traduite par la conclusion des préliminaires et ensuite de la paix de Campo-Formio la même année. En 1798, le général Tamara, le nouvel ambassadeur de Russie à Istanbul, fit des démarches pour que la Porte Ottomane disposât l'expulsion des derniers émigrés polonais qui se trouveraient encore en Moldavie et en Valachie, étant suspectés d'« essayer d'entrer en contact avec leur anciens compatriotes »⁶². Cette fois-ci, les démarches du gouvernement russe furent considérablement facilitées par un événement qui devait mettre le point final au sort de la Pologne. L'expédition de Napoléon en Egypte, de 1798, fit disparaître « les raisons de l'amitié séculaire entre la France et la Turquie », d'autant plus que la paix de Campo-Formio avait mit fin à l'état de guerre entre la France et l'Autriche⁶³. C'est ainsi que la France, le soutien le plus assidu de la cause de l'émigration polonaise, devint l'ennemie de l'Empire ottoman, et l'Empire russe, principal ennemi de l'émigration, devint, par l'alliance conclue avec la Porte, le 23 décembre 1798⁶⁴, son allié et son collaborateur.

Pour ce qui est des Principautés Roumaines, étant donnée leur position géographique, le démembrement de la Pologne qui, pour la diplomatie française, signifiait aussi « le prélude » du démembrement de l'Empire ottoman⁶⁵, devait influencer négativement l'évolution ultérieure de leur situation dans le contexte des relations internationales de l'est et du sud-est de l'Europe. Les conséquences immédiates ne tardèrent pas à se montrer. Vers 1800, la Moldavie et la Valachie, à la suite de la situation tendue qui régnait dans les relations entre l'Empire Ottoman et la Russie, situation engendrée pour la plus grande partie par ces événements, étaient « dévastées, sans commerce, sans aucune loi solide... »⁶⁶. D'autre part, le statut juridique international des Principautés Roumaines, soumises à la suzeraineté de la Porte ottomane, si profondément mêlée aux événements liés au démembrement de la Pologne, ne pouvait pas ne pas impliquer directement les princes régnants roumains dans le déroulement des événements mentionnés. Mais leur situation ne leur permit

syvalanie, en promettant que l'insurrection éclaterait simultanément en Galicie et en Hongrie... mais que la Porte avait rejeté ce projet... » (Cf. N. Iorga, *Acte și fragmente...*, vol. II, p. 358—359). Dubayet, pour attirer Pasvan-Oglu du côté des insurgés polonais, lui a promis « l'appui de la République pour la conquête des Principautés danubiennes, peut-être aussi de la Transylvanie ». (Cf. M. Kukieli, *op. cit.*, p. 181—184).

⁶² N. Iorga, *Acte și fragmente*, vol. II, p. 360.

⁶³ Pompiliu Eliade, *op. cit.*, p. 229—230.

⁶⁴ N. Iorga, *Acte și fragmente*, vol. II, p. 361, n.

⁶⁵ Hurmuzaki, *Documente*, XIX₁, p. 456.

⁶⁶ Le colonel polonais Grabiński, qui passa alors par les pays roumains, ajoute que « à présent le partage de la Pologne se fait plus sentir qu'autrefois aux frontières de la Turquie » (cf. Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I₂, p. 204—205).

pas d'adopter une attitude propre, constante, dans ces circonstances, leur rôle se bornant à celui d'informateurs de la Porte de ce qui se passait aux frontières nordiques de l'Empire. Toutefois, l'existence dans les Principautés Roumaines de couches sociales et d'un état d'esprit capables de comprendre la grande tragédie du peuple polonais, ainsi que la tradition des liens culturels entre les deux peuples, firent que la lutte de libération nationale des Polonais eut un ample écho dans nos pays. Les émigrés polonais établis dans les Principautés contribuèrent à la diffusion surtout des idées de liberté nationale, fait particulièrement important, si nous considérons qu'à cette époque la conscience nationale des Roumains se trouvait en plein processus de formation. De ce point de vue, on peut vraiment affirmer que l'insurrection de Kosciuszko, de même que les idées de la Révolution française, si largement répandues dans les pays balkaniques, ont éveillé ici des échos durables et contribueront à la préparation des révolutions nationales dans ces pays au cours du XIX^e siècle»⁶⁷. C'est pour ces raisons que les émigrés polonais trouvèrent asile et compréhension chez les couches sociales engrenées dans le mouvement d'idées progressistes de l'époque, tandis que la grande aristocratie conservatrice leur demeura hostile.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁶⁷ Cf. Jan Reyehman, *Les échos de la révolution polonaise de 1794 dans les pays balkaniques*, p. 447.

QUELQUES ASPECTS DES RELATIONS ROUMANO-POLONAISES AU XIX^e SIÈCLE (INTERPRÉTATIONS, CORRECTIONS, COMPLÈTEMENTS)

par GH. DUZINCHEVICI

Les relations roumano-polonaises au XIX^e siècle ont préoccupé beaucoup d'historiens roumains et polonais ces dernières décennies. Les recherches sérieuses dans les archives de Pologne et de Roumanie ont mis en lumière une grande richesse d'information. Bien qu'il y ait encore par-ci, par-là, des documents inconnus concernant ces relations, les matériaux publiés sont suffisants pour nous permettre certains jugements sur les résultats des recherches faites jusqu'ici.



Les relations roumano-polonaises du XIX^e siècle ne sont pas une continuation de celles de l'époque médiévale lorsque la Pologne, grande puissance d'Europe, cherchait, en faisant concurrence à la Hongrie, à maintenir les Principautés Roumaines dans une étroite dépendance par des liens de vassalité. Ces relations, tout à fait différentes des précédentes, sont nées sans la volonté des Polonais, comme suite de la situation géographique, des Principautés Roumaines, spécialement de la Moldavie, et par rapport au territoire de la Pologne. Lorsque les événements malheureux du XVIII^e siècle eurent pour résultat la disparition de l'État polonais à la suite des trois partages successifs, la Moldavie surtout, dont le territoire pénétrait profondément entre les territoires autrichiens et russes¹,

¹ Adam Lewak, *Działalność polska na Wschodzie 1830—1870* [L'activité polonaise en Orient 1830—1870], p. 12 (Extrait de « Polityka Narodów », 1933).

accorda asile aux réfugiés polonais qui comptaient partir d'ici pour la lutte de revanche avec les envahisseurs². Depuis lors³ et jusque tard au XIX^e siècle, l'utilisation du territoire des Principautés figura dans chaque plan d'action de l'émigration polonaise⁴, soit que le plan appartint au parti monarchiste dirigé par les princes Czartoryski, soit aux démocrates⁵. Ces deux partis politiques, antagonistes quant aux moyens de lutte, poussaient le même but : la résurrection de la Pologne. Pour la réalisation de ce but ils forgèrent des plans de lutte contre la Russie des tsars et l'Empire des Habsbourg et bien des Polonais émigrés versèrent leur sang sur différents théâtres de guerre ou même donnèrent leur vie, avec la conviction que leur sacrifice n'était pas inutile. Et il en fut ainsi. Le martyre des émigrés a constamment rappelé aux pays européens, surtout à ceux dont la parole avait du poids sur notre vieux continent, que si la Pologne n'existait pas comme pays, il existait une nation polonaise qui revendiquait son droit à une vie libre dans son propre État.

En ce qui concerne les plans polonais pour la reconstitution, même en partie, de l'État polonais, ceux-ci changèrent souvent selon les circonstances. Mais, pouvait-on demander de la constance dans les plans polonais de résurrection de la patrie, alors que la politique des grands États européens était si changeante à l'égard de la cause polonaise, que tantôt ils l'embrassaient chaleureusement, tantôt ils l'oubliaient, selon leurs propres intérêts ? Peut-on s'étonner si en présence de l'inconstance des grandes puissances quant à la cause polonaise, les Polonais prenaient

² Nous ne nous étendrons pas sur ce sujet, car nous nous éloignerions du thème de cette étude. Nous renvoyons le lecteur aux ouvrages suivants dans lesquels il trouvera également la bibliographie la plus importante : Maryan Kukiel, *Próby powstańcze po trzecim rozbiore 1795—1797* [Tentatives révolutionnaires après le troisième partage 1795—1797], Cracovie et Varsovie, 1922, p. 77, 78, 98, 142 (Monografie w zakresie dziejów nowożytnych, tome XIX). En 1797 il y avait en Moldavie 700 soldats polonais, et sur la terre de Herza de «M^{me} Zoïta femme du «paharnic» (Kikony Soiczi Podloesasy), il y avait plusieurs dizaines d'officiers polonais. C'est toujours à Herza qu'on faisait les enrôlements pour l'armée, où se présentaient non seulement des Polonais, mais aussi des Ruthènes, des Roumains et des Tartars. On payait 5 piastres par mois par homme et l'équipement en plus (*Ibid.*, p. 191, 202) ; St. Łukasik, *Rumunja a Polska w XIX wieku*, Kosków, 1929, p. 19—21.

³ P. P. Panaitescu, *Planurile lui Ioan Câmpineanu pentru unitatea națională românilor* [Les plans de Ioan Câmpineanu pour l'unité nationale des Roumains], p. 3 (extrait de «Anuarul Institutului de Istorie Națională», Cluj, 1924). Ne connaissant pas la bibliographie polonaise plus ancienne, Panaitescu affirmait que l'importance des principautés Roumaines pour la mise en pratique des plans polonais « apparaît » aux émigrés polonais vers 1836, lorsqu'ils commencent à reconnaître « le terrain chez nous », ce qui était fait depuis des décennies.

⁴ Marcell Handelsman, *Czartoryski, Nicolae I^{er} et la Question du Proche Orient*, Paris, 1934, p. 68—69.

⁵ T. Holban, *Emigrația polonă în anii 1831—1848 și influența ei asupra mișcărilor de independență ale românilor* [L'émigration polonaise dans les années 1831—1848 et son influence sur les mouvements d'indépendance des Roumains], dans «Revista istorică», n^o 10—12, 1931, p. 325—238.

parfois des décisions que seul le désespoir pouvait justifier? Nulle part l'instabilité des plans polonais de lutte avec la Russie des tsars et l'Empire des Habsbourg n'apparaît plus évidente que dans les rapports roumano-polonais au XIX^e siècle, plans pour la mise en application desquels, les Roumains étaient tantôt des collaborateurs co-intéressés — ce qui arrivait plus rarement — tantôt les intérêts des Roumains étaient sacrifiés si, à un moment donné, l'émigration polonaise croyait, en la personne de ses dirigeants politiques, que ce n'était que de cette manière qu'on pouvait espérer la résurrection de la Pologne⁶.



Les relations roumano-polonaises, fondées sur d'autres bases que celles du passé plus éloigné, furent reprises vers la fin du XVIII^e siècle et continuèrent jusque très tard au XIX^e siècle. La Moldavie et la Valachie arrivèrent à être pour certains émigrés polonais un lieu de refuge plus long ou plus court, pour d'autres une nouvelle patrie à la place de la leur, après laquelle ils languissaient. Participant de tout leur cœur à la tragédie polonaise, les Roumains firent, officiellement ou non, tout ce qu'ils purent pour faciliter la vie des émigrés, et même pour leur permettre de s'organiser en vue du combat futur, si ces préparatifs étaient plus discrets, pour ne pas éveiller les soupçons de l'Autriche et de la Russie. À une époque où la Roumanie avait besoin, pour se consolider, de la bienveillance des grandes puissances, l'appui effectif accordé aux réfugiés polonais constituait un acte de courage.

Mais, pour mieux comprendre ce qui a été dit ci-dessus, passons en revue les moments les plus importants des rapports roumano-polonais.

Commençons par l'année 1831, lorsque, après l'échec de la révolution polonaise de novembre 1830, les restes des corps d'armée des divisions Dwernicki (6 à 7 000 hommes) et Koliska (1 000 hommes), pressés par les troupes russes, passèrent en Galicie où ils furent désarmés. Pour des raisons de sécurité, le gouvernement autrichien décida que ces hommes fussent amenés en Transylvanie, jusqu'à ce que leur sort défi-

⁶ Il résulte clairement du manifeste de principes de l'Association de la Démocratie polonaise paru à Paris le 4 décembre 1836, comment les démocrates polonais comptaient arriver à la résurrection de la Pologne. Le parti monarchiste polonais, s'est conformé aux principes du manifeste des démocrates, quant au choix des moyens pour atteindre son but. Voir : P. P. Panaitescu, *Revoluția română de la 1848 și alianța polonă*, [La révolution roumaine de 1848 et l'alliance polonaise], dans « Romanoslavica », VIII, 1963, p. 60. Nous regrettons de ne pas avoir eu le texte du manifeste en original. Nous nous sommes servi de la traduction de P. P. Panaitescu.

nitif fût fixé. Mais ici n'arrivèrent que 4 000 hommes ⁷. L'accueil enthousiaste fait aux soldats polonais par les Roumains et les Hongrois, l'aide en argent et en vêtements, etc., ce qui irritait les autorités, constituent des preuves éloquentes de la sincère compassion éprouvée pour les souffrances des Polonais dans leur juste lutte mais inégale avec la Russie des tsars ⁸.

Nous n'avons pas relevé ces faits pour mettre en évidence l'amitié et la compréhension pour les soldats polonais, mais pour avoir l'occasion de montrer qu'à partir de ce moment furent jetées les bases des étroites relations roumano-polonaises pour tout le XIX^e siècle. Durant des décennies, les sentiments d'humanité ont solidement gouverné les rapports des Roumains et des Polonais.

C'est toujours à ce moment que le parti monarchiste polonais dressa un plan de lutte contre la Russie et l'Autriche. Nous ne connaissons ce plan que dans ses points principaux, à savoir par les réponses données par les Roumains aux Polonais, qui nous avaient inclus dans leur plan de combat sans nous consulter. Anticipant sur ce qui suivra, nous ne relevons pour le moment que le fait que dans cette réponse le plan d'union de tous les Roumains est clairement esquissé. Nous prouverons que ce plan ne date pas des années 1838—1839, comme on l'a affirmé ⁹, mais est antérieur et que ce n'est pas Ion Câmpineanu qui en est l'auteur, mais que celui-ci, poussé par d'autres qui ont traité avec le chef du parti monarchiste, le prince Adam Czartoryski, avec son neveu, le comte Zamoyski et avec l'un des secrétaires du prince, Mihail Czajka-Czajkowski, n'a fait que prendre l'engagement, en sa qualité de représentant du parti national de Valachie, de contribuer activement à la réalisation du plan, qui aurait eu pour résultat l'union de tous les Roumains, l'indépendance du nouvel État roumain, ainsi que la résurrec-

⁷ Alexa Csetri, *Prizonieri și refugiași ai răscoalei poloneze din 1830—1831 în Transilvania* [Prisonniers et réfugiés de l'insurrection polonaise de 1830—1831 en Transylvanie], Cluj, 1966, p. 71 (Extrait de « Studia Universitatis Babeș-Bolyai. Series historia », Fasciculus 1, 1966). Nous ajoutons à l'ample bibliographie citée par Csetri l'ouvrage, encore d'actualité, de Józef Białynia Chołodecki, *Korpus Dwernickiego w granicach Austrii* [Le corps d'armée de Dwernicki à l'intérieur des frontières de l'Autriche], Lwów, 1913, p. 32, 40—41, 51—53. Pour les amateurs de détails, nous signalons encore les documents inédits qui se trouvent aux Archives de l'État de Sibiu, Fonds du Conseil municipal de Sibiu, Service administratif, n° 621, 1 491, 1 511, 1 512, 1 535, 1 541, 1 690, 2 190, 2 474 et 3 142, tous de l'année 1831. Selon les informations datées des 18 et 24 mai, n° 1 491, 1 541, 1 690, des 3 540 soldats révolutionnaires partis de Sniatyn, 1 115 désertèrent en route pendant la marche, de sorte qu'en Transylvanie n'arrivèrent que 2 425 hommes. Ceux-ci devaient être cantonnés dans plusieurs localités : Alba Iulia, Brașov, Medias, Sibiu. Les soldats polonais n'étaient pas gardés longtemps dans la même localité, probablement à cause de la crainte qu'ils ne s'y fassent des relations et propager ainsi leurs idées, qui ne convenaient pas aux autorités, etc.

⁸ Alexa Csetri, *op. cit.*, p. 72—74, 76—77.

⁹ P. P. Panaitescu, *Planurile lui Ion Câmpineanu...*, *op. cit.*, *passim*.

tion de la Pologne¹⁰. Le document non daté et non signé, qu'une heureuse circonstance nous a aidé à trouver à la Bibliothèque Czartoryski de Cracovie il y a quatre décennies¹¹, et que nous avons publié dans le recueil de documents qui a paru au Bulletin de la Commission Historique de Roumanie, XIV^e vol.,¹² contient tous les éléments qui étayent ce qui a été dit ci-dessus. En effet, on voit dans l'excellente étude d'Alexa Czetli qu'à partir de 1833, l'activité révolutionnaire polonaise, qui semblait avoir cessé depuis le désarmement des soldats révolutionnaires polonais en Galicie et surtout depuis leur transport dans différents camps de Transylvanie, avait ouvertement repris, sur les territoires polonais de Russie par des luttes de partisans auxquelles participaient également des Polonais venus de Galicie, et dans cette province, maintenant autrichienne, par l'activité secrète de l'organisation dirigée par Karol Borowski. Cette organisation tendait à la provocation d'une insurrection en Autriche¹³. Afin d'assurer la réussite de ce plan audacieux et compliqué, les deux grands partis polonais qui dirigeaient presque toute l'émigration, cherchaient à gagner des alliés pour avoir plus de chances de succès. Cela était d'autant plus nécessaire que, à partir de l'année 1833 et jusqu'à l'année 1841, c'est-à-dire depuis les négociations d'Unkiar Skelessi jusqu'au traité de Londres, l'activité de l'émigration polonaise sur le territoire turc dut cesser, car la Russie avait gagné une grande influence sur la Turquie¹⁴.

Nous connaissons pour le moment l'activité du parti monarchiste dans le cadre de ce plan¹⁵, aussi bien par les documents publiés par le regretté historien P. P. Panaiteșcu¹⁶, que par celui que nous avons trouvé et publié et que nous avons signalé plus haut.

Le plan de conspiration polonais a été conçu sous sa forme initiale par les Polonais sans consulter les Roumains. Les auteurs polonais du plan demandaient que la Valachie et l'Olténie servent, en dehors de la

¹⁰ Al. Lapedatu, *Ion Câmpineanu (1798-1863)*, Bucarest, p. 13-16; Marcell Handelsman, *Adam Czartoryski*, tome II, Varsovie, 1949, p. 154. Le regretté grand savant polonais dit au sujet de la paternité du plan d'union de tous les Roumains : « Du moment de l'apparition de Câmpineanu dans la perspective européenne plus large, le prince (Adam Czartoryski), élabore pour les Roumains un programme de création de la « Dacia », parce que alors le nom de « Roumain » (employé plus tard) n'existait pas encore ». C'est une erreur, comme nous l'avons montré, explicable par les conditions difficiles dans lesquelles il a élaboré l'ouvrage dont nous prenons la citation.

¹¹ Ms. 5 323 (*Pisma polityczne. 1833*), f. 61-69.

¹² Gh. Duzinchevici, *Documente din arhivele polone relative la istoria românilor (secolele XVI-XIX)*, [Documents des archives polonaises concernant l'histoire des Roumains (XVI^e-XIX^e siècles)], Vălenii de Munte, 1935, p. 39-45.

¹³ Alexa Csetli, *op. cit.*, p. 80-83.

¹⁴ Adam Lewak, *op. cit.*, p. 15-16.

¹⁵ *Ibidem*, p. 13.

¹⁶ P. P. Panaiteșcu, *Planurile lui Ioan Câmpineanu...* *op. cit.*, p. 24-42.

procuration des subsistances aux armées polonaises insurgées, de dépôts d'armes et de munitions. Ces propositions furent faites par Czaïkowski à des Roumains de Valachie se trouvant à Paris. Le plan contenait également des détails secrets sur la lutte qui devait commencer avec la Russie tsariste. Les Roumains auxquels s'était adressé Czaïkowski, voyant que le plan polonais exposait la Valachie au danger d'être envahie par les armées autrichiennes, et qu'ils auraient eu beaucoup à souffrir « pour d'autres », comme il est dit dans le document trouvé par nous, firent des contre-propositions. La réponse des Roumains témoigne d'une grande maturité de pensée : la proposition polonaise n'est pas rejetée, mais on demande que les Roumains participent *activement* à l'action, pour qu'ils aient aussi des avantages. Mais laissons parler le document : « Sitôt que cette proposition nous fut faite ¹⁷, que nous eûmes connaissance de votre projet, sitôt, dis-je ¹⁸, une pensée toute naturelle vint à notre esprit : c'est que les Valaques qui se chargeraient de cette affaire devraient prendre bien de précautions pour que, tout en étant utiles à la cause polonaise, ils ne nuisissent pas pourtant à leur propre patrie en appelant sur elle de nouveaux malheurs. Aussi quelques moments de réflexion nous suffirent-ils pour nous convaincre de cette vérité : que, si les Valaques prenaient une part, il faudrait qu'elle fût sérieuse, active, intéressée ¹⁹ et que ne faire que ce qu'on nous proposait ce serait non seulement ne pas vous être utile, mais de plus ce serait nuire à la fois et à votre cause et à notre patrie ; car n'est-il pas évident, ou du moins n'est-il pas probable, que le Cabinet autrichien, apprenant tout ce qui se serait passé *chez nous* ²⁰ et sachant de plus que pendant votre guerre la Valachie ne serait qu'un dépôt de munitions, d'armes, de denrées et de toutes les choses dont vous aurez besoin, n'est-il pas évident, *dis-je*, que le Cabinet autrichien profitera de cette circonstance pour envahir nos pays par ses armées et pour venir en aide à la Russie en attaquant vos derrières ? De sorte que vous aurez à repousser l'Autriche sur deux points à la fois : en Galicie (sic) et sur vos derrières. Il faudrait donc à toute force que les Valaques fussent armés et prêts à résister » ²¹. Mais comme la Valachie, à elle seule, aurait été trop faible pour s'opposer efficacement à l'Autriche, les Roumains demandaient le temps nécessaire pour réaliser d'abord l'union de toutes les provinces roumaines dans une « nouvelle patrie ». Au cours d'une entrevue ultérieure avec

¹⁷ Donc la proposition a été faite à plusieurs Roumains.

¹⁸ Il résulte que la réponse au plan polonais n'a été rédigée que par une seule personne. « Dis-je » se répète encore une fois dans le document.

¹⁹ C'est nous qui soulignons.

²⁰ La Valachie. C'est nous qui soulignons.

²¹ Gh. Duzinchevici, *Documente...*, p. 40.

le comte Zamoyski, les Roumains lui suggérèrent que le prince Adam Czartoryski demande à la Turquie non seulement de renoncer à la Moldavie et à la Valachie, mais d'admettre que ces deux pays frères se déclarent indépendants²². La perte du tribut que ces deux pays payaient au sultan aurait été compensée par la création du nouvel État tampon, qui aurait sauvé la Turquie des pressions de la Russie tsariste. Les Roumains demandaient encore au prince Czartoryski d'intervenir auprès de l'Angleterre pour qu'elle livre à crédit des armes aux Roumains lorsque ceux-ci le trouveront opportun²³.

Nous avons affirmé plus haut que Ion Câmpineanu n'était pas l'auteur de l'idée de l'union de tous les Roumains, comme on l'a soutenu²⁴. La dernière demande des Roumains qui ont traité avec le comte Zamoyski fut que le prince Czartoryski leur donne un acte écrit « adressé à Monsieur K(âmpineanu), dans lequel le prince dirait s'être entretenu avec nous » sur « le mouvement polonais et *notre* projet »²⁵. Le document trouvé par nous — le brouillon d'une lettre adressée par un Roumain au nom de quelques-uns, qui se trouvaient certainement tous à Paris, à des personnes de l'entourage du prince Adam Czartoryski — répète que, « *notre* projet »²⁵ devait être porté à la connaissance de Câmpineanu, ce qui fait que celui-ci n'est pas l'auteur du plan d'union de tous les Roumains.

Après avoir indiqué les raisons parfaitement justifiées pour lesquelles on demandait au prince Czartoryski une lettre adressée à Câmpineanu, l'auteur de la lettre de réponse ajoute une précision au nom du groupe qu'il représentait, précision qui explique *le silence ultérieur des Roumains qui négocièrent avec les Polonais le plan de collaboration* exposé ci-dessus. Voici ce fragment du document : « Sitôt arrivés chez nous (= Valachie), nous irons chez Monsieur K(âmpineanu), patriote, homme de mérite, qui a un nom, une réputation dans le pays et qui de plus est très actif. Nous lui dirons tout ce que nous savons et nous lui montrerons tout ce qu'on nous aura donné à lui montrer. S'il trouve qu'il a tous les éléments nécessaires pour faire ce que tout bon Valaque désire, il se mettra à l'œuvre : *puis il viendra lui même à Paris* pour s'aboucher avec le Prince C(zartoryski) et prendra toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires. Si non, alors ne connaissant pas pour le moment un autre homme qui puisse entreprendre un ouvrage pareil, l'affaire restera là, et *le secret sera tu et mourra avec nous* »²⁶.

²² Donc l'union de tous les Roumains se serait faite graduellement.

²³ Gh. Duzinchevici, *Documente...*, p. 43.

²⁴ Voir l'ouvrage de P. P. Panaitescu, *Planurile lui Ioan Câmpineanu...*, passim.

²⁵ C'est nous qui soulignons.

²⁶ Gh. Duzinchevici, *Documente...*, p. 44—45.

Le document que nous avons résumé ne porte ni date, ni signature. Essayons d'abord de le dater. Le document se trouve dans un paquet intitulé « Pisma polityczne », 1833, c'est-à-dire « Ecrits politiques », 1833. Une autre main que celle qui a écrit le document, se servant d'une autre encre que celle du document, a écrit en tête de celui-ci : « Ghica. O polityce Woloskiej wzgledem Polski », c'est-à-dire « Ghica. Sur la politique valaque à l'égard de la Pologne ». Qui a écrit ces mots ? Nous croyons qu'il s'agit d'un Polonais de l'entourage du prince Adam Czartoryski, chargé de la mise en ordre de la vaste correspondance entretenue par la chancellerie du parti monarchiste. Cette personne tombant sur un document sans signature et sans date, lui a donné un titre d'après le contenu et l'a classé parmi les papiers de l'année 1833, avec lesquels il aura eu un lien quelconque. Mais quel est ce lien ? Une question nécessaire et naturelle, étant donné que le document contient des éléments qui plaideraient pour une datation postérieure à l'année 1833. La présence du document parmi les papiers politiques de l'année 1833 serait-elle alors une erreur ? Nous ne le pensons pas. Le Polonais qui rangeait les papiers en savait plus que nous. Il a classé le document en 1833 parce qu'en cette année la direction du parti monarchiste polonais — ayant l'impression que l'activité révolutionnaire polonaise, cette fois-ci pas seulement en Galicie, mais encore dans d'autres parties de la monarchie habsbourgeoise sera capable de mobiliser des forces bien supérieures à celles des années 1830—1831, dans la lutte, spécialement avec la Russie — a inclus dans le plan militaire d'action l'Olténie et la Valachie. Ce plan polonais se sera cristallisé sous forme définitive en 1833. Donc, le Polonais qui a rangé les papiers, a classé sous l'année 1833 tout ce qui se rapportait aux plans politico-militaires en quelque sorte mis au point cette année, même si certains papiers, comme c'était le cas du document dont il s'agit, furent écrit ultérieurement à l'année 1833.

L'activité révolutionnaire polonaise, intensifiée à partir de l'année 1833, pénétrée chez les Roumains et les Hongrois de Transylvanie en 1834, par le révolutionnaire Adolf David, ayant des ramifications en Moldavie²⁷, imposait au parti monarchiste polonais l'entrée en pour-parlers avec les Roumains pour obtenir leur adhésion à l'emploi de leur territoire pour les buts polonais. Nous avons vu plus haut la réponse des Roumains aux propositions polonaises. Mais quand eurent lieu à Paris les pour-parlers roumano-polonais ? Si le nom de Ghica, apposé par une main étrangère en tête du document se rapporte à Ion Ghica et

²⁷ C. Göllner, *Conspirația emigranților polon Adolf David* [La conspiration de l'émigrant polonais Adolf David], dans « Revista istorică », XXIII, n° 7—9, 1937, p. 238—243 ; Alexa Csetri, *Prizonieri și refugiați...*, op. cit., p. 83—84, 87.

si celui-ci eut une part quelconque dans les pourparlers avec les Polonais et dans la rédaction de la lettre, alors cela ne peut se passer qu'après sa rencontre avec le prince Adam Czartoryski en 1835²⁸. Entre la révélation des plans polonais par Czajkowski aux Roumains qui se trouvaient à Paris et la rédaction de la lettre de réponse de ceux-ci, un laps de temps s'est écoulé, dont on ne saurait préciser la longueur. Les Roumains, dans une question si sérieuse, ne se seront pas pressés avec leur réponse. Notre affirmation est encore confirmée par le fait qu'ils ont discuté les problèmes de détail de la collaboration roumano-polonaise avec le comte Zamoyski. C'est pourquoi nous proposons comme date de la rédaction de la lettre l'année 1837, date à laquelle Radu Golescu est entré en contact avec le prince Adam Czartoryski, lorsqu'il a remis à celui-ci un ouvrage qui a beaucoup intéressé le prince et dont il fait les louanges.

Il résulte d'un détail de la lettre du prince à Radu Golescu, datée octobre 1837, que Golescu n'était pas seulement l'un des Roumains de Paris avec lesquels Czajkowski et le comte Zamoyski ont traité, mais même l'auteur possible de la lettre trouvée par nous à la Bibliothèque Czartoryski de Cracovie. Voici un fragment de cette lettre qui reçoit une réponse dans la lettre du prince Czartoryski à Golescu : « Sitôt arrivés chez nous, nous irons chez Monsieur K(âmpineanu), patriote (...). Nous lui dirons tout ce que nous savons (...). S'il trouve qu'il a tous les éléments (...), il se mettra à l'œuvre ; *puis il viendra lui-même à Paris pour s'aboucher avec le Prince C(zartoryski)* »²⁹ et prendra toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires »³⁰. La phrase suivante de la lettre du prince à Golescu nous prouve que les mentions de cette citation se trouvaient aussi sous une forme quelconque dans l'écrit que Golescu a donné au prince : « Je verrai avec un grand plaisir arriver ici quelqu'un de vos compatriotes qui par ses antécédents et par sa position élevée puisse donner aux idées que vous émettez l'appui qu'elles méritent, et présentant en même temps les garanties nécessaires à des rapports ultérieurs »³¹.

Nous ne saurions achever l'analyse du document que nous avons trouvé à Cracovie sans relever le fait suivant : une lettre de Czajkowski au prince Adam Czartoryski, datée du 8 février 1839, trouvée par le Professeur St. Lukasik à la Bibliothèque Czartoryski de Cracovie (ms. 5 410), prouve que Ion Câmpineanu, connaissait bien avant cette date les détails du plan polonais, adopté et complété par les Roumains de Paris, comme nous l'avons montré ci-dessus. Il est naturel qu'on lui

²⁸ Gh. Duzinchevici, *Documente...*, p. 6.

²⁹ C'est nous qui soulignons.

³⁰ Gh. Duzinchevici, *Documente...*, p. 44.

³¹ P. P. Panaitecu, *Planurile lui Ioan Câmpineanu...*, doc. n° 2, p. 24.

ait remis en même temps que le plan polonais la copie de la réponse roumaine. La lettre de Czajkowski de cette date affirme que sur le deuxième point du plan polonais — enrôlement des Zaporogues du Danube dans le détachement polonais, opération dans laquelle les Roumains devaient servir d'intermédiaires — Ion Câmpineanu devait apporter des informations précises ³² lors de sa venue à Paris. Nous croyons que la preuve de notre affirmation est faite.



Après l'année 1839, les bons rapports entre Ion Câmpineanu et le prince Adam Czartoryski se détériorèrent. Pour cette raison la Moldavie et la Valachie ne présentant plus d'intérêt spécial pour le parti monarchiste polonais, la propagande de celui-ci dans les deux pays faiblit sensiblement. Czartoryski essaya seulement de maintenir son influence sur les Cosaques danubiens qui, suivant le plan de lutte et de collaboration avec les Roumains, communiqué à ceux-ci par le prince, comme nous l'avons montré, devaient constituer une partie de l'armée polonaise qui commencerait la lutte avec la Russie et l'Autriche ³⁴.

L'activité révolutionnaire polonaise ne cessa pas dans les Principautés Roumaines en même temps que l'affaiblissement du travail d'organisation du parti monarchiste, celle-ci étant continuée, avec plus d'énergie par le parti démocrate polonais, qui était conscient, de même que l'autre parti d'ailleurs, du grand rôle que pourrait jouer la Moldavie particulièrement — où seulement à Jassy se trouvaient plus de 500 Polonais — dans le prochain combat pour la résurrection de la Pologne. Nous n'insisterons pas sur les relations roumano-polonaises d'après 1839, celles-ci étant bien connues, grâce à de nombreux documents inédits trouvés dans les archives roumaines et polonaises au cours des années ³⁵.

³² St. Łukasik, *Relațiunile lui Mihail Uzaikowski-Sadyk Paşa cu românii* [Les relations de Michel Ozajkowski—Sadyk Paşa avec les Roumains], dans « *Revista istorică română* », vol. II, 1932, p. 240.

³³ P. P. Panaitescu, *Planurile lui Ioan Câmpineanu...*, doc. n° 15 et 16, p. 42.

³⁴ Gh. Duzinchevici, *Documente...*, p. 40.

³⁵ Nous renvoyons à la bibliographie la plus importante : P. P. Panaitescu, *Emigrația polonă și revoluția română de la 1848* [L'émigration polonaise et la révolution de 1848. Étude et documents], Buc., 1929 ; T. Holban, *Emigrația polonă...*, op. cit., O. 336—342 ; Marcell Handelsman, *Czartoryski, Nicolas I^{er}...*, p. 68—122 ; D. Ciurea, *Moldova sub domnia lui M. Sturza. De la convenția de la Petersburg (1834). la convenția de la Balla-Liman (1849)* [La Moldavie sous la règne de M. Sturza. Depuis la convention de Petersburg (1834) à la convention de Balla-Liman (1849)], Jassy, 1947, p. 86 ; Valerian Popovici, *Dezvoltarea mișcării revoluționare din Moldova după evenimentele din martie 1848* [Le développement du mouvement révolutionnaire de Moldavie après les événements de mars 1848], „Studii și cercetări științifice, Jassy, V^e année, 1954, n° 1—2, p. 459—461, 467—470 ; Ovidiu Bădina, *Participarea grupării „democrat-revoluționare” poloneze la acțiunile revoluționare din Moldova și Țara Românească din 1848* [La participation du groupe démocrate-révolutionnaire polonais aux actions révolutionnaires de Moldavie et de Valachie de 1848], dans « *Studii și materiale de istorie modernă* », III, 1963, p. 59—81.

Nous nous arrêtons cependant à un détail auquel, à notre avis, on a accordé une importance exagérée. Il s'agit de l'activité des démocrates polonais en Moldavie, qui, sous l'énergique direction du révolutionnaire Faustyn Filanowicz, connu sous le nom de Moston, a mis sur pied, « une légion polonaise du sud », composée de Polonais et de Roumains, avec l'appui des boyards : Gheorghe, Costache Moruz, Costache Sturza, Grigore et Dimitrie Cantacuzène etc. On affirme que « cette légion » avait deux escadrons à 250 hommes chacun, bien armés, et des formations de fantassins en plus, comptant plus de 1.000 hommes. Des artisans étrangers fabriquaient les armes nécessaires dans les ateliers construits sur les terres de Hangu et de Bălătești du district de Neamtz, propriétés des boyards Cantacuzène. D'autres centres révolutionnaires ont été organisés dans les districts de Baia et de Suceava. Le centre militaire de la « légion » était dans la forêt de Grozești, où les soldats occupaient des positions de combat. Des sentinelles bien armées veillaient en différents endroits à ce que la « légion » ne soit pas surprise par l'ennemi ³⁶. Le Polonais Ioan Loga ³⁷ avait œuvré avec persévérance au recrutement des hommes pour la « légion », et avait « en sa possession — selon un rapport du préfet du district de Neamtz, D. Stan, adressé le 22 oct. 1848 au Département des Affaires Intérieures — un domaine dans le district de Dorohoi et qui (=Loga), depuis ce printemps, est allé de l'un à l'autre, chez plusieurs boyards surtout dans les districts du nord, et spécialement à Grozești et à Bălătești... ». Et l'historien Ovidiu Bădina de l'excellente étude duquel, étayée de plusieurs inédits, nous avons pris la citation ci-dessus, tire la conclusion suivante : « Il semble que Loga avait réussi, par l'intermédiaire et avec l'aide des princes Cantacuzène, à réaliser beaucoup d'alliances au nom de la démocratie polonaise » ³⁸. Le même historien poursuit : « Les informations auxquelles nous nous sommes référés, indiquent que l'organisation des démocrates

³⁶ C'est peut-être le camp armé qu'avaient établi les démocrates en Moldavie pour la compromettre aux yeux de la Russie. Le parti monarchiste s'est vainement opposé à l'établissement de ce camp, considérant probablement qu'il n'était pas bien de provoquer la Russie avant le moment opportun.

³⁷ Dans le rapport de l'agent de Czajkowski, chef de l'agence du parti monarchiste de Constantinople, P. Butkiewicz (dans l'ouvrage de Marcell Handelsman, *Czartoryski, Nicolas I^{er}*..., p. 98 ; note 2, on l'appelle Budkiewicz ; le même historien, à la note 2, p. 99, observe que P. P. Panaitescu a publié avec des erreurs les documents dans l'ouvrage *Emigrația polonă*..., qui a été en Moldavie entre le 28 avril et le 28 juin 1848, nous trouvons les données suivantes sur ce révolutionnaire : il s'appelait Jean (le rapport est en français), Logea, de son nom véritable Radziszewski. Ayant un grand déficit d'argent dans la caisse lorsqu'il était un service d'Alfred Potocki, il s'enfuit en Moldavie. « Maintenant il est au service de la république polonaise, il est autant stupide qu'arrogant, buveur et joueur ». Sur Filanowicz l'autre chef démocrate de Moldavie, il est dit qu'il était « un bon vivant » (V. P. P. Panaitescu, *Emigrația polonă*..., p. 43—44).

³⁸ Ovidiu Bădina, *op. cit.*, p. 69—70. C'est nous qui soulignons.

polonais avait, par Ioan Loga et les princes Cantacuzène, des relations avec beaucoup d'éléments de l'aristocratie libérale, avec des éléments de la bourgeoisie et même avec des éléments de l'aristocratie conservatrice qui luttait contre Sturza, *aidant par cela à la création d'une atmosphère révolutionnaire*. Maints démocrates polonais étaient venus en Moldavie il y a bien d'années et, remplissant différentes fonctions chez les boyards moldaves, *avaient réussi à les influencer*. Il résulte de tout cela que cette organisation ³⁹, *n'apparaît pas comme quelque chose d'étranger aux réalités de la Moldavie, mais qu'elle était étroitement liée aux agitations d'ici* » ⁴⁰.

Malheureusement les choses sont quelque peu différentes. Les affirmations de l'historien Bădina ne sont que des déductions, et *non pas des réalités historiques basées sur des documents*. Les émigrés polonais de Moldavie se sont organisés eux-mêmes et *pour eux*, c'est-à-dire pour être prêts à retourner armés sur le territoire de leur ancien pays partagé. Là-bas, unis aux forces révolutionnaires locales, défaire et chasser la domination étrangère, imposée par la force. Voilà l'objectif des Polonais émigrés, quel que fût le parti qui les dirigeait. Nous ne croyons pas que les démocrates polonais aient réussi à créer « une atmosphère révolutionnaire » ⁴¹, parmi les Moldaves, car, s'il avait été ainsi, *nous aurions eu en Moldavie un autre 1848 que celui que nous connaissons*. Au demeurant, *sans la participation active de la paysannerie*, cette « atmosphère » ne pouvait pas naître. Or, la paysannerie *n'était pas intéressée* à participer à un mouvement dirigé par les boyards qui ne leur garantissaient rien pour leurs aspirations légitimes. Nous n'avons aucune preuve que les buts des révolutionnaires démocrates polonais, *du point de vue des transformations sociales*, aient été acceptés par les boyards qui étaient considérés par l'autorité politique de Moldavie comme des rebelles dangereux.

Mais, pour ce qui est de « l'atmosphère révolutionnaire » que les démocrates polonais auraient créée en Moldavie, nous pourrions faire encore une remarque : nous estimons qu'une « atmosphère révolutionnaire » *réelle* ne disparaît pas vite. La flamme révolutionnaire de Moldavie, si elle avait vraiment existé, *surtout avec l'intensité que lui attribue l'historien Bădina*, aurait continué, en dépit de la pression de la réaction, à clignoter timidement dans l'attente du moment où elle pourrait rebondir avec encore plus de force. Et ce moment se produisit au mois de juillet 1849, lorsque le général polonais Bem, commandant des forces

³⁹ L'organisation démocratique polonaise de Moldavie.

⁴⁰ Ovidiu Bădina, *op. cit.*, p. 70-72. C'est nous qui soulignons.

⁴¹ *Ibidem*, p. 71.

révolutionnaires de Transylvanie, après avoir battu les troupes russes tsaristes de Moldavie, occupa les vallées du Trotuş et de l'Oituz. Cependant, et quoique les troupes révolutionnaires de Bem parmi lesquelles il y avait, outre des Hongrois, des Roumains (Caracas, Bălăceanu, Costescu et Bolliac), et des Polonais⁴², eussent stationné dans la localité *Grozești* même — centre révolutionnaire, comme on l'a vu, de la légion polonaise du sud — du 11/23 jusqu'au 18/30 juillet, ni les Moldaves, ni les émigrés polonais de Moldavie, bien que endoctrinés pendant des années par Filanowicz et Loga, ne firent preuve d'aucun zèle pour la lutte révolutionnaire, ne s'engagèrent pas dans les troupes du général Bem, mais se tinrent tranquilles, même en présence du commandant capable non seulement de les défendre contre la réaction, mais même de les aider à la vaincre⁴³.

Si l'émigration polonaise ne réussit pas dans les plans de lutte qu'elle faisait — nous nous limitons à l'activité du parti démocrate de Moldavie en 1848 — il faut attribuer le fait à deux causes, selon nous : le manque d'unité dans la direction et l'édification de plans totalement étrangers à la réalité, plans pour la réalisation desquels il fallait plus de forces qu'il n'en existait effectivement. Mais voyons les documents. Le 3 juillet 1848, Filanowicz communiquait au Gouvernement provisoire de Valachie que « Le Département des Affaires Etrangères du Comité national polonais l'avait investi du pouvoir d'agir en son nom, aussi bien en Moldavie qu'en Valachie et l'a spécialement chargé d'entrer en relation avec le Gouvernement provisoire de Bucarest... »⁴⁴. Le 20 juillet 1848, le Comité central (démocratique) polonais de Lvov communiquait au Gouvernement provisoire de Bucarest : « Le citoyen Henri Gorski est autorisé par la présente d'entrer en relation avec le gouvernement de Valachie. Il en a les pleins pouvoirs ». Si les circonstances le lui permettent, il pouvait former une légion polonaise⁴⁵. Voilà donc comment,

⁴² Pour la composition de l'armée de Bem, voir Alexa Csetri, *Bălăcescu și emigrația poloneză* [Bălăcescu et l'émigration polonaise], dans « Studia et acta Musei Nicolae Bălăcescu », Bălăcești sur le Topolog, 1969, p. 88—90 et note 1, p. 90.

⁴³ Sur l'entrée du général Bem en Moldavie, Valerian Popovici écrivait : « Une tentative tardive de rallumer la flamme de la lutte révolutionnaire en Moldavie, faite en juin 1849 par le général polonais Bem — le commandant des forces révolutionnaires de Transylvanie — fut rapidement défaite par l'armée tsariste. V. istoria României, IV, p. 58. C'est nous qui soulignons. Popovici, ne connaissant pas la bibliographie, fait des affirmations erronées. L'expédition de Bem a eu lieu en juillet et pas en juin, et à l'occasion de l'expédition en Moldavie le général Bem ne fit pas battu par les armées tsaristes. Voir Gh. Duzinchevici, *Un episod din revoluția de la 1848—1849: trecerea generalului Bem în Moldova* [Un épisode de la révolution de 1848—1849 : le passage du général Bem en Moldavie] (extrait du « Buletinul Muzeului Bucovinei », II^e série, I^e—II^e année, 1943—1944, p. 14—17). Nous ajoutons à la bibliographie de cette étude, Spira György, *A magyar forradalom 1848—49 ben*, Budapest, 1959, p. 568 et Alexa Csetri, *Bălăcescu și emigrația poloneză*... p. 108.

⁴⁴ Ovidiu Bădina, *op. cit.*, p. 73. C'est nous qui soulignons.

⁴⁵ P. P. Panaitescu, *Revoluția română de la 1848...* p. 73.

sans être relevé de ses fonctions, Filanowicz est doublé par Górski qui lui prend une partie de ses attributions. En réalité — nous n'avons pas beaucoup de détails dans cette question — Filanowicz continua son activité. De toute façon, de pareilles contradictions dérangeaient certainement les rapports roumano-polonais.

Mais quels étaient les plans de Filanowicz ? Les voici, résumés par l'historien Bădina : Filanowicz [affirme qu'il harcelera avec eux l'armée tsariste de flanc et à revers, il l'attaquera par des détachements, l'encerclera, fera régner la désertion dans ses rangs et libérant une partie des Polonais, il les enrégimentera dans le combat révolutionnaire] ⁴⁶. Beau plan, en effet ? Nous avons montré ci-dessus quelles étaient les forces polono-roumaines concentrés dans la forêt de Grozești : 500 cavaliers et plus de 1 000 fantassins, retranchés, bien armés et prêts au combat ⁴⁷. Ces forces qui formaient « la légion polonaise du sud », avaient commencé à être organisées dès 1842 ⁴⁸. Donc, après six ans d'efforts, c'étaient là les forces de la « légion » organisée par Filanowicz. Si le nombre des soldats était trop réduit pour mettre à exécution le plan grandiose de l'organisateur démocrate polonais, plan qui devait avoir son point culminant dans « l'encerclement » des armées tsaristes de Moldavie, peut-être que la préparation militaire des « légionnaires » était si bonne qu'elle pouvait suppléer au petit nombre. Mais il n'en fut rien. Il n'est pas vrai qu'à la première attaque des troupes de Mihail Sturza, les troupes révolutionnaires organisées par Filanowicz se *dissolvèrent sur les conseils de leurs organisateurs*, qui, étant grands propriétaires fonciers, craignaient un soulèvement général des paysans ⁴⁹, mais furent anéanties dans le combat. Dans la lutte avec les forces réactionnaires, le boyard Costache Moruz, l'un des chefs moldaves de la « légion » fut même blessé ⁵⁰.

Mais si la combativité de la « légion » dans la défense s'avéra faible, il nous semble que même les effectifs ont été sérieusement exagérés. Le noyau polonais de la « légion » varie entre 70 et 200 soldats. Ce qui est certain, c'est qu'après le combat de la forêt de Grozești, il n'y eut qu'approximativement 113 Polonais ⁵¹ qui partirent en Valachie dans l'intention de soutenir la révolution roumaine de là-bas ⁵².

⁴⁶ Ovidiu Bădina, *op. cit.*, p. 74. C'est nous qui soulignons.

⁴⁷ *Istoria României*, IV, p. 58.

⁴⁸ Ovidiu Bădina, *op. cit.*, p. 67.

⁴⁹ *Istoria României*, IV, p. 58. C'est nous qui soulignons.

⁵⁰ Ovidiu Bădina, *op. cit.*, p. 70.

⁵¹ *Ibidem*, p. 75 et note 1, p. 75.

⁵² *Ibidem*. Pour l'épopée de ce groupe de révolutionnaires polonais, voir p. 75-78, mais surtout Dimitrie Gh. Ionescu, *Date noi despre episodul polonez în revoluția munteană din 1848* [Nouvelles données sur l'épisode polonais dans la révolution valaque de 1848], dans « *Romanoslavica* », VIII, 1963, p. 79-85.

De tout cela on peut tirer une seule conclusion : la collaboration militaire moldo-polonaise entre les années 1842—1848 sur le territoire de la Moldavie se réduit à une tentative échouée de quelques boyards de renverser Mihail Sturza⁵³ avec l'aide de la « légion polonaise du sud ».



Lors de la guerre de Crimée la collaboration roumano-polonaise aurait pu devenir une réalité, utile aux peuples roumain et polonais si, l'opposition de l'Autriche en particulier, n'avait pas empêché les Turcs de l'appuyer⁵⁴. Nous ne voulons pas nous occuper de cette collaboration, mais nous l'avons mentionnée à dessein pour montrer la duplicité de la politique du parti monarchiste polonais vis-à-vis des Roumains. Tandis que, comme nous l'avons vu, dans les années 1837—1838, le prince Adam Czartoryski était prêt à appuyer l'union de tous les Roumains, maintenant, même lorsqu'une collaboration fructueuse entre Roumains et Polonais était à prévoir, c'est toujours lui qui, considérant la conjoncture internationale comme favorable, proposait par écrit à l'empereur Napoléon III, afin d'obtenir son appui, le plan que la Turquie cedât à l'Autriche, contre indemnité, la Moldavie et la Valachie. En échange, l'Autriche aurait été obligée de transformer la Galicie en un royaume polonais indépendant avec un prince autrichien comme roi. Il était prévu dans le plan comment on serait arrivé, de cet embryon d'État polonais, à une plus grande Pologne. Le plan, daté de juillet 1853, se trouve à la Bibliothèque Czartoryski de Cracovie, dans le ms. 5 617. Il fut rédigé « à la demande du prince Adam Czartoryski » par le Polonais Ludówik Zwierkowski-Lenoir, qui, après une brillante carrière politique et militaire, en Serbie, à Constantinople et au Caucase, où il fut grièvement blessé, fut retenu par le prince polonais auprès de lui.

Le plan polonais est intitulé « Question d'échange territorial » ainsi que « Résumé de la notice sur la question d'échange ». L'empereur Napoléon III, le trouvant raisonnable et réalisable, le discuta avec le représentant de l'Autriche à Paris, Hübner. Le ministre français des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys avait des instructions de le discuter à Vienne, tandis que Walewski, au nom du Ministère français des Affaires étrangères, était envoyé à Londres pour le discuter avec le gouverne-

⁵³ Obidiu Bădina, *op. cit.*, passim. Le méritoire ouvrage de cet historien n'aurait eu qu'à gagner si les noms propres des personnes avaient été correctement reproduits. Voir par à la p. 78.

⁵⁴ Ion Petrică, *Legăturile scriitorului polon Teodor Tomasz Jez (Zygmunt Milkowski) cu românii* [Les relations de l'écrivain polonais Teodor Tomasz Jez (Zygmunt Milkowski), avec les Roumains], dans « Romanoslavica », XVII, 1970, p. 640—645.

ment anglais. L'Angleterre, prudente, ne rejeta pas le projet, pas plus qu'elle ne se prononça en sa faveur. Toutefois les milieux non officiels anglais, ayant à leur tête le prince consort, Albert et son frère Ernest de Cobourg, se déclarèrent pour le projet et l'appuyèrent. La Turquie était d'accord pour céder à l'Autriche les Principautés Roumaines.

Après le 13/25 août 1854, un mémoire dans la question des changements territoriaux fut présenté par le comte Vladislav Zamoyski au général autrichien Coronini qui était à Bucarest. Une copie de ce mémoire, faite par le boyard moldave Panaiot Balș, après avoir circulé parmi les Roumains, fut communiquée à la Turquie⁵⁵.

Le plan paraissait si proche de sa réalisation que les princes roumains Știrbey, Bibescu, Sturza et Grigore Ghica s'empressèrent d'envoyer à Vienne des lettres d'hommage.

L'alliance et le traité militaire prusso-autrichien du 20 avril 1859 rendit impossible la réalisation du plan polonais et les Principautés Roumaines, grâce à une circonstance heureuse, échappèrent à l'incorporation dans l'Empire des Habsbourg⁵⁶.

Il faut relever le fait que le plan du prince Adam Czartoryski dont il a été question ci-dessus était considéré par le Gouvernement national polonais de grande actualité dix ans après son élaboration, au mois de juin 1853. C'est ainsi que dans les instructions envoyées par le Gouvernement au prince Vladislav Czartoryski le 17 août 1863, on demandait au chef du parti monarchiste polonais d'attirer l'attention de l'Autriche sur le danger que la Russie s'empare de la Galicie, étant donnée l'activité du gouvernement du tsar; que ce n'est qu'en appuyant les Polonais dans leur lutte contre la Russie tsariste et « réglant généreusement la question (= la transformation de la Galicie en royaume polonais) avec nous (= les Polonais), qu'elle pourrait espérer une *compensation* correspondante, pour laquelle nous seuls (= les Polonais) pourrions

⁵⁵ Gh. Duzinchevici, *Contribuții la istoria românilor în timpul Războiului Crimeii* [Contributions à l'étude de l'histoire des Roumains pendant la Guerre de Crimée], dans « *Revista istorică română* », III, 1933, p. 254.

⁵⁶ Voir pour des détails l'excellent ouvrage dont nous avons pris nos informations, de l'historien Polonais décédé Adam Lewak, *Dzieje emigracji polskiej w Turcji (1831-1878)*, Varsovie, 1935, p. 102-108; *Idem, Działalność polska...*, p. 26. À cause d'une information déficiente, l'historien P. P. Panaitescu, dans son étude *Unirea Principatelor Române. Cuza Vodă și Polonii* [L'Union des Principautés Roumaines, le prince Cuza et les Polonais], dans « *Romanoslavica* », V, 1962, p. 72-73, soutient qu'à partir de 1838 et jusqu'en 1857, y compris, les chefs de l'émigration polonaise furent favorables à l'union des Principautés Roumaines, c'est-à-dire pour la création d'un État roumain puissant et indépendant. Panaitescu n'admet pas qu'il pourrait exister « une déviation de la ligne de la coopération dans la lutte commune des Roumains et des Polonais pour l'indépendance et l'union » (*ibidem*, p. 73). La nouvelle documentation mise en circulation trois décennies avant la parution de l'étude de Panaitescu, aussi bien par nous que par l'historien polonais Adam Lewak, infirme catégoriquement, comme on l'a vu, l'opinion de l'historien roumain.

l'aider, soit en Roumanie⁵⁷, soit chez les Slaves du sud »⁵⁸. Le prince Czartoryski, ayant été informé que la France serait disposée à sacrifier les Principautés, en échange de la Galicie⁵⁹, donna cours aux instructions ci-dessus et, au commencement du mois d'octobre 1863, il eut une entrevue avec le secrétaire de l'ambassade d'Autriche à Paris, Müllingen. Un résumé de la discussion entre les deux diplomates a été conservé, mais dans un style diplomatique qu'il faut lire entre les lignes, pour le comprendre : « Czartoryski (à Müllingen) dans la Turquie une alliance assez sérieuse pour l'Autriche, il (= Czartoryski) ne parle pas des Principautés-Unies comme d'une compensation pour l'Autriche car il est difficile à un Polonais de désirer l'absorption par l'Autriche de la Roumanie ». Mais la réponse du secrétaire de l'ambassade autrichienne prouve que le problème de la compensation a *quand même* été posé, conformément aux instructions susmentionnées. Voici la réponse de Müllingen : « Müllingen répond qu'on peut ne pas en parler, car l'Autriche a déjà refusé cette compensation qui lui a été offerte »⁶⁰. Cette réponse prouve que la Pologne insistait de nouveau sur le problème de la compensation pour obtenir la Galicie, sur la base de nouveaux arguments, en dépit du refus antérieur de l'Autriche, lequel avait certainement été opposé non pas 10 ans auparavant mais à une date plus récente⁶¹.

Bien que les pourparlers menés par le prince Vladislav Czartoryski eussent été entourés du plus grand secret, il y avait eu quelques indiscretions et à l'entrevue que l'agent roumain Ion Alecsandri à Paris eut avec le prince polonais, le premier lui dit ouvertement ce qu'il avait entendu concernant la cession projetée des Principautés Roumaines. Le diplomate polonais, qui aux dires d'un secrétaire à lui Plichta, dans une lettre du 28 août 1863 — aurait voulu que toutes les manœuvres diplomatiques relatives à la Roumanie fussent tenues « *en grand secret pour que nous ne détériorions pas brusquement nos relations avec le prince*

⁵⁷ Dans l'original polonais figure le mot « *Woloszczyzna* », substantif que, étant donné l'incertitude avec laquelle les Polonais l'employaient lorsqu'il s'agissait de la Valachie ou de la Moldavie, nous avons cru mieux traduire par Roumanie. C'est nous qui soulignons.

⁵⁸ *Bibliothèque Czartoryski*, mss. 5 708 et 5 709

⁵⁹ *Ibidem*, mss. 5 723, la lettre de Plichta du 28 août 1863. Cf. P. P. Panaitescu, *Cuza Vodă și unitatea națională a românilor* [Le prince Cuza et l'unité nationale des Roumains], dans « *Arhiva pentru știința și reforma socială* », VIII, 1929, p. 565. L'étude est complètement dépassée et ne saurait être prise en considération dans ce problème.

⁶⁰ *Bibliothèque Czartoryski*, ms. 5 712. C'est nous qui soulignons.

⁶¹ Gh. Duzinchevici, *Contribuțiuni la domnia lui Cuza Vodă* [Contributions à l'étude du règne du prince Cuza], p. 9–10 et les notes 1–2, p. 9–10 ainsi que les notes 1–2, p. 10. (Extrait de « *Revista istorică* », XXI, n° 4–6, 1955). Toujours en 1863, on proposa à l'Autriche en échange de la Galicie et du soutien armé pour la résurrection de la Pologne, la Bosnie et l'Herzégovine, que la Turquie aurait cédé en échange de compensations territoriales. Voir Adam Lewak, *Działalność polska...*, p. 28 ; Idem, *Dzieje emigracji polskiej...*, p. 157.

Cuza »⁶², démentit tout pour tranquilliser Alecsandri⁶³. Cela était nécessaire, il fallait endormir la vigilance des Roumains jusqu'à la solution définitive du problème et la Roumanie eût été mise devant un fait accompli et rien n'était plus à faire. Autrement, l'émigration polonaise n'aurait plus pu exercer son activité sur le territoire de la Roumanie comme auparavant.



Dans l'activité de l'émigration polonaise dirigée par le parti démocrate, parti, il est vrai, bien plus dynamique que le parti monarchiste, on permettait la mise en pratique de certains plans, à l'insu et sans l'approbation des Roumains, et bien plus, on disposait du territoire de la Moldavie. L'un de ces plans appartenait au colonel Z. Milkowski; il l'avait conçu en 1859 et l'avait mis en pratique en 1863, en causant à la Roumanie de grandes difficultés. Mais laissons le colonel lui-même parler de son plan. Il fut conçu à Paris en 1859 et présenté au Comité central du parti démocrate polonais⁶⁴ lequel, s'il ne s'y est pas opposé, c'est qu'il l'avait approuvé⁶⁵. Le plan fut définitivement mis au point en Moldavie, par son auteur, qui se sent obligé d'expliquer pourquoi la Moldavie l'intéressait tellement : parce que la partie du nord-est de cette province « était le seul endroit par lequel la Pologne entraînait en contact avec l'Europe »⁶⁶. À l'aide d'un détachement de quelques milliers d'hommes, la Moldavie eût été occupée « pour la révolution polonaise »⁶⁷. Cette occupation « temporaire » — dit Milkowski — « est entrée dans mon

⁶² *Bibliothèque Czartoryski*, ms. 5 723. Voir aussi Duzinchevici, *Contribuțiuni la domnia lui Cuza Vodă...*, op. cit., note 2, p. 9—10.

⁶³ R. V. Bossy, *Agenția diplomatică a României în Paris și legăturile politice franco-române sub Cuza-Vodă* [L'agence diplomatique de la Roumanie à Paris et les relations politiques franco-roumaines sous le prince Cuza], Bucarest, 1931, p. 67 et annexe CXXXIX, p. 292.

⁶⁴ Teodor Tomasz Jeż (Zygmunt Milkowski), *Od kolebki przez życie. Wspomnienia*. De druku przygotował. Wstępem poprzedził Aleksander Brückner [Du berceau par la vie. Souvenirs. Préparés pour l'impression par Adam Lewak. Préface d'Alexandre Brückner], tome III, Cracovie, 1937, p. 12, 65. Cité par la suite.

⁶⁵ *Memoriile Milkowski*, III, note 2, p. 40. Le gouvernement national polonais connaissait aussi le plan Milkowski, et il n'est pas vrai, comme il écrit dans ses *Mémoires*, que l'expédition de Moldavie aurait eu un autre sort si le parti monarchiste ne lui avait pas fait de difficultés. Voir *ibidem*, III, p. 156, ainsi que Gh. Duzinchevici, *Cuza Vodă și revoluția polonă din 1863* [Le prince Cuza et la révolution polonaise de 1863], Buc., 1935, p. 40—44. On y prouve que l'affirmation de Milkowski est erronée. Les *Mémoires* sont intéressants mais doivent être utilisés avec beaucoup de prudence. Voir aussi les jugements sur les *Mémoires* par un excellent connaisseur aussi bien des relations roumano-polonaises que de l'histoire des États balkaniques au XIX^e siècle, Henryk Batowsky *Dyplomatyczna misja Milkowskiego wr. 1864*, «Zaszyty naukowe Uniwerystetu Jagiellońskiego», n° 7, Historia, z. 2, 1956, p. 167. Cf. P. P. Panaitescu, *Unirea Principatelor Române...*, p. 79. N'étant pas suffisamment documenté, ses conclusions n'ont pas de valeur.

⁶⁶ *Mémoires Milkowski*, III, p. 65.

⁶⁷ *Ibidem*, p. 12. La même chose, mais autrement exprimée, à la p. 22.

plan par la force des circonstances, comme résultat de sa situation géographique » (de la Moldavie). « Car, comment et où aurait pu le détachement polonais passer de Turquie vers l'Ukraine, si non par la Moldavie ? Ensuite, après l'entrée en Moldavie, n'aurait-il pas fallu continuer à garder, dans l'intérêt de la lutte qui se livrait en Pologne, cette base d'opérations... »⁶⁸.

La conquête de la Moldavie — comme le dit Miłkowski — n'était pas difficile à réaliser, car les difficultés de la Roumanie étaient grandes, celle-ci n'étant pas encore consolidée après l'union accomplie par la double élection de Cuza. Le colonel révolutionnaire montre les causes de la faiblesse de l'État roumain de fraîche date : à l'intérieur, l'union n'était pas bien vue par les prétendants aux trônes des deux principautés. Ces prétendants étaient forts, non pas par leur nombre, mais par leur richesse, avec laquelle ils pouvaient gagner des partisans, avec l'aide desquels ils pouvaient supprimer l'union des principautés. À l'extérieur, la Turquie n'avait reconnu l'union qu'à son corps défendant, n'attendant que la première occasion pour y mettre fin. « Mécontents, les grands boyards, surtout les deux familles des Sturza et des Bibescu, ensuite celles des Ghica et des Știrbey et autres, prétendants aux trônes, les uns en Moldavie, les autres en Valachie, étaient appuyés par la Sublime Porte et, avec le gouvernement turc, intriguaient à Constantinople contre l'union⁶⁹ ».

Miłkowski avait estimé qu'il aurait besoin pour la réalisation de son plan, d'environ un million de francs⁷⁰. Mais bien qu'il eût reçu beaucoup moins d'argent⁷¹, bien que le prince Cuza, qui était au fait des préparatifs de Miłkowski à Tulcea, lui eût communiqué « qu'il ne permettait pas le passage *armé* des hommes » et qu'il opposerait « la force au passage » du détachement polonais par la Moldavie⁷², le colonel s'obstina à passer de force par la Moldavie. Pourquoi a-t-il procédé de la sorte, surtout que le détachement polonais était ridiculement petit et pourquoi n'a-t-il pas accepté la proposition de Cuza d'expédier d'abord les armes et ensuite les hommes non armés, qui se réuniraient à un endroit déterminé d'avance, d'où ils se rendraient sur le théâtre des combats ?⁷³. La réponse nous est donnée par Miłkowski lui-même dans ses « Mémoires » : le passage par la Moldavie au vu du monde, du détachement polonais armé, était un acte délibéré. Par la violation du droit

⁶⁸ *Ibidem*, p. 66.

⁶⁹ *Ibidem*, p. 21—22.

⁷⁰ *Ibidem*, p. 12.

⁷¹ *Ibidem*, p. 12—13.

⁷² *Bibliothekę Czartoryski*, ms. 5 744, lettre de Glück, Jassy, 2 sept 1863 ; ms. 5 694, rapport du 24 oct. 1863.

⁷³ Gh. Duzinchevici, *Cuza Vodă și revoluția polonă din 1863...*, p. 32.

international, on visait purement et simplement « à lier la question polonaise à la Question d'Orient, le point politique le plus sensible en Europe ». La suite eût été, selon les calculs du colonel, l'intervention effective des gouvernements des grandes puissances européennes pour appuyer la Pologne⁷⁴, et peut-être même le déclenchement d'un conflit armé⁷⁵, que les Polonais désiraient depuis longtemps, car sa fin victorieuse aurait eu « pour conséquence la résurrection de l'État polonais sous une forme quelconque ».

On sait ce qui advint et nous n'y insisterons pas. Les complications qu'avait prévues et souhaitées Milkowski — comme nous l'avons montré plus haut, d'après ses « Mémoires » — ne survinrent pas et la Roumanie a échappé à un grand danger, grâce au tact de Cuza et de ceux qui l'aidaient dans le gouvernement du pays. Après un peu de bruit, les voisins de la Roumanie se calmèrent et les amis de la Roumanie se déclarèrent contents du traitement humain auquel avaient été soumis les Polonais prisonniers⁷⁶. Ceux qui accusent encore Cuza, sinon de rusophilie, du moins de duplicité concernant l'expédition polonaise de 1863, font preuve du peu d'attention accordée aux documents publiés. Cuza fit tout ce qu'il pouvait faire pour la cause polonaise, sans mettre son pays en danger. Les Polonais démocrates, assez pressés, lui avaient demandé de faire ce que certaines puissances européennes n'avaient pas osé faire : prendre ouvertement parti pour les Polonais contre la Russie. Mais Cuza, pensant à son pays, ne se laissa pas entraîner dans une aventure, surtout que la France lui avait conseillé d'être prudent⁷⁷.

Les « Mémoires » de Milkowski prouvent qu'il était un homme de caractère. Se rendant compte probablement à la suite des discussions avec Cuza et avec d'autres personnes, après que le détachement polonais eut déposé les armes, que son plan avait mis en danger l'existence même de la Roumanie, pays qui, depuis des années, accueillait avec bienveillance les émigrés polonais, il prit l'engagement suivant, par la lettre du 30 juillet 1863 adressée au préfet de Galatz : « ne plus jamais rien entre-

⁷⁴ *Mémoires Milkowski*, III, p. 11, 21.

⁷⁵ Adam Lewak, *Działalność polska...*, p. 28.

⁷⁶ Gh. Duzinchevici, *Cuza Vodă și revoluția polonă din 1863...*, p. 46—56. Ne manquent pas de valeur les informations que nous avons trouvées aux Archives de l'État de Bucarest, au ms. 895, paquet 63, intitulé : « Ministère de l'Intérieur, Dossier concernant la violation du territoire par les Polonais » et que nous avons publiées sous le titre *Informații arhivale relative la domnia lui Cuza Vodă* [Informations d'archives concernant le règne du prince Cuza], p. 9—12. (Extrait de la « Revista critică », Jassy, 1936) ; Ion Petrică, *Legăturile scriitorului polon Teodor Tomasz Jeż...*, op. cit., p. 647—651.

⁷⁷ Gh. Duzinchevici, *Cuza Vodă și revoluția polonă din 1863...*, p. 62—66 ; *Idem*, *Contributions à l'histoire des relations russo-roumaines du temps du prince Cuza*, dans « Revue historique du Sud-Est européen », XII, n° 4—6, 1935, p. 5 et note 3, *ibid*.

prendre contre la Russie, à travers les principautés »⁷⁸. Il tint parole. Lorsqu'on lui proposa plus tard, au nom des princes Sturza, Știrbei et Bibescu, de chasser Cuza, en lui promettant en échange de l'argent pour recruter des soldats, il refusa, disant qu'il ne désirait pas détruire l'union des Principautés Roumaines, affaiblir le pays, situation qui serait au détriment de la Pologne, celle-ci ayant besoin d'un allié puissant ⁷⁹.



Pour mieux faire comprendre ce qui suit, nous avons quelque peu renversé la chronologie des événements que nous analysons et nous avons exposé le plan de Miłkowski de 1859 et sa mise en pratique en 1863. On a vu le but de l'action : l'utilisation de la Moldavie après son occupation de force par des soldats polonais, tant que cela eût été nécessaire pour les combats engagés avec les troupes tsaristes sur les territoires orientaux de l'ancienne Pologne. Aucun historien ne s'est imaginé que le plan de Miłkowski, lequel s'il avait réussi aurait supprimé l'union des Principautés Roumaines — ce que les Turcs souhaitaient — aurait été un plan élaboré à la suggestion secrète de la Turquie.

Mais voici qu'un autre plan polonais de mettre un pied plus solide en Moldavie est présenté par un historien comme un plan inspiré par les Turcs. Voyons de quoi il s'agit : à partir de 1857 très probablement, mais plus sûrement de 1858, Grigore Sturza, le fils de l'ancien prince régnant de Moldavie, Mihail Sturza, s'est servi de Mihail Czajka-Czajkowski (qui après être devenu Turc s'est appelé Sadyk-Pacha et fut le commandant des cosaques ottomans) ainsi que du Polonais Nieczuja Wierzbicki (Murat-Bei après être devenu Turc), qui avec le grade de commandant avait été son aide de camp pendant la guerre de Crimée, les deux ayant des relations à Constantinople, pour obtenir par la corruption la fonction de « caïmacam » (régent) de Moldavie. Cette situation lui aurait facilité l'accession au trône dans ce pays ⁸⁰. Sturza ne réussissant à être nommé ni « caïmacam », ni prince régnant, Wierzbicki crut, en 1859, qu'il pourrait, avec l'aide d'un détachement de Polonais, renverser le nouvel élu en Moldavie et en Valachie, Al. I. Cuza, et placer

⁷⁸ Gh. Duzinchevici, *Cuza Vodă și revoluția polonă din 1863* . . . , p. 51 et note 8, *ibid.*

⁷⁹ *Mémoires Miłkowski*, III, p. 158—159, 267—268. En ce qui concerne la date de cette proposition, les *Mémoires* ne sont pas clairs : tantôt on peut croire que c'est 1863 (p. 158), tantôt 1864 (p. 267), tantôt après le détronement de Cuza et que Miłkowski se trouvait à Belgrade (kiedy Kuza został z tronu stracony, a ja — écrit Miłkowski — przebywałem w Belgradzie). p. 158—159).

⁸⁰ Gh. Duzinchevici, *Beizade Grigore Sturza și polonii* (Legături polono-române în anii 1858—1859 [Le prince Grigore Sturdza fils du prince régnant, et les Polonais. (Relations polono-roumaines en 1858—1859)]). Bucarest, 1941, p. 7—28.

sur le trône Grigore Sturza. Le complot fut découvert grâce à la trahison et les organes de police et judiciaires procédèrent comme il convenait dans un pareil cas. Sadyk Pacha ne prit pas part au complot ⁸¹.

Quelles sont les « preuves » que le plan polonais était, en fait, un plan ture? I. Czajkowski—Sadyk Pacha—croyait à tort à la force militaire de l'Empire Ottoman; ce Turc de date récente à agi à l'instigation des Turcs, donc le complot « a été dans les coulisses un complot ture »; 2. Grigore Sturza était « l'homme de confiance de la Porte... Les Turcs se basaient sur lui, parce qu'il avait servi dans l'armée turque... » ⁸². Dénuées de tout fondement documentaire, ces affirmations peuvent aisément être combattues : 1. non seulement Sadyk Pacha, mais les deux grands partis politiques avaient mis de grands espoirs dans l'aide turque, surtout qu'à cette époque la Turquie ne voyait pas d'un bon œil la Russie tsariste. Czajkowski, de même que d'autres Polonais passés à l'islamisme, étaient restés de bons Polonais et avaient eu recours à cet acte pour mieux s'infiltrer dans l'appareil d'État ture; 2. La Turquie refusa de soutenir Grigore Sturza. C'est lui qui le dit clairement dans la lettre qu'il adressait de Jassy, le 30 septembre 1858, à Wierzbicki : « La Turquie ne fait rien ni pour vous ni pour moi »; et plus loin : « *La Turquie a agi contre moi, pour la vie* » ⁸³. Donc, si la Turquie ne voulait pas voir Grigore Sturza sur le trône de Moldavie, comment peut-on encore parler de complot ture, dirigé par Czajkowski — Sadyk Pacha, en faveur de Sturza?

Mais pourquoi les Polonais appuyaient-ils Grigore Sturza? Par intérêt. Celui-ci leur promettait, s'il réussissait, des emplois, mais surtout qu'il leur confierait l'organisation de la milice moldave ⁸⁴, ce qui signifiait la réalisation d'un vœu des Polonais qui auraient ainsi en main la force militaire de la Moldavie. Ensuite Grigore Sturza, était le rejeton d'une famille qui possédait une fortune immense, laquelle avait attiré depuis longtemps l'attention de Czajkowski — Sadyk Pacha ⁸⁵ et les Polonais avaient grand besoin d'argent.

⁸¹ *Ibidem*, p. 29—193. Voir aussi la lettre de Sadyk Pacha du 23 juillet 1863 dans laquelle il ironise Wierzbicki pour sa tentative de renverser Cuza (St. Lukasik, *Relațiunile...*, op. cit., p. 257).

⁸² P. P. Panaitescu, *Unirea Principatelor Române...* p. 74—76. Les autres arguments invoqués par cet historien ne peuvent être pris en considération, car ils ne prouvent que l'insuffisante connaissance de l'histoire de l'émigration polonaise.

⁸³ Gh. Duzinchevici, *Beizade Grigore Sturza...*, annexe 16, p. 99.

⁸⁴ *Ibidem*, p. 24—25, annexes 63 et 89, p. 137 et 180.

⁸⁵ St. Lukasik, *Relațiunile...*, p. 241.

En conclusion : ce plan, de même que le plan conçu par Milkowski, même s'il donnait en apparence gain de cause à la Turquie, a été conçu par les Polonais pour leur assurer une activité plus sûre en Moldavie.



Avec l'arrivée de l'année 1864, les Polonais perdirent patience à juste raison. Cet état d'énervement explique aussi la multiplication des plans aventureux, tendant à l'infiltration surtout en Moldavie, d'où ils pouvaient provoquer la Russie. Tous ces plans se trouvent minutieusement décrits, étayés d'une riche documentation inédite dans notre volume « *Cuza Vodă și revoluția polonă din 1863* » [Le prince Cuza et la révolution polonaise de 1863], et nous n'y revenons pas⁸⁶. Nous avons toutefois rappelé ces plans dans le but de faire ressortir le fait que ceux-ci, par la manière dont ils ont été conçus, rappellent ceux de 1859, quant aux moyens de réalisation : surprise, main forte, provocation à l'adresse de la Russie tsariste et de l'Autriche, depuis que les Italiens et les Hongrois sont entrés dans les plans polonais⁸⁷.

Le nouveau représentant du Gouvernement National Polonais à Constantinople, T. Oksza-Orzekowski, relate dans une lettre du 6 juin 1864 adressée de Constantinople à Z. Milkowski, la discussion eue dans cette ville avec Cuza, concernant l'organisation d'une armée polonaise sur le territoire de la Roumanie⁸⁸. Voici la traduction de cette lettre : « J'ai proposé à Cuza — écrit Oksza — l'organisation de l'armée (polonaise) sous l'enseigne de sa propre armée, mais il m'a répondu à cela qu'ayant quelques milliers de Polonais armés, il ne saurait sûrement pas si c'est lui qui est prince roumain ou moi ; et parce qu'il ne veut pas que cette question reste dans l'incertitude, il a entièrement rejeté la proposition... Évidemment, ses craintes sont exagérées — écrit Oksza — mais il a un peu raison... »⁸⁹. Nous avons, par les mots soulignés par nous la confirmation par la personne la plus autorisée, des buts polonais immédiats concernant notre pays et que nous avons montrés lorsque nous avons discuté les plans polonais de 1859. La chance pour la Rou-

⁸⁶ Tout le III^e chapitre, p. 62—95.

⁸⁷ Adam Lewak, *Korespondenza polacca di Giuseppe Garibaldi*, Cracovie, 1932, p. 72, 73, 76, 123. Voir aussi Henryk Batowski, *Polityka Rządu Narodowego w roku 1864 wobec Austrii (stosunki z Węgrami, Włochami, Czechami, Słowianami Południowymi i Rumunami)* [La politique du Gouvernement National en 1864 à l'égard de l'Autriche. Les relations avec les Hongrois, les Italiens, les Tchèques, les Slaves du sud et les Roumains] (sans loc., sans date), p. 78—83.

⁸⁸ Une prière semblable avait été faite à Cuza par le général Breański, envoyé du prince Vladislav Zartoryski, en 1862. Voir Gh. Duzinchevici, *Cuza Vodă și revoluția polonă din 1863...*, p. 13—14.

⁸⁹ Henryk Batowski, *Dyplomatyczna misja...* annexe 13, p. 197. C'est nous qui soulignons.

manie a été que les plans polonais, dépassant entièrement les possibilités matérielles de l'émigration, ne purent jamais être mis en application.



Sans renoncer à ses buts sacrés, l'émigration polonaise, lasse de tant de tension, convaincue qu'on ne pouvait plus rien faire dans l'immédiat dans une Europe indifférente, a forgé d'autres plans, à partir de 1865, dans lesquels l'objectif principal était son infiltration dans la vie économique de la Roumanie, pour pouvoir de cette manière, en consolidant une situation matérielle si précaire, passer à l'action à partir d'une base plus sûre que par le passé. Il faut reconnaître que, cette fois-ci, les plans polonais, s'ils se réalisaient, pouvaient également être utiles à la Roumanie. Voici les objectifs économiques auxquels ils désiraient participer : entrer comme sous-ingénieurs à la *société des chemins de fer* qui devait relier la Valachie à la Moldavie « pour avoir en nos mains cette voie de communication »⁹⁰, expliquer le document polonais ; l'obtention de la ferme des douanes, des salines et des forêts⁹¹ ; la création d'une banque sous le nom de « Mont de Piété »⁹², d'un *Crédit foncier*⁹³, le cointéressement au port et aux docks de Brăila⁹⁴, affaire qui « quoiqu'elle ne produise pas de revenus à notre cause » — dit le document polonais — « nous permettrait de pénétrer dans les principautés... »⁹⁵ ; l'exploitation du pétrole⁹⁶, du charbon⁹⁷. Après le détronement de Cuza, les Polonais, poussés toujours par le désir de renforcer leur position en Roumanie, soutinrent un candidat à eux pour le trône de ce pays. Des obstacles imprévus, indépendants de la volonté des Polonais, empêchèrent la réalisation de tous ces plans⁹⁸.

Nous achevons cette étude, en relevant un fait : même après le détronement de Cuza, la Roumanie a continué à intéresser les dirigeants

⁹⁰ *Archiwum Sapiechów*, ms. 689, doc. du 17 févr. 1865. C'est nous qui soulignons. Les archives des princes Sapiecha, il y a plus de quatre décennies lors que nous avons copié des documents de ses fonds, se trouvaient à l'Institut Ossolineum. Nous ne savons pas où elles se trouvent maintenant.

⁹¹ *Ibidem*, ms. 699, doc. du 21 juill. 1865 et du 6 oct. 1865 ; ms. 667, doc. du 12 févr. 1866.

⁹² *Ibid.*, doc. du 20 avril 1865, 30 sept. 1865, 3 nov. 1865.

⁹³ *Ibid.*, ms. 667, doc. du 30 déc. 1865, 12 févr. 1866, 19 févr. 1866 et 24 févr. 1866.

⁹⁴ *Ibid.*, doc. du 12 févr. et 19 févr. 1866.

⁹⁵ *Ibid.*, doc. du 12 févr. 1866.

⁹⁶ *Ibid.*, ms. 699, doc. du 25 juin 1865.

⁹⁷ *Ibid.*, doc. du 25 juin 1865 et 30 déc. 1865.

⁹⁸ Pour tout cela, voir des détails dans : Duzinchevici, *Contribuțiuni la domnia lui Cuza-Vodă*, op. cit., p. 4—8 ; Idem, *Contribuțiuni la istoria legăturilor polono-române în anii 1865—1866* [Contributions à l'étude de l'histoire des relations polono-roumaines, dans les années 1865—1866], Bucarest, 1936, p. 7—62.

de l'émigration polonaise. *Le bureau de presse polonais*, dirigé par Okszo-Orzechowski, créé dans les premiers mois de l'année 1867 à Constantinople, tenait au courant non seulement le gouvernement ture qui le subventionnait, mais aussi les dirigeants de l'émigration polonaise, de tout ce qui se passait en Roumanie, par les agents du Bureau : Vladislav Dunin, W. Milowicz et Janusz Woronicz. Le Bureau était organisé sur le modèle des institutions semblables de Vienne et de Turin⁹⁹. Il cessa de fonctionner en novembre 1871¹⁰⁰.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁹⁹ Nous signalons à titre d'information qu'en 1863, étant donnée la révolution polonaise qui avait éclaté alors, on proposa la création d'un Bureau de presse aussi en Galicie, « *Bióro czyli wydział korespondencyi i prasy Galicyi Wschodniej, projekt naszkicowany na wezwanie p. Engestrima przez J. Grelińskiego i temuż oddany 1863* » [Bureau au département de l'information et de la presse de la Galicie Orientale, projet dressé à l'invitation de M. Engestrin par J. Greliński et remis à celui-ci, 1863]. La sphère d'activité de ce Bureau comprenait aussi « *Wałoskyszna* », laquelle est certainement dans ce cas la Moldavie. Voir Gh. Duzinchevici, *Noi contribuții la domnia lui Cuza Vodă* [Nouvelle contributions à l'étude du règne du prince Cuza], dans « *Revista istorică* », n° 4–6, 1936, p. 121.

¹⁰⁰ Adam Lewak, *Dzieje emigracji polskiej*... , p. 196, 204, 210. Des parties des rapports de ce Bureau ont été utilisées par nous dans l'étude : *Le rôle des Polonais dans les relations bulgare-roumaines sous le règne de Charles I^{er}*, Vălenii-de-Munte, 1937, p. 3–27 (Extrait de la « *Revue historique du Sud-Est européen* », XIV, n° 1–3, p. 937).

BCU Cluj / Central University Library Cluj

UNE NOUVELLE CONTRIBUTION CONCERNANT LE COMBAT DE GRÜNWARD *

par VEN. CIOBANU

Comme le titre l'indique et comme il résulte de l'introduction, l'ouvrage de S. M. Kuczyński se propose non seulement de présenter, mais encore de résoudre, dans la mesure des possibilités, les principaux problèmes controversés concernant la fameuse bataille de Grünwald. La tâche de l'auteur est très difficile, étant donné que, comme on le sait, les événements qui se rattachent à la « grande guerre » avec les chevaliers Teutoniques des années 1409—1411 ont engendré une littérature très riche et controversée, depuis les notes contemporaines jusqu'à des études et communications de différents pays et époques. S. M. Kuczyński n'est toutefois pas à son premier ouvrage dans ce domaine, l'élucidation des divers aspects des problèmes en discussion constituant une de ses préoccupations les plus anciennes. C'est pourquoi l'auteur a concentré son attention sur deux catégories de problèmes, fondamentaux et complémentaires, posés par la bataille de Grünwald, réservant un petit espace aux problèmes controversés de l'origine de la dignité de « hetman »

La I^e partie du livre, portant sur des problèmes fondamentaux, comprend six chapitres : Chap. I *Ocena wazniejszych źródeł* (La critique des principales sources), p. 13—37 ; Chap. II *Elementy geograficzne pola walki, czas przybycia wojsk i rozmieszczenie ich przed bitwą* (Éléments géographiques du champ de bataille, le temps de l'arrivée des armées et leur disposition avant la bataille), p. 38—65 ; Chap. III, *Liczebność i skład etniczny wojsk obu stron wojujących* (Le nombre et la composition ethnique des deux parties belligérantes), p. 66—112 ; Chap. IV, *Sprawa*

* Stefan D. Kuczyński, *Spór o Grunwald. Rozprawy Polemiczne* (Controverses sur Grünwald. Discussions polémiques), Varsovie, 1972, 272 pages et cartes.

budowy przeszkód, czas, sposób rozpoczęcia i taktyka bitwy (Le problème de la construction des obstacles, le temps, le mode de commencement et la tactique du combat), p. 113—135 ; Chap. V, *Przedostatnia faza bitwy. Miejsce śmierci wielkiego mistrza i straty obu stron wojujących* (L'avant-dernière phase de la bataille. Le lieu de la mort du grand-maître et les pertes des deux parties belligérantes), p. 136—155 ; Chap. VI, *O funkcjach dowódczych Witolda pod Grunwaldem i o skutkach wojсковych i politycznych bitwy* (Sur les fonctions de commandant de Witold à Grünwald et sur les résultats militaires et politiques de la bataille), p. 156—176.

Entre les problèmes complémentaires, l'auteur a inclus celui de l'escadron de Medników-Wormi, mentionné par Długosz, ainsi que les problèmes concernant Grünwald et Flavius Vegetius Renata, l'auteur du traité *De re militari*. Pour ce qui est du problème de l'origine de la dignité de hetman, l'auteur l'examine en partant de certaines thèses émises par le d^r Zdzisław Spieralski. Enfin, l'ouvrage comprend aussi un index de personnes et de noms géographiques (p. 263—277).

Du point de vue de l'historiographie roumaine, l'ouvrage en question présente de l'importance surtout par le fait qu'il reprend et documente le problème très controversé de la participation des Moldaves à cette bataille, problème sur lequel ont été émises, comme on le sait, des opinions divergentes même par certains chercheurs roumains. Dans ce sens, voir les chap. I et III.

Dans le premier chapitre, l'auteur procède à une minutieuse analyse critique des sources les plus importantes sur la bataille de Grünwald. Selon lui, le chroniqueur polonais Długosz a pris, sans esprit critique, une série d'informations de la *Chronica conflictus* laquelle, entre autres, a de propos délibéré passé sous silence la participation des Moldaves à la bataille de 1410. Par suite, S. M. Kuczyński estime « qu'une telle utilisation des sources par l'auteur des « Histoires » a falsifié la vérité historique » (p. 30).

Pour la solution de l'important et controversé problème de l'effectif des armées qui se sont confrontées à Grünwald, l'auteur s'est servi de la méthode de l'établissement « des possibilités de mobilisation de chacune des parties belligérantes » (Chap. III, p. 76 et suiv.). Il arrive sur cette base à la conclusion, qu'au mois de juillet 1410 le total des forces militaires des croisés s'élevait à approximativement 33 000 soldats, et celui des Polonais à 31 500, auxiliaires et artilleurs exclus. De même l'auteur n'a pas inclus dans ce chiffre, ni les forces moldaves, dont il estime le nombre à environ 800 hommes, ni les Tatars « dont le nombre est incertain » (p. 93—94).

Pour ce qui est de la participation des Moldaves S.M. Kuczyński trouve l'occasion de répondre au d^r Z. Spieralski. Celui-ci, dans l'article *W sprawie udziału Moldawian w bitwie pod Grundwaldem*, paru dans « Zapiski Historyczne », tome XXIX, z. 4, Toruń, 1964, p. 7—14 (dans le problème de la participation des Moldaves, à la bataille) « s'est catégoriquement opposé » — selon l'expression de l'auteur — à la thèse selon laquelle les Moldaves auraient participé à cette bataille, thèse soutenue par S. M. Kuczyński dans l'ouvrage *Wielka Wojna z Zakonem Krzyżackim w latach 1409—1411* (La grande guerre avec l'Ordre des croisés des années 1409—1411), nouv. édition, Varsovie, 1960.

Le dr Z. Spieralski est arrivé à la conclusion que S.M. Kuczyński a commis trois erreurs fondamentales, à savoir : 1) le placement des forces moldaves, « dans la mesure où elles ont été présentes », à l'aile formée par les troupes lituano-ruthènes et non à l'aile polonaise ; 2) qu'il est arrivé à cette thèse sur la base de sources qui ne sont pas dignes de foi ; 3) l'envoi par Alexandre le Bon d'aides à la Pologne contre les croisés en 1406.

Le d^r Spieralski fonde sa première objection sur le fait que la participation des Moldaves ne pouvait résulter que « de la dépendance comme vassal du voïvode moldave envers le roi de Pologne », la Moldavie étant la vassale de la Pologne et non de la Lituanie. Par conséquent, ceux-ci auraient dû, au cas où ils auraient participé à la bataille, être incorporés à l'armée polonaise et non à l'armée lituano-ruthène. À ce propos, l'auteur du livre dont nous nous occupons se demande quelle relation peut exister entre le rapport politico-juridique liant la Moldavie à la Pologne et les dispositions tactiques du commandant en chef de l'armée polono-lituano-ruthène prises sur le champ de bataille de Grünwald ? Les Moldaves, en tant que détachement auxiliaire, envoyés à la demande du roi, ont été placés là parce que le roi, selon toutes les probabilités, a estimé que l'armement et la tactique de combat du détachement moldave étaient plus proches de ceux de l'armée de Witold, que de ceux des Polonais (p. 98—100).

En ce qui concerne les sources dont s'est inspiré S. M. Kuczyński pour soutenir que les Moldaves ont participé à cette bataille, nous relevons ses considérations sur les actes d'hommage des voïvodes Roman, Ștefan et Alexandre le Bon. Le fait qu'en 1402 ce dernier n'accepta pas de rendre hommage dans les termes de l'acte de 1393, dénote que ces spécifications étaient « quelque chose de plus que des phrases diplomatiques ». Alexandre profita alors, pour faire les réserves mentionnées, de la situation difficile du royaume de Pologne due à la guerre entre la Lituanie et les croisés et du soulèvement qui avait éclaté en Podolie.

Deux ans plus tard, la paix fut conclue avec les Teutons (2 mai 1402) suivie de la réconciliation avec Swidrigello, le roi et Witold étant de nouveaux maîtres de la situation. Dans ces nouvelles conditions, Jagellon contraignit Alexandre, le 1^{er} août 1404, à rendre un nouvel hommage. Cette fois le voïvode s'obligeait à accorder son aide militaire au roi contre tout ennemi, sans exception, acte renouvelé en 1407 et 1411. Par conséquent, si l'obligation d'accorder son aide militaire contre les croisés n'avait pas eu un contenu réel, et n'aurait été que « simples phrases », alors « Alexandre n'aurait pas hésité à les accepter en 1402, et Jagellon n'aurait pas contraint son vassal moldave à inclure cette obligation dans l'acte de 1404 et des années suivantes » (p. 105). L'auteur apporte également à l'appui de cette interprétation d'autres preuves, à savoir les informations extraites des lettres ou des rapports « des fonctionnaires de l'Ordre », informations qui confirment les données fournies par les chroniques et certains actes d'hommage (p. 108). Comme dernier argument dans ce sens, S.M. Kuczyński montre que « les régions prussiennes ne furent pas, d'ailleurs, les zones les plus éloignées où sont arrivées les forces auxiliaires moldaves. En 1406, les Moldaves combattirent également, sous le commandement de Witold, bien plus loin, jusqu'à la frontière lituano-moscovite, sur la rivière Ugra » (p. 110). À cette occasion, l'auteur reconnaît toutefois le bien-fondé du troisième « reproche » du d^r Z. Spierański, en précisant que dans le texte original ayant trait aux événements de 1406, qu'il avait affirmé, en ce qui concerne les Moldaves, que ceux-ci avaient combattu pour la première fois « avec les Croisés ». Donc, dans le texte imprimé, s'était glissée une faute qu'il n'avait pas saisie à temps (p. 111).

Avant de conclure la polémique avec le d^r Z. Spierański, l'auteur s'est proposé de répondre à encore une question, à savoir « le rapport du comp-toir d'Ostrod qui parle de la présence des forces auxiliaires moldaves en 1409, nous autorise-t-il à admettre la participation des Moldaves aussi à la bataille de Grünwald ? » La réponse à cette question ne saurait être — à son sens — qu'affirmative, et cela pour trois raisons : 1) il n'y a aucun fondement à l'affirmation que les forces auxiliaires moldaves n'ont pas pris leurs quartiers d'hiver en Pologne en 1409—1410 ; 2) même si elles sont rentrées dans le pays, il ne fait pas de doute qu'au printemps le roi de Pologne se serait efforcé de les ramener, étant donnés les efforts que faisaient les deux camps en présence pour compléter leurs effectifs militaires ; 3) enfin, parce que de la participation des Moldaves à la bataille de Grünwald, ne parlent pas « seulement les sources incertaines, mais également la chronique digne de foi de Posilg ». Par conséquent, conclut S. M. Kuczyński « ont raison ces auteurs qui, comme

Șt. Ștefănescu admettent qu'à Grünwald il y eut aussi des Moldaves » (p. 112). Nous ajouterons, à la lumière de ce qui a été dit ci-dessus, que l'affirmation du d^r Spierański dans son article cité plus haut, selon laquelle, en soutenant que les détachements moldaves ont participé à la bataille de Grünwald, Ștefan Ștefănescu « a mal compris le sentiment de la dignité nationale et par suite n'a pu adopter une attitude objective à l'égard du thème abordé par lui » (p. 13), ne semble pas davantage fondée.

Étayé d'une riche documentation, dans laquelle nous devons mentionner la connaissance et l'utilisation de sources documentaires et ouvrages de spécialité roumaine, le nouvel ouvrage de S.M. Kuczyński consacré à la bataille de Grünwald constitue une contribution remarquable à l'élucidation de problèmes qui intéressent non seulement l'historiographie polonaise, mais également l'historiographie roumaine. La clarté et la sobriété de l'argumentation, en dépit du caractère polémique de l'ouvrage, ainsi que la diversité des questions abordées, contribue à augmenter sa valeur scientifique.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

ION CÂMPINEANU—PRÉCURSEUR DE L'ÉTAT ROUMAIN UNITAIRE (1798—1863)

par CONSTANTIN VLĂDUȚ

Placés dans la zone d'intersection de grands empires médiévaux, les pays roumains, dans leur lutte multiséculaire pour l'émancipation nationale et sociale, ont connu de longues oppressions et de nombreux obstacles.

À toutes les époques de l'histoire des Roumains, mais surtout dans la période de la cristallisation de la nation roumaine bourgeoise et de la formation de l'État roumain moderne, de nombreuses personnalités se sont élevées de son sein, qui, par leurs mérites, leur activité et leur courage, se sont faits les porte-parole des idées et des aspirations fondamentales des masses populaires.

Ion Câmpineanu occupe à cet égard une place d'honneur.

Le don total de soi-même, sans réserves, à la lutte d'émancipation du peuple roumain, ses idées de visionnaire, ses actions audacieuses, les conséquences de ces actions sur l'évolution politique ultérieure de la société roumaine, tout cela fait de Ion Câmpineanu une personnalité de premier ordre de l'histoire moderne roumaine, personnalité qui a impressionné ses contemporains et ses successeurs.

Sa maison était devenue le centre polarisant tous les talents et tous les patriotes de la Valachie de la première moitié du XIX^e siècle : hommes politiques, écrivains, poètes, peintres, historiens, tels Emanoil Băleanu, Grigore Cantacuzène, les frères Goleseu, les frères Bălcescu, Voineseu Kretzulescu, Ion Ghica, C. A. Rosetti, Gheorghe Magheru, Christian Tell, Cezar Bolliac, Grigore Alexandrescu, Ion Negulici, Theodor Diamant et beaucoup d'autres.

Entièrement conscient de la situation, des besoins et de l'avenir du peuple roumain, Ion Câmpineanu a agi d'une manière réfléchie en concevant l'émancipation de celui-ci sur plusieurs plans : politique, culturel, économique.

Les idées et les actions en vue de l'émancipation du peuple roumain n'ont fait défaut ni avant Ion Câmpineanu. Toutefois chez lui, ces idées ont pris une formulation théorique claire, d'« unité intégrale », avec un programme d'action différant des programmes précédents par l'ampleur, l'élaboration systématique et la décision de le réaliser.

L'importance de la lutte de Ion Câmpineanu dans l'histoire nationale des Roumains consiste, en premier lieu, dans ce qu'il a fait preuve de courage et qu'il a su défendre l'autonomie du pays à un moment où elle était sérieusement menacée et où son action aurait pu avoir des conséquences irréparables.

En second lieu, il a envisagé la conservation et la consolidation de l'existence nationale dans une union de tous les Roumains en un seul État, et dans un cadre politique conçu selon les idées avancées de son temps, sur la base d'une constitution libérale.

En troisième lieu, Ion Câmpineanu a considéré avec lucidité et réalisme la réalisation de ces desiderata fondamentaux, dans une conjoncture européenne favorable, préparée par une popularisation de l'existence, du caractère spécifique et des aspirations du peuple roumain dans le monde occidental, et de concert avec d'autres peuples européens opprimés.

Dans le même ordre d'idées, Ion Câmpineanu estimait que l'émancipation du peuple roumain devait commencer par la mise en valeur et la consolidation de ses traits spécifiques, par le développement de la science, de l'art et de la culture en général, par le développement des forces de production modernes, lui-même étant un précurseur dans ces directions.

Ion Câmpineanu a également formé une école de grands patriotes et révolutionnaires qui feront la révolution de 1848, dont il devance l'esprit d'une décennie, étant aussi le précurseur direct de l'union de la Valachie avec la Moldavie. Seule l'union avec la Moldavie, selon le parti national dont il était le chef reconnu, pouvait assurer la résistance aux ingérences extérieures, en créant une base territoriale et démographique plus large.

Le but de la lutte de Ion Câmpineanu était cependant l'union des Roumains de toutes les provinces historiques, anticipant ainsi l'achèvement de l'unité nationale roumaine, réalisée à la fin de la première guerre mondiale.

Ion Câmpineanu est aussi le fondateur principal de la *Société philharmonique*, société qui, sous le couvert de buts artistiques, poursuivait en réalité des buts politiques.

Sa lutte légale et illégale, concrétisée dans des actions et des documents qui eurent leur retentissement en Europe, eut un caractère révolutionnaire et des conséquences positives pour l'histoire moderne de la société roumaine.

Nous essayerons d'esquisser dans les pages qui suivent, étayés de documents moins connus ou inédits, les traits positifs, mais également certaines déficiences de ce patriote, ainsi que la genèse, les mobiles et la signification générale des événements qui se rattachent à la personne de Ion Câmpineanu, et qui font la transition entre la révolution de Tudor Vladimirescu de 1821 et la révolution de 1848.



Ion Câmpineanu faisait partie d'une famille de grands boyards roumains, connus dès le XVII^e siècle, originaires de la bourgade de Cîmpina, département de Prahova, située au nord de la Valachie, localité où ils avaient leur terre la plus importante et d'où conformément à la tradition¹ ils avaient pris le nom.

Ses parents possédaient en outre de nombreux autres domaines dans les villages et les départements voisins, comprenant des terres arables, des forêts, des vergers, des pâturages, des moulins, etc. et des maisons pourvues de boutiques, à Bucarest².

La localité Cîmpina, étant située sur l'importante route qui assurait la voie de liaison entre le Danube, Bucarest et Braşov, avait un rôle économique important³.

La famille Câmpineanu était apparentée à d'autres familles de grands boyards, comme les Cîndescu, les Văcărescu, les Cantacuzène et

¹ « Românu », 4/16 juin 1863 ; Général Radu Rosetti, *O despărţenie în anul 1850 ; Pricina şi urmările sale* [Une séparation en 1850 ; Sa cause et ses suites], Imprimerie Nationale, Bucarest, 1946, l'arbre généalogique de la fin de l'ouvrage. A. D. Xenopol, *Nicolae Kretzulescu, viaţa şi faptele lui, 1812—1900* [Nicolae Kretzulescu, sa vie et ses actes, 1812—1900], Bucarest, 1915, p. 14.

² Octavian George Lecca, *Familiiile boiereşti Române, istorie şi genealogie (după izvoare autentice)* [Les familles de boyards roumaines. Historique et généalogie (d'après des sources authentiques)], Buc., MDCCCXCIX, p. 122 ; Voir aussi N. A. Constantinescu, *Dicţionar onomastic românesc* [Dictionnaire onomastique roumain], Buc., 1963, p. XXXVII.

³ Constantin C. Giurescu, *Istoricul clădirilor bucureştene ale lui Nicolae Vodă Mavrogheni* [L'histoire des fondations bucarestoises du voïvode Nicolae Mavrogheni], dans « Biserica Ortodoxă Română », Buc., sept.—oct. 1962, p. 357—359.

⁴ Archives de l'État, Filiale du départ. de Prahova, fonds Pretura Clujpina, doss. 3647/1831, feuilles 1, 31—86, etc.

les Cantemir⁵, les seconds ayant donné plusieurs intellectuels et poètes roumains, et les derniers une série de voïvodes en Valachie et en Moldavie.

Le patriotisme de Ion Câmpineanu avait connu des exemples dans sa famille. Son père, sa mère, un frère aîné et des ascendants à lui, avaient été de bons Roumains et des hommes politiques, combattant l'oppression turco-phanariote et ayant inscrit une belle page dans notre histoire nationale.

Son père avait été contraint de se réfugier en Autriche⁶, sa fortune ayant été confisquée par le prince phanariote Hangerli. Sa mère et son frère aîné seront exilés en Turquie où ils subiront, plusieurs années durant, les supplices des prisons d'Eskizagora et d'Edi-Kulé (Sept Tours)⁷.

Le même frère, Constantin, connu comme patriote courageux, perdra sa vie⁸ en défendant l'autonomie du pays.

Ion Câmpineanu est né en 1798⁹, dans une période où en Valachie, de même qu'en Moldavie, le régime turco-phanariote était entré dans une crise grave. Comme ce régime était marqué par une intensification de l'exploitation turque, une diminution de l'autonomie politique, une aggravation de la pression fiscale, sa propre famille étant directement frappée, Ion Câmpineanu deviendra l'un de ses adversaires les plus acharnés.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

À la domination turco-phanariote s'ajoutaient les pillages et la terreur des bandes rebelles du pacha de Vidin, ainsi que les interminables guerres russo-austro-turques, livrées sur le territoire roumain, lesquelles épuisaient les ressources naturelles des Principautés.

Certains boyards roumains, surtout ceux qui étaient engagés dans le commerce européen, étaient devenus partisans des Autrichiens et des Russes, espérant échapper, grâce à l'aide de ces puissances, à la suzeraineté ottomane. Bientôt, toutefois, cette optique changera.

Beaucoup d'hommes politiques roumains voyaient avec regret que les puissances occidentales appuyaient l'intégrité de l'Empire ottoman, marché convenable pour leurs produits industriels. Mais bien plus nombreux seront ceux qui constateront que le grand danger pour le peuple

⁵ Bibliothèque de l'Académie de la R. S. de Roumanie (B.A.R.S.R.), Mss. Archives Ion Ghica, VIII, Varia 2 (S.C.I. 166).

⁶ Gh. Ionescu-Gion, *Istoria Bucurescilor* [Histoire de Bucarest], Buc., 1899, p. 90 et 601.

⁷ Ion Ghica, *Scrisori către Vasile Alecsandri* [Lettres à Vasile Alecsandri], Buc., 1967, p. 311.

⁸ Karl Marx, *Însemnări despre Români* [Notes sur les Roumains], mss. inédits publiés par A. Ojetea et S. Schwann, Buc., 1961, p. 119; « Românu » du 4/16 juillet 1863.

⁹ B.A.R.S.S.R., *Archives Ion Ghica*, *Ibidem*; Dimitrie Radu Rosetti, *Dicționarul contemporanilor* [Dictionnaire des contemporains], 1^{re} éd. Buc., 1892, p. 40; O. Lecca, *op. cit.*, p. 124, etc.

roumain n'était plus constitué, dans cette période de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e siècle, l'État ture, affaibli et en train de se désagréger, mais les deux autres Empires absolutistes voisins, lesquels voulaient prendre la succession de la domination turque dans les Principautés et les Balkans¹⁰. Les membres de la famille Câmpineanu avaient aussi passé par cette métamorphose politique.

Ion Câmpineanu, après de bonnes études à l'« Académie grecque » de Bucarest ou faites en particulier avec des intellectuels français établis dans les Principautés¹¹ deviendra le représentant d'une véritable politique nationale, de défense de l'autonomie du pays et de développement du caractère spécifique national.

Les contemporains le décrivent comme un intellectuel doté d'une culture choisie, d'une pensée élevée, d'une vive intelligence dépourvue de tout esprit d'improvisation et de tout dilettantisme, mû par un ardent patriotisme, et dont les actions eurent un rôle mobilisateur et stimulateur pour les successeurs¹².

Ion Câmpineanu s'affirme, à partir de 1826, comme promoteur de la culture et de l'idéologie roumaine moderne, comme professeur, orateur, officier, écrivain et traducteur, fondateur d'entreprises à caractère pratique, industriel, philanthrope convaincu, de sorte que l'on disait que toute entreprise nationale avait reçu son stimulant de lui.

L'époque où a vécu Ion Câmpineanu explique, en bonne partie, son élan, son énergie, sa capacité de se dévouer sur plusieurs plans. C'est une époque héroïque, l'époque du romantisme révolutionnaire, pleine d'effervescence et de contradictions aiguës. Ces contradictions, facilement remarquables dans la structure et la superstructure de la société roumaine de la première moitié du siècle passé, dans l'organisation des institutions et dans les mœurs, impriment également certaines conduites aux hommes; certains sont capables d'actions audacieuses, sont généreux; d'autres sont hésitants et opportunistes. Souvent, on trouve des conduites contradictoires chez le même individu.

On sait qu'une partie des boyards roumains a joué un rôle important dans la lutte pour l'émancipation nationale et, en partie, sociale. Ce sont surtout les boyards engagés dans les relations d'échange, qui lutteront à côté de la bourgeoisie pour des réformes libérales, réformes qui étaient également devenues pressantes pour eux. Cette aristocratie

¹⁰ Hurmuzaki, *Documente*, vol. XVI, p. 956.

¹¹ P. P. Panătescu, *Planurile lui Ion Câmpineanu pentru unitatea națională a românilor. Legăturile cu emigrația polonă* [Les plans de Ion Câmpineanu pour l'unité nationale des Roumains. Les relations avec l'émigration polonaise], dans « Anuarul Institutului de istorie națională », Cluj, 1924, p. 10 et annexe 7, rapport rédigé par Woroniez.

¹² Ion Ghica, *Scrisori...*, p. 310; « Românul » du 11/23, juin 1863.

donnera un grand nombre de patriotes et d'intellectuels qui, conscients de la nécessité objective des transformations, mettront à la disposition de la lutte pour l'émancipation tout un arsenal idéologique, d'essence bourgeoise.

Parmi eux, Câmpineanu est un exemple suggestif dans ce sens.

Le développement économique des pays roumains, surtout après 1829 (paix d'Andrinople), date de la suppression du monopole turc sur le commerce extérieur, modeste, mais prometteur, mettra en évidence la bourgeoisie roumaine des Principautés et son idée nationale.

Ces idées rénovatrices eurent un fort écho dans la conscience de Ion Câmpineanu. Il saura transmettre ces idées avec tant de passion, que l'on disait qu'il avait réuni autour de lui tout ce qui avait du cœur et de l'intelligence dans le pays et que toute la jeunesse sympathisait avec ses actions patriotiques¹³.

La véritable carrière politique de Ion Câmpineanu commence en 1833 lorsqu'il est élu membre de l'Assemblée Nationale Ordinaire, une sorte de parlement des boyards, dominée à un moment donné par les tenants des idées libérales. Il déploie ici une riche activité politique¹⁴.

L'une des réalisations les plus importantes de Ion Câmpineanu est la *Société philharmonique*, association culturelle-patriotique dont l'objet était le progrès de la culture et de la conscience nationale. Le sensible développement économique et social des Principautés, le déclin de la culture grecque, un début de laïcisation mènent à la promotion d'une idéologie nationale laquelle, outre la mise en valeur du caractère spécifique local, devait aussi assimiler la culture européenne bourgeoise. Ion Câmpineanu a toujours été préoccupé par les influences modernes de l'Europe.

Dans son activité dramatique, ayant un répertoire choisi, poursuivant des fins précises¹⁵, les pièces et le jeu présentent un caractère militant, politique, bénéficiant de l'aide matérielle et du prestige politique de Câmpineanu, des directives thématiques de Ion Heliade Rădulescu, un véritable apôtre de la renaissance littéraire roumaine, du talent de l'acteur Costache Aristia, ancien élève du célèbre tragédien français

¹³ B.A.R.S.R., Archives Ion Ghica, Actes IV, n° 36, *Notes historiques sur les Principautés* : Grigore Tocilescu, N. Bălcescu : *Viața, timpul și operele sale (1819-1852)* [N. Bălcescu. Sa vie, son époque et ses œuvres (1819-1852)], Buc., 1874, p. 30.

¹⁴ *Analele Parlamentare ale României* [Annales Parlementaires de la Roumanie], tome IV, 1^{re} partie, p. 72, 102, 146, etc.

¹⁵ Ion Heliade Rădulescu, *Lucrările societății filarmonice de la 1 dec. 1833 pînă la 1 aprilie 1835* [Travaux de la Société philharmonique du 1^{er} déc. 1833 au 1^{er} avril 1835], Buc., 1835, p. 2-14; Theodor T. Burada, *Cercetări asupra Școlii filarmonice din București (1833-1837)* [Études sur l'Ecole philharmonique de Bucarest (1833-1837)], dans « Convorbiri literare », p. 3-29 et 115-144.

Joseph Talma, la Société philharmonique a eu, surtout entre les années 1833—1837, un grand succès parmi les Roumains de toutes les provinces historiques¹⁶. Cette société a posé les bases d'une littérature dramatique roumaine, a ouvert la première école de théâtre chez les Roumains, a formé une véritable pléiade d'acteurs professionnels, qui ont eu une influence positive sur le style de l'interprétation scénique. C'est toujours grâce à cette Société qu'est construite une bâtisse réussie du théâtre national.

Cultivant la langue et la littérature roumaines, l'art théâtral et musical, encourageant des idéals modernes, nationaux, la Société philharmonique a ainsi substantiellement contribué à l'émancipation des Roumains par leur union spirituelle, avant leur union politique, réalisée plus tard. C'était une grande réalisation non seulement de Ion Câmpineanu, mais aussi de la culture et de l'idéologie roumaines en général.

Entre les années 1833—1839, l'activité politique de Ion Câmpineanu connaît une période de pointe, de même que son prestige.

Parallèlement à l'activité déployée à la Société philharmonique, Ion Câmpineanu a une riche activité à l'Assemblée Nationale.

Dans la première période de son activité politique Câmpineanu a mis l'accent sur *l'activité légale*, comme député à l'Assemblée, où il a soutenu l'autonomie du pays, menacée surtout depuis l'introduction dans le Règlement Organique¹⁷, d'un « article additionnel », en vertu duquel le pays perdait le droit de légiférer, coup grave porté à son autonomie. Cette situation eut pour effet de créer un état d'esprit dramatique dans le monde politique du pays, les députés patriotes du parti national, ayant à leur tête I. Câmpineanu, opposant une résistance acharnée¹⁸ aux ingérences du dehors. Passant au premier plan de la politique roumaine, ils rédigent un rapport-protestation¹⁹ dans lequel ils soutiennent courageusement, avec arguments à l'appui, la nécessité et le droit historique de la Valachie (celui de la Moldavie était sous-entendu) à l'autonomie. La protestation, un important document historique, fruit d'une longue réflexion, était bien argumentée et écrite avec pathos, par des hommes qui semblent avoir tout mis en jeu. Il a été signalé par certaines publications du temps²⁰, et suivie avec un vif intérêt par les milieux diplomatiques et intellectuels européens.

¹⁶ « Familia », 1863, p. 262 ; Ion Massof, *Teatrul românesc. Privire istorică* [Le théâtre roumain. Aperçu historique], p. 194.

¹⁷ La nouvelle Constitution entrée en vigueur en Valachie en 1831.

¹⁸ B.A.R.S.R., *Archives Ion Ghica*, v.v. III, Actes, f. 282. f. 288 ; J. A. Vaillant, *La Romanie*, vol. II, p. 392 ; etc. ; *Analele Parlamentare*, tome IV, p. 687 — ; tome VII, p. 528—530.

¹⁹ B.A.R.S.R., Section mss., *Archives Al. D. Ghica*, v.v. II, Actes, 233.

²⁰ *Doc. Anul revoluționar 1848 în Principatele Române* [Documents de l'année révolutionnaire 1848 dans les Principautés Roumaines], vol. II, p. 455—470 ; *Insemnările Androneștilor*, [Notes des Androneșcu], Buc., 1917, p. 78—81.

La révélation de l'introduction camouflée, dans le Règlement Organique de l'article qui enlevait au pays son autonomie jeta la consternation parmi les patriotes roumains et de l'inquiétude dans leurs relations avec les puissances suzeraine et protectrice²¹. C'est alors que prit force l'idée de l'union des Principautés, sous la garantie collective des puissances européennes, afin de constituer une résistance aux pressions extérieures.

Le problème était suivi avec un grand intérêt en Moldavie, dont la situation était la même que celle de la Valachie.

Cette protestation, faite surtout pour faire connaître en Occident l'état insupportable des Roumains, créait une situation difficile à ses auteurs vis-à-vis de la puissance suzeraine et de la puissance protectrice.

Le danger pour Câmpineanu était considérable. Sa position avait évolué vers cette attitude radicale, surtout après le déclin de la Société philharmonique, dont l'objectif semblait dépassé. En 1837 il sera le premier à affranchir les esclaves, la plupart sans indemnité de rachat. D'autres boyards suivront son exemple.

Auparavant, il avait publiquement fait connaître ses convictions patriotiques, parfois même ostensiblement²².

Lors de l'avènement au trône d'Alexandre Dimitrie Ghica, son ami d'enfance, prince non dépourvu d'idées patriotiques, Câmpineanu chercha à le convaincre de s'appuyer dans sa politique sur les boyards patriotes²³, qui s'opposaient à l'immixtion de la puissance tsariste protectrice.

Considérant la position de Câmpineanu comme dangereuse, le prince la désapprouvera et finira par la combattre.

L'opposition de l'Assemblée Nationale devient active. À côté de Ion Câmpineanu, les boyards députés Emanuel Băleanu, Iancu Filipescu, Mihai Cornescu, Iancu Ruset, et autres font de plus en plus entendre leur voix. Ils commencent à critiquer les vices de l'administration²⁴, les abus du pouvoir exécutif, la dilapidation des deniers publics, etc. et surtout les « manœuvres corruptrices » d'une puissance étrangère.

Abusant de son « droit » de protectorat, la Russie tsariste insistait auprès de la Porte, pour qu'elle émette un firman²⁵ qui condamnerait l'opposition des patriotes roumains, blâmerait leur attitude séditionne²⁶

²¹ B.A.R.S.R., *Archives Ion Ghica*, I, mss. 14, f. 112; I.G. Filitti, *op. cit.*, p. 53-54.

²² « *Românul* », 14/26 juillet 1863, article de Winterhalder.

²³ *Ibidem*, 4/16 juillet 1863.

²⁴ B.A.R.S.R., *Archives Al. D. Ghica*, v.v. III, Actes, f. 402, 404, 409, etc.

²⁵ *Annales Parlementaires*..., tome VIII, 1^{re} partie, p. 33.

²⁶ Hurmuzaki, *Documente*, XVII, p. 708.

et en exigeant un acte de pénitence. Cet acte aurait, évidemment, le don d'intimider.

La tension était arrivée à son point culminant. En signe de protestation, I. Câmpineanu ne prend pas part à la respective séance de l'Assemblée.

En présence de la fermeté des deux grandes puissances, à laquelle une solution légale d'opposition ne pouvait plus être trouvée, les membres du parti national décident de mentionner que la soumission soit comme déterminée par l'obéissance envers le sultan (et pas sur l'initiative des députés) et que personne ne signe en dehors de bureau de l'Assemblée. De même, l'introduction de « l'article additionnel » dans le Règlement Organique, porte la spécification significative qu'elle a été votée sur l'ordre du prince, à la suite du firman de la Porte ²⁷.

S'étant convaincu que par les moyens légaux et les ressources propres, la Valachie, seule, ne peut conserver son autonomie, Ion Câmpineanu évoluera vers des attitudes de plus en plus radicales, pour la réalisation de ses téméraires idéaux.

Les abus, dont les Roumains sont les victimes, déterminent Câmpineanu à concevoir la résistance sur un vaste plan, par l'union des forces de tous les Roumains en un seul État, avec celles d'autres peuples opprimés par les mêmes ennemis et dans une conjoncture européenne favorable, dans laquelle l'appui de la France et de l'Angleterre jouerait un rôle important.

Par ces plans, l'activité de Ion Câmpineanu entre dans une nouvelle phase, *celle de l'illégalité*, dans laquelle tout est sacrifié : élan, fortune, liberté, à la lutte pour l'autonomie, le gouvernement et l'union avec la Moldavie.

La société secrète dirigée par Ion Câmpineanu (peut-être même fondée par lui) comprenait un nombre important de personnalités marquantes du parti national, dont Emanoil Băleanu, Grigore Cantacuzène, Iancu Ruset, Iancu Filipescu, ainsi que des jeunes comme Ion Voinescu II, Cezar Bolliac, Teodor Diamant, Grigore Alexandrescu ²⁸ et autres. Cette société deviendra très active entre les années 1837—1839.

L'abus de l'inclusion forcée dans le Règlement Organique de l'article additionnel et des autres dispositions qui limitaient l'autonomie du pays, déterminèrent Câmpineanu à se considérer délié de toute apparence légale et autorisé à commettre des actes contraires aux lois d'alors du pays.

²⁷ B.A.R.S.R., Mss. n° 748 (vol. III), f. 1319.

²⁸ Ion Ghica, *Scrisori...*, édit. O. Boitoș, p. 353.

L'activité des différents chefs du parti national, sans lien visible entre eux, convergeait vers les mêmes buts. Plusieurs documents montrent l'inquiétude réelle ou simulée dont le prince Al. D. Ghica fait preuve dans ces communications aux consuls russes dans les Principautés et dans lesquelles il fait état de réunions dangereuses de l'opposition²⁹, de manifestations subversives, de la rédaction de mémoires adressés à des puissances étrangères, dans lesquels est présenté le véritable état de choses dans le pays.

Dans cette période de troubles intérieurs de l'été et de l'automne de l'année 1838, Câmpineanu devient « l'homme à l'influence immense »³⁰, dans lequel on mettait de grands espoirs.

Les objectifs de l'activité illégale dirigée par Ion Câmpineanu trouveront leur expression complète dans deux actes d'une grande importance pour notre histoire de cette période ; à savoir : *l'Acte d'union et d'indépendance*³¹, rédigé à Bucarest le 1/13 novembre 1838, lequel est une déclaration de principes du parti national de Valachie, ayant à sa base l'idée d'union et d'indépendance des Roumains de partout et *l'Acte séparé de nomination du souverain des Roumains*³² du 5/17 novembre 1838, lequel est une constitution qui contient les idées plus avancées de son temps.

Les deux documents reflètent, dans leur plénitude, l'idéologie et le plan des actions de Ion Câmpineanu et du parti national. Câmpineanu est l'inspirateur de ces deux documents.

La rédaction de ces deux documents au contenu très dense, semble avoir été précipitée par les nécessités de collaboration sûre et concrète avec l'émigration polonaise qui avait envoyé des agents dans nos pays. Ion Câmpineanu devait être formellement reconnu comme chef du parti national, pour pouvoir collaborer avec les partis ou les puissances étrangères.

Les signataires de l'acte d'union et d'indépendance tiennent à dénoncer, dès le début du document, les actions néfastes, les abus et les ingérences auxquels se livrent depuis longtemps dans le pays aussi bien la puissance souveraine que la puissance protectrice.

²⁹ B.A.R.S.R., Arch. Al. D. Ghica, v.v. III, Actes, f. 402, 404, 406, etc.

³⁰ Félix Colson, *De l'état présent et de l'avenir des Principautés de Moldo-Valachie*, Paris, 1839, p. 69.

³¹ La version française publiée dans Hurmuzaki, *Doc.*, vol. XVII, p. 727-728 ; P.P., Panaitescu, *Planurile lui Ion Câmpineanu...* [Les plans de Ion Câmpineanu], annexe 4, p. 25-27. La version roumaine dans les Archives de la Bibliothèque Centrale d'État (B.C.S.), Fonds Saint-Georges, CCI/15, publiée par Cornelia Bodea, *Lupta românilor pentru unitatea națională 1831-1849*. [La lutte des Roumains pour l'unité nationale 1831-1849], Buc., 1967, annexe 4, p. 216-218.

³² Apud. Cornelia Bodea, *op. cit.*, annexe 5, p. 219-224, versions parallèles roumaine et française.

C'est pourquoi ils se sentent autorisés et obligés d'exposer et de proclamer les droits du pays, qu'ils voient réalisés dans la restitution à tous les membres de la nation roumaine, c'est-à-dire aux Roumains de toutes les provinces historiques, d'une patrie libre et indépendante.

Tous les Roumains, et en premier lieu ceux de Moldavie qui subissent le même joug sont appelés à se joindre à cette aspiration pour former un seul peuple, un seul pays, régi par les mêmes lois et le même souverain, lequel soit de leur nationalité.

Les signataires tiennent ensuite à préciser que le souverain nouvellement élu par la nation gouvernera sur la base d'une loi, d'une constitution (il s'agit donc d'une monarchie constitutionnelle), gouvernement qui introduise l'équité et l'ordre dans toutes les branches de l'administration, où les ministres, les juges et les hauts fonctionnaires doivent rendre compte de leurs actions.

Les auteurs de ce document font preuve d'un haut patriotisme lorsqu'ils considèrent que la perpétuation et la consolidation de l'État, à l'abri de toute surprise de l'avenir, est pour eux un devoir fondamental. Ils ne voient la conservation et le développement du caractère spécifique national, surtout dans le cas des Roumains, entourés et opprimés par de puissants empires, des plus puissants connus par l'histoire, que sous le sceptre du même souverain. University Library Cluj

Afin de s'opposer aux ingérences du dehors et à l'anarchie intérieure, les signataires de l'Acte d'union et d'indépendance prennent une série de décisions. Ils dénoncent d'abord les liens de vassalité envers la Porte; cependant, pour des raisons tactiques, pour ne pas avoir deux ennemis à la fois, ils sont d'accord pour racheter la liberté vis-à-vis de la Turquie, rachat qui doit être supporté par tous les citoyens du pays, en proportion des possibilités matérielles de chacun. C'est une optique avancée contenant une méthode démocratique.

On y prévoyait ensuite l'instauration d'un corps de lois fondamentales qui remplacerait le Règlement Organique, constitution à caractère profondément aristocratique, si contesté; on spécifiait les obligations et les droits du souverain, l'obligation que ce document soit porté à la connaissance des autres Roumains de toutes les provinces historiques, pour qu'ils adhèrent aussi à ces objectifs.

Leur but final était la réalisation de l'union et de l'indépendance de tous les Roumains.

Le document était rédigé et signé en quatre exemplaires et en plusieurs copies, un exemplaire devant être conservé par le futur souverain, un autre par un haut dignitaire du clergé, un autre par un personnage de l'Assemblée Nationale et un quatrième déposé à l'étranger.

L'autre document important, *l'Acte séparé de nomination du souverain des Roumains* précisait les conditions de règne du souverain, lequel, — la chose était sous-entendue — devait être Ion Câmpineanu.

Au début du règne, le souverain aurait des pouvoirs exceptionnels, étant donnée l'absence d'un système d'alliances et de fortifications, réalités déterminées par le passé historique, contraire aux Roumains.

Dès que la guerre d'indépendance sera terminée et que les mesures de garantie de celle-ci auront été réalisées, ces pouvoirs dictatoriaux cesseraient.

En continuation étaient prévues des mesures exceptionnelles de conduite de la guerre, ce qui était rendu nécessaire par la dureté avec laquelle les deux empires, conformément à leur habitude, allaient réprimer la tentative des Roumains.

Les obligations des citoyens étaient déterminées par les nécessités de l'État et de la guerre.

La seconde partie du document contenait la constitution du nouvel État roumain, que le souverain était obligé de promulguer dans un délai de tout au plus six mois après la cessation de la guerre. Cette constitution comprenait presque toutes les libertés civiques qui caractérisaient la période européenne moderne et où l'on retrouve tous les desiderata et le programme de la grande révolution française de 1789.

Tous les Roumains étaient égaux devant la loi, chacun pouvant occuper en principe tout poste civil et militaire, bien entendu selon sa capacité. Contribution proportionnelle à la satisfaction des besoins de l'État. La liberté personnelle, de même que la liberté de la parole et de la presse étaient assurées, à la condition de la responsabilité de chacun pour ce qu'il avait dit ou écrit.

Le souverain était déclaré chef du pouvoir exécutif. Le pouvoir judiciaire émanait toujours du monarque, mais il était exercé par des juges élus et inamovibles, lesquels seraient sévèrement punis pour l'iniquité ou la mauvaise foi. L'organe représentatif de la nation (l'Assemblée représentative) formée de députés qui ne pouvaient être incriminés ou arrêtés qu'avec l'approbation de l'Assemblée, votait le budget du pays, les impôts et les obligations des citoyens, recevait les plaintes de ceux-ci, présentait des suggestions et des rapports au souverain.

Ion Câmpineanu, qui s'attendait à être le futur souverain, était une « intelligence d'élite », qui aimait le progrès et avait un cœur généreux³³. Il avait accepté avec enthousiasme le suffrage universel, le considérant comme une condition nécessaire à l'émancipation sociale.

³³ Félix Colson, *De la Pologne et des Slaves. Jean Campineano*, p. 214—217.

Le problème agraire, le grand problème de l'histoire moderne de la Roumanie, n'était, sans doute, pas négligé dans le futur État unitaire roumain. On prévoyait que les communautés de village reçoivent en propriété cette partie du sol dont elles avaient la jouissance depuis les temps les plus reculés. La corvée était abolie, les rapports serviles existants étaient remplacés par la liberté des contrats entre les paysans et les propriétaires³⁴. C'est-à-dire on prévoyait l'émancipation des paysans corvéables, sans leur attribuer la propriété de la terre, la propriété féodale devenant une propriété de type capitaliste.

Dans le contexte du progrès général, cette disposition constituait un pas en avant. Mais par rapport au programme agraire du Mouvement de 1840, dirigé par Dumitru Filipescu, cette disposition était de beaucoup dépassée. Cela fait ressortir le fait que les signataires de ce projet étaient de grands boyards, propriétaires de vastes domaines. Bien qu'ils fussent épris de progrès, ils cherchaient un compromis entre celui-ci et leurs privilèges traditionnels.

Cependant, en comparaison de la situation socio-politique existant sous le Règlement Organique, le projet de Constitution de Ion Câmpineanu représentait un grand pas en avant. Son programme de changements, aussi bien quant à l'émancipation nationale, que pour l'émancipation sociale a un contenu socio-politique révolutionnaire, étant donné qu'il tendait à des transformations fondamentales de la société roumaine, à l'organisation de l'État sur de nouvelles bases, capitalistes. L'origine sociale aristocratique des auteurs de ce projet, les a toutefois empêchés d'accepter, outre le contenu socio-politique révolutionnaire, la méthode révolutionnaire³⁵. Ils ont estimé que la réalisation de leur programme ne pouvait avoir lieu qu'avec l'aide extérieure, sans mobilisation des masses populaires.

Les idées et le programme avancés de Ion Câmpineanu eurent ainsi une étroite base sociale, une faible popularité, donc des chances de succès réduites. Les mouvements socio-politiques, désireux de progrès qui suivirent l'action de Câmpineanu, tiendront compte de cet inconvénient.

³⁴ N. Bălcescu, *Opere* [Œuvres], II, p. 68. Commentant les limites de cette disposition, notre grand démocrate révolutionnaire mentionnait qu'elle était rédigée par une « opposition quasi-libérale » et par de « faux libéraux ». Cezar Bolliac, dans le radicalisme qui le caractérisait, se référant au même problème, écrivait que « les boyards franc-maçons ont élaboré un projet de constitution qui laissait les paysans mourir de faim » (cf. Bogdan Duică, *Eftimie Murgu*, p. 104).

³⁵ V. Maciu, *Formarea lui N. Bălcescu ca revoluționar* [La formation de N. Bălcescu comme révolutionnaire], dans « Studii și articole de istorie », XIV/1969, p. 4.

Malgré ces déficiences, ces plans eurent un large écho chez les Roumains de Moldavie, du Banat ³⁶, et de Transylvanie, qui trouvaient dans les documents dont il a été question, un vaste programme d'émancipation nationale.

Mais les actions de Ion Câmpineanu pour l'union de tous les Roumains ne demeurèrent pas étrangères à l'Autriche et surtout à la Russie, qui prendra l'initiative de la collaboration avec les Habsbourg ³⁷, destinée à éviter des conséquences dangereuses et à réprimer ces plans.



Les implications internationales du problème roumain, dont le porte-parole était Ion Câmpineanu, eurent un ample retentissement dans toute l'Europe.

Afin d'assurer le succès de ses plans d'abolition des limites à la souveraineté politique, Câmpineanu considérait très important, en dehors de l'union et de l'appui réciproque d'autres peuples opprimés, le système des garanties internationales, escomptées surtout de la France et de l'Angleterre, puissances avancées du point de vue économique et politique, et trop éloignées pour présenter un danger pour les Roumains.

Câmpineanu avait été conduit à cette conclusion par le fait que la suzeraineté turque dans les Principautés, profondément minée par l'influence de la Russie tsariste, ne pouvait plus garantir un développement suffisant des Principautés. C'est pourquoi il dépassera l'idée des formes limitées de la souveraineté politique (vassalité et protectorat) et cherchera à contrecarrer l'influence de la puissance protectrice par des garanties internationales. La voie des alliances internationales, méthodiquement cultivées, ouverte dans notre histoire moderne par Ion Câmpineanu, les relations avec l'Occident, anticipent la politique pratiquée par les hommes de 1848, lesquels ont considéré de leur droit de diriger eux-mêmes la politique étrangère, par la formation d'un système de relations et d'alliances, sur un pied d'égalité avec tous les États, conformément aux normes et aux usages internationaux ³⁸. Les relations spéciales avec la Porte étaient à son sens purement formelles.

³⁶ I. D. Suciu, *Un ecou în Banat al planurilor lui Ion Câmpineanu* [Un écho dans le Banat des plans de Ion Câmpineanu], dans «Revista istorică română», Buc., 1910, p. 375; Félix Colson, *De l'état présent...*, p. 269.

³⁷ Archives de l'État de Bucarest, Fonds de xérogaphies, Vienne, paquet XXXV, doss. 1569, 19 f., copie en allemand; *Ibidem*, paquet XXXVIII, rouleau 4, f. 660-661, etc.

³⁸ Pour la position internationale de la Valachie en 1848, voir G.G. Florescu, *Aspecte privind poziția internațională a Țării Românești în anul revoluționar 1848*, [Aspects de la position internationale de la Valachie en l'année révolutionnaire 1848], dans «Studii și materiale de istorie modernă», vol. III, 1963.

L'alliance avec l'émigration polonaise qui avait son quartier général à Paris, dont les bases avaient été posées en 1837, devait être continuée et consolidée.

Basé sur ces principes, il décide en 1832 de partir en Occident, en passant par Constantinople.

Ion Câmpineanu comptait pour la réalisation de ses plans, sur son pouvoir de conviction auprès de la Porte, sur l'appui de l'émigration polonaise, très influente à Constantinople, sur celui de la diplomatie anglaise et française, qu'il estimait capable de contrecarrer la diplomatie russe et autrichienne, hostile.

Ces plans, qui semblaient audacieux mais réalisables, subirent, en même temps, des modifications importantes.

Les deux documents mentionnés ci-dessus, *l'Acte d'union et d'indépendance* et *l'Acte séparé de la nomination du souverain des Roumains*, n'obtinrent pas toutes les adhésions escomptées. Certains boyards redoutaient la réaction de la Turquie et de la Russie — d'autres auraient souhaité devenir eux des princes régnants³⁹. Devant cette situation, les plans de Câmpineanu changèrent. Si jusqu'alors ils voyaient la réalisation de ses plans d'émancipation nationale principalement dans une insurrection des Roumains de toutes les provinces historiques, en union avec l'insurrection polonaise, il espérait maintenant obtenir le pouvoir officiellement, de la Porte, et, dans ce cas, il aurait été naturellement, le chef autorisé de la lutte contre le protectorat. C'était d'ailleurs le moment. La crise politique déclenchée par la position du parti national, le départ du prince régnant à l'étranger, le bruit d'une occupation russe, tout menait à l'instauration d'un nouveau règne. Une grande partie des boyards aurait voulu l'accession de Câmpineanu au trône. Mais bientôt un nouveau changement interviendra dans les plans du parti national, à savoir l'offre du trône de Valachie au prince régnant de Moldavie, Mihail Sturza.

Les patriotes valaques émirent cette idée après que Câmpineanu n'eut pas réuni l'unanimité⁴⁰. L'élection de Mihail Sturza comme prince régnant de Valachie également, aurait réalisé l'union des Principautés — idée fondamentale dans le plan du parti national — et mettait en même temps fin aux velléités et aux intrigues de maints boyards valaques qui désiraient le trône pour eux. Cette idée convenait, pour les mêmes raisons, aux intérêts de la Moldavie.

³⁹ Documente, Anul revoluționar 1848 în Principatele Române [Documents. L'année révolutionnaire 1848 dans les Principautés Roumaines], tome II, p. 464.

⁴⁰ P.P. Panaitescu, *op. cit.*, p. 16.

Une chose qui ne surprend pas trop, étant donnés la générosité et le grand patriotisme de Câmpineanu, fut le fait que celui-ci accepta la nouvelle variante des plans du parti national, en sacrifiant ses aspirations personnelles au trône en faveur de Mihail Sturza. Il était clair que pour lui les intérêts nationaux avaient plus de poids que ses ambitions personnelles, chose rare, à cette époque. Bien plus, il prit l'initiative des discussions avec le prince de Moldavie, en lui envoyant auparavant Ion Ghica⁴¹, ensuite son ami, le philoroumain Felix Colson⁴², pour discuter avec lui en son nom. Les envoyés de Câmpineanu faisaient connaître au prince moldave que celui-ci renonçait au trône valaque, qu'il était en train d'obtenir, à condition que Mihail Sturza obtienne de la puissance suzeraine l'approbation de l'union des deux pays, sous son sceptre, et qu'il annihile la forte influence de la puissance protectrice en Moldo-Valachie. Lui-même s'obligeait à soutenir ces desiderata auprès de la Porte.

Le consulat français de Jassy, au fait de ces plans, informait amplement Paris⁴³.

Prudent et bien informé, le prince moldave affirme qu'il est souhaitable que le trône de Valachie revienne à Câmpineanu, estimant que la Porte serait d'accord. Il ne l'acceptera que si Câmpineanu était éconduit. Pour ce qui est du grand plan présenté dans l'espoir de rallier également à cette idée le prince moldave, Sturza le rejeta, considérant comme inopportun de soulever à l'étranger le problème de la Transylvanie ou celui d'autres territoires roumains.

Il rejeta de même l'alliance avec les Polonais, qu'il estimait très dangereuse⁴⁴. Il ne se déclarait d'accord, en principe, que pour soutenir l'union des Principautés. Sturza avait probablement eu vent d'autres plans du parti national, à savoir ceux d'amener sur le trône un prince étranger, le duc de Nemours ou le comte de Leuthemberg⁴⁵.

Néanmoins, l'engagement limité du prince moldave ne découragera pas Câmpineanu, quant à son grand plan d'union des Roumains de partout. Le considérant seulement comme une étape dans la réalisation du rêve, il ne le rejette pas.

Dans l'intention de traiter à Constantinople l'union des Principautés sous Mihail Sturza, le chef du parti national valaque se réservait

⁴¹ Ion Ghica, *Scrisori...*, ed. 1914, vol. III, p. 120.

⁴² Félix Colson, *De la Pologne...*, p. 214.

⁴³ *Xérogaphies*, Vienne, paquet XVII, rouleau 4, copie en langue française.

⁴⁴ Hurmuzaki, *Doc.*, t. XVII, p. 732-734.

⁴⁵ *Xérogaphies*, Vienne, paquet VII, rouleau 4, copie en langue française.

l'action de coopération avec l'Occident et avec les Polonais, en vue de la grande unité de son peuple⁴⁶.

Les problèmes roumains commencent ainsi à se conjuguer de plus en plus avec les problèmes européens.

Dans la lutte du parti national dirigé par Ion Câmpineanu, les relations avec les Polonais occupent une place importante. Les liens des Roumains avec l'émigration polonaise d'Occident dataient depuis plus longtemps.

Câmpineanu considérait la cause polonaise et la cause roumaine comme directement liées. Il ne concevait une Roumanie vraiment libre qu'à la condition de l'existence d'une Pologne libre⁴⁷.

Adam Czartoryski, le chef de l'émigration polonaise en Occident qui avait son quartier général à Paris, l'homme jouissant d'une grande influence en Europe, considérait également ses relations avec Câmpineanu et les pays roumains, comme l'élément le plus important de sa politique étrangère⁴⁸.

Les deux hommes politiques, qui agissaient dans l'illégalité, entretenaient une correspondance intense. Des émissaires polonais viennent en Valachie et en Moldavie pour obtenir des informations détaillées⁴⁹. Câmpineanu proposait à Czartoryski les formes de coopération suivantes⁵⁰ : a) offrir leur appui aux Turcs contre la Russie tsariste ; b) les Roumains défendront eux-mêmes leur propre territoire ; c) entrer, sous une forme honorable dans une coalition où ils pourraient être utiles dans l'alliance polonaise. Les Roumains (Câmpineanu avait également en vue la Moldavie et la Transylvanie), devaient soit attendre le déclenchement d'une guerre éventuelle, soit se soulever en même temps que les Polonais. Câmpineanu aurait insisté que les Polonais envoient des officiers, surtout de ceux qui avaient des connaissances spéciales, pour préparer les insurgés roumains.

Le départ de Câmpineanu pour l'Occident, pour entrer en contact direct avec les personnalités franco-anglaises et avec Czartoryski devait être précédé d'un arrêt à Constantinople. Ici, il avait la mission de mettre au fait les dirigeants de la puissance suzeraine des manœuvres de la puissance protectrice dans les Principautés, ainsi que les ambassadeurs à Constantinople des grandes puissances occidentales. Il emportait avec lui

⁴⁶ P. P. Panătescu, *Planurile lui Ion Câmpineanu...*, p. 18.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ Stanislaw Luhasik, *Relațiile lui Mihail Czaikowski (Sadyk-Pacha) cu românii* [Les relations de Michel Czaikowski (Sadyk-Pacha) avec les Roumains], dans « *Revista istorică română* », MCMXXXII, p. 239.

⁴⁹ Hurmuzaki, *Doc.*, tome XVII, p. 729 ; *Xérogaphies*, Vienne, paquet XXXV, doss. 1552, brouillon en l. allemande, 3 feuilles.

⁵⁰ P. P. Panătescu, *op. cit.*, doc. 6, p. 29.

des lettres de recommandation du consul anglais à Bucarest, Colquhoun et du consul français, Chateaugiron, ainsi que des plaintes sur la situation difficile du pays et plusieurs projets de coopération avec la Porte, pour l'amélioration de la situation des Roumains⁵¹.

Parti secrètement, en février 1839, Câmpineanu séjournera au bord du Bosphore jusqu'au mois d'avril de la même année.

On sait qu'à Istanbul Ion Câmpineanu, afin de rallier la Turquie, qui était alors en conflit avec l'Égypte insurgée, à ses plans, propose au sultan la levée d'une armée chrétienne des Balkans, montant à environ 300 000 hommes, qui lui vienne en aide, en échange de la renonciation des Turcs au tribut payé par leurs vassaux de cette partie de leur empire⁵².

Après de longues discussions avec les dignitaires turcs et les diplomates occidentaux, cette visite provoqua des réactions en Autriche et surtout en Russie, où elle fut qualifiée de « démarche téméraire » et de « révolte »⁵³. Les agents du tsar et du prince Alexandre Ghica l'avaient suivi et sur sa tête avait été mis un prix considérable. C'est pourquoi il se hâta de partir pour Paris.

Le but de ce voyage à Paris et à Londres était le suivant : entrer en contact direct avec les dirigeants français et anglais, coordonner ses actions avec les jeunes roumains qui l'y attendaient⁵⁴, populariser le problème roumain en Occident, pour attirer la sympathie et l'appui des deux pays pour la réalisation de nos aspirations nationales, consolider et parapher l'accord avec les dirigeants polonais établis dans ces villes⁵⁵.

En juillet 1839, Câmpineanu était à Paris. Il entra d'abord en contact avec Czartoryski. Celui-ci était enchanté du chef politique roumain qu'il présenta à des hommes politiques⁵⁶, ainsi que des décisions prises ensemble.

Il s'agit d'un traité d'alliance, conclu par écrit, auquel Ion Câmpineanu participait au nom des boyards valaques et de l'évêque de Buzău, s'obligeant à accorder une aide militaire contre la puissance protectrice russe.

En présence de Ion Câmpineanu se constitua, à Paris, le 20 août 1839, *La société pour l'instruction du peuple roumain*⁵⁷, composée des

⁵¹ I. C. Filitti, *Domniile române...*, p. 104.

⁵² N. Crețulescu, *Amintiri istorice* [Souvenirs historiques], Buc., 1894, p. 53–55.

⁵³ P. P. Panaitescu, *op. cit.*, p. 18.

⁵⁴ *Xérogaphies*, Vienne, paquet XVII, roul. 4, orig. en l. allemande.

⁵⁵ Stanislaw Lukacik, *op. cit.*, p. 240.

⁵⁶ P. P. Panaitescu, *op. cit.*, annexe 11, p. 40.

⁵⁷ *Documente. Anul 1848 în Principatele Române*, *op. cit.*, vol. I, p. 11.

Roumains séjournant dans la capitale française, dont l'objet était le progrès culturel et national du peuple roumain.

En fait, la cause roumaine était connue ici, grâce à une publicité habilement faite par Câmpineanu, par les jeunes roumains qui y faisaient leurs études et par Félix Colson⁵⁸.

Le problème roumain devait même être soumis à un débat au parlement français⁵⁹.

À Paris comme à Londres, où il était arrivé en octobre 1839, Câmpineanu, reçu et écouté avec beaucoup d'attention, discuta le problème roumain avec beaucoup de personnalités politiques franco-anglaises, parmi lesquelles nous mentionnons Adolphe Thiers, président du Conseil des ministres français, Etienne Garnier-Pagès, chef du parti républicain sous Louis-Philippe, J. Ch. Dupont de l'Eure, le futur président du gouvernement provisoire de 1848, ainsi que lord Palmerston⁶⁰, chef du cabinet anglais, lord Dudley Conlts Stuart, protecteur des émigrés polonais et autres.

Les méandres de la politique internationale, le conflit turco-égyptien dans lequel s'étaient également engagées les puissances européennes, firent que le chef du parti national n'obtint que des promesses et des encouragements selon lesquels le temps viendrait où les deux puissances soutiendront la cause des Roumains contre l'expansion de leurs oppresseurs. Sans résultats positifs, concrets et immédiats, le voyage de Câmpineanu en Occident n'en eut pas moins de l'importance. Il laissa des traces sérieuses dans la conduite des ministères des Affaires étrangères des deux pays, lesquelles ont considérablement marqué⁶¹ la politique qu'ils adopteront plus tard, dans les problèmes fondamentaux du peuple roumain.

Après plusieurs péripéties sur le territoire autrichien où il était surveillé de près par les agents de Metternich, lesquels lui rapportaient chaque jour les mouvements de Câmpineanu, après une audience refusée par le chancelier de l'Empire des Habsbourg, Câmpineanu est arrêté au début de décembre à Lugoj par les autorités autrichiennes et ramené à Vienne⁶².

Rentré dans le pays, Câmpineanu est condamné, devant être exilé à Philippopoli⁶³, ce qui n'eut pas lieu à la suite des démarches

⁵⁸ I. C. Filitti, *op. cit.*, p. 109; N. Iorga, *Istoria literaturii române* [Histoire de la littérature roumaine au XIX^e siècle], vol. II, p. 100.

⁵⁹ *Xérogaphies*, Vienne, paquet XXXV, doss. 1595, copie en l. française.

⁶⁰ C. Aricescu, *Correspondență și acte ale capilor revoluției române* [Correspondance et actes des chefs de la révolution roumaine], I, p. 46-49.

⁶¹ *Doc. Anul 1848...*, vol. I, p. 364; «Gazeta de Transilvanie», du 29 avril 1848.

⁶² B.A.R.S.R., Fonds Furnică, D.C. VII/193, brouillon en langue grecque.

⁶³ *Ibidem*.

du prince de Valachie. La détention à Mărgineni et à Plumbuita, ainsi que l'omnipotence des puissances suzeraine et protectrice, les persécutions incessantes, l'indifférence des puissances occidentales à l'égard du problème roumain dans cette période, font baisser son enthousiasme et son courage.

Libéré en mars 1843, Ion Câmpineanu, gravement malade, trouve encore des forces pour entretenir des relations politiques avec ses disciples des trois provinces historiques roumaines⁶⁴, lesquels deviennent de plus en plus actifs, et pour participer au tourbillon révolutionnaire de 1848, lorsque, pour peu de temps, il reviendra dans l'actualité⁶⁵.

La présence de Ion Câmpineanu à ces événements se fait sentir dès le début de la révolution. Comme membre du gouvernement provisoire, comme ministre de la justice⁶⁶, comme membre de la commission intérimaire⁶⁷ ou de la commission administrative⁶⁸, Câmpineanu fait preuve d'une attitude modérée, penchant vers les éléments du centre ou de droite.

Après 1848, le déclin de son activité est évident, et en contradiction avec celle de sa période de gloire. Sa santé est délicate, sa fortune dissipée. Il se situera, blasé, parmi les personnes officielles qui désiraient effacer les traces de la révolution.

En fait, il ne s'agit pas, dans son cas, d'une activité politique, mais seulement de l'aspect administratif de l'activité d'un haut fonctionnaire qui vit de son traitement.

Sa période de gloire s'était achevée avec sa sortie de prison. Ces inconséquences et déficiences de Câmpineanu pèsent toutefois bien moins lourd par rapport aux grands mérites de la période antérieure.

La dernière partie de sa vie, il la passera dans l'obscurité et une souffrance discrète, dans une situation matérielle voisine de la pauvreté.

Ses funérailles furent celles d'un fils choisi de la nation. Les appréciations ultérieures émanées de grandes personnalités politiques et intellectuelles, épuisant les superlatifs, ont cherché à relever le grand rôle de Ion Câmpineanu dans l'émancipation de la nation roumaine bourgeoise.

⁶⁴ B.A.R.S.R., *Archives Ion Ghica*, IV, *Actes*, p. 19; *Doc. anul 1848...*, t. I, p. 399-400; Cornelia Bodea, *op. cit.*, p. 55, Vasile Netea, *George Barițiu, Viața și activitatea sa* [George Barițiu, sa vie et son activité], Buc., 1966, p. 53 et 164.

⁶⁵ *Doc. Anul 1848...*, t. I, p. 564 tome IV, p. 681; « Pruncul Român », n° 2 du 17 juin 1848.

⁶⁶ *Doc. Anul 1848...*, vol. XI, p. 394 et 492.

⁶⁷ *Ibidem*, vol. III, p. 194-195. 68

⁶⁸ « Românul » 11/23 juin 1863; « Monitorul » du 10 juin 1863.

Entre autres, il a été comparé à un architecte qui a conçu un édifice grandiose, pour l'éternité⁶⁹. En effet, l'édifice auquel il a apporté une contribution considérable, la nation roumaine et son État, est allé depuis lors de victoire en victoire, consolidant ses positions et son avenir.

En dépit des déficiences de la dernière partie de sa vie, les idées et les actions de Ion Câmpineanu demeurent, dans l'effort multiséculaire de conservation et d'affirmation de l'existence nationale du peuple roumain, un sommet de l'aspiration et de l'action vers l'émancipation et le progrès.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

⁶⁹ « Românu » du 14/26 juin 1863.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LA ROUMANIE ET LA RÉSISTANCE ANTIFASCISTE DU CENTRE ET DU SUD-EST EUROPÉEN EN 1941—1945

par D^r GH. ZAHARIA

Les opérations italo-allemandes en Méditerranée et dans les Balkans, du printemps 1941, n'avaient pas donné des résultats décisifs pour l'Axe. S'engageant dans la guerre anti-soviétique, le commandement allemand avait relégué le théâtre africain de guerre au second plan et y maintenait des forces pour des opérations à caractère limité; il ne renonçait pas pour autant aux plans de perspective.

L'évolution de la campagne dans cette zone allait changer de cours après l'attaque lancée le 22 juin 1941 contre l'URSS par l'Allemagne et ses alliés. Déclenchant la guerre anti-soviétique, le Reich nazi voulait détruire le premier Etat socialiste du monde, s'emparer de ses richesses et s'assurer la domination mondiale. L'Allemagne nazie signait, ce faisant, sa propre condamnation. La lutte héroïque du peuple soviétique a transformé le front soviéto-allemand en principal front de la seconde guerre mondiale, a écrasé les principales forces de la coalition hitlérienne, a apporté la contribution décisive à la sauvegarde de l'humanité et de sa civilisation du danger de la barbarie fasciste.

Sur les territoires occupés des milliers de patriotes soviétiques, animés par l'amour de la patrie, par le désir de défendre sa liberté et son indépendance, se sont soulevés à la lutte contre les envahisseurs. Le 18 juillet 1941, le Comité Central du Parti Communiste (bolchévique) de l'Union Soviétique a adopté une décision qui précisait les tâches des organes du parti dans le déroulement de la lutte de toute la population de l'arrière du front des occupants. L'historiographie soviétique précise que sous la direction des organisations du parti ont été organisés jusqu'à la fin de l'année 1941 environ 3500 de détachements et groupes de parti-

sans, intellectuels, des gens d'âge et nationalité différents, ainsi que nombre de soldats, commandants et activistes politiques de l'Armée Rouge. Au commencement de l'été 1942 ont été constitués un état-major central et des états-majors républicains et régionaux du mouvement des partisans ; les petits détachements sont devenus de fortes formations, contenant chacune des centaines et même des milliers de combattants. Pendant l'hiver 1941/1942 les partisans ont arraché des mains des occupants des zones étendues ; seulement en arrière du groupe allemand d'armée « Centre », les zones contrôlées par les partisans totalisaient une superficie qui dépassait la superficie de la Belgique, de la Hollande et du Danemark pris ensemble. Pendant l'été et l'automne de l'année 1942 l'ennemi a utilisé dans des actions contre les partisans soviétiques environ 24 divisions. Par les efforts et les sacrifices extraordinaires faits par ses peuples sur et derrière le front, l'URSS a joué le rôle principal dans la coalition antihitlérienne, dont la constitution a exercé une influence décisive dans le déroulement ultérieur de la guerre.

L'influence réciproque des victoires obtenues sur différents fronts par les Nations Unies commençait à se faire sentir.

Un exemple : en 1942 le Commandement allemand lance une série d'actions sur le territoire soviétique, à travers le Caucase, vers le Sud, vers les frontières de l'Iran. Une action conjuguée est entreprise dans le nord de l'Afrique. Elle avait des objectifs militaires, stratégiques et politiques à la fois. Ces deux actions conjuguées ont échoué. La première devant la résistance opposée par l'Armée Soviétique dans le Caucase ; la seconde grâce aux Britanniques qui stoppèrent Rommel à El-Alamein.

Les coups reçus par l'Axe fasciste sur le front oriental ont imposé à l'Allemagne la concentration, dans cette zone, de la plupart de ses forces terrestres, aériennes et navales ; cela facilitait la tâche des Britanniques qui organisent des actions offensives en Afrique du Nord. Suite : la force de combat des armées fascistes d'agression en Méditerranée s'affaiblit, leurs positions dans la zone, de même. En mai 1943 les forces allemandes de Tunisie sont anéanties. Ce à quoi viennent s'ajouter les défaites catastrophiques essuyées par l'Allemagne à Stalingrad et dans le Caucase au cours de l'hiver 1942/1943. Le mouvement de résistance des peuples contre les envahisseurs fascistes et la domination de l'Allemagne nazie, commencé en même temps que les premiers actes d'agression du fascisme, est entré dans une nouvelle phase de développement, commençant dès la deuxième moitié de l'année 1941, après l'attaque contre l'URSS. Les succès remportés par l'URSS sur les fronts et dans les luttes des partisans ont stimulé le mouvement de résistance des peuples

d'Europe et d'Asie qui, lui, sapait par-derrière le front de l'agresseur. La victoire décisive obtenue par les Soviétiques à Koursk, le débarquement américano-anglo-français en Sicile et l'élimination de Mussolini en juillet 1943, suivis du débarquement dans le sud de l'Italie, en septembre 1943 allaient accentuer le changement du rapport des forces en Méditerranée et influencer positivement la situation dans les pays limitrophes ; c'est dans ce contexte que se développent les mouvements de résistance en Yougoslavie, Grèce, Albanie, Roumanie et Bulgarie.

La Roumanie avait été poussée, aux côtés d'autres Etats, dans la guerre anti-soviétique. Le peuple roumain n'avait rien en commun avec les buts de la guerre hitlérienne ; manifestant leur hostilité devant l'agression fasciste, les larges masses estimaient que la guerre anti-soviétique précipitait la Roumanie vers la ruine et le désastre. Les actes d'insoumission deviennent toujours plus fréquents. Il en est de même pour les protestations, les grèves et le sabotage pratiqués par les ouvriers. Et, dans ce même ordre d'idées, n'oublions pas l'absence à l'incorporation et aux mobilisations, les désertions, etc.¹.

En signe de solidarité avec la guerre juste que menait l'URSS, les habitants de nombreuses localités ont organisé l'aide aux prisonniers de guerre soviétiques.

A ce propos, la Direction Générale de la Police signalait — le 9 décembre 1941 — qu'à Reșița et dans les localités minières du département de Caraș « on avait constaté plusieurs cas d'ouvriers qui se rendaient au camp où travaillaient des prisonniers russes et leur donnaient en cachette des aliments, des vêtements et de l'argent. Ceux qui ont été surpris ont été traduits devant le tribunal après instruction préalable »².

L'état général d'esprit de la population se répercutait aussi sur l'armée, parmi les soldats et même parmi les commandants ; de nombreux officiers et généraux s'opposaient, en effet, à la poursuite de la guerre poussée loin en territoire soviétique. Pendant les combats d'Odessa, Antonescu était informé que les soldats roumains ne faisaient pas preuve d'élan ; tout de suite il ordonna de fusiller ceux qui évitaient le combat. De juin 1941 jusqu'en juin 1944, les Cours Martiales ont prononcé presque 86 000 sentences pour désertion et insoumission aux ordres de mobilisation et d'incorporation. 22 300 autres condamnations furent signifiées pour d'autres infractions prévues dans le Code de la justice militaire³.

¹ Voir « Marca conflagrației a secolului XX, al doilea război mondial », Ed. Politică, Bucarest, 1971, p. 226—227.

² Voir « Contribuția României la victoria asupra fascismului » (Contribution de la Roumanie à la victoire sur le fascisme), Ed. Politică, Bucarest, 1965, p. 48—50 et 52.

³ Archives du Ministère de l'Intérieur (A.MI), paquet n° 99, dossier n° 620, ff. 4—85.

Plus d'une fois les commandements allemands ont organisé, derrière les troupes roumaines des sous-unités spéciales SS et des barrages de policiers qui avaient l'ordre de tirer sur les soldats roumains si ceux-ci se retirent. C'est ainsi que dans l'encerclement du Don et de Stalingrad de nombreux soldats roumains tombèrent, tués par les hitlériens. Des centaines de militaires roumains épuisés par le froid et la faim périrent, écrasés sous les chars allemands en retraite. Un des effets immédiats de cet état d'esprit dans les unités combattantes a été le large courant anti-fasciste qui gagna les prisonniers roumains se trouvant dans les camps d'URSS, l'entrée de plusieurs soldats roumains dans le mouvement de partisans. Rejoignant les détachements soviétiques de partisans où luttèrent déjà des communistes et des patriotes immigrés en URSS, ces soldats ont lutté à Odessa, en Crimée, dans certaines zones de l'Ukraine et de la Biélorussie soviétique, sur le territoire de la Roumanie et de la Slovaquie⁴. Suivant les données fournies par l'historiographie soviétique, après la bataille de Stalingrad seulement ont passé chez les partisans plus de 200 gens qui ont participé activement aux actions de lutte des détachements de partisans commandés par S. Kovpak, A. Fiodorov, M. Naumov, A. Tkanko, V. Rusin et d'autres.

Pendant la résistance contre la dictature militaire fasciste, pendant la lutte pour liquider la domination hitlérienne, le Parti Communiste Roumain a fait la preuve de sa capacité d'analyse marxiste-léniniste, sagace, de profond discernement, de talent politique dans l'établissement d'une tactique souple mais ferme, conforme à la situation politique et militaire sans cesse en évolution.

Dans les circulaires de mai et de juillet, dans sa plate-forme programme du 6 septembre 1941, le Parti Communiste (P.C.), la force politique qui a manifesté le plus d'esprit de suite dans la lutte anti-fasciste, s'est adressé à tous les partis, groupements et personnalités politiques n'ayant pas adhéré au fascisme, les appelant à s'unir dans un front commun pour le renversement du régime de dictature militaire fasciste, pour l'arrêt de la guerre anti-soviétique, pour que le pays rejoigne la coalition anti-hitlérienne et lutte ensemble avec l'URSS jusqu'à l'anéantissement de l'Allemagne nazie.

Organisation politique centralisée, le Parti Communiste Roumain (P.C.R.) a déployé son activité clandestine où risques et sacrifices étaient de règle, par ses organisations des grandes entreprises, des principaux centres

⁴ Voir « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lângă C.C. al P.C.R. » (Les annales de l'Institut d'histoire du parti près le Comité Central du Parti Communiste Roumain) — ensuite : *Analele I.F.P.* n° 4/1961 ; « *Novaea i noveiseaca istoria* » n° 5/1961, str. loc, 148 ; *Strani tzentralnoi iugo-vostocnoi Evrope vo vtoroi mirovoi voine*, Voennizdat, Moscou, 1972, p. 197—198.

industriels, des grandes villes, départements et régions, par les organisations de masse (l'Union de la Jeunesse Communiste, le Front des Laboureurs, l'Union des Patriotes, l'Union des Travailleurs Hongrois — MADOSZ —, la Défense Patriotique), par ses organes de presse (« Presse libre », « Bulletin de la Capitale », « L'Appel », « La Roumanie libre » de Banat, la radio « Roumanie libre », le journal « La Roumanie libre » — organe central de presse paraissant à Bucarest à partir de janvier 1943).

Dans son activité, le Parti Communiste (PC) a fait confiance en tout premier lieu à la classe ouvrière, le détachement le plus combatif et le mieux organisé du peuple roumain qui, à son tour, a attiré dans une lutte de plus en plus active les paysans, les intellectuels progressistes, les éléments patriotiques de l'armée et a fini par rassembler à ses côtés toutes les forces anti-fascistes, anti-hitlériennes.

Le PC a accordé une grande importance à l'activité au sein de l'armée, pour attirer celle-ci du côté des forces patriotiques, contre la dictature militaire fasciste, contre la domination hitlérienne et la guerre anti-soviétique. Grâce à cette activité, le PC est parvenu à établir de nouvelles liaisons avec les unités militaires. L'influence exercée sur l'armée par l'état d'esprit des masses populaires hostiles au militarisme allemand, par la lutte antifasciste des éléments patriotiques, par les succès de la coalition anti-fasciste et, en premier lieu, de l'armée soviétique, cette influence donc est reflétée par maints documents de l'époque. De nombreux commandants signalaient — par exemple — que leurs soldats manifestent une haine toujours plus prononcée envers les soldats allemands et une sympathie accrue devant les militaires soviétiques⁵.

Agissant avec esprit de suite pour mobiliser le peuple roumain à la lutte pour le renversement du régime militaire fasciste et pour l'entrée de la Roumanie dans l'alliance anti-hitlérienne, le PCR a popularisé dans sa propagande les exemples d'esprit combatif offerts par la résistance européenne, les efforts fournis par les peuples pour écraser le fascisme. Dans de nombreux articles insérés dans la presse clandestine, dans leurs tracts, les communistes présentaient l'évolution de la lutte européenne de libération, d'une particulière attention bénéficiant — il est facile à comprendre — la lutte de libération des pays voisins. Dans sa Plate-forme de 6 septembre 1941, relevant que « A l'arrière du front tout le peuple travaille avec des forces décuplées pour la défense de sa patrie » et que « Dans les territoires occupés le peuple s'organise dans des milliers de groupes de partisans contre les envahisseurs », le parti communiste demandait à ses membres et à ses sympathisants « qu'ils lient la

⁵ « România în războiul antihitlerist » (La Roumanie dans la guerre anti-hitlérienne), Ed. Militară, Bucarest — 1966, p. 30-31.

popularisation de la plate-forme avec la campagne pour la popularisation de l'URSS, des peuples soviétiques et de l'héroïque Armée Rouge, qui par des énormes sacrifices mènent la guerre contre les hordes fascistes non seulement pour la défense de la patrie soviétique et des grandioses conquêtes du socialisme, mais aussi pour la sauvegarde des libertés de tous les peuples, de la culture et la civilisation humaine de l'assujettissement et la barbarie fasciste ». En janvier 1942, le C. C. du P.C.R. annonçait par une résolution, aux patriotes roumains la victoire de Moscou, qui anéantissait le mythe de l'invincibilité de l'armée allemande et de « la guerre éclair », démontrant que « les hordes fascistes se retirent en désordre sous les coups écrasants de la glorieuse Armée Rouge ». S'inspirant de sa propre expérience de lutte, le parti communiste était solidaire avec la lutte de libération des pays d'Europe; il recommandait aux anti-fascistes roumains, par un manifeste édité le 22 juin 1942, qu'ils poursuivent « l'exemple de la lutte héroïque des patriotes soviétiques, yougoslaves, polonais, français, norvégiens et des autres peuples, pour la libération de la patrie et l'écrasement de la tyrannie fasciste ». Au début du mois de novembre, en 1941, le comité du PCR de Bucarest et du département d'Ilfov communiquait à ses membres et sympathisants que « ...dans toute la Yougoslavie ont lieu des luttes acharnées entre la population civile armée par le PC et l'armée allemande; les communistes sont sur le point de passer sous leur contrôle quelques localités importantes »⁶.

Le 24 novembre 1941 le journal du PCR « La Presse Libre » écrivait que les patriotes serbes avaient engagé une lutte sans merci contre l'occupant et que « depuis l'apparition de ce nouveau front en Yougoslavie les Allemands ont perdu plus de 50 000 hommes ». La conclusion du journal était : « Il va de soi que les fascistes ne peuvent ignorer ce front, vu ses proportions connues désormais par tout le monde ».

En décembre 1941, la direction du PC informait que « en Yougoslavie le PC a réussi à entraîner à ses côtés dans l'action anti-allemande tout le peuple (...) car il a su conférer à son action le caractère d'une lutte nationale, parvenant à attirer dans sa sphère d'influence la plupart des dirigeants des formations démocratiques et ouvrières ». Dégageant la conclusion de l'importance de la politique des communistes yougoslaves, le PCR précisait qu'« il y avait des enseignements à tirer, enseignements pouvant être utilisés dans son action... »⁷.

⁶ Archives du Comité Central du Parti Communiste Roumain (ensuite : ACCPCR, fond I, dossier n° 278, f. 288 et n° 290, f. 266.

⁷ ACCPCR, dossier n° 278, f. 432, fond I.

En 1942, le Bulletin de l'Union des Patriotes du 15 août, faisait connaître avec admiration à ses lecteurs des détails sur la résistance en Dalmatie, sur les pertes infligées à la 2^e Armée italienne. Le Bulletin précisait que les partisans yougoslaves avaient à leur disposition des avions et consignait le raid de Banja Luka où « ont été détruites plusieurs casernes des troupes allemandes et italiennes (...). Le fameux pilote-partisan Badič a trouvé, dans ce raid, une mort héroïque ».

La presse communiste et patriotique de Roumanie a accordé beaucoup d'attention aux mouvements de résistance de tous les pays balkaniques. Le même Bulletin, dans son numéro du 20 décembre 1942 parlait de l'action courageuse du groupe de partisans grecs qui « ont fait sauter un grand pont sur la voie ferrée principale Athènes-Salonique. La circulation sur cette ligne, utilisée chaque jour par plusieurs trains militaires de l'occupant, est interrompue » — ajoutait le Bulletin.

Comme il faisait remarquer que l'activité des partisans grecs et albanais s'est beaucoup intensifiée ces derniers temps « qu'en Thessalie les partisans grecs ont libéré de l'emprise des troupes italiennes une région avec 4 villes et de nombreux villages », le Bulletin de l'Union des Patriotes du 22 juin 1943 ajoutait que les partisans albanais contrôlaient « une région étendue au nord d'Elbassan » et que « le nombre d'habitants que rejoignent les détachements de partisans s'accroît d'un jour à l'autre ». Ce fait avait d'ailleurs été constaté, dès la fin de 1942, par le consulat roumain de Tirana qui informait le gouvernement de Bucarest que « Le nombre de ceux qui se réfugient dans les montagnes et qui forment la catégorie des opposants à l'actuel régime est en permanente hausse. Parmi eux, beaucoup de lycéens et de jeunes aptes à manier les armes. Parmi les réfugiés figurent également des professeurs, des instituteurs, des employés, des médecins, etc. Les familles des réfugiés, leurs sympathisants et leurs organisations font des collectes d'aliments, de fonds, d'objets, etc. pour les aider »⁸.

A la suite de l'intensification et de l'élargissement des luttes de libération, la presse communiste de notre pays signalait des actions communes des partisans bulgares, des détachements de l'armée yougoslave de libération nationale et des partisans grecs »⁹. En même temps, le Parti Communiste Roumain critiquait l'attitude passive des chefs des principaux partis bourgeois qui refusaient de collaborer avec les communistes et avec d'autres personnalités politiques à des actions fermes pour le renversement de la dictature militaire fasciste, pour tirer le pays de l'alliance

⁸ Les Archives du Ministère des Affaires Etrangères (ensuite: AMAE), fond 71, vol. 5, ff. 371—372.

⁹ « Buletinul Capitalei » (Bulletin de la Capitale), n° 4, du 7 juin 1944.

avec l'Allemagne et pour son entrée dans la coalition antihitlérienne. Le PC donnait l'exemple d'autres pays pour faire ressortir l'efficacité de la lutte commune de toutes les forces du peuple, l'influence réciproque entre les mouvements de résistance d'Europe, entre ceux-ci et les combats sur les fronts. « Dans l'Europe envahie, pillée et torturée par la barbare tyrannie hitlérienne, les patriotes (...) quelles que soient leurs convictions politiques s'élèvent courageux, unis dans la lutte de libération nationale, contre les bêtes fascistes. Leur lutte de libération nationale gagne en ampleur, s'harmonise avec la lutte des partisans soviétiques héros et donne une aide précieuse à la coalition anglo-soviéto-américaine pour l'anéantissement de l'hitlérisme... »¹⁰.

Réalisant le caractère national et international de la guerre antihitlérienne, le Parti Communiste Roumain a mis en valeur sa propre expérience politique et organisationnelle, expérience accumulée avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale. D'autre part, il a retenu de l'expérience des autres partis communistes et mouvements de libération, les éléments qui correspondaient à la situation concrète de Roumanie. Le PC a mis d'accord ses actions avec l'évolution de la guerre sur et derrière le front, a organisé et dirigé la résistance anti-fasciste, a profité des contradictions existant au sein des classes dominantes et entre leurs leaders pour unir, dans la lutte pour la libération du pays, toutes les couches de la société roumaine.

L'état de ruine où se trouvait le pays en 1944, les sentiments nationaux blessés par les troupes allemandes, les pillages et les crimes des hitlériens, la terreur et la mort qui avait frappé presque toutes les familles n'ont fait qu'accroître la haine des masses populaires contre la dictature militaire fasciste et les impérialistes fascistes allemands, qu'accentuer les contradictions du régime, que produire des changements de position au sein de classes dominantes, qu'engendrer des frictions qui n'ont cessé de s'approfondir, en rapport direct avec la situation politique et militaire internationale. D'où une profonde crise du régime fasciste. Citons parmi ses aspects les plus saillants : les difficultés accrues pour mobiliser des forces sur le front, les tâtonnements en vue de pourparlers avec les représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'URSS à Madrid, Rome, Stockholm et au Caire, les tentatives du roi et de ses proches de s'écarter de la dictature militaire fasciste, par une activité plus insistante de la fraction libérale conduite par Gheorghe Tătăreșcu et d'un groupe national-paysan avec à sa tête, Ghiță Pop et Niculescu-

¹⁰ Archives de l'Institut des études historiques et socio-politiques (ensuite : AIEHSP), cote A XXVI — 9, inv. 1133, La lettre du CC du PCR du 20 décembre 1942 adressée au président du Parti National-Paysan, p. 2.

Buzești. Même les leaders des « partis historiques », I. Maniu et C. I. C. Brătianu « s'agitent » en une certaine mesure dans le cadre d'un lent processus protestataire.

La crise du régime fasciste, des leaders de la bourgeoisie en général, a offert au PC des possibilités nouvelles pour appliquer sa politique de constitution d'un large front patriotique, à l'échelon national. Parallèlement à la mise sur pied en 1943, en automne, du *Front Patriotique anti-hitlérien*, le PC décide de mettre à profit les contradictions existant à l'intérieur des milieux gouvernants pour isoler le régime de la dictature militaire fasciste et pour unifier toutes les tendances afin de tirer le pays, sur la base d'un plan unique, de l'alliance avec l'Allemagne nazie.

Les mesures adoptées vers la fin de l'été 1943 par les cadres de base du parti ont été décisives pour la concentration de l'activité du parti. Parmi les cadres du parti, un rôle important ont joué Gheorghe Gheorghiu-Dej, Constantin Agiu, Emil Bodnaraș, Nicolae Ceaușescu, Stoica Chivu, Ion Gheorghe Maurer, Lucrețiu Pătrășcanu, Constantin Pîrvulescu, Iosif Rangheț. Les mesures en question portaient sur « une série d'actions devant conférer au parti toute sa capacité de lutte, que réclamait la situation particulière déterminée par le déroulement de la guerre »¹¹. Elles précisait des orientations « concernant la solution du problème de la direction du parti (...), la réalisation de l'unité d'action de la classe ouvrière (...), la tâche de mettre sur pied — le plus tôt possible — un appareil militaire du parti, des contacts fructueux avec les partis et les formations qui pouvaient être mobilisées dans la grande action anti-hitlérienne (...), l'entretien et le développement de bons rapports avec l'armée roumaine »¹².

Devant la pression et la colère des masses, devant leur volonté de secouer la domination hitlérienne, grâce à l'activité permanente du Parti Communiste Roumain, dont la politique juste était confirmée par les événements, avait lieu en 1944, à la mi-avril, la constitution du Front Unique Ouvrier dont le programme était publié le 1^{er} Mai 1944. Un arrangement intervenait, toujours en avril, entre le PCR et la fraction Tătărescu; le 15 juin aboutissement des consultations qui duraient depuis septembre 1943; le roi et son entourage consentent à inscrire leurs actions au plan du PCR visant à renverser par la force des armes la dictature d'Antonescu et la coalition hitlérienne. Dans ces circonstances, Maniu et Brătianu ont consenti au dernier moment de participer, avec les communistes et les sociaux-démocrates, à la constitution,

¹¹ Emil Bodnaraș, Exposé télévisé du 7 avril 1971. Les Archives de l'Institut d'études historiques et socio-politiques près le C.C. du P.C.R. (ensuite AIEHSP), fonds XIII, dossier n° 1961.

¹² *Ibidem*.

sur une plate-forme anti-fasciste, général-démocratique, du Bloc National Démocratique¹³.

La réalisation de ces larges alliances — depuis les masses de base ouvrières — paysannes et jusqu'au sommet de la pyramide du régime bourgeois — n'a pas échappé à l'attention des organes informatifs militaires nazis, qui actionnaient en Roumanie. Le 5 août 1944, elles rapportaient la constatation que « l'Evolution de la politique interne des dernières semaines démontre avec clarté un passage de toutes les oppositions vers la gauche, avec la prise du commandement de cette opposition par le Parti Communiste »¹⁴.

Mais si les informateurs allemands ont réussi d'apprendre la vérité sur la situation militaire, ils n'ont pu rien découvrir quant aux mesures militaires.

Aux termes des arrangements passés en mai et juin, avec l'appui de certains généraux et officiers supérieurs, le PC a commencé à préparer l'insurrection nationale anti-fasciste qui allait commencer et se dérouler, dans les conditions favorables créées par les nouvelles actions offensives lancées en 1944, en été, par l'armée soviétique¹⁵.

En général, et pour des raisons faciles à comprendre, la lutte de libération du fascisme a été influencée chez nous par les victoires remportées par l'URSS. Même au cours de la période initiale, lorsque les agresseurs pénétraient facilement en territoire soviétique, les communistes roumains firent montre d'une confiance illimitée dans la force du régime socialiste, dans la capacité de résistance et de création des peuples soviétiques, et leur victoire en cette guerre sanglante. « La force de l'Armée Rouge croît d'un jour à l'autre — lit-on dans la plate-forme programme du 6 septembre 1941. Derrière le front, tout le peuple soviétique redouble d'efforts pour la défense de sa patrie, pour la victoire de l'Armée Rouge ».

Saisissant le caractère national et international de la guerre antihitlérienne menée par les peuples, le fait que les tâches nationales de la lutte de chaque peuple devaient aller de pair avec l'objectif général de l'anéantissement du fascisme — l'ennemi le plus cruel de l'humanité — le même document reprend l'appréciation faite dans la circulaire du 8 juillet 1941 et précise que la tâche et la responsabilité historique du Parti Communiste Roumain « consistent dans l'organisation en Roumanie de la lutte — aux côtés du grand peuple soviétique et des autres peuples

¹³ Voir « România în războiul antihitlerist » (La Roumanie dans la guerre antihitlérienne), Ed. Militară, București, 1966, pp. 40—43.

¹⁴ Les Archives historiques centrales, (ensuite A.H.C.) fond « Documents allemands », rôle n° 883/5631, 433—434.

¹⁵ Voir « România în războiul antihitlerist » pp.43—58.

envahis — pour écraser le fascisme sanglant d'Allemagne et ses laquais de tous les pays, pour chasser l'occupant allemand de Roumanie, pour renverser la bande de traîtres qui, le général Antonescu à sa tête, s'est emparée du pouvoir, pour libérer le pays du joug allemand, pour une Roumanie libre et indépendante » ¹⁶.

« Le document invitait tous les communistes à populariser les efforts des peuples soviétiques et de l'Armée Rouge « qui, au prix d'énormes sacrifices, mènent la guerre contre les hordes fascistes, non seulement pour la défense de la Patrie Soviétique et des conquêtes grandioses du socialisme, mais aussi pour la sauvegarde de la liberté de tous les peuples, de la culture et de la civilisation humaines menacées par l'oppression et la barbarie fascistes ». Soulignant l'importance de la création de la coalition anti-fasciste, le document demandait aux communistes « de faire connaître le front unique de tous les peuples épris de paix avec, en tête, l'URSS, contre le fascisme allemand et ses alliés, pour la sauvegarde de l'humanité » ¹⁷.

Le manifeste du 7 novembre 1942 glorifiait l'héroïsme de masse des peuples soviétiques dressés comme un seul devant l'agresseur. Le peuple roumain était informé des significations de la gigantesque bataille de la Volga qui a marqué le tournant décisif dans le déroulement de la seconde guerre mondiale. « Avec des pertes catastrophiques, les assauts des hordes hitlériennes se succèdent à Stalingrad mais s'avèrent impuissants devant la résistance glorieuse du peuple soviétique ». Et de poursuivre : « les gens épris de paix de tous les pays savent qu'aux moments les plus difficiles de l'histoire, à l'Est, des dizaines de millions de Soviétiques, fils de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, luttant à vie et à mort contre le fascisme bestial, sauvent en même temps l'avenir et le progrès de l'humanité » ¹⁸.

Les victoires remportées par l'Union Soviétique à Moscou (1941), Stalingrad (1942—1943), Koursk-Orel (juillet-août 1943) ont considérablement affaibli le potentiel de l'Allemagne hitlérienne, ont provoqué une crise à l'intérieur du bloc des Etats fascistes, ont encouragé le mouvement de résistance des peuples.

Pour la Roumanie, les victoires de Stalingrad et de la gauche du Dniepr ont été, par leur influence directe sur la situation politique et militaire dans le pays, les plus importantes. Le 18 janvier 1943, le Ministère de l'Intérieur faisait savoir à Antonescu que les soldats revenus du front racontent des faits qu'ils répandent dans « la grande masse de la popula-

¹⁶ « Documente din istoria Partidului Comunist din România », II^e éd. (Documents de l'histoire du P.C.R.) (ensuite : D.I.P.C.R.). Bucarest — E.S.P.L.P., 1953, p. 345.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ *Ibidem*, p. 367 et 368.

tion » au sein de laquelle on remarque « un état d'esprit favorable à la propagande démocrate »¹⁹. Un autre document, daté du 16 février 1943, précisait que les ouvriers bucarestois suivaient attentivement l'évolution de la guerre et son « tournant », tandis que la police de Torda informait, le 25 février, que l'écrasante majorité des ouvriers de Cimpia Turzii estime qu'il n'y a que « la Russie Soviétique qui puisse vaincre »²⁰.

Cependant, l'hostilité entre les troupes allemandes et roumaines s'était accentuée : conflits armés individuels et de groupe engendrent une tension permanente²¹. A quoi s'ajoutait la conviction partagée par un grand nombre de généraux et d'officiers supérieurs occupant des fonctions importantes dans la hiérarchie militaire que l'Allemagne va perdre la guerre, leur inquiétude devant le sort du pays et de l'armée. D'ailleurs, l'hostilité des troupes roumaines envers les troupes allemandes a retenu l'attention des commandements soviétiques qui en ont tenu compte dans la prise de certaines décisions. Ainsi, dans le III^e volume de « L'histoire de la Grande Guerre de l'Union Soviétique pour la Défense de la Patrie » les auteurs précisent-ils que, lors du choix des directions des principaux coups dans le cadre des opérations de l'hiver 1942—1943, on avait tenu compte de l'état moral et politique des troupes roumaines et l'on avait décidé que les premiers efforts devaient être faits dans les secteurs du front qu'elles occupaient.

Parmi les prisonniers roumains en URSS se trouvant sous la direction des communistes roumains immigrés — dont les rôles les plus importants ont été joués par Ana Pauker, Vasile Luca, Dumitru Petrescu, Gheorghe Stoica, Petre Borilă, Dumitru Coliu, etc. — le mouvement anti-fasciste a gagné en ampleur et a rassemblé de dizaines de milliers de prisonniers. Sur requête des représentants de ce mouvement, grâce à l'accord et à l'appui du gouvernement de l'URSS, était créée en novembre 1943 la première division de volontaires roumains — Tudor Vladimirescu. Une année plus tard, une seconde division de volontaires — Horia, Cloșca et Crișan — était constituée.

Pendant la campagne d'hiver 1943—1944, l'armée soviétique continua de chasser l'ennemi et de lui infliger des pertes évaluées à 1 million d'hommes. Poursuivant les troupes allemandes, les forces soviétiques allaient atteindre et dépasser — dans certains points — la frontière d'Etat entre l'URSS et la Roumanie. C'est ainsi que, jusqu'à la mi-avril de l'année 1944, quelques départements du nord-est du pays sont libérés.

¹⁹ A.H.C., fonds de la Présidence du Conseil des Ministres, paquet 6, vol. I, f. 17.

²⁰ AIEHSP, dossier n° 33112/2950, vol. 13, ff. 261, 319—320.

²¹ Les Archives du Ministère de la Défense Nationale — le Grand Etat-Major (ensuite : AMDN—G.E.M.), dossier n° 305/142, f. 272—273 et dossier n° 457/503, « Incidents allemands », vol. II/1943—1944, f. 525.

Outre les victoires de l'Union Soviétique, les mouvements de résistance des autres pays voisins du centre et du sud-est de l'Europe ont exercé une influence positive sur le mouvement de résistance en Roumanie. Notre opinion publique, nos forces politiques anti-fascistes suivaient avec un vif intérêt et avec beaucoup de sympathie l'activité de ces mouvements. « *România Liberă* », paraissant dans le Banat, dans son numéro du 1^{er} janvier 1942 fait observer l'intensification de la lutte des peuples contre les agresseurs fascistes et encourage ses lecteurs en écrivant que « la résistance des nations subjuguées par Hitler revêt les formes d'une véritable guerre patriotique, de Yougoslavie jusqu'en France, de Norvège et jusqu'en Grèce ». Le même journal soulignait, le 20 mai 1942, l'efficacité de la lutte des patriotes yougoslaves et appelait à « la lutte ouverte pour la libération du pays du joug hitlérien, (...) pour instaurer le gouvernement de toutes les forces patriotiques qui (...) lutte pour une Roumanie libre et indépendante aux côtés de l'URSS, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, pour les véritables intérêts roumains, pour la paix, la liberté et le pain ».

La guerre en était maintenant à sa cinquième année : le Bulletin de la Défense patriotique du 15 septembre 1943 écrivait que l'armée hitlérienne recevait des coups catastrophiques sur tous les fronts. Mentionnant les succès de l'armée soviétique, le journal consignait la signification du débarquement — le 3 septembre — des troupes britanniques en Calabre et « la capitulation sans conditions du principal allié de l'Allemagne et, ce qui plus est, le passage de l'Italie dans le camp des alliés avec flotte, aviation et armée de terre (...). Dans tous les pays envahis par les hitlériens — ajoutait le journal — le feu de la lutte des partisans s'attisa soudain et créa aux Allemands des difficultés insurmontables. Après la capitulation de l'Italie, Hitler s'est vu dans l'obligation de dépêcher en Yougoslavie, en Grèce, en Albanie, dans le Midi et en Italie de nouveaux effectifs qui désarment et remplacent les armées italiennes passées du côté des nations démocratiques ».

En même temps, certains groupements sociaux et politiques roumains étaient sujets aux influences d'autres événements politiques et militaires, ainsi que de conceptions politiques et stratégiques occidentales, positives et stimulantes, mais aussi opposées.

Dans la première catégorie citons les événements ayant trait au débarquement des Alliés en Sicile et à l'action italienne visant au renversement de la dictature de Mussolini. La participation à cette action du roi de l'Italie et de ses milieux, n'a pas été sans influencer les milieux du Palais royal de Bucarest dans leur tentative de trouver une solution qui permette à la monarchie de prendre des écarts et de se séparer de la

dictature du Maréchal Antonescu. Les frictions et les divergences toujours plus aiguës entre Antonescu et les milieux du Palais, le souci pour le sort de la monarchie déterminèrent ces milieux à accepter le dialogue avec le PC ; le roi Mihai et ses proches allaient adhérer en 1944, à la mi-juin — dix jours environ après l'entrée des troupes américaines, françaises et anglaises dans la capitale italienne et après le débarquement anglo-américain dans le nord de la France — au plan proposé par les communistes.

Les changements intervenus dans la situation du Sud-Est européen et dans le bassin de la Méditerranée ont rendu possible l'installation de bases aériennes dans le voisinage des fronts décisifs, l'intensification des bombardements au-dessus des objectifs économiques du III^e Reich. Enfin, les bombardements alliés ayant pour cibles des nœuds de communication, des centres industriels et pétroliers de Roumanie ont exercé une certaine influence sur la situation dans le pays et ont contribué à l'accélération du processus de regroupement des forces anti-hitlériennes.

Dans la seconde catégorie nous préciserons seulement que certains politiciens bourgeois roumains de l'entourage de Iuliu Maniu et Dinu Brătianu, qui avaient dès 1941 des liaisons avec certains services anglo-américains du Proche-Orient, avaient mis leurs espoirs dans la variante balkanique du 2^e front, variante connue aussi sous le nom de « Variante Churchill » d'après le nom de son initiateur. Le manque de réalisme politique de Iuliu Maniu est allé si loin qu'il continuait d'espérer dans la réalisation, soit-elle partielle, de cette variante, même après Téhéran où elle fut rejetée par Staline et Roosevelt. Dans cette perspective, les tergiversations de Maniu poussèrent jusqu'à la fin de la seconde décade de juin 1944 l'adhésion du Parti National-Paysan et du Parti National-Libéral (Brătianu) à la plate-forme anti-fasciste avancée par les communistes et les sociaux-démocrates pour la constitution d'un Bloc National Démocratique.



1944 fut l'année des victoires décisives de la coalition anti-hitlérienne et, en même temps, l'année des insurrections antifascistes, déclenchées à Varsovie et Paris, en Roumanie, Slovaquie et Bulgarie. Les fronts avançaient vers les frontières de l'Allemagne nazie, tandis que l'intensification de la lutte de libération en Yougoslavie, Albanie et Grèce, les mouvements de résistance des autres pays se trouvant sous le joug fasciste, n'étaient pas faits pour lui consolider les arrières...

Dans cette situation, le commandement hitlérien accordait une grande attention au maintien de ses positions en Roumanie. Avec le

gouvernement du Maréchal Antonescu, il a pris des mesures pour consolider le dispositif des forces du groupe allemand d'armée « Ukraine Méridionale » depuis l'aile de Sud du front soviéto-allemand qui avait la difficile mission de barrer la voie aux forces soviétiques dans ce secteur, sur la direction Budapest-Vienne et vers la Péninsule Balkanique, derrière les forces allemandes du bassin oriental de la Méditerranée. Malgré la vulnérabilité du front, le général-colonel Hans Friessner, commandant du groupe d'armées, espérait arrêter une offensive soviétique en Roumanie sur un alignement beaucoup plus solide, formé des Carpates orientales et du Danube maritime. Entre ces deux obstacles naturels, environ 90 kilomètres d'espace accessible fermé par une zone de solides fortifications (casemates de béton armé) qui, sur les principales directions, pouvaient être 20 sur un kilomètre de front et échelonnées sur une profondeur appréciable. Le territoire de la Roumanie offrait d'autres possibilités aussi, sur les cours des rivières qui barrent le sud du pays, sur les Carpates méridionales et occidentales qui forment un système complexe avec les Monts de Bulgarie et de Yougoslavie.

Une nouvelle série d'opérations soviétiques, série commencée en juin-juillet 1944, eut pour résultat l'anéantissement de plusieurs groupes importants de l'ennemi, la libération de plusieurs zones (la région de Léninegrad, les Républiques de Biélorussie et d'Ukraine, la Carélie, la plus grande partie de la Lituanie, les territoires situés à l'est de la Vistule). Le commandement soviétique avait commencé la préparation d'une nouvelle offensive d'ampleur sur l'aile sud du front soviéto-allemand.

Avec les combats livrés par l'armée yougoslave de libération populaire, avec les coups réussis contre l'ennemi par les forces patriotiques grecques, albanaises et italiennes, avec les insurrections victorieuses de Roumanie et de Bulgarie, ces opérations allaient radicalement changer, au cours de la seconde moitié de 1944, la situation militaire et politique du sud-est de l'Europe, dans le bassin de la Méditerranée et de la mer Noire.

En Roumanie, à la mi-août de l'année 1944, les conditions pour le renversement de la dictature militaire fasciste et l'entrée dans la coalition anti-hitlérienne étaient remplies ; le Parti Communiste Roumain, en collaboration avec d'autres forces antihitlériennes, avait achevé l'organisation de l'insurrection. « L'action se concentrait — dit Emil Bodnaraş, l'un des principaux militants du PCR à avoir participé à la préparation de l'insurrection — sur le passage sous contrôle, le plus vite possible, par la force des armes, de la Capitale, de toutes les institutions concentrées à Bucarest, ainsi que de la zone de la Prahova. En troisième lieu, l'attention des organisateurs de l'insurrection armée était dirigée vers

le sud-ouest du pays en tant qu'éventuelle base pour se replier on pensait à l'Olténie, au Banat — avec son centre Reșița — voisins avec la Yougoslavie où les partisans, sous la direction du PC avec, en tête, le Maréchal Tito, avaient sous leur contrôle un territoire libre de presque 167 000 kilomètres carrés et sur l'appui desquels on pouvait compter ²².

Le déclenchement de l'insurrection nationale antifasciste armée par l'arrestation à Bucarest, dans l'après-midi du 23 Août, du gouvernement du Maréchal Antonescu s'est produit au moment où l'appareil d'Etat de la dictature était entré en panique à cause de l'offensive soviétique commencée le 20 août 1944 sur le front de Jassy-Kishinev. A l'issue de 4 jours d'actions amples et violentes, les forces soviétiques ont libéré une partie importante de l'est de la Roumanie avec les villes de Jassy, Vaslui, Pașcani; dans l'après-midi du 23 Août, les forces soviétiques réalisaient deux grandes brèches d'une profondeur de 100 kilomètres environ, une au centre de la Moldavie jusque devant les villes de Roman et Bîrlad, et l'autre, avec la base sur le Dniestr, qui avait atteint la ligne Comrat-Bolgrade. Les deux brèches convergeaient vers Leova sur le Prut, avec la plupart des forces et moyens pour réaliser l'encerclement et l'anéantissement de la majorité des troupes du groupe d'armée « Ukraine méridionale ». Les autres forces poursuivaient les restes de l'armée allemande en retraite.

Par l'engagement des réserves allemandes du front, le commandement hitlérien s'est trouvé dans l'impossibilité de les utiliser contre les forces insurrectionnelles roumaines. C'est sur un tel moment favorable qu'avait compté la direction du Parti Communiste Roumain pour déclencher une action préparée depuis longtemps, avec toute la minutie requise. Les forces insurrectionnelles étaient ainsi en avantage sur les troupes nazies.

Solidement appuyée par les masses populaires, auxquelles elle s'était jointe, l'armée roumaine avait tourné les armes. Le général de cavalerie Erik Hansen, informant, le 24 août, à 4,05 h., le commandant du groupe d'armées allemand, général-colonel Hans Friessner, sur la situation de Bucarest, disait : « Le nouveau gouvernement roumain doit être pris au sérieux. Il ne faut pas se créer l'illusion qu'il s'agit seulement d'une petite clique de traîtres. Il a derrière lui le peuple roumain entier et tout particulièrement le corps de généraux en totalité » ²³.

Toutes les tentatives de riposte entreprises en hâte par le commandement allemand furent anéanties par les actions impétueuses et imbues

²² Emil Bodnaraș, Exposé télévisé du 7 avril 1971.

²³ AIEHSP, fonds 13, dossier n° 1821, tome 1^{er}, des photocopies du journal d'opérations du groupe allemand « Ukraina du Sud » (l'original dans : « Militäre Archiv » — Freiburg. R.H. 19 V/36, f. 55).

d'ardeur des forces insurrectionnelles. Le 26 août, le général Friessner rapporta à Berlin : « qu'on n'a réalisé aucun résultat », qu'en général, « le service du dos et les unités allemandes qui sont en arrière se trouvent dans une situation grave et on ne peut pas encore prévoir laquelle d'entre elles aboutira à sortir de la Roumanie »²⁴.

L'espoir des généraux Stahel et Gerstenberg, qui actionnaient sur Bucarest, de recevoir des renforts de Ploiești fut dissipé par les forces insurrectionnelles de la zone. Le 27 août, on consigne dans le journal d'opérations du groupe d'armées allemand « Ukraine Méridionale » : « La situation dans l'espace de Bucarest et de Ploiești n'est pas du tout bonne. A l'aube du jour arrive une communication radiotéléphonique de la part du général d'aviation Gerstenberg après quoi une attaque générale sur la Division 5 d'artillerie antiaérienne, qui n'est pas capable d'actions offensives de grande envergure, est imminente, que la production du pétrole est arrêtée et qu'il est besoin d'une intervention massive pour que la division ne soit pas exposée à un écrasement immédiat. Deux autres communications arrivées à 16,40 h. de la Division 5 d'artillerie, annoncent la perte de la ville (Ploiești—*n.a.*) et des raffineries et qu'on ne peut pas céder des troupes du secteur Ploiești pour le groupe Stahel, près de Bucarest »²⁵. Dans sa chronique internationale du 2 septembre 1944, radio Moscou annonçait que « La tentative des hitlériens de renverser la situation nouvellement créée en Roumanie a complètement échoué. Le nouveau gouvernement roumain a mis en échec les hitlériens et contrôle la situation (...) ».

L'insurrection nationale antifasciste armée a fait sortir la Roumanie de l'alliance avec l'Allemagne nazie et l'a faite rejoindre, avec toutes ses ressources économiques, la coalition anti-hitlérienne. Entre le 23 et 31 août, les forces insurrectionnelles roumaines ont liquidé les troupes allemandes, l'équivalent de 6 à 7 divisions de Valachie, Dobroudja, du sud-ouest de la Transylvanie et d'Olténie.

Les espoirs de l'OKW dans une refonte de la défense le long de l'arc des Carpates qui aurait, en ce cas, dû représenter une barrière difficile à franchir pour les troupes soviétiques en avance vers les Balkans, le sud-est et le centre du continent, se sont dissipés quoiqu'on a fait de grands efforts en ce sens, transférant dans cette zone, en septembre, environ 25 divisions de France et d'Allemagne²⁶. Les armées soviétiques ont pu traverser en vitesse²⁷ un espace « nettoyé » et arri-

²⁴ *Ibidem*, tome 2, f. 72.

²⁵ *Ibidem*, f. 75.

²⁶ Korom Mihály « A faszizmus bukása Magyarországon », Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1961, p. 204.

²⁷ Voir « *Voenno-istoricesky journal* », n° 8/1961, p. 27.

ver jusqu'au début du mois de septembre sans rencontrer trop de difficultés, devant la frontière roumano-bulgare; elles avaient ouvert la direction stratégique de la vallée du Danube, vers le centre d'Europe; par la Dobroudja, vers le sud, dans la Péninsule Balkanique. A la mi-septembre, l'armée soviétique a atteint les zones des frontières occidentales de la Roumanie, vers la Yougoslavie et la Hongrie. L'arc des Carpates n'a plus été une forteresse; par les pas demeurés libres, assurés par les divisions roumaines qui résistaient avec ténacité aux pressions de l'adversaire sur des positions situées à 50—350 kilomètres de ces pas, les forces soviétiques et roumaines du sud des Carpates Méridionales ont pu se concentrer dans le plateau transylvain, en vue de nouvelles opérations vers la plaine de la Tisa. La direction stratégique de la Vallée du Danube qui menait vers Belgrade, Budapest, Bratislava, Vienne était assurée²⁸. C'est ainsi que l'insurrection du peuple roumain a apporté une contribution importante à la désorganisation et à l'écroulement du front allemand du sud-est de l'Europe.

L'acte mémorable du peuple roumain a été salué par la coalition anti-hitlérienne, par les forces de résistance d'Europe, par l'opinion publique démocratique mondiale; il a été bien apprécié par la presse et par certaines personnalités officielles.

La concordance, dans le temps des insurrections nationales antifascistes armées de Paris et de Roumanie, ajoutait des significations nouvelles aux traditions roumano-françaises. C'est pourquoi la nouvelle sur les événements de Roumanie a été accueillie avec des sentiments de profonde sympathie et estime. « Cette nouvelle — écrivait le 24 août „Le front national” — qui arrive en pleine insurrection parisienne, remplira de joie nos combattants ». Le même jour, le quotidien américain « Christian Science Monitor » consignait que « les restes des 6^e et 8^e armées allemandes étaient tombés dans le piège tendu entre les Russes et les Roumains qui, respectant les ordres reçus de Bucarest, ont attaqué les Allemands ».

La presse mondiale a souligné, elle aussi, la signification des événements de Roumanie pour le sud-est et le centre de l'Europe. Le même journal américain écrivait à la même époque que « la perte de la Roumanie signifie la disparition rapide de tous les vestiges de la domination de l'Axe dans les Balkans. La Bulgarie suivra sans doute aucun. Ensuite, avec l'aide du Maréchal des partisans yougoslaves Josip Broz (Tito), les garnisons allemandes de Grèce et des Îles de la Mer Egée seront isolées et laissées dans les mains des Grecs qui ont plus d'une chose à

²⁸ Voir « August 1944 — mai 1945 » (Août 1944 — mai 1945), Ed. Militară, București 1969, pp. 37—153.

leur dire... ». Le 25 août, le londonien « Times » appréciait que la décision de la Roumanie « aura un effet tonique en Turquie qui ... a assisté au développement des hostilités roumaines contre l'exploitation et la tyrannie allemande avec un intérêt et une sympathie qui datent du temps de l'Entente Balkanique ».

Malgré la distance, la presse latino-américaine a enregistré et commenté l'événement. En Argentine, « La Prensa » du 25 août, écrivait au sujet des conséquences de la situation changée en Roumanie :

« L'écroulement de l'occupation allemande dans les Balkans. La barrière difficile des Carpates pratiquement disparue... Au sud-ouest de la Roumanie s'étend la Yougoslavie où opèrent les partisans qui harcèlent en permanence les garnisons allemandes. Plus loin se trouve l'Adriatique, dominée par leurs adversaires. On a virtuellement créé, ce faisant, une barrière continue dans le nord des Balkans qui impliquera la perte de toutes les forces allemandes de Grèce, de la Mer Egée et de Crète ».

Synthétisant ces appréciations, la « Pravda » soviétique du 28 août notait : « L'importance de la sortie de la Roumanie de l'Axe dépasse le cadre de la Roumanie. La presse étrangère a raison quand elle dit que cela signifie l'écroulement de tout le système allemand de défense dans les Balkans ». A son tour, la revue soviétique « Voina i rabotchii klass » du 1^{er} septembre 1944 commentait dans l'article « La décision de la Roumanie » l'appréciation faite par « Le New York Times » comme quoi la séparation de la Roumanie de l'Allemagne constitue l'un des événements décisifs de la guerre. La revue écrivait notamment : « Une telle appréciation ne semblera pas exagérée si nous nous imaginons, dans toute leur ampleur, les conséquences pour l'Allemagne du tournant enregistré dans les événements de Roumanie ».

Il s'agit là non seulement du fait qu'en perdant la Roumanie, les hitlériens perdaient un de leurs alliés les plus utiles. Du point de vue stratégique, la présence de l'Armée Rouge sur les bords du Danube signifie, en fait, le commencement de la chute de tout le flanc balkanique d'Hitler. Dans l'immédiat voisinage, en Yougoslavie, c'est l'armée du Maréchal Tito, l'armée populaire de libération qui opère avec succès. Autour des divisions allemandes restées en Grèce, le cercle se serrait. La complète destruction de toutes les positions hitlériennes des Balkans — voilà la vraie perspective de l'avenir le plus proche. Or, cela voulait dire que l'Allemagne perdait définitivement toute l'Europe de Sud-Est²⁹.

²⁹ N. Serguéeva, « La décision de la Roumanie » dans « Voina i rabotchii klass », n° 17 du 1^{er} septembre 1944.

Le 15 septembre 1944, dans un éditorial consacré à la conclusion, trois jours plus tôt, de la convention d'armistice, la « Pravda » commentait en ces termes l'importance, pour les Balkans, de l'entrée de la Roumanie dans la guerre contre l'Allemagne : « La Roumanie (...) devient maintenant base d'opérations militaires pour la liquidation complète de la domination hitlérienne dans les Balkans, pour la libération complète des peuples de cette région du joug allemand et pour le rétablissement de leurs indépendance et souveraineté nationales ».

Les conséquences des catastrophes que l'Allemagne avait subies en Roumanie étaient présentées par le Maréchal Keitel et le général Guderian, dans un rapport adressé à Hitler : « ... outre les conséquences immédiates, d'ordre militaire, elles (les catastrophes) ont en même temps produit un renversement des fronts extrêmement dangereux qui conduira à la perte, non seulement du territoire de la Roumanie, mais aussi de la Bulgarie, de la Yougoslavie et de la Grèce, mettant en danger toute l'armée allemande des Balkans »³⁰.

Il est facile d'expliquer le vif intérêt avec lequel ont été suivis les événements de Roumanie et leur déroulement, en août 1944, par les forces patriotiques et antifascistes, par l'opinion publique des pays voisins. En effet ces événements devaient, par la suite, avoir une influence directe sur la situation politique et militaire de ces pays. Et c'est à juste titre que la revue soviétique « Voina i rabotchii Klass » notait : « Le coup roumain ne tardera pas d'avoir une résonance politique dans les autres pays satellites de l'Allemagne. Les premiers échos des événements de Roumanie se sont faits entendre, il était normal, en Bulgarie, où les masses populaires, demandent aux autorités de renoncer avec fermeté à la politique de soutien aux aventures hitlériennes »³¹. Dans ce pays, le Comité Central du Parti Communiste Bulgare a procédé à une analyse poussée de la situation intérieure dans le contexte des événements militaires et politiques internationaux de la fin août 1944, ainsi que des nouvelles possibilités créées pour l'intensification de la lutte de libération de la domination du fascisme. En ce sens, le CC adressait à ses membres une directive où l'on pouvait notamment lire : « le déroulement rapide des événements internationaux, a eu pour conséquence un élan et un enthousiasme général du peuple bulgare tout entier, a consolidé l'atmosphère et le mouvement contre les fascistes allemands et leurs complices (...). L'avance rapide de l'Armée Rouge — qui se trouve à la frontière bulgare — vers le Sud, la rupture des relations entre la Turquie et l'Allemagne hitlérienne, ainsi que les événements de

³⁰ A.H.C., fonds « Palais royal », dossier 12 bis, 1945.

³¹ N. Serguéeva, *op. cit.*

Roumanie ont contraint les Bagrianoff à recourir à des demi-mesures pour trouver une sortie... »³².

En même temps, le Comité Régional de Plovdiv du Parti Ouvrier Bulgare estimait, dans son appel à la grève générale adressé aux travailleurs que « le passage de la Roumanie dans le camp des Alliés a produit déroute et panique dans le camp des Bagrianoff, fidèle à Hitler »³³.

A son tour, l'appel du Comité Ouvrier de l'industrie du tabac de la même ville considérait que « après le passage de la Roumanie aux côtés des Alliés, notre pays (la Bulgarie — *n.a.*) est complètement isolé »³⁴.

Un autre document, émanant des intellectuels du « Front de la Patrie » écrivait : « Les armées allemandes de Roumanie sont maintenant vouées à la catastrophe. Derrière ces armées et leurs alliés — les fascistes hongrois — opèrent les armées roumaines. Les armées soviétiques et roumaines et les Alliés peuvent faire à n'importe quel moment la jonction avec les glorieuses armées de partisans du Maréchal Tito de Yougoslavie. L'Allemagne est également menacée du Sud-Ouest. Toutes ses forces des Balkans et de la Mer Egée sont menacées par l'encerclement et la catastrophe »³⁵.

A son tour, l'Etat-Major central de l'armée populaire de libération (NOVA) appréciait que : « La nouvelle situation de Roumanie aura, chez nous aussi, un puissant écho (*it.a.*), dans le gouvernement on doit s'attendre, sous peu, à des changements importants. Le Front de la Patrie est en train de s'emparer du pouvoir »³⁶.

En Yougoslavie, les événements de Roumanie déterminèrent l'Etat-Major suprême de l'armée de libération nationale à diriger « les principales forces vers la Serbie qui, à ce moment-là, avait une importance décisive des points de vue militaire et politique » pour les Balkans. « A l'issue de combats acharnés en Bosnie orientale, au Monténégro et en Serbie méridionale, les unités de l'armée de libération nationale ont libéré vers le début du mois de septembre, le sud et l'ouest de la Serbie »³⁷, accentuant le danger qui planait sur le groupe d'armées allemand « E » de Grèce.

³² « La directive du CC du Parti Ouvrier Bulgare à tous les membres du parti au sujet de l'essence de « la neutralité claironnée par le gouvernement Bongranoff et au sujet des principales tâches du moment » publiée dans « Le mouvement de résistance du peuple bulgare » 1941-1944, par Petar Guérigueff et Basil Spirou, Rütten & Leenind, Berlin, 1962.

³³ « Appel au peuple bulgare », *loc.cit.*

³⁴ « Appel aux ouvriers et ouvrières et l'industrie du tabac ». *Ibidem.*

³⁵ « Appel à la lutte pour la sauvegarde de la Bulgarie », signé « Les intellectuels du Front de la Patrie » (AIEHSP, fonds 9, dossier 295).

³⁶ « L'ordre de l'Etat Major central de l'Armée populaire de libération (NOVA) aux Etats Majors des zones des opérations, concernant des mesures pour faire échouer les actions militaires contre les partisans » dans « Le mouvement de résistance... ».

³⁷ « Compendiu de istoria Ligii comunistilor iugoslavi » (Compendium d'histoire de la Ligue des Communistes Yougoslaves), Ed. Libertatea, Pantchiovă 1965, p. 375.

Parlant de l'influence des événements de Roumanie sur des troupes de ce groupe d'armées, le correspondant à Stamboul de l'agence soviétique Tass transmettait le 31 août 1944 que ces événements avaient démoralisé ces troupes et que le nombre de désertions augmentait. « Bien que la situation précaire des troupes allemandes en Roumanie eût été soigneusement cachée aux soldats allemands de Grèce et d'Albanie — disait le correspondant de la Tass — les nouvelles sur la défaite enregistrée en Roumanie par plusieurs divisions allemandes, ont largement circulé parmi ces soldats »³⁸.

En Hongrie, le tournant de Roumanie a exercé une grande influence. « Les événements de Roumanie — disait Radio Moscou dans sa chronique internationale du 2 septembre 1944 — ont sérieusement alerté les dirigeants hongrois qui se sentent visés directement après ce tournant. Comme on le sait, les dirigeants hongrois mettent de grands espoirs dans des contre-mesures allemandes en Roumanie, pays qui a rejoint les Nations Unies avec l'intention évidente de reconquérir la Transylvanie se trouvant sous domination hongroise ».

Les faits sont consignés et commentés dans les ouvrages ultérieurs appartenant à des historiens hongrois. « La nouvelle du 23 Août a ébranlé le pays et l'exemple des Roumains est devenu le gâteau préféré de la propagande chuchotée et son influence a provoqué des destructions considérables dans les âmes (...) mettant, sans pitié aucune, devant les Hongrois (...) la tentation de suivre, éventuellement, l'exemple roumain ». Considérant « pour sa tâche principale le rétablissement de l'équilibre des forces politiques intérieures qui ne lui était plus favorable et la nomination d'un gouvernement représentatif » le régent Horthy a démis, le 24 août, le gouvernement Sztöjarg, et a formé le 28 du même mois, un autre cabinet placé sous la présidence de Lakatos Geza, chargé de créer « des conditions d'activité pour l'avenir » afin de quitter l'alliance avec l'Allemagne de commun accord avec les puissances occidentales et en évitant l'URSS³⁹.

Démasquant les plans du nouveau gouvernement d'attaquer la Roumanie et d'occuper tout l'arc des Carpates roumaines — plans correspondant à une politique de poursuite de la guerre aux côtés de l'Allemagne, les communistes hongrois affirmaient le 25 août 1944 par Radio « Kossuth » que les Roumains « ont réussi à assurer d'un seul coup à la Roumanie une situation internationale avantageuse (...). Les conséquences pour la Hongrie du pas fait par les Roumains ne peuvent être

³⁸ « Bulletin du MAE, Direction de la Presse, des informations et des relations culturelles », « Les événements de Roumanie 23 Août 1944 — 15 Avril 1945 », p. 58.

³⁹ Csáthi Dániel : « Forgószélben — Magyar Roman viszony 1940—1945 » Akadémiai Kiadó, Budapest—1960, p. 404, 405, 407—408.

atténuées que si nous commençons la lutte contre les Allemands ». Radio « Kossuth », dans son émission du 28 août, appelait les partis démocratiques « à lutter à la tête des masses populaires pour un gouvernement de salut de la patrie » tout comme « le peuple roumain a pris son sort dans ses mains, a renversé la dictature fasciste d'Antonescu et a formé, avec la participation de tous les partis démocratiques et anti-allemands de Roumanie, un gouvernement national »⁴⁰.

Les forces de la résistance tchécoslovaque et polonaise se sont, elles aussi, félicitées de la nouvelle situation de la Roumanie. En Tchécoslovaquie, l'insurrection populaire slovaque contre l'occupant fasciste avait commencé le 29 août. Au début du mois de septembre 1944, le journal « Moravska novost » organe du Parti Communiste Tchécoslovaque et de la Résistance nationale pour la région Moravie Silésienne, soulignait dans l'article « La fin de la domination allemande en Europe. En avant vers la victoire finale ! » le rôle exceptionnel joué par l'Union Soviétique et par sa glorieuse armée dans l'anéantissement du fascisme. Et de préciser : « Dans cette dernière phase de la guerre, les peuples subjugués ont eu un rôle de grande importance. En témoignant les événements de France, de Roumanie et, à présent, de Slovaquie. (...) En Roumanie, l'armée est passée du côté de l'Armée Rouge, les divisions allemandes sont encerclées et capturées car, comme tout le pays, s'est insurgé contre ses envahisseurs, toute modalité de retraite est devenue impossible ».

En même temps, en Pologne, « Armia Ludowa », organe de la Garde Populaire, appréciait le 1^{er} septembre 1944 dans l'article « A la veille de la fin » : « La séparation de la Roumanie et son passage aux côtés des Alliés sous l'influence d'un seul coup formidable de l'Armée soviétique, a radicalement changé la situation dans l'Europe de Sud-Est. Les portes vers les Balkans ont été ouvertes mais tellement larges que la brèche ne pourra être colmatée par aucune force. Avec la Roumanie, l'Allemagne perd une richesse inestimable — les principales sources de combustible liquide (...). Ce que la séparation de la Roumanie signifie est prouvé aussi par le fait que, quelques jours après, la Bulgarie a dû, elle aussi, rompre avec l'Allemagne. La retraite des armées bulgares de Yougoslavie et de Grèce crée une situation nouvelle pour l'armée insurrectionnelle du Maréchal Tito. La Yougoslavie peut lancer des actions offensives qui menacent la Hongrie et l'Autriche ».

En effet le transfert — dans un bref délai — des opérations de l'armée soviétique dans le sud-est et le centre de l'Europe, la participation de la Roumanie à ces opérations, l'intensification des actions de

⁴⁰ *Ibidem*, p. 409—410.

l'Armée de libération de Yougoslavie, la perte de la Bulgarie à la suite de l'action de l'Armée soviétique commencée le 8 septembre et de l'insurrection bulgare déclenchée le 9 septembre, l'entrée de la Bulgarie dans la lutte contre le fascisme, marquèrent l'écroulement du dispositif allemand dans les Balkans avec des répercussions dans l'est du bassin méditerranéen et dans les mers annexes. Le commandement allemand se vit obligé à prendre des mesures pour évacuer ses forces de cette région de la Méditerranée. Dans son Bulletin informatif du 15 octobre 1944 cette décision est justifiée : l'une des causes principales de la retraite avait été la situation de Roumanie qui créait « une menace pour l'arrière des positions allemandes des Balkans. C'est pourquoi nous sommes obligés à évacuer les troupes allemandes de la Grèce méridionale. Nos troupes ont commencé à quitter les îles de la Mer Egée et le Péloponnèse, il y a déjà quelques semaines »⁴¹. Pour compléter l'idée du commandement allemand, rapportons-nous au mémorialiste anglais Arthur Gould Lee qui estimait que « le changement du front réalisé par la Roumanie avait forcé l'Allemagne à retirer ses forces de Grèce, d'Albanie et du sud de la Yougoslavie et à consolider une nouvelle position dans le nord de la Yougoslavie. Les forces britanniques débarquées en septembre en Grèce avaient eu une tâche simple car la plupart des troupes allemandes d'occupation battait en retraite »⁴².

Les deux appréciations doivent, quand même, être corrigées. Premièrement, la retraite ne s'est pas faite sans combats: les envahisseurs fascistes ont été en permanence frappés et harcelés par les partisans grecs et yougoslaves. Deuxièmement, beaucoup de troupes allemandes n'ont plus réussi à se retirer vu que les forces soviétiques, roumaines et bulgares contrôlaient les communications du nord de la Yougoslavie et du sud de la Hongrie; à la fin de la guerre, lorsque l'Allemagne capitulait sans conditions, dans les îles de l'est de la Méditerranée et dans la Péninsule Balkanique, 14 divisions allemandes totalisant environ 250 000 hommes posaient les armes⁴³.



Avec l'insurrection nationale antifasciste armée, la Roumanie s'était engagée dans la guerre antifasciste avec toutes ses forces et ressources.

⁴¹ L'Institut de marxisme-léninisme près le CC du PCUS, Moscou, Archives de la section « Histoire de la Grande Guerre de l'Union Soviétique pour la défense de la patrie », inv. n° 13537. Documents concernant les armées étrangères. Documents opérationnels de l'Etat Major de la 6^e Armée allemande (13–21 octobre 1944), p. 70.

⁴² Arthur Gould Lee : « Crown against Sickle », Hutchinson et Co. Ltd, London, p. 91.

⁴³ Général L. M. Chassin : « Histoire militaire de la seconde guerre mondiale », Ed. Payot, Paris 1947, p. 502.

« L'armée roumaine a livré, aux côtés de l'Armée Rouge d'acharnés combats pour la libération définitive de la patrie, elle a participé à la libération de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, jusqu'à la défaite totale de l'Allemagne nazie — inscrivant ainsi une page lumineuse d'héroïsme et de gloire dans l'histoire de la Roumanie »⁴⁴.

La libération du nord de la Transylvanie, la consolidation de l'indépendance nationale et le développement des conquêtes révolutionnaires que le peuple roumain avait acquises par l'insurrection, étaient intimement liés à la défaite définitive de l'Allemagne nazie, ce centre européen du fascisme et de la réaction. Voici pourquoi la participation de la Roumanie, dans le cadre de la coalition anti-hitlérienne, à l'anéantissement du III^e Reich allemand était une tâche principale qui réclamait la mobilisation de toutes les énergies du pays.

Aux luttes héroïques menées par l'Armée soviétique en printemps 1944 dans le nord du pays, aux combats d'ampleur, d'août 1944, de l'opération Jassy-Kishinev qui avaient créé des conditions favorables au renversement de la dictature militaire fasciste et à la libération par les forces insurrectionnelles du peuple roumain, du reste du territoire, du sud-est du pays et jusqu'aux frontières occidentales et à la ligne provisoire de démarcation du plateau transylvain, s'ajoutèrent les luttes de l'ouest du Banat et pour la libération du nord-ouest de la Transylvanie. Grâce à la lutte héroïque des soldats soviétiques (5 armées) et roumains (2 armées), le 25 octobre 1944 la Roumanie était complètement libérée. Les combats les plus violents ont eu lieu dans les environs des villes de Sfintu Gheorghe, Timishoara, Lipova, Cluj, Oradea Mare, Carei et Satu Mare dans les vallées du Muresh, de Ariesh et des Crish. S'occupant de ces combats, la « Pravda » du 17 septembre 1944 écrivait : « S'accrochant à toutes les parties dures du terrain, les fascistes se battent pour chaque village, pour chaque éminence. Ils ont reçu l'ordre d'arrêter à tout prix l'avancement de l'Armée Rouge qui lutte côte à côte avec les troupes roumaines (...). Mais, tous ces efforts n'ont pas réussi à stopper notre avancement (...). Les Roumains ont lutté à nos côtés avec le même courage et ont conquis chaque mètre de terrain, chaque nœud de chemin de fer, chaque village.

Souvent les duels d'artillerie étaient suivis de combats corps à corps.

La terre de la Transylvanie brûle sous les pieds des occupants allemands et hongrois ».

⁴⁴ Nicolae Ceaușescu : « România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate » (La Roumanie dans la voie de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée). Ed. Politică, București—1971, 5^e vol., p. 868.

Le peuple roumain est reconnaissant aux peuples de l'Union Soviétique et aux glorieuses armées soviétiques pour l'héroïsme et les sacrifices exceptionnels faits pendant la guerre contre le fascisme.

Lors du 25^e anniversaire de l'insurrection d'août 1944 et de la libération du pays de la domination fasciste, Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du Parti Communiste Roumain rendait un vibrant hommage et exprimait les plus profonds sentiments de reconnaissance de tout notre peuple aux fils de la patrie — révolutionnaires, patriotes, soldats, partisans et résistants — « dont les exploits et les exemples de passion, dévouement et esprit de sacrifice au service de la patrie resteront inscrits à jamais dans le livre d'or de notre nation ». Par la même occasion, soulignant le rôle et la place de l'URSS dans la libération de notre pays, le secrétaire général du parti exprimait, depuis la tribune de la Grande Assemblée Nationale « les sentiments d'estime et de reconnaissance nourris par le peuple roumain envers l'URSS et ses glorieuses armées qui ont apporté une contribution décisive à la libération de la Roumanie de la domination hitlérienne »⁴⁵.

Traversant le territoire hongrois, les deux armées roumaines et d'autres formations et unités de différentes armes ont continué la lutte, côte à côte avec les armées soviétiques du 2^e Front d'Ukraine. Fortes de plus de 210 000 hommes, les troupes roumaines ont contribué à la libération de la Hongrie. Leurs pertes s'élevèrent à presque 43 000 hommes (morts, blessés et disparus⁴⁶) ; elles ont libéré 1 237 localités dont Budapest et 13 autres villes importantes. Au cours de la période allant du 18 décembre 1944 au 12 mai 1945, les forces roumaines totalisant plus de 240 000 hommes ont lutté en Tchécoslovaquie dans des conditions météo et géographiques particulièrement difficiles, contre un adversaire acharné. Au prix du sacrifice d'environ 66 500 soldats, sous-officiers et officiers morts, blessés et disparus⁴⁷, nos troupes ont avancé jusqu'à 80 km au sud-est de Prague, ont libéré 1 722 localités soit 31 villes, et ont contribué à la libération d'autres localités dont notamment les villes de Rožňava, Lučenec, Zvolen, Banská Bystrica, Kremnica, Bánovce, Kroměříž, Bratislava.

Durant 260 jours de guerre anti-hitlérienne, l'armée roumaine, soutenue par tout le peuple, a parcouru, après des combats acharnés et violents, plus de 1 000 kilomètres entre le Plateau de la Transylvanie et le Plateau de la Bohémie, a forcé 12 grandes rivières et traversé 12 massifs, libéré 3 831 localités dont 53 villes et a provoqué à l'adversaire

⁴⁵ *Ibidem*, 4^e vol., Ed. Politică, București—1970, pp. 375—376.

⁴⁶ Voir « România în războiul antihitlerist », Ed. Militară, București—1966, pp. 700—701.

⁴⁷ *Ibidem*, pp. 701—702.

des pertes qui se chiffrent à environ 18 000 morts et plus de 118 000 prisonniers⁴⁸, soit 14 divisions environ.

La contribution totale de la Roumanie en combattants et personnel auxiliaire s'est élevée entre le 23 Août 1944 et le 12 mai 1945 à 540 000 hommes dont environ 167 500⁴⁹ morts, blessés et disparus. Ces chiffres n'incluent pas les personnes qui ont lutté dans le cadre des formations patriotiques ou des formations de partisans en Roumanie, URSS, France, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

Pour ce qui est de la contribution économique, elle est évaluée à plus d'un milliard de dollars 1938⁵⁰.

Dans les opérations menées côte à côte avec les troupes soviétiques, dans la guerre antihitlérienne, les troupes roumaines étaient animées par la juste cause de la lutte de toute l'humanité qui défendait sa civilisation millénaire et le droit au progrès continu, contre la barbarie du fascisme obscurantiste, rétrograde et inhumain; elles étaient animées de vieux sentiments du peuple roumain d'amitié et d'estime pour les peuples du centre et du sud-est de l'Europe avec lesquels il a été ensemble dans de nombreux moments difficiles de leur histoire millénaire, dans des batailles communes menées contre des adversaires communs, au nom de la liberté nationale, du progrès social et de la paix. Les sacrifices de sang faits par le peuple roumain dans sa lutte avec le fascisme ont ajouté de nouveaux hauts faits à ces traditions, et la lutte révolutionnaire des masses populaires avec, en tête, la classe ouvrière, sous la direction des partis communistes et ouvriers leur a conféré un contenu nouveau, supérieur.

Ce noble héritage du peuple roumain a déterminé l'attitude humaine, imbuée de respect et de soin, des commandements et des troupes de Roumanie envers les peuples hongrois, slovaque et tchèque, envers leur avoir matériel et spirituel, attitude d'ailleurs consignée dans de nombreux documents, exprimée par la population, reflétée dans des ouvrages d'histoire.

Arrivé devant Budapest avec le 7^e Corps d'Armée qu'il commandait, le général Nicolae Șova demandait à ses troupes de « se battre avec ardeur pour vaincre mais d'observer en même temps une attitude loyale, digne et humaine pour ne diminuer en rien la grandeur de la victoire ». Il leur demandait également de « protéger la vie, la sécurité et les biens » de la population civile qui ne participait pas à la résistance aux côtés des troupes hitlériennes envers les forces libératrices, de protéger avec

⁴⁸ Ibidem, pp. 705—707.

⁴⁹ Ibidem, p. 696—704.

⁵⁰ Ibidem, pp. 517—518.

soin « les monuments et les objets d'art, les institutions culturelles et les établissements publics »⁵¹.

Par son attitude conforme aux lois de l'humanité, aux sentiments et aux traditions populaires, le soldat roumain a été qualifié par la population hongroise — en témoigne un acte de la commune d'Abony portant la signature de Csonka Jozsef, premier notaire — de « notre ami et bienfaiteur ». Le document prend fin sur l'affirmation suivante : « l'armée roumaine civilisée, connue par nous, a bien mérité l'amour, l'estime et la reconnaissance de la population hongroise »⁵². S'appuyant sur de telles sources, l'historien Csátari Daniel affirme que « de bonnes relations se sont établies entre les soldats de l'armée roumaine qui ont lutté en Hongrie et la population. Les troupes roumaines ont aidé au recommencement de l'activité des écoles et des institutions culturelles... » L'auteur insiste sur l'importance politique de la participation du peuple roumain à la libération de la Hongrie mentionnant que « tandis que les combattants soviétiques et roumains chassaient les oppresseurs de Hongrie, dans les territoires libérés les masses populaires commençaient à se forger une vie nouvelle ». Et de conclure que pendant ce grandiose processus de transformations sociales « le peuple hongrois libéré (...) a détruit les bases sociales du nationalisme et a créé une assise solide pour réaliser la collaboration des deux peuples voisins... »⁵³.

Et l'on trouve des appréciations similaires dans des documents et des ouvrages historiques de Tchécoslovaquie qui parlent de l'attitude des soldats et des officiers roumains le long de la difficile marche d'hiver qui les fit traverser de combat en combat les montagnes, les forêts et les localités tchécoslovaques où se terraient, comme des bêtes aux abois, les hitlériens. Pour illustrer ces affirmations nous avons fait appel à un livre de presque 250 pages, une sorte de recueil de chroniques locales et d'autres documents qui, dans un langage simple et vivant, parlent des exploits de l'armée roumaine, des sentiments d'amitié qui lient de tout temps nos peuples, des espoirs des peuples tchèque et slovaque en un avenir de paix et d'entente entre les peuples⁵⁴. C'est ainsi que, le 14 mai 1945, lors de la cérémonie d'inauguration d'un monument aux soldats roumains, le Comité National de Brno-Kralovo Pole, adressait des remerciements au commandant du 4^e Corps roumain d'armée, précisant

⁵¹ *Ibidem*, p. 321.

⁵² AM.D.N. — GEM, dossier 1/28 annexe VIII, f. 91.

⁵³ Csátari Dániel : « Roman magyar kapesolatok », Kossuth Könyvkiado, Budapest 1958, p. 190 et 193-194.

⁵⁴ Zdenek Konečný et František Mainuš : « Prietenia româno-cesoslovacă — file din cronici de război » (L'amitié roumano-tchécoslovaque, en feuilletant les chroniques de guerre), Ed. Militară, Bucureşti-1969.

que « l'attitude exceptionnelle de votre armée, armée sœur, a trouvé un écho puissant dans l'âme du peuple tchécoslovaque... »⁵⁵ Le 21 juin 1945, le maire de Kroměříž, ancien partisan, qui avait combattu dans la 2^e division roumaine, parla au nom de partisans tchèques et disait que les habitants de la ville « ne sauront oublier que grâce aux soldats roumains Kroměříž était restée presque intacte et n'avait subi que des dégâts insignifiants »⁵⁶. A cette même occasion, Bajza Antonin, préfet du département, s'adressait au général commandant du Corps roumain d'armée et déclarait que les habitants de la ville de Kroměříž se souviendront toujours « avec chaleur et reconnaissance de vos braves soldats qui, aux côtés de l'Armée Rouge, ont réussi à libérer notre patrie du joug insupportable du fascisme allemand ». Parlant des relations d'amitié roumano-tchécoslovaques pendant l'entre-deux-guerres il a ajouté que tout comme « le peuple roumain n'a pas oublié le lien étroit établi avec nous avant cette guerre », « nous, Tchécoslovaques, à notre tour ne saurons jamais oublier le sacrifice fait par l'armée roumaine pour notre liberté »⁵⁷. C'est de ce combat noble livré par le soldat roumain, côte à côte avec le soldat soviétique, au nom de la liberté et de l'amitié, ainsi que des traditions de ce combat qu'a parlé le maire de Lučenec, dans le discours prononcé le 7 juillet 1945 lors de l'inauguration du monument des soldats roumains tombés pour la libération de la ville. Se rapportant à l'aide donnée par deux régiments roumains de l'armée austro-hongroise basés à Prague au Comité National Tchécoslovaque dans sa lutte pour la constitution de la République Tchécoslovaque, l'orateur a dit que le sang versé par les soldats roumains en 1944—1945 a conféré à l'amitié roumano-tchécoslovaque une assise encore plus solide qu'en 1918. En conclusion de son allocution, le maire de Lučenec a adressé au peuple roumain et au commandement de l'armée roumaine des remerciements « pour avoir su former de tels soldats qui — aux côtés de la vaillante armée soviétique — nous ont donné des exemples d'héroïsme et se sont sacrifiés sur l'autel de notre liberté, pour un avenir meilleur des peuples épris de paix »⁵⁸.

A la Conférence de paix de Paris, comme il plaidait la cause de la Roumanie, le chef de la délégation tchécoslovaque a mis en évidence l'attitude positive de la Roumanie pendant la crise tchécoslovaque, « aux moments les plus difficiles de sa lutte contre les envahisseurs fascistes ». Précisant que « le peuple roumain ne voulait pas lutter du côté de l'Axe », le chef de la délégation tchécoslovaque soulignait l'aide

⁵⁵ *Ibidem*, p. 220.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 222.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 223.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 226.

accordée par les Roumains « au passage en URSS de nombreux soldats tchèques qui voulaient lutter contre les fascistes ». Il a également dit que le peuple roumain ne s'était pas fait au sort que lui vouaient la dictature militaire fasciste et l'Allemagne nazie, qu'il « a tourné les armes contre les Allemands sur le territoire de la Tchécoslovaquie, contribuant à sa libération »⁵⁹.

Le retour de l'armée roumaine dans le pays, en 1945, en été, a offert à l'opinion publique internationale une nouvelle occasion pour apprécier son attitude sur le front anti-hitlérien, la façon exemplaire dont elle a rempli sa mission. Parmi ces appréciations, le salut adressé par le journal « Parole nouvelle » — organe de la Direction politique de front de l'Armée soviétique, le 19 juillet 1945 : « Les troupes roumaines (...) rentrent dans le pays couronnées par les lauriers de la victoire à laquelle elles ont contribué par le courage, l'abnégation, la bravoure et la capacité de lutte montrés sur le champ de bataille et qui, maintes fois, ont été hautement appréciées par le Commandement soviétique suprême. Nos camarades roumains qui rentrent chez eux, font aujourd'hui partie d'une armée qui a une conscience nouvelle. Au milieu des batailles contre l'impérialisme hitlérien envahisseur, l'armée roumaine s'est formée comme une force qui sert la cause de la liberté et les droits des peuples, comme une armée démocratique, une armée de la paix, une armée de son peuple ».



La fin de la guerre a signifié, implicitement, la fin des actions de lutte au centre et dans le sud-est de l'Europe. Les résultats de la guerre dans cette zone étaient aussi les fruits des combats et des sacrifices des peuples d'ici, ajoutés aux efforts gigantesques fournis par les peuples de l'Union Soviétique, à la contribution importante apportée par tous les peuples de la coalition anti-hitlérienne pour obtenir la victoire du 9 mai 1945.

Le peuple roumain, opprimé par la dictature militaire-fasciste et par les occupants nazis et horthystes, a inscrit sa lutte de libération nationale des années de la deuxième guerre mondiale, dans le contexte de la grande résistance antifasciste des peuples d'Europe, avec laquelle elle s'est joint étroitement en s'influençant réciproquement.

Les succès de l'Union Soviétique de la lutte de libération des pays voisins, des autres Etats de la coalition antifasciste, de la résistance des peuples des différents pays ont exercé une influence positive sur la lutte antifasciste roumaine. En même temps, chaque coup asséné par les forces

⁵⁹ « Izvestia », du 14 août 1944.

antifascistes de Roumanie à la dictature du maréchal Antonescu et à la machine de guerre hitlérienne a contribué à l'affaiblissement du bloc des Etats fascistes, a influencé positivement les mouvements de libération des peuples voisins et non seulement voisins. Le bouleversement de la situation politique et militaire populaire du mois d'août 1944 et la participation à la guerre, — dans la dernière partie de celle-ci —, en commun avec la coalition antihitlérienne jusqu'à l'écrasement du III^e Reich allemand a constitué la contribution la plus importante du peuple roumain à la libération des peuples du sud-est et du centre de l'Europe, au raccourcissement de la guerre sur notre continent.

Pour cela, la lutte de libération de sous la domination du fascisme en Roumanie, a eu à côté de son caractère profondément patriotique-national, un caractère international prononcé, que lui ont conféré les objectifs communs, la contribution immédiate apportée à la cause commune dans l'esprit des longues traditions du mouvement révolutionnaire et démocratique dans notre pays.

Le peuple roumain célèbre la mémoire des soldats soviétiques qui ont porté le lourd fardeau de la guerre, des soldats roumains qui, aux côtés des soldats soviétiques, ont versé leur sang pour l'anéantissement du fascisme et ont ainsi scellé la fraternité d'armes roumano-soviétique, l'amitié entre le peuple roumain et les peuples soviétiques. En même temps, le peuple roumain célèbre la mémoire des soldats de tous les pays de la coalition anti-hitlérienne qui ont apporté une contribution importante à la destruction de la machine de guerre hitlérienne, et apprécie hautement la lutte de résistance des peuples ayant subi le joug du fascisme.

Exprimant ces sentiments, Nicolae Ceaușescu disait, dans son discours prononcé devant la session jubilaire de la Grande Assemblée Nationale, consacrée au 25^e anniversaire de la libération de la patrie : « Dans la défaite du fascisme, un rôle important a été joué par le soulèvement des peuples envahis, par le mouvement de résistance anti-fasciste des forces patriotiques qui, avec à leur tête les partis communistes, ont lutté avec courage contre l'occupant, pour la liberté et l'indépendance. Le souvenir des millions de combattants et de patriotes qui ont versé leur sang dans la lutte contre le fascisme restera à jamais dans la mémoire de notre peuple »⁶⁰.

La victoire historique sur le fascisme a prouvé la force impressionnante avec laquelle les larges masses s'élevèrent pour défendre une cause juste, la cause de leur être national indépendant et souverain, de leur droit imprescriptible de choisir librement les formes d'organisation politique et sociale.

⁶⁰ Nicolae Ceaușescu : « România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate », 4^e vol., Ed. politică, Bucarest—1970, pp. 376—377.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

«STUDII» REVISTĂ DE ISTORIE (Etudes, Revue d'histoire)

Tome XXV, 1972, n^{os} 1—6, [Bucarest

Nous présentons ci-dessous le contenu pour l'année 1972 de la revue « Studii », publication de la Section d'histoire et d'archéologie de l'Académie des sciences sociales et politiques de la R. S. de Roumanie.

Cherchant à promouvoir tout ce qui est nouveau et méritoire dans la recherche historique, la revue dont nous nous occupons a reflété dans ses pages les résultats des recherches et orientations les plus récentes de l'historiographie roumaine contemporaine, basés sur l'étude matérialiste-dialectique de l'évolution du processus de développement de la société.

ARTICLES ANNIVERSAIRES

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les articles consacrés à d'importants anniversaires ou commémorations de l'année 1972 y ont occupé une place considérable.

La revue a ainsi marqué par des études adéquates une série de júbiléés ou de moments rétrospectifs : le cinquantième anniversaire de la création de l'organisation révolutionnaire des jeunesses de Roumanie, le cinquantième anniversaire de la constitution de l'État soviétique, le centenaire de la mort du grand héros national Avram Iancou, le centenaire de la création de l'« Association générale des ouvriers de Roumanie » et, dans le dernier numéro, le vingt-cinquième anniversaire de la proclamation de la République Populaire Roumaine.

Une rubrique spéciale du n^o 4 de la revue a été consacrée au centième anniversaire de la mort d'Avram Iancou, combattant intrépide pour les droits des Roumains de Transylvanie pendant la révolution de 1848/1849. Nous y trouvons sous la signature du professeur Ștefan Pascu un article condensé *Avram Iancou*, dans lequel sont relevés les moments importants de l'activité révolutionnaire et analysées les conceptions socio-politiques du héros transylvain.

Une minutieuse analyse de la place d'Avram Iancou dans l'historiographie roumaine est due à Vasile Netea. Partant des premiers matériaux documentaires et mémoires et allant jusqu'à ceux qui sont parus ces dernières années, l'auteur procède à une ample investigation de la manière dont différents historiens et écrivains ont présenté la vie et l'activité du révolutionnaire roumain. Paul Abrudan, se penchant sur un intéressant aspect du thème, à savoir *Lupta pentru apărarea memoriei lui Avram Iancu* (La lutte pour la défense de la mémoire d'Avram Iancou), s'occupe des efforts des esprits avancés pour l'érection d'un monument qui glorifie la mémoire du grand combattant, conformément à l'idée lancée à la fin du siècle dernier par Ion Russu-Șirianu.

L'accomplissement d'un siècle depuis la création de la première organisation commune des ouvriers roumains est marqué au n° 5 de la revue par l'article de Mircea Iosa intitulé *Rolul și însemnătatea Asociațiunii generale a lucrătorilor din România* (Le rôle et l'importance de l'Association générale des ouvriers de Roumanie).

Le demi-centenaire de la création de l'Union des Jeunesses Communistes a été évoqué dans la revue par l'étude de Gh. I. Ioniță qui comprend des informations inédites, intitulée *Din activitatea studenților democrați și antifasciști din România* (Pages de l'activité des étudiants démocrates et antifascistes de Roumanie) (n° 1).

Le 50^e anniversaire de la formation de l'État soviétique a été marqué dans la revue par l'article *Solidaritatea muncitorească de clasă în contextul tradițiilor internaționaliste româno-sovietice* (La solidarité de classe dans le contexte des traditions internationalistes roumano-soviétiques) réalisé par O. Matichescu (n° 6).

La rubrique anniversaire : 25 de ani de la Proclamarea Republicii Populare Române (25 ans depuis la proclamation de la République Populaire Roumaine) n° 6, s'ouvre par l'article *Proclamarea Republicii Populare Române și semnificația ei istorică* (La proclamation de la République Populaire Roumaine et sa signification historique) dû au prof. d'univ. Aron Pétric. L'auteur expose les conditions historiques intérieures et extérieures de cet acte et le déroulement des événements qui le précédèrent. Commentant les mesures adoptées par les forces démocratiques ayant à leur tête le Parti Communiste Roumain pour l'isolement et la neutralisation des forces réactionnaires groupées autour de la monarchie, l'auteur relève l'importance de la proclamation de la république dans le contexte socio-politique mentionné et l'écho qu'elle a eu sur le plan international.

S'occupant de l'évolution des conceptions sur la république dans la conscience du peuple roumain, C. Șerban distingue dans l'article *Evoluția concepțiilor despre republică în conștiința poporului român* trois étapes distinctes : 1) XVI^e siècle — début du XIX^e dans laquelle la tendance principale était vers une république aristocratique ; 2) au XIX^e siècle, jusqu'à la 8^e décennie, la lutte est menée pour une république bourgeoise et démocratique ; 3) la dernière étape (fin du XIX^e siècle — début du XX^e siècle), lorsque l'idéal républicain sera pris en mains par le mouvement ouvrier et socialiste qui préconisait une république démocratique et socialiste.

Poziția față de monarhie a mișcării muncitorești și socialiste la sfârșitul secolului al XIX-lea și începutul secolului al XX-lea (La position à l'égard de la monarchie du mouvement ouvrier et socialiste à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle) forme l'objet de l'étude d'Al. Porțeanu et Ion Iacoș.

Un aspect moins analysé jusqu'à présent a été relevé par I. Puia dans l'étude *Situația economică a României în ajunul proclamării republicii* (La situation économique de la Roumanie à la veille de la proclamation de la République). L'auteur montre que le bien-fondé de la politique économique du P.C.R. a été confirmé par les résultats obtenus jusqu'à la fin de l'année 1947 par le peuple roumain dans le processus de redressement de l'économie nationale.

Traian Udrea, dans l'article *Alianța muncitorească-fărănească în perioada trecerii la revoluția socialistă* (L'alliance des ouvriers et des paysans dans la période de passage à la révolution socialiste) fait ressortir certains aspects de ce phénomène.

Après avoir montré que l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie laborieuse a constitué la base socio-politique du régime démocrate-populaire instauré en Roumanie le 6 mars 1945, l'auteur présente le tableau de la transformation, au cours du déroulement historique du processus de passage à la révolution socialiste, du caractère antiféodal de cette alliance à un caractère nettement anticapitaliste.

C. Căzănișteanu et N. Nicolae montrent dans *Ecoul proclamării Republicii Populare Române în rândul militarilor* (L'écho de la proclamation de la République Populaire Roumaine

parmi les militaires) que l'armée, à côté des autres forces progressistes de la nation, a été l'un des facteurs qui ont contribué à la réalisation de cet acte important.

V. Liveanu dans *P.C.R. și monarhia (1944—1947)* (Le P.C.R. et la monarchie) analyse en détail la politique souple et réaliste pratiquée par le Parti Communiste Roumain à l'égard de la monarchie dans une période historique de profondes transformations sociales et politiques dans la vie de la Roumanie de l'après-guerre. L'auteur expose clairement la manière graduelle dont le P.C.R., à la tête des forces les plus avancées du peuple, a lutté pour la liquidation de la monarchie, en tant que dernier bastion de la réaction en Roumanie.

GÉNÉRALITÉS, HISTORIOGRAPHIE

À cette rubrique, la revue publie au n° 3 une étude qui contient des opinions intéressantes concernant les tâches qui s'imposent à la science historique de Roumanie à la lumière des conclusions résultées des débats de la Conférence Nationale du P.C.R. et de directions pour l'avenir qui s'imposent à la recherche historique roumaine.

Le n° 6 contient également un remarquable éditorial dû à Gh. I. Ioniță *Istoria în actuala etapă de dezvoltare a societății* (L'histoire dans l'étape actuelle de développement de la société), lequel fait ressortir une série de problèmes résultés des débats de la conférence avec les cadres qui enseignent les sciences sociales dans l'enseignement supérieur, tenue à Bucarest au mois de décembre 1972 et des précieuses indications contenues dans l'exposé du secrétaire général du P.C.R., Nicolae Ceaușescu à cette conférence, concernant le perfectionnement de l'enseignement des sciences sociales et particulièrement de l'histoire, et le lien de plus en plus étroit qui doit exister entre la recherche historique dans ce domaine et l'activité pratique.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

HISTOIRE DU MOYEN ÂGE

Parmi les études d'histoire du moyen-âge nous trouvons deux articles de géographie historique. Adolf Armbruster présente une nouvelle interprétation basée sur des informations contenues dans la chronique d'Ottokar de Styrie (n° 3).

Procédant à un minutieux examen des informations du chroniqueur autrichien l'auteur émet l'hypothèse que la formation roumaine où Otton de Bavière a été envoyé en captivité se trouvait dans le Pays de Făgăraș.

Un problème qui a fait l'objet de nombreuses hypothèses et théories — *La localisation de l'ancien Licostomo* — est traité par Octavian Iliescu (n° 3).

À la différence de la majorité des chercheurs antérieurs, l'auteur, étayé d'une ample base bibliographique, propose une nouvelle localisation de l'ancienne agglomération, en considérant qu'elle correspond à l'actuelle localité Periprava, située sur la rive droite du bras de Chilia.

Ștefan Olteanu, spécialiste bien connu du moyen âge roumain, se propose de préciser et d'analyser les prémisses majeures du processus de constitution des villes médiévales à l'est et au sud des Carpates : *Premizele majore ale procesului de constituire a orașelor medievale la est și sud de Carpați* (n° 5).

Prenant en discussion les structures socio-économiques et politiques de l'époque du commencement du II^e millénaire d.n.è., l'auteur considère que le processus de création des agglomérations urbaines a été facilité par le niveau du développement économique, ainsi que par l'apparition de l'organisme étatique et qu'au XIII^e siècle le processus de développement des agglomérations urbaines s'intensifie à la suite de la synchronisation de la phase de maturation des éléments mentionnés.

Sergiu Columbeanu présente une intéressante étude intitulée *Unele aspecte ale istoriei navigației din România* (Quelques aspects de l'histoire de la navigation en Roumanie) (n° 4). Partant des simples embarcations des premiers habitants du territoire actuel de la Roumanie, les Gêto-Daces, continuant par l'examen de la typologie et du développement des moyens de navigation à l'époque féodale (principalement sous les règnes d'Etienne le Grand et de Michel le Brave) l'auteur achève son investigation historique dans ce problème par le moment de la conclusion du traité d'Andrinople (1829), et conclut que ce dernier a ouvert une série de perspectives plus larges aux Roumains en ce qui concerne la création d'une flotte moderne et la participation au trafic maritime mondial.

Certains problèmes posés par les obligations fiscales de la population rurale à l'époque du moyen âge font l'objet de l'étude de Vladimir Mihordea *Obligațiile locuitorilor dependenți, rumânii și vecinii față de visterie* (Les obligations des paysans dépendants (serfs) envers le trésor) (n° 1), dans laquelle, montrant que les serfs représentaient une partie importante de la masse de la population soumise aux impôts, il analyse les obligations auxquelles ils étaient assujettis en comparaison des paysans libres.

Poursuivant ses études concernant l'affermage en vertu du droit de préemption en Moldavie, Ioana Constantinescu analyse ce phénomène socio-économique spécifique à l'époque de transition de la société féodale à la société capitaliste (n° 2). L'auteur expose largement les conditions d'apparition et de manifestation du phénomène, ses particularités en Moldavie par rapport à la Valachie, les causes qui ont contribué à sa disparition de la vie socio-économique de la Moldavie.

Dans l'article *Odoarele Movileștilor rămase în Polonia. Contribuții la istoria artei și a prefurilor* (Les trésors de la famille Movilă restés en Pologne. Contributions à l'histoire de l'art et des prix), I. Corfus présente sur la base de la découverte dans les bibliothèques de Pologne des registres d'inventaires des trésors de la famille Movilă, un intéressant commentaire sur la valeur pécuniaire et artistique des objets respectifs, considérés comme de précieux indices pour la connaissance de l'art médiéval.

Noi date despre situația internă și externă a Moldovei în anul 1538 într-un izvor inedit (Nouvelles données sur la situation intérieure et extérieure de la Moldavie en l'an 1538 résultant d'une source inédite) est le sujet de l'étude de Ștefana Simionescu (n° 2). La lettre de Stanislas Gorzki — secrétaire de la reine Bona Sforza de Pologne — dont l'auteur fait état — reflète les efforts diplomatiques faits par Ferdinand d'Autriche et Jean Zapolya, lesquels intéressés à la création d'un front commun de lutte antiottomane, servent de médiateurs dans le conflit moldo-polonais. La même source (entièrement reproduite dans l'annexe) nous révèle la manière dont la campagne contre Petru Rareș entreprise la même année par le sultan Soliman le Magnifique, a influencé l'évolution ultérieure des événements.

Constantin Șerban émet une série de nouvelles considérations dans l'étude *Despre cultura orășenească în Țările Române în Evul Mediu* (Sur la culture citadine dans les Pays Roumains au Moyen Âge) (n° 4). Après avoir passé en revue les réalisations obtenues jusqu'ici par l'historiographie roumaine dans ce problème, l'auteur continue par l'examen de la pénétration de la culture dans le milieu urbain, parmi les différentes catégories sociales. La riche documentation sur laquelle l'auteur appuie son argumentation lui permet de révéler l'existence d'une culture urbaine médiévale dans les pays roumains, phénomène directement lié à l'évolution des conditions de développement socio-économique de la société féodale roumaine.

Tipărița bucureșteană în secolul al XVI-lea (L'imprimerie bucarestoise au XVI^e siècle) est l'article qui ouvre le n° 2 de la revue. Son auteur, L. Demeny, fondé sur l'examen attentif du « Livre des quatre Evangiles » de Lavrenție de 1582, établit l'existence d'une imprimerie dans la capitale de la Valachie dès le dernier quart du XVI^e siècle. Cette nouvelle découverte place Bucarest parmi les 10 centres du territoire de la Roumanie, où fonctionnaient déjà des imprimeries au XVI^e siècle.

Une note sommaire concernant la biographie du héros révolutionnaire sud-américain Simon Bolivar, publiée en 1829 dans le journal « Albina Românească », offre à Ioan Raul I. Neaeşu l'occasion de présenter les moments les plus importants de l'activité militaire et politique du dirigeant bien connu de la lutte pour la libération nationale du peuple vénézuélien (n° 5).

HISTOIRE MODERNE

Dans la rubrique consacrée à l'histoire moderne, les matériaux à caractère d'histoire économique, culturelle ou diplomatique occupent une grande place.

C'est ainsi que Georgeta Penelea, utilisant une série de matériaux inédits dépistés aux Archives de l'État de Bucarest, analyse le contenu et la signification de quelques contrats dans le commerce extérieur de la Valachie (1829—1858) dans l'article *Contracte în comerţul exterior al Țării Româneşti (1829—1858)* (n° 4). Le traité d'Andrinople ainsi que l'intensification des rapports commerciaux avec l'étranger ont constitué autant de facteurs qui favorisent le développement des relations capitalistes, lesquelles n'étaient cependant pas arrivées à un grade de maturité avancé. Sur la base d'un examen détaillé des contrats conclus avec différents particuliers dans la période mentionnée, l'auteur considère que l'existence du système contractuel a représenté un élément de stabilité pour l'économie roumaine, offrant des garanties sûres pour le maintien d'une balance commerciale active.

Dans l'étude *Anteproiecte ale primei legi de tocmeli agricole* (Avant-projets de la première loi sur les contrats agricoles) (n° 3), Gh. Cristea considère M. Kogălniceanu comme le premier initiateur de l'élaboration de la loi sur les contrats agricoles. Etayé d'une ample base documentaire, en grande partie inédite, l'auteur s'occupe de l'importance des avant-projets de cette loi et, dans ce contexte, de l'utilité des conclusions exprimées par les conseils départementaux pour l'élaboration finale (en 1865) des principales lois concernant les contrats agricoles.

L'historien américain Frederik Kellogg se penche sur un problème controversé de l'histoire moderne de la Roumanie dans son article intitulé *Convenţia comercială din 1875, un pas spre independenţă?* (La convention commerciale de 1875, un pas vers l'indépendance?) (n° 5). Après un exposé sommaire de la position internationale de la Roumanie avant la conclusion de la convention, l'auteur s'occupe en détail de son contenu et de sa signification ainsi que des disputes produites au parlement entre partisans et adversaires de l'accord avec l'Autriche-Hongrie. Relevant les conséquences favorables de la conclusion de l'accord pour la politique étrangère ultérieure de l'État roumain, l'auteur estime qu'il a constitué un sérieux pas en avant dans la voie de la lutte menée par les Roumains pour la conquête de l'indépendance politique.

La conjoncture historique intérieure dans laquelle a eu lieu l'adoption de la loi d'encouragement de l'industrie nationale de 1887, son caractère et son contenu, ainsi que les débats qui ont eu lieu au parlement sur cette question sont traités par Anastasie Iordache dans un article publié au n° 1 de la revue.

Le projet de constitution de 1838 de Ion Câmpineanu fait l'objet de l'étude de Valeriu Sotropa (n° 2). Après avoir présenté la conjoncture socio-économique et politique dans laquelle Ion Câmpineanu a déployé son activité politique et de publiciste, ainsi que sa place dans la vie politique de l'époque qui a précédé la révolution de 1848, l'auteur examine le système d'organisation de l'État proposé dans le projet de celui-ci, les principes et les éléments juridiques sur lesquels il était fondé, à savoir la constitution d'un État roumain démocratique. Le projet de constitution dont il s'agit est considéré en conclusion comme un acte très progressiste, à caractère révolutionnaire prononcé.

Mircea Iosa s'occupe des « Notes politiques » de Ion Bianu et de leur importance dans l'étude « *Notele politice* » ale lui Ion Bianu şi însemnădalca lor (n° 1). Commentant les

observations politiques de ce proche collaborateur de D. A. Sturdza, l'auteur les considère comme une source précieuse pour la connaissance plus détaillée de la vie politique de la Roumanie de la première décennie du XX^e siècle.

Mișcarea țărănistă în România pînă la 1907 (« Le mouvement agrarien » en Roumanie jusqu'en 1907) fait l'objet de l'étude de I. Scurtu au n° 5 de la revue. Né comme expression politique du désir de la bourgeoisie rurale d'orienter l'évolution économique et socio-politique du pays dans la direction de ses intérêts, « le mouvement agrarien » de cette période eut une existence éphémère. Malgré les efforts du promoteur du mouvement, Dobrescu-Argeș, et ensuite ceux de V. Kogălniceanu et Al. Vălescu, ce groupement politique n'a pas pu se maintenir dans la vie politique, à cause de facteurs de natures différentes.

Dans l'article *Crearea Partidului Muncii și activitatea sa în parlamentul din Iași (mai—iunie 1917)* (La création du Parti du Travail et son activité au parlement de Jassy (mai—juin 1917), Eufrosina Popescu examine l'apparition et l'évolution de ce parti politique éphémère dans la vie politique du pays dans la période de la première guerre mondiale, parti qui s'est situé, en comparaison avec d'autres partis, sur une position plus avancée dans une série de problèmes d'une importance majeure pour la vie socio-économique et politique du pays (réforme agraire, suffrage universel).

Grigore Chiriță, dans son étude *Periodicul bucureștean Naționalul (1857—1861) și problemele Transilvaniei* (Le périodique bucarestois Naționalul et les problèmes de la Transylvanie) (n° 1) fait connaître des données moins connues, en analysant les articles sur ce thème de ce journal qu'il considère comme une preuve de plus de l'unité des aspirations et des intérêts de la population roumaine des deux côtés des Carpates.

Dans *Diplomatul C. Basily și Adunările ad-hoc* (Le diplomate C. Basily et les Assemblées ad-hoc) (n° 3), Vasile Maciu, spécialiste réputé de la période moderne de l'histoire de la Roumanie, s'occupe de l'activité du diplomate russe à la commission spéciale d'information et à l'Assemblée ad hoc.

Bien qu'appuyant l'union des principautés, C. Basily n'a pas réussi à gagner la sympathie de l'opinion publique roumaine à cause de son attitude envers les éléments démocrates qui avaient pénétré dans l'Assemblée.

L'un des côtés de l'activité complexe de la personnalité multilatérale que fut Vasile Alecsandri est présenté par Dan Berindei dans l'article *Vasile Alecsandri — diplomatul* (Vasile Alecsandri — le diplomate). L'évolution de la carrière diplomatique du poète y est tracée, celui-ci s'étant affirmé sur ce terrain comme un ferme défenseur des intérêts du peuple roumain sur le plan international.

G. Iscreu publie au n° 5 de la revue une étude qui apporte une contribution méritoire à l'histoire de l'enseignement de notre pays. Traitant de la révolution de 1848 et l'enseignement public dans les villages en Valachie (*Revoluția din 1848 și învățămîntul public la sate în Țara Românească*), l'auteur, basé sur des sources inédites ou insuffisamment mises en valeur, relève l'important rôle joué par une série d'éléments avancés du corps didactique, lesquels par leur comportement ont appuyé la politique du gouvernement révolutionnaire en popularisant dans les masses cette politique.

Dans son article, publié au n° 4 de la revue, *Contribuții privind mișcarea națională a românilor din Transilvania (1910—1914)* (Contributions à l'étude du mouvement national des Roumains de Transylvanie (1910—1914)), Lucian Boia apporte des informations intéressantes.

Suivant sa méthode d'application des mathématiques à l'étude de l'histoire, Vasile Liveanu procède au n° 5 de la revue à une intéressante étude quantitative intitulée *Tineretul în mișcarea socialistă din România pînă la crearea P.S.D.M.R.* (Les jeunes dans le mouvement socialiste de Roumanie jusqu'à la création du Parti Social Démocrate des Ouvriers). L'ana-

lyse de l'âge des militants du mouvement socialiste effectuée sur 67 personnes mène l'auteur à deux intéressantes constatations : le grand nombre de jeunes dans le mouvement socialiste dans la période initiale et le fait que la formation d'un contingent de militants à la fleur de l'âge (31—40 ans) a constitué une prémisses extrêmement favorable dans le processus de création du P.S.D.M.R.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Evoluția lucrărilor de expropriere și împroprietărire operale în baza legilor de reformă agrară din 1921 (L'évolution des travaux d'expropriation et de distribution de la terre sur la base des lois de réforme agraire de 1921) est le titre d'une minutieuse étude de D. Șandru (n° 2).

Un épisode de l'histoire économique de la Roumanie d'entre les deux guerres, à savoir les rapports commerciaux extérieurs de la Roumanie entre les années 1932—1939 (*Relațiile comerciale externe ale României între anii 1932—1939*) est examiné par Ilie Puia. La conclusion à laquelle arrive l'auteur à la suite d'un examen judicieux des éléments caractéristiques de la politique commerciale de la Roumanie dans cette période est que l'importance de la Roumanie dans le conglomerat économique balkanique et du centre de l'Europe a substantiellement augmenté grâce aux nouvelles orientations de sa politique commerciale, particulièrement dans le commerce extérieur.

Lupta partidelor politice pentru guvernare în perioada decembrie 1921—ianuarie 1922 (La lutte des partis politiques pour le pouvoir dans la période décembre 1921—janvier 1922) fait l'objet d'un article de Ion Bitoleanu qui s'occupe du gouvernement de courte durée du Parti conservateur-démocrate, dirigé par Take Ionescu (n° 4).

Experiența P.C.R. în domeniul împlinirii activității legale și ilegale în perioada 1921—1944 (L'expérience du P.C.R. dans le domaine de l'association des activités légales et illégales dans la période 1921—1944) est le titre d'un article de l'acad. Petre Constantinescu-Iași et Gh. I. Ioniță (n° 5). Les auteurs montrent que l'expérience accumulée par le parti communiste au cours de ces années de grandes agitations et luttes révolutionnaires a enrichi le trésor tactico-stratégique du mouvement révolutionnaire de Roumanie et du mouvement ouvrier international. Partant de cette prémisses, les auteurs examinent de près la manière dont le P.C.R. a su adopter dans cette période des formes d'action variées, ce qui lui a valu une série de retentissants succès sur les plans interne et international.

PROBLÈMES DE L'HISTORIOGRAPHIE CONTEMPORAINE

(Études documentaires)

Dan Lăzărescu, dans son étude sur l'historiographie du moyen âge précoce, *Istoriografia evului mediu timpuriu* — analyse la thématique des communications présentées dans le cadre de la semaine scientifique de Spoleto de 1969 consacrée aux problèmes de l'historiographie médiévale.

L'acad. A. Oșteea présente un intéressant commentaire sur la monographie de l'historien américain Keith Hitchins, publiée en 1969, consacrée au mouvement national des Roumains de Transylvanie.

Signalant les mérites de l'ouvrage, l'historien roumain passe en revue les opinions de K. Hitchins, qui marqua chaque étape importante du mouvement de libération nationale des Roumains, culminant par la précision des positions et conceptions qui guidaient les chefs roumains (Bărnuțiu, Cipariu, Barițiu, Avram Iancou, Papiu Ilarian) pendant la révolution de 1848 de Transylvanie.

DOCUMENTS

Utilisant une série d'informations inédites, N. Isar présente *Un iluminist necunoscut din epoca de la 1821: Stolnicul Voinescu* (Un adepte de la philosophie des lumières de l'époque de 1821: le « stolnic » Voinescu) (n° 1). Les conceptions sociales plus avancées de l'intellectuel valaque, sa position critique à l'égard des injustices sociales ainsi que la juste compréhension du rôle de la culture dans l'éducation des masses, placent le « stolnic » Voinescu parmi les promoteurs dans le mouvement d'idées de la 3^e décennie du XIX^e siècle.

Mentionons encore l'étude de Pavel Binder, *Ștefan Mailat (circa 1502—1551), boier român și nobil transilvănean. Date despre românitatea lui* (Ștefan Mailat (environ 1502—1551), boyard roumain et noble transylvain. Informations sur sa nationalité roumaine) (n° 2); Ion Ranca, *Antecedentele politice ale adunărilor naționale de la Blaj din 30 aprilie și 15 mai 1848* (Les antécédents politiques des assemblées nationales de Blaj du 30 avril et 15 mai 1848); Apostol Stan et Nicolae Mercan, *120 ani de la fundarea orașului Oltenița* (120 ans depuis la fondation de la ville d'Oltenița).



Dans sa rubrique « Viața științifică » (La vie scientifique), la revue a enregistré les principaux événements de réelle importance qui se sont produits au cours de l'année 1972 (sessions, débats scientifiques, congrès internationaux).

Une autre caractéristique de la revue dont nous nous occupons a été la présentation d'un grand nombre d'ouvrages parus dans le domaine de l'histoire aussi bien intérieure qu'extérieure, ainsi que la mention à la « revue des revues » d'une série de périodiques de diverses spécialités appartenant à des institutions de recherches du domaine de l'histoire.

Nous ne pouvons finir notre compte rendu sans signaler certains manques qui persistent dans la structure générale du périodique analysé. C'est ainsi que au cours de l'année dont nous nous occupons, la « revue n'a publié que deux études dans une rubrique de grand intérêt — Problèmes d'historiographie contemporaine; de même la revue n'a pas publié suffisamment d'études qui reflètent les nouvelles directions d'investigation auxquelles tend la recherche historique roumaine, à savoir: la démographie historique, la sociologie historique, l'étude de la mentalité collective, des problèmes de philosophie de l'histoire, autant de questions qui s'imposent pour l'orientation future de l'histoire.

La revue d'histoire « Studii », telle qu'elle se présente dans les 6 numéros de l'année 1972, se fait remarquer comme un périodique scientifique d'une tenue sérieuse, constituant un instrument de travail extrêmement utile aux historiens roumains et étrangers.

Marian Stroia

HISTOIRE DE POLOGNE

Oeuvre collective PWN. WARSZAWA. Editions Scientifiques de Pologne.
1972, 840 pages

L'école historique polonaise, à l'heure actuelle, de l'aveu de tous, l'une des plus compétentes et des plus dynamiques du monde, vient de publier en français une synthèse de l'histoire nationale, après la *History of Poland* publiée en 1968 (783 pages) et la monumentale *Historia Polski* en six volumes, publiés entre 1957—1960. Selon les plus modernes exigences

des sciences sociales, l'histoire de la Pologne est présentée dans une perspective comparée, après des recherches inter-disciplinaires approfondies. Le lecteur de langue française a donc, maintenant, à sa disposition, un précieux instrument de travail, plus complet que les anciens ouvrages sur le même sujet, dûs à Oscar Halecki, à Waclaw Sobieski, et, tout récemment, à Ambroise Jobert. Les excellentes études publiées chaque année dans les *Acta Polonica Historiae* nous avaient déjà préparés, d'ailleurs, à la puissance d'abstraction et à la haute conscience historique des historiens polonais.

C'est au professeur Stefan Kieniewicz, de l'université de Varsovie, un nom bien connu des historiens du monde, qu'a été confié le soin d'assurer la coordination de l'ouvrage. Le professeur Kieniewicz, qui a, d'ailleurs, rédigé aussi, en collaboration avec un autre savant de haute réputation, le professeur Henryk Wareszycki, de l'Université Jagellonienne de Cracovie, le chapitre le plus triste de l'ouvrage, celui consacré à la période des partages (1795—1918), s'est chargé de l'introduction et de la conclusion de cette synthèse, ce qui nous a valu des pages qu'on peut envisager comme de vrais modèles de concision historique.

En passant en revue les différentes formules qui ont servi, aux cours des siècles, à synthétiser l'histoire du peuple polonais : « bastion de la chrétienté », « citadelle occidentale du monde slave », « pont entre l'Est et l'Ouest », « Christ des nations », « conscience du monde », le savant professeur les considère seulement comme de simples étiquettes, exprimant autant de tendances unilatérales, politiques ou concessionnelles. Mais ce qui est tristement vrai, conclut l'auteur, c'est qu'aucune nation européenne « n'a suivi un chemin aussi tourmenté que celui qu'a mené la Pologne à travers les siècles » (p. 24).

Dès la seconde moitié du X^e siècle, constituée en Etat monarchique et puissant, la Pologne a pu participer aux relations économiques nouées alors entre les grandes puissances de l'époque : les deux empires (byzantin et germanique), la Papauté, l'Etat russe de Kiev. Le morcellement féodal des XII^e et XVII^e siècles a freiné l'essor de cet Etat unitaire, et a eu pour conséquence l'infiltration des éléments germaniques, sous la forme des puissants Ordres des chevaliers-moines, ou bien sous celle, plus bénigne, mais non moins dangereuse, des établissements urbains et ruraux des colons allemands entre l'Elbe, l'Oder et la Vistule. C'est pour mieux assurer la défense contre les Tatars, et pour mieux bénéficier de la prospérité due aux grands courants d'échanges commerciaux et culturels européens que les formations féodales polonaises ont accepté de s'unir, au XIV^e siècle, sous une dynastie nationale qui devait s'éteindre en 1370. Et puis, durant les XV^e et XVI^e siècles, sous la nouvelle dynastie des Jagellons, ce fut l'Age d'or de l'Etat polonais et de la culture polonaise. La base matérielle de la prospérité, ce furent les hauts prix des produits agricoles, exportés par Gdańsk vers les Pays-Bas, vers l'Angleterre et jusque vers la Péninsule Ibérique, dès 1466. Et cette prospérité devait durer jusque vers le milieu du XVII^e siècle. Jusqu'au *Déluge* des guerres cosaques et suédoises.

Ce fut, toutefois, l'aggravation de la pression sociale, due aux mesures législatives prises en vue de l'établissement progressif du « second servage », durant tout le XVI^e siècle, qui devait produire — lentement, mais sûrement — l'effritement des structures sociales et politiques, et, en fin de compte, la décadence et l'effondrement de l'Etat polonais. Le jeu des forces centrifuges de l'intérieur devait se doubler d'une coalition des trois grandes monarchies voisines, qui profiteront du sous-développement manifeste de l'Etat polonais pour s'en partager les riches provinces. Toutefois, même après la perte de ses institutions politiques, le peuple polonais devait continuer son effort pour survivre, avec sa culture spécifique et le souvenir de son illustre passé historique. Grâce aux masses populaires, que les intellectuels se sont efforcés d'éduquer dans l'esprit national et progressiste, la résurrection politique de la Pologne a pu avoir lieu, en 1918 d'abord, en 1944 ensuite.

L'histoire de la Pologne présente ainsi des éléments qui sont communs à l'évolution d'autres pays européens (de l'Est, du Centre ou même de l'Ouest du continent), et aussi des formes

d'évolution bien spécifiques. Comprendre ces deux espèces d'éléments, les communs et les spécifiques, mêler la perspective diachronique à la perspective synchronique, l'histoire à la sociologie, c'est une tâche indispensable pour tout historien digne de ce nom. Les éminents historiens polonais qui se sont chargés de rédiger cette synthèse ont ainsi puissamment contribué aux progrès de l'histoire universelle, tout en se dévouant à la tâche patriotique représentée par une histoire nationale.

Le professeur Aleksander Gieysztor, de l'Université de Varsovie, médiéviste de réputation mondiale, s'est chargé de la synthèse de l'histoire médiévale de la Pologne, jusqu'en 1492. C'est l'apparition de la langue unitaire polonaise qui lui semble être l'élément essentiel, qui, en assurant l'unité de culture et celle des structures sociales et politiques, a créé les prémisses d'un Etat polonais unitaire et centralisé, qui a pu facilement absorber les formations pré-féodales, dès la seconde moitié du X^e siècle. La concentration et la fixation du pouvoir politique a été influencée aussi, en grande partie, par les relations, guerrières ou pacifiques, avec d'autres formations étatiques, allogènes. Grâce à leur *družyna* (formation de guerriers professionnels, équivalant à la *Gefolgschaft* germanique, aux *trustes* francs, aux *gardingos* wisigoths et aux *Warbands* scandinaves ou anglaises), les princes polonais ont livré entre eux des combats pour acquérir la suprématie politique. Cette lutte pour la suprématie s'est livrée surtout autour de deux pôles politiques et culturels : *Gniezno*, la capitale des tribus polanes, et qui devait devenir la métropole religieuse du royaume, et *Cracovie*, centre politique des Vislanes et aussi centre économique important, grâce à ses mines de sel quasiment inépuisables et grâce aux grandes routes commerciales dont elle devait devenir un puissant noyau.

Mesco I, en unifiant l'Etat polonais en 963, devait l'introduire sur la grande scène de l'histoire européenne, au moment même où l'Empire de Charlemagne était résuscité, au profit de la race germanique, par le vaillant Othon I, vainqueur des Hongrois en 955 et couronné à Rome par le Pape, en 962. Faisant preuve d'une grande prudence politique, le monarque polonais a accepté les modèles d'organisation administrative offerte par Rome. Ces modèles, en effet, permettaient une rapide assimilation des expériences réussies durant six siècles d'administration, ainsi que l'assimilation des formes générales de la culture européenne du Haut Moyen-Âge. Ils permettaient aussi de recruter et d'éduquer le personnel administratif et politique nécessaire à un Etat organisé. Enfin, élément essentiel, les liens serrés établis avec Rome permettaient aux princes polonais de résister aux prétentions politiques des Empereurs allemands, qui n'étaient pas souvent les porte-paroles de Rome. C'est toujours pour résister à de pareilles prétentions que les princes polonais ont senti le besoin d'une alliance très serrée avec la Bohême, elle aussi menacée par l'expansion germanique.

En 967, Mesco I devait atteindre la bouche de l'Oder, où se croisaient les routes commerciales joignant l'Ouest franc à l'Est russe, arabe et chinois. Après avoir repoussé une attaque venant de la part de l'Empereur Othon II, le prince polonais devait établir, après 979, des relations politiques et matrimoniales avec les dynasties du Nord scandinave. C'est ainsi que, dès la fin du X^e siècle, on voit se dessiner certaines constantes de l'histoire polonaise : la nécessité de grouper les forces des Etats du Centre et de l'Est de l'Europe afin de borner l'expansion allemande, le *Drang nach Osten* avant la lettre ; des relations indispensables avec le monde scandinave ; le contrôle des voies de commerce unissant l'Est à l'Ouest.

Par l'annexion de la Silésie et de la région de Cracovie, en 989, par Mesco, « rex Misaca », comme l'appelle le chroniqueur saxon Widukind, la Pologne va commencer à bénéficier des richesses des plateaux méridionaux, de leur blé, de leur sel, de la vigueur de leur population aisée et bien dense pour l'époque. La politique polonaise devra par conséquent opter, dorénavant, entre le Nord et le Sud, osciller sans cesse entre les côtes de la Baltique et les crêtes des Carpates, voire les rives de la Mer Noire.

La consécration religieuse et politique de la métropole de Gniezno, pourvue d'un archevêque avec la fonction éminente de *coronator regis*, répondait à des calculs politiques, et, d'abord, à la nécessité — éprouvée, d'ailleurs, par les souverains tchèques et hongrois vers la même époque — d'éluider la suzeraineté du puissant Empereur germanique. C'est ainsi que Boleslas le Grand (982—1025) n'hésitera pas à s'allier aux Hongrois contre l'Empereur Henri II, qu'il obligera par la paix de Budziszyn, en 1018, à reconnaître la souveraineté polonaise sur la Lusace et le Milzenland. La même année, le prince polonais intervenait en faveur de son gendre, le prince Sviatopolk de Kiev, et obtenait, pour prix de son appui, la région de Przemyśl et le *castrum* de Czerwień, sur le haut Bug. C'est par de pareils succès que Boleslas justifia la couronne royale, qu'il posa sur sa tête en 1025.

Mais ces succès même, vers tous les points cardinaux, devaient rendre inévitable la coalition des souverains lésés. Dès 1031, sous le règne du successeur de Boleslas, Mescio II (1025—1034), on voit se constituer une ligue russo-germano-magyare, qui réussit à chasser le roi de Pologne de son pays et à récupérer aussi bien la Lusace et la Moravie que la région orientale d'entre le Bug et le San. Casimir 1^{er}, le Rénovateur (1034—1058), se résignera à la perte de la couronne royale, et devra lutter énergiquement en vue de maintenir la cohésion de l'Etat monarchique, menacé par l'explosion des forces centrifuges, féodalisanes, qu'on voyait poindre partout.

Les mesures prises par Casimir pour obvier à ce danger sont bien caractéristiques pour cette période essentielle du Haut Moyen-Âge. Il utilisera surtout les centres fortifiés, ces *grody*, ou *gorod*, dont il nommait et contrôlait le *castellanus*, chef de la garnison des *milites castrenses*, pour implanter partout l'administration monarchique. Ce fut donc le château, la forteresse royale, qui sera en Pologne, aussi bien qu'en Hongrie et même dans les Principautés roumaines, le centre militaire, administratif, judiciaire et fiscal, contrôlé par le monarque, comme en Angleterre normande et angevine, comme dans les *cinque reinos* ibériques. L'importance croissante du commerce, la nécessité de contrôler ses routes, entre Kiev et Prague et entre Przemyśl et Cracovie, décidera Boleslas le Hardi (1058—1079) à établir sa capitale à Cracovie. C'est pourtant à Gniezno qu'il recevra, lui aussi, la couronne royale, obtenue du pape Grégoire VII pour prix de l'appui du prince polonais contre l'Empereur Henri IV, dans la célèbre querelle des Investitures.

Mais, dès la fin du XI^e siècle, l'insurrection des forces féodales devait provoquer en Pologne un état d'anarchie et de morcellement qui durera près de trois siècles. L'Etat sera partagé entre plusieurs principautés à demi autonomes, et le prince Boleslas Bouche-Torse se verra obligé, en 1157, d'accepter la souveraineté de l'Empereur Lothaire de Supplinburg sur la Poméranie et sur l'île de Rügen, pour prix de la protection accordée par l'Empereur contre le roi du Danemark. Un autre prince polonais, Boleslas le Crépu, se reconnaîtra en 1157 le vassal du grand Empereur Frédéric I (Barberousse), et le même souverain recevra en 1184 le dernier serment de vassalité d'un prince polonais, celui du grand-duc Casimir le Juste.

La féodalisation de la Pologne a pris l'aspect d'une insurrection de la noblesse militaire, d'une « victoire des particularismes » qu'on peut comparer aux victoires semblables obtenues par les mêmes forces en France, en Allemagne ou en Castille. La colonisation des domaines des nobles, et leur mise en valeur, ont fait surgir de riches *latifundia*, tandis que les villes, de moins en moins contrôlées par la puissance centrale, ont pu développer leur autonomie administrative, judiciaire et fiscale, d'après des modèles allemands ou tchèques (*locatio civilatis*, le droit de Magdebourg, etc.).

La menace mongole, perpétuée par la constitution de la Horde d'Or et des formations successorales, devait pourtant freiner l'évolution centrifuge du féodalisme en Europe orientale et centrale; de la même manière que la *Reconquista* a modifié les lignes d'évolution du

féodalisme en Espagne. Dès 1235, avant la grande offensive mongole vers le centre de l'Europe, l'Ordre Teutonique avait été implanté en Prusse, où il devait s'étendre entre Gdańsk et le Niémen, entre 1235—1283, à l'abri de ses puissantes forteresses, imitées de celles de Syrie. Tandis que les villes polonaises souffraient un processus de germanisation, et que les rois de Bohême étaient très préoccupés des régions du Sud-Ouest de la Pologne, de la Silésie, surtout, conquise par le roi Wenceslas II, l'archevêque de Gniezno, Jacobus, prit en 1295 l'hardie initiative de couronner Prémysl II comme roi de Pologne. Mais le nouveau roi devait être assassiné dès 1296, par les sicaires du markgrave de Brandebourg, et ce fut le roi de Bohême qui fut couronné roi de Pologne, en 1300, à Gniezno également, grâce à l'appui du clergé en grande partie allemand et du patriciat allemand des villes de Pologne.

Mais, contre la coalition germano-tchèque, la réaction du sentiment national polonais devait enfin triompher, grâce à l'appui scandinave, lithuanien et hongrois. Par ses victoires, Ladislas le Bref put se faire couronner roi de Pologne, en 1320, à Cracovie. Il choisira ses conseillers dans les familles de petite noblesse, et fera de sa cour royale une véritable école de pensée politique, afin de pourvoir efficacement et rapidement à la modernisation des structures économiques et politiques du royaume.

Ce fut sur ses structures bien affirmées que le nouveau roi, Casimir le Grand (1333—1370) pourra trouver l'assise nécessaire afin de mener à bien sa politique mûrement méditée, et conçue comme une juste définition des frontières du royaume, aussi bien qu'en tant qu'organisation moderne de l'administration royale. En décidant de borner, pour des siècles, l'expansion vers l'Ouest, afin de ne pas actualiser les anciennes tensions avec la Bohême et l'Empire, Casimir le Grand orientera résolument la politique polonaise vers l'Est. C'était aller à l'encontre des visées politiques de quatre formations étatiques : l'Ordre Teutonique, l'État lithuanien, le khanat tatar, le royaume de Hongrie et de Croatie. C'était, aussi, établir le contact avec les deux Principautés roumaines, et prendre position envers la grande menace ottomane qui se profilait vers le cours inférieur du Danube.

Ce fut la riche province de Galicie, centre des relations économiques entre la Mer Noire et l'Europe centrale, qui devait être la grande conquête de Casimir le Grand, entre 1348 et 1366. convoitée par la noblesse de la Petite Pologne, qui préluait à sa grande expansion vers les steppes si fertiles du Sud—Est, la Galicie l'était aussi par la Lithuanie et par la Hongrie. Mais la noblesse polonaise, devenue le groupe de pression le plus influent du royaume, surtout après la mort de Casimir et l'extinction de la dynastie nationale des Piasts, en 1370, réussit, en 1385, à imposer à la royauté une des options décisives de l'histoire de la Pologne : l'association politique du royaume (qui avait été déjà associé à la Hongrie, entre 1370 et 1382, sous Louis le Grand) avec le grand-duché de Lithuanie, sous la dynastie lithuanienne du prince Jogailas, devenu roi sous le nom de Ladislas Jagellon, en 1386, après, le pacte de Krewo.

Après avoir, en 1410, à Tannenberg, freiné l'expansion militaire et politique de l'Ordre Teutonique, la nouvelle dynastie devait, elle-aussi, opter entre différentes politiques. Elle devait se décider pour une politique de prestige et d'expansion dynastique, selon les modèles offerts par d'autres dynasties à vocation multinationale, comme les Angevins, les Luxembourgs et les Habsbourg. Après le revers de Varna (1444), où périt le premier Jagellon qui avait été en même temps roi de Pologne et de Hongrie, la sage politique du roi Casimir IV (1447—1492) changera l'orientation politique polonaise, vers le Nord—Ouest, par la guerre de treize ans (1454—1466) contre l'Ordre Teutonique, guerre qui vaudra à la Pologne la Poméranie orientale et l'importante base économique de Gdańsk, par où s'écouleront vers les côtes de la Mer du Nord et de l'Atlantique les produits de l'économie nobiliaire polonaise. C'est grâce aux hauts prix obtenus pour leurs produits que les nobles polonais — en profitant des rêves dynastiques d'une dynastie qui réussira, enfin, à établir ses membres sur

les trônes de Bohême et de Hongrie, sans obtenir aucun accroissement de force politique de ses succès—deviendront, rapidement, l'élément économique et politique prédominant de Pologne et de Lithuanie. Par l'asservissement définitif du paysan (« le second servage »), cette noblesse imprudente préludera au déclin irrémédiable de la Pologne.

C'est de cette phase historique, connue sous le nom de « République nobiliaire » que, s'occupent les professeurs Janusz Tazbir et Emanuel Rostworowski, de l'Institut d'Histoire de l'Académie Polonaise des Sciences, historiens de réputation mondiale.

En 1492, à la mort de Casimir IV, la Pologne pouvait opter entre deux politiques : celle offerte par le modèle des monarchies nationales autoritaires (Espagne, Angleterre, France) ou bien celle inspirée par les modèles du féodalisme hongrois et allemand. L'option ne se fit pas, pour un grand nombre d'années, car le prestige encore intact de la monarchie réussit à équilibrer l'impact du groupe de pression nobiliaire, d'autant plus que la noblesse était elle-même divisée. En même temps, la menace de l'autocratie de Moscou et l'implantation ottomane sur le cours moyen du Danube devaient poser à la politique polonaise des problèmes majeurs, qu'elle se trouvait bien peu capable de solutionner.

Tandis que le clergé et la majeure partie de la noblesse moyenne préconisaient une politique d'alliance étroite avec la Maison d'Autriche, contre le péril ottoman, les magnats, craignant l'absolutisme invétéré des Habsbourgs — tel qu'il s'était manifesté en Espagne, surtout — imposeront au roi Sigismond le Vieux (1506—1548), en 1533, par leur porte-parole, l'influent évêque Jean Laski, la signature du fameux traité de *paix perpétuelle* avec l'Empire ottoman, traité qui devait avoir des suites essentielles pour l'histoire des Pays Roumains, abandonnés de la sorte par la Pologne. Après avoir habilement réussi à éluder leurs obligations militaires, les nobles polonais, devenus peu à peu des propriétaires terriens occupés à bien vendre leurs produits, *via Gdańsk*, obligeront la monarchie à faire appel à des mercénaires pour pratiquer un embryon de politique étrangère. Le problème politique s'associait, de la sorte, au problème militaire et financier, au moment même où la monarchie, devenue, en 1572, franchement élective, devait subir la tutelle déguisée de la Diète et des diétines. En appliquant, avant la lettre, le fameux précepte politique de Montesquieu (« *Il faut que le pouvoir arrête le pouvoir* »), la noblesse était parvenue à contrôler l'Etat surtout d'un point de vue négatif, en privant l'autorité monarchique des moyens d'exercer des options politiques importantes, aussi bien sur le plan interne qu'à l'extérieur.

C'est peut-être grâce à cet équilibre précaire entre les forces centrifuges et les forces centripètes que la Pologne a connu alors cette grande floraison intellectuelle et artistique du Siècle d'Or, à la même époque, et peut-être pour les mêmes motifs, que l'Espagne. Mais, après l'inutile épopée d'Etienne Batory et de la politique d'expansion à l'Est, entre 1576—1615, la monarchie polonaise semble s'être résignée, sous la nouvelle dynastie, suédoise, des Wasa, à renoncer aux grandes options politiques. Demeurée au giron de l'Eglise catholique, après avoir été sur le point d'accepter le protestantisme, la Pologne est restée passive durant la guerre de trente ans, alors qu'une intervention armée polonaise, s'associant aux armées suédoises et à la politique habile du Cardinal de Richelieu, aurait pu gravement compromettre les structures de la monarchie des Habsbourg, que la cavalerie du roi Sobieski devait contribuer à sauver du péril turc, en 1683. Menacé, tour-à-tour, par les Turcs, par les Tatars, par les Suédois, par les Cosaques, par les Russes, l'Etat polonais, après la crise du « Déluge », devait subir sous la nouvelle dynastie saxonne, une grave « crise de la souveraineté », entre 1697 et 1763. La Pologne, devenue champ de bataille pour les armées étrangères, a connu alors les doctrines bien curieuses du sarmatisme et du baroque « macaronique », et ses éléments

progressistes n'ont pas réussi à orienter son histoire dans le sens souhaité. C'est ainsi que la Pologne n'a pas pu résoudre ce que les deux auteurs désignent par la formule plastique de « quadrature du cercle politique ».

Ce sont les professeurs S. Kieniewicz et H. Wereszycki qui se sont occupés, comme nous l'avons déjà mentionné, de la période bien triste comprise entre les années 1795 et 1918. Ses territoires partagés entre ses puissants voisins, la Pologne vivait encore dans la conscience de son peuple et de celle des réfugiés politiques polonais, qui combattaient sous les drapeaux de la République française et de l'Empire. Elle devait vivre aussi dans les conceptions romantiques des intellectuels polonais, et surtout dans celles du plus prestigieux d'entre eux, Adam Mickiewicz. Pourtant, les plans imaginés par un Adam Czartoryski pour reconstruire l'Etat polonais n'ont pas abouti. Le Congrès de Vienne a sanctionné le quatrième partage de la Pologne, pour plus d'un siècle. Les Polonais, soumis maintenant à l'une ou l'autre des puissances co-partageantes, devront s'efforcer de trouver des formules successives afin d'obtenir leur délivrance, dans le contexte d'une controverse qui départageait l'Europe entière entre les lignes de force du romantisme idéaliste et celle du réalisme classique. Chaque génération polonaise devait provoquer une insurrection nationale, mais toujours sans succès. A l'aube de la première guerre mondiale, les controverses entre les différentes orientations intellectuelles et politiques étaient plus virulentes que jamais. On en trouve les résidus dans l'histoire des différents agissements polonais, entre 1914-1918 et même entre 1918-1939.

C'est le savant professeur Henryk Wereszycki qui traite de l'histoire polonaise entre 1918 et 1939. Il nous fait voir que les principaux partis politiques n'ont pas réussi à se mettre d'accord quant aux meilleures solutions politiques et économiques susceptibles de résoudre les problèmes si complexes qui se sont posés au nouvel Etat. Le régime parlementaire, d'après le modèle européen, n'a pu être respecté que durant la période comprise entre 1922 et 1926. Dès le mois de mai 1926, le coup d'Etat militaire du Maréchal Pilsudski imposait un régime autoritaire, qui, après s'être efforcé, jusqu'en 1931, de trouver une solution légale et constitutionnelle, s'est mué en dictature sémi-officielle après 1931, lors de la grande crise de structure du régime capitaliste et dans le contexte des conflits de plus en plus aigus entre les Grandes Puissances européennes. Après la mort du Maréchal Pilsudski, le 12 mai 1935, devait suivre une période de quatre années, remplie par des échecs successifs quant aux différentes solutions préconisées par les dirigeants, aussi bien en politique étrangère qu'en politique économique. La dictature militaire et politique s'est avérée incapable de trouver des solutions valables et de pratiquer une politique franchement progressiste, selon les vœux des masses populaires. La conséquence, ce fut la guerre de septembre 1939 et l'envahissement du territoire de la République par la soldatesque allemande. « La nation polonaise », écrit le professeur Wereszycki, « fut réduite pour près de six ans à un système d'oppression et de destruction dont l'horreur surpassa tout ce qu'avait jusqu'alors connu l'histoire de la Pologne, si riche en périodes tragiques » (page 767).

La professeur Stefan Kieniewicz, dans une brève conclusion, considère que « la II^e République polonaise vit le jour dans des conditions trop difficiles pour que son existence ne fût pas mise en danger. Ce pays sous-développé, sans frontières naturelles et sans homogénéité nationale, cet Etat bourgeois, mais pauvre et vulnérable, n'était qu'un pion sur l'échiquier européen de Versailles, un instrument. Une telle situation restreignait la liberté de la Pologne en politique étrangère, sans lui assurer une protection suffisante en cas d'agression allemande » (page 769).

Les dirigeants de la seconde République ont bien pu reconstituer l'Etat polonais, après 1918, et former une nouvelle génération de citoyens. Ils n'ont pas pu faire face au marasme économique, pas plus qu'affermir la sécurité extérieure, « deux problèmes qui pesaient lourdement sur l'avenir du pays ». En 1939, la production industrielle n'avait pas encore atteint le niveau de 1914. « Brouillée avec tous ses voisins ... la Pologne de septembre 1939 n'était pas en état de se défendre ».

La nouvelle République polonaise devait retrouver, en 1945, ses droits historiques sur les territoires de l'Ouest, sur la Silésie, la Poméranie, la Mazovie et la Warmie, « terres slaves qui lui avaient été arrachées par les Allemands au cours des siècles. Les frontières de la Pologne actuelle correspondent à peu de chose près, à celles de Mescio I-er et de Boleslas le Vaillant ». La Pologne nouvelle veut être « un facteur de paix au sein de l'Europe et du monde ». Par tous les moyens, elle s'efforce « à supprimer les séquelles de plusieurs siècles de retard économique et social, pour assurer un avenir de liberté, de calme et d'abondance dans un monde sans guerre » (page 774).

Un excellent tableau synchronique des événements de l'histoire de la Pologne et de ceux de l'histoire de l'Europe, une bibliographie succincte mais de qualité, des cartes et des illustrations bien choisies, complètent cet ouvrage important, véritable modèle de synthèse historique, selon les exigences les plus modernes de l'historiographie mondiale.

Dan A. Lăzărescu

BCU Cluj / Central University Library Cluj

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LA SESSION DE COMMUNICATIONS CONSACRÉE À LA FONDATION
DU PREMIER PARTI POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DE ROUMANIE

En mars 1973 il y a eu 80 ans depuis la fondation du P.S.D.M.R. (Parti Social Démocrate des Ouvriers de Roumanie), événement important du processus d'organisation politique de la classe ouvrière de Roumanie.

Relevant l'importance de ce moment dans son discours prononcé à l'occasion de l'assemblée solennelle organisée le 30 mars à Bucarest en l'honneur de ce jubilé, le Président du Conseil d'État, Nicolae Ceaușescu, a relevé entre autres que « cet événement est entré dans notre histoire comme un moment de portée exceptionnelle pour les destinées de la lutte révolutionnaire du prolétariat et des masses travailleuses, comme un moment qui marque l'accomplissement de l'organisation politique de la classe ouvrière à l'échelon national ».

Parmi les manifestations consacrées à cet événement, le 27 mars 1973 s'est tenue à Bucarest une session scientifique organisée par l'Académie des Sciences Sociales et Politiques, l'Institut d'Études Historiques et Socio-Politiques et l'Académie « Ștefan Gheorghiu ».

L'allocation d'ouverture de la session a été prononcée par le professeur universitaire dr. docent Mihnea Gheorghiu, président de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques. Se référant à la signification majeure de cet événement, l'orateur a fait une courte évocation des conditions sociales, économiques et politiques dans lesquelles fut constitué à la fin du siècle passé la première organisation politique de la classe ouvrière de Roumanie.

Puis ont été présentées sept communications qui ont analysé la signification politique et les particularités de ce moment de portée politique exceptionnelle, son puissant écho sur le plan intérieur et international.

La première communication présentée par Damian Hurezeanu, professeur à l'Académie « Ștefan Gheorghiu » a porté sur *L'apparition et le développement du prolétariat de Roumanie, facteur primordial dans le processus d'édification du parti politique de la classe ouvrière de Roumanie*.

La communication a souligné l'idée selon laquelle l'importance de l'histoire de la classe ouvrière dans le cadre de l'histoire général du pays est déterminée, entre autres, par la place qu'elle occupe dans le processus de production de la vie matérielle, après quoi l'on a évoqué le complexe processus de l'apparition et de la formation du prolétariat roumain en tant que classe sociale distincte.

Le processus de l'organisation et du développement du mouvement ouvrier et socialiste précédant la constitution du Parti Social Démocrate des Ouvriers de Roumanie a constitué le thème abordé dans sa communication par Georgela Tudoran, maître de recherches à l'Institut d'Études Historiques et Socio-Politiques. Relevant que la constitution du P.S.

D.M.R., moment crucial du processus d'organisation politique des ouvriers roumains, n'a pas été un épisode isolé, mais le résultat d'une longue série d'accumulations progressives, l'auteur de la communication a présenté certains jalons importants de ce processus, accordant une attention spéciale à la création et à l'activité des cercles socialistes — prémisses extrêmement nécessaires de l'évolution politique de la classe ouvrière.

Dans sa communication *Le Congrès de constitution du P.S.D.M.R. Documents à caractère de programme adoptés à cette occasion*, Ion Iacoș, maître de recherches à l'Institut d'Études Historiques et Socio-Politiques, a souligné le riche contenu d'idées du programme adopté par le Congrès de constitution de 1893. La réglementation de la socialisation des moyens de production et du rôle révolutionnaire du prolétariat en tant que destructeur du régime bourgeois — objectif fondamental du parti politique ouvrier — démontrait le haut degré de maturité politique et révolutionnaire atteint à l'époque par le mouvement ouvrier de Roumanie.

L'importance de la création du P.S.D.M.R. dans la vie politique de Roumanie a été débattue par Mircea Iosa, maître de recherches à l'Institut d'histoire « N. Iorga ». Mettant en évidence la fondation du P.S.D.M.R. en tant que parti politique de facture distincte dans le paysage de la vie politique de la fin du XIX^e siècle, l'auteur a souligné que les solutions adoptées par celui-ci dans certains problèmes importants auxquels était confrontée la société roumaine de l'époque (le problème agraire, le vote universel, le mouvement national des Roumains de Transylvanie) ont fait de son programme la plate-forme politique la plus avancée à cette date.

Nicolae Copoiu, maître de recherches à l'Institut d'Études Historiques et Socio-Politiques, a présenté la communication *Le P.S.D.M.R. — facteur actif dans le mouvement ouvrier et socialiste international*.

L'auteur a clairement montré que la participation et le rôle actif des délégués socialistes roumains à certains congrès de la II^e Internationale, la célébration de l'anniversaire de la Commune de Paris par le mouvement ouvrier de Roumanie, l'affirmation de la solidarité internationaliste en tant que principe directeur ont constitué autant de preuves incontestables du rôle et de la position avancée du parti des prolétaires roumains dans le mouvement ouvrier européen.

L'influence exercée par les idées socialistes sur le développement de la culture roumaine de la seconde moitié du XIX^e siècle et du début du siècle suivant a fait l'objet de la communication du professeur universitaire Zoe Dumitrescu-Buşulenga, vice-président de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques.

Les données présentées dans la communication ont illustré de façon concluante l'influence particulière exercée par les idées avancées, que la presse socialiste diffusait à cette étape, sur de larges couches d'intellectuels de Roumanie, dont de nombreuses personnalités littéraires marquantes (Caragiale, Delavrancea, Vlahuță, etc.).

La dernière communication de la session intitulée *La transformation du parti socialiste en parti communiste, résultat du développement du mouvement ouvrier révolutionnaire de Roumanie* a été présentée par N. Huscariu, maître de conférences à l'Académie « Ștefan Gheorghiu ».

La création en mai 1921 du Parti Communiste — a souligné l'auteur — moment qui marque l'élévation à un échelon supérieur des traditions de lutte du mouvement ouvrier et socialiste, a constitué une expression concrète de la continuité de traditions et de buts dans le cadre du processus historique ininterrompu d'évolution organisationnelle et politique du prolétariat de Roumanie.

Dans le processus de clarification politique et idéologique par lequel est passé le mouvement ouvrier et socialiste de Roumanie l'on enregistre d'une étape à l'autre une amélioration permanente de la qualité et du contenu révolutionnaire de son programme de lutte et d'action.

La session scientifique consacrée au 80^e anniversaire de la création du P.S.D.M.R. a constitué de la sorte une expression concrète de la manière dont ce moment de réelle signification historique et politique est accueilli par les plus larges milieux de l'opinion publique et scientifique.

Marian Stroia

MANIFESTATIONS CONSACRÉES À LA COMMÉMORATION DE DIMITRE ONCIUL

Érudit réputé, historien prestigieux, dirigeant des Archives de l'Etat, président de l'Académie Roumaine (1920—1923), Dimitre Onciul reste une personnalité scientifique prodigieuse dans l'histoire de la culture roumaine.

Le cinquantenaire de la mort de l'illustre savant, célébré en mars 1973, a été marqué par de nombreuses manifestations destinées à refléter l'hommage et le sincère respect que lui rendent les historiens et l'opinion publique de la Roumanie Socialiste.

Dans les lignes suivantes nous présenterons deux des manifestations consacrées à cette commémoration.

Ainsi, le 30 mars 1973 se sont déroulés à Suceava les travaux d'un symposium organisé par l'Institut Pédagogique de la localité en collaboration avec l'Institut d'histoire « N. Iorga » relevant de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques.

Les communications présentées à cette occasion ont illustré en général la manière dont se reflètent différents problèmes de l'histoire médiévale et ancienne de la Roumanie dans l'œuvre de D. Onciul, l'actualité de certaines thèses soutenues il y a plus d'un demi-siècle par le grand historien.

Le professeur universitaire dr. Ștefan Ștefănescu, directeur de l'Institut d'histoire « N. Iorga » a transmis aux participants le salut du Présidium de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques de la République Socialiste de Roumanie. Puis, l'orateur a présenté la communication inaugurale de la session, intitulée *Dimitre Onciul, l'homme et l'œuvre*. Après avoir exposé les principaux moments de la vie et de l'activité du savant il a relevé la contribution particulière apportée par Dimitre Onciul au patrimoine de l'historiographie roumaine, les qualités de l'homme de sciences ainsi que la prodigieuse activité qu'il a déployée en tant que dirigeant d'importantes institutions culturelles.

Dr. Nicolae Grigoraș a abordé le thème *Dragoș et Bogdan, leur œuvre politique* qui, par les problèmes soulevés a constitué l'un des sujets de recherche permanente du regretté historien.

À cette occasion, l'auteur a exposé une série de considérations qui, bien que différant des assertions de D. Onciul dans ce chapitre de l'histoire de la Moldavie, l'ont déterminé lui aussi à attribuer au voïvode Bogdan de Maramureș le rôle décisif dans le processus de fondation de l'Etat féodal moldave.

Dans sa communication *L'achèvement du processus de constitution de l'Etat moldave*, dr. Șerban Papacostea, chef du secteur d'histoire universelle à l'Institut d'histoire « N. Iorga », s'appuyant sur une récente découverte d'archives, a émis un intéressant point de vue soutenant l'existence, jusqu'à présent contestée, d'un personnage politique moins connu, à savoir le voïvode Costea.

De nouveaux éléments ont été fournis également par dr. Adolf Armbruster, chercheur à l'Institut d'histoire « N. Iorga », dans le matériel présenté à cette occasion sur *La romanité des Roumains dans l'œuvre des chroniqueurs moldaves*.

Tout aussi intéressantes ont été les opinions exprimées à cette même occasion par des cadres du corps enseignant de la localité, notamment le professeur dr. docent Nicolae Corivan et les lecteurs Nicolae Ursulescu et Mihai Iacobescu.

Le premier a présenté un intéressant exposé sur *Les contemporains de Dimitre Onciul originaires de Suceava*, où il a examiné les rapports entre l'illustre historien et une série de personnalités locales et les deux autres, des éléments importants de l'histoire des Roumains reflétés dans l'œuvre du savant : *La conception de D. Onciul concernant la formation du peuple roumain à la lumière des recherches actuelles sur l'ensemble culturel de Dridu* et respectivement *Éléments de philosophie de l'histoire dans l'œuvre de D. Onciul*.

Le cinquantenaire de la mort de Dimitre Onciul a été marqué à Bucarest par la séance commémorative organisée le 3 avril par l'Académie de la République Socialiste de Roumanie et l'Académie des Sciences Sociales et Politiques.

Après l'allocution d'ouverture des travaux, prononcée par le président de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, Miron Nicolescu, qui a relevé les principaux moments de l'activité du grand historien, son important apport à la science historique roumaine, le professeur universitaire Ștefan Ștefănescu, membre de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques, a présenté la communication *50 années depuis la mort de Dimitre Onciul* et Gheorghe Ștefan, membre correspondant de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie a parlé de *l'Origine des Roumains dans l'œuvre de Dimitre Onciul*.

Par le haut niveau scientifique des matériaux présentés et la variété de leur thématique, les deux manifestations ont constitué une expression concrète de la manière dont les historiens roumains ont honoré la mémoire de leur grand devancier.

Marian Stroia

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE 1971 (I)

LISTE DES PÉRIODIQUES ET DES ABRÉVIATIONS UTILISÉS

- Acta Musei Napocensis. Muzeul de istorie Cluj (Acta Musei Napocensis. Musée d'histoire de Cluj). *Acta M.N.*
- Anale de istorie (Annales d'histoire), *An. ist.*
- Analele științifice ale Universității «Al. I. Cuza» din Iași, istorie (Annales scientifiques de l'Université «Al. I. Cuza», de Jassy. Histoire). *An. șt. Univ. Al. I. Cuza. Istorie.*
- Analele Universității din București. Istorie (Annales de l'Université de Bucarest. Histoire). *An. Univ. București. Istorie.*
- Anuarul Institutului de istorie din Cluj (Annuaire de l'Institut d'histoire de Cluj). *An. Inst. ist. Cluj.*
- Anuarul Institutului de istorie și arheologie «A. D. Xenopol», Iași (Annuaire de l'Institut d'histoire et d'archéologie «A. D. Xenopol», Jassy). *An. Inst. ist. Arheol. «A. D. Xenopol».*
- Apulum. Muzeul Alba Iulia (Apulum. Musée d'Alba Iulia). *Apulum.*
- Banatica. Muzeul județean Reșița (Banatica. Le Musée du département de Reșița). *Banatica.*
- Buletinul Monumentelor istorice (Bulletin des Monuments historiques). *Bul. Monum.ist.*
- Carpica. Studii de istorie editate de Muzeul județean Bacău (Carpica. Etudes d'histoire éditées par le Musée du département de Bacău). *Carpica.*
- Cercetări istorice. Muzeul de istorie a Moldovei (Recherches historiques. Musée d'histoire de la Moldavie). *Cercet. ist.*
- Cumidava. Culegere de studii și cercetări a Muzeului județean Brașov (Cumidava. Recueil d'études et recherches du Musée du département de Brașov). *Cumidava.*
- Dacia. Revue d'archéologie et d'histoire ancienne. Nouvelle série. *Dacia.*
- Danubius. Muzeul de istorie Galați (Danubius. Musée d'histoire de Galatz). *Danubius.*
- File din trecutul istoric al județului Prahova. Muzeul de istorie al județului Prahova. Ploiești. (Pages du passé historique du département de Prahova. Musée d'histoire du département de Prahova. Ploiești) *File jud. Prahova.*
- Forschungen zur Volks- und Landeskunde. *Forsch. Volks. Landkde.*
- Historica. Centrul de istorie, filologie și etnografie din Craiova (Historica. Centre d'histoire, de philologie et d'ethnographie de Craiova). *Historica.*
- Pagini din trecutul istoric al județului Prahova. Muzeul de istorie al județului Prahova. Ploiești. (Pages du passé historique du département de Prahova. Ploiești). *Pagini jud. Prahova.*

Rev. Roum. d'Hist., XII, 4, p. 837—855, Bucarest, 1973

- Pontica. Muzeul de arheologie Constanța. (Pontica. Musée d'archéologie de Constantza). *Pontica*.
- Revista Arhivelor (Revue des Archives). *Rev. Arh.*
- Revista Muzeelor (Revue des Musées). *Rev. Muz.*
- Revista română de studii internaționale (Revue roumaine d'études internationales). *Rev. rom. stud. int.*
- Revue des études sud-est européennes. *Rev. étud. S.—E eur.*
- Revue Roumaine d'Histoire. *Rev. Roum. Hist.*
- Sargeția. Acta Musei Devensis. *Sargeția*.
- Studia et Acta Musei N. Bălcescu. Bălcești pe Topolog. *Studia N. Bălcescu*.
- Studia Universitatis Babeș-Bolyai. Series Historia. *Studia Univ. Babeș-Bolyai. S. Historia*.
- Studii. Revistă de istorie (Etudes. Revue d'histoire). *Studii*.
- Studii clasice. (Etudes classiques). *Stud. clas.*
- Studii și cercetări de istorie veche. (Etudes et recherches d'histoire ancienne). *SCIV*.
- Studii și cercetări de numismatică (Etudes et recherches de numismatique). *Stud. cercet. numism.*
- Studii vilcene. Rîmnîc Vilcii (Etudes de Vilcea). *Studii vilcene*.
- Tibiscus. Muzeul Banatului. Timișoara (Tibiscus. Musée du Banat). *Tibiscus*.

I. HISTOIRE DE ROUMANIE

1. OUVRAGES GÉNÉRAUX. SYNTHÈSES.

1. BARNEA, ION et ȘTEFAN ȘTEFĂNESCU : *Din istoria Dobrogei* <Histoire de Dobroudja>, vol. 3, « Byzantins, Roumains et Bulgares, au Bas Danube », Bucarest, Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, 1971, 441 p. + 5 cartes et planches.
2. CONSTANTINESCU, MIRON, CONSTANTIN DAICOVICIU, HADRIAN DAICOVICIU, TRAIAN LUNGU, ION OPREA, ȘTEFAN PASCU, ARON PETRIC, ALEXANDRU PORȚEANU, GHEORGHE SMARANDACHE : *Istoria României* <Histoire de Roumanie>, Compendium, II^e édition, révisée et complétée, Bucarest, Editions didactiques et pédagogiques, 1971, 592 p. + 52 planches.
3. GIURESCU, CONSTANTIN C. et DINU C. GIURESCU : *Istoria românilor din cele mai vechi timpuri și pînă azi* <L'histoire des Roumains depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours>, [Bucarest], Editions Albatros, 1971, 831 p. + 120 planches.
4. *Istoria României în date* <L'histoire de la Roumanie par données chronologiques>, Elaborée par Horia C. Matei, Florin Constantiniu, Marcel D. Popa, Nicolae C. Nicolescu, Gheorghe Rădulescu. Sous la direction de Constantin C. Giurescu. Bucarest, Editions encyclopédiques roumaines, 1971, 527 p.
5. METEȘ, ȘTEFAN : *Emigrări românești din Transilvania în secolele XIII—XX* <Emigrations roumaines de Transylvanie aux XIII^e—XX^e siècles>, (Contributions de démographie historique), Bucarest, Editions scientifiques, 1971, 440 p.
6. *Relații româno-bulgare de-a lungul veacurilor (sec. XII—XIX)* <Relations roumano-bulgares au long des siècles (XII^e—XIX^e siècles)>. Etudes, vol. I, (Comité de rédaction : M. Berza, Vl. Diculescu, Șt. Ștefănescu, D. Anghelov, V. Paskaleva, N. Teodorov), Bucarest, Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, 1971, 435 p.
- 6 bis. *Reprezentanțele diplomatice ale României* (Les représentances diplomatiques de la Roumanie), vol. 2, 1911—1939. Bucarest, Editions politiques, 1971, 376 p.

2. BIBLIOGRAPHIES. HISTORIOGRAPHIE. ATLAS. SOURCES. SCIENCES AUXILIAIRES

7. *Atlas istoric* <Atlas historique>, Coordonnateur : Ștefan Pascu. Auteurs : Virgil Arbore, Dumitru, Berciu, Ion Cupșa, Radu Florescu, Constantin C. Giurescu, Camil Mureșan, Francisc Pall, Ștefan Pascu, Dumitru Tudor, Zamfir Zorin. Consultant scientifique : Constantin Daicoviciu. Ont collaboré également : Dan Berindei, Damian Hurezeanu. Bucarest, Editions didactiques et pédagogiques, 1971, 200 p. à cartes.
8. BĂLCESCU, NICOLAE : *Privire asupra stării de față, asupra trecutului și viitorului patriei noastre* <Aperçu de l'actuelle situation, du passé et de l'avenir de notre patrie>, (Pages inédites de l'œuvre de Nicolae Bălcescu), II^e édition, par Cornelia Bodea. Bălcești pe Topolog, — 1971, 48 p. + portraits et fac-similés.
9. BERINDEI, DAN, colonel LEONIDA LOGHIN, lieutenant-colonel GHEORGHE STOEAN : *Războiul pentru independență națională* <La guerre pour l'indépendance nationale>, Documents militaires, Bucarest, Editions militaires, 1971, LII + 660 p.
10. *Bibliografia analitică a periodicelor românești* <La bibliographie analytique des périodiques roumains>, vol. 2, 1851—1858, 2^e partie. Elaboré par Ioan Lupu, Dan Berindei, Nestor Camariano et Ovidiu Papadima, Bucarest, Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, 1971, p. 451—957.
11. *Bibliografia literară română ilustrată 1944—1970* <La bibliographie littéraire roumaine illustrée 1944—1970>, Edition parue par les soins de Eugenia Opreșcu. Bucarest, Editions Eminescu, 1971, 423 p.
12. BODEA CORNELIA, PAUL CERNOVODEANU, et HORIA NESTORESCU-BĂLCEȘTI : *Valtra Bălceștilor. Studii și documente* <Le foyer des Bălcescu. Etudes et documents>, Bălcești pe Topolog, Muzeul memorial N. Bălcescu, 1971, 248 p. + 11 planches et fac-similés.
13. BOROIANU, C. : *Texte vechi românești* <Textes roumains anciens>, Album de paléographie roumano-cyrillique, Bucarest, Centre de multiplication de l'Université de Bucarest, 1971, 104 p. + fac-similés.
14. BREZEANU, O. D., I. JERCAN, N. I. SIMACHE et M. VULPESCU : *File de istorie din trecutul comunei Teișani* <Pages d'histoire du passé de la commune de Teișani>. Collection de documents Dumitru I. Brezeanu-Teișani, Ploiești, 1971, 340 p. + illustrations, portraits et fac-similés.
15. BUICLIU, MAGDALENA : *Bibliografie selectivă* <Bibliographie sélective>, «Rev. rom. stud. int.», V, 1971, n° 2 (12), p. 227—228; n° 3 (13), p. 241—242; n° 4 (14), p. 229—230.
16. *Călători străini despre Țările Române* <Impressions de voyageurs étrangers sur les Pays Roumains>, vol. 3, paru par les soins de Maria Holban, M. M. Alexandrescu-Dersca-Bulgaru, Paul Cernovodeanu, Bucarest, Editions Scientifiques, 1971, XVIII + 769 p. + 22 planches, portraits et fac-similés.
17. CIUREA, D. : *Diplomatica latină în Țările române. Noi contribuții* <La diplomatie latine dans les Pays roumains. Nouvelles contributions>, «An. Inst. ist. arheol. „A. D. Xenopol”», VIII, 1971, p. 1—25.
18. CONSTANTINESCU, D. : *Documente moldovenești din secolul al XVII-lea (1642—1698)* <Documents moldaves du XVII^e siècle (1642—1698)>, «An. Inst. ist. arheol. „A. D. Xenopol”», VIII, 1971, p. 379—396.
19. DIACONU, PETRE et ALEXANDRU RĂDULESCU : *Les repues roumaines d'archéologie et d'histoire ancienne entre 1966—1970*, «Dacia», XV, 1971, p. 415—435.

20. *Documenta Romaniae Historica. A. Moldova <Moldavie>*, vol. 21 (1632—1633), Volume élaboré par C. Cihodaru, I. Caproșu et I. Șimanschi, Bucarest, Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, 1971, LXV + 737 p. et fac-similés.
21. FISCHER, I. : *Bibliografia clasică românească (1970) <La bibliographie classique roumaine>*, « Stud. clas. », XIII, 1971, p. 245—261.
22. *Glosar <Glossaire>*, « Rev. Arh. », XLVIII, 1971, vol. XXXIII, n° 1, p. 123—128 ; n° 2, p. 317—318.
32. ILIE, PETRE et GHEORGHE STOEAN : *România în războiul antihitlerist <La Roumanie dans la guerre antihitlérienne>*, Contributions bibliographiques, Bucarest, Editions militaires, 1971, 160 p.
24. IONAȘCU, ION, PETRE BĂRBULESCU et GHEORGHE GHEORGHE : *Relațiile internaționale ale României în documente (1368—1900) <Les relations internationales de la Roumanie reflétées dans des documents (1368—1900)>*, Recueil sélectif de traités, accords, conventions et actes à caractère international. Bucarest, Editions politiques, 1971, 519 p.
25. LEONĂCHESCU-NĂNDRAȘU, N. : *Stroești-Argeș. Documente și mărturii <Stroești-Argeș. Documents et témoignages>*, vol. I (1520—1933). Recueillis et publiés par..., Bucarest, Editions « Litera », 1971, 407 p.
26. LIMONA, D. : *Glosar <Glossaire>*, « Rev. Arh. », XLVIII, 1971, vol. XXXIII, n° 4, p. 651—653.
27. LIU, NICOLAE : *Anul revoluționar 1821 în istoriografia românească (Contribuție bibliografică) <L'année révolutionnaire 1821 dans l'histoire roumaine. (Contribution bibliographique)>*, « Studii », 24, 1971, n° 1, p. 77—92.
28. *Libres reçus*, « Rev. étud. S—E eur. », IX, 1971, n° 4, p. 737—740.
29. MITREA, BUCUR : *Bibliografia numismaticii românești 1968—1969 <La bibliographie de la numismatique de Roumanie 1968—1969>*, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 399—421.
- 29 bis. NESTORESCU-BĂLCEȘTI, HORIA : *Nicolae Bălcescu. Contribuții bibliografice <Nicolae Bălcescu. Contributions bibliographiques>*, Avec une étude introductive de Dan Berindei. Bucarest. Editions Encyclopédiques roumaines, Editions Militaires 1971, XXXIX + 399 p. + illustrations, portraits et fac-similés.
30. NESTORESCU-BĂLCEȘTI, HORIA : *Bibliografia presei vilcene (1875—1970) <Bibliographie de la presse du département de Vilcea (1875—1970)>*, « Studii vilcene », 1971, p. 75—184.
31. *Partidul Comunist Român 1921—1971 <Le Parti Communiste Roumain 1921—1971>*, Bibliographie sélective Suceava, 1971, 36 p. à illustrations.
32. POP, STELA : *Publicații străine primite la A.D.I.R.I. <Publications étrangères reçues à l'A.D.I.R.I.>*, « Rev. rom. stud. int. », V, 1971, n° 2 (12), p. 221—225 ; n° 3(13), p. 235—239 ; n° 4 (14), p. 225—227.
33. STAN, VALERIU : *Bibliographie historique concernant l'année révolutionnaire 1821 dans les Principautés roumaines*, « Rev. Roum. Hist. », X, 1971, n° 1, p. 215—233.
34. STANCIU, ALEXANDRU : *Bibliografie selectivă din ziarul «Orizont» <Bibliographie sélective du journal «Orizont»>*, « Studii vilcene », 1971, p. 185—208.
35. UNGUREANU, GH., GHEORGHE ANGHEL et CONST. BOTEZ : *Cronica Cotnarilor <La Chronique des Cotnari>*, Bucarest, Editions scientifiques, 1971, 424 p. + 28 pl.
36. VLĂSCEANU, VIOLETA : *Publicații străine primite la A.D.I.R.I. <Publications étrangères reçues à l'A.D.I.R.I.>*, « Rev. rom. stud. int. », V, 1971, n° 1 (11), p. 185—191.

37. WAGNER, GABRIELA : *Publicațiile membrilor Institutului [de istorie « N. Iorga »] pe anul 1970* <Les publications des membres de l'Institut [d'histoire « N. Iorga »] pour l'année 1970>.
- 37 bis. ZUB, AL. : *Mihail Kogălniceanu. 1817—1891. Bibliographie*. Bucarest, Editions Encyclopédiques roumaines, Editions Militaires, 1971, LXXXII + 654 p. + portraits + fac-similés.
38. ALBU, ION PĂTRU : *Noi descoperiri arheologice pe dealul cetății Deva (I)* <Nouvelles découvertes archéologiques sur la colline de la citadelle de Deva>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 139—146.
39. ALBU, ION PĂTRU : *Noi descoperiri arheologice pe dealul cetății Deva (II)* <Nouvelles découvertes archéologiques sur la colline de la citadelle de Deva>, « Sargetia », VIII, 1971, p. 57—60.
40. ALDEA, IOAN AL. : *O oglindă de lip sarmatică în Transilvania* <Un miroir de type sarmate en Transylvanie>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 693—700.
41. ALEXANDRESCU, PETRE : *Deux types de sépultures à incinération sur l'emplacement de la tombe*, « Dacia », XV, 1971, p. 319—324.
42. ALEXANDRESCU, PETRE : *Însemnări arheologice* <Notes archéologiques>, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 655—662.
43. ANDRIȚOIU, IOAN : *Depozitul de bronzuri de la Chergheș* <Le dépôt d'objets en bronze de Chergheș>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 83—92.
44. ARICESCU, ANDREI : *Noi date despre cetatea de la Hirșova* <Nouvelles données sur la citadelle de Hirșova>, « Pontica », IV, 1971, p. 351—370.
45. ARICESCU, ANDREI : *Despre numele așezării antice de la Slava Rusă* <Les traces de l'établissement antique de Slava Rusă>, « Bul. Monum. Ist. », XL, 1971, n° 3, p. 58—60.
46. ATANASIU, A. : *Cîteva monede antice și bizantine descoperite în județul Ialomița* <Quelques monnaies antiques et byzantines découvertes dans le département de Ialomița>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 389—390.
47. BABEȘ, MIRCEA : *Les fouilles archéologiques en Roumanie (1970)*, « Dacia », XV, 1971, p. 359—393.
48. BABEȘ, MIRCEA : *Necropola daco-romană de la Enisala* <La nécropole daco-romaine d'Enisala>, « SCIV », 22, 1971, n° 1, p. 19—45.
49. BADER, TIBERIU : *Inventaria archaeologica*. Corpus des ensembles archéologiques sous la direction de M—E Maričn. Roumanie. Fascicule 6. Dépôts de l'âge du bronze tardif du nord-ouest de la Transilvanie. [Album], [Bucarest], Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, 1971, 18 planches.
50. BARÓ, GÉZA : *Autohtoni și migratori la Tîrgșor în secolul al IV-lea e.n.* <Les autochtones et les peuples migrants à Tîrgșor au IV^e siècle de n.è.>, « SCIV », 22, 1971, n° 1, p. 69—85.
51. BALICA GH. : *Informații arheologice în materialele documentare din Arhivele Statului de la Iași* <Informations archéologiques dans les matériaux documentaires des Archives de l'Etat de Jassy>, « Rev. Arh. », XLVIII, 1971, vol. XXXIII, n° 2, p. 275—286.
52. BARADEZ, JEAN : *Le Trophée d'Adamclissi témoin de deux politiques et de deux stratégies*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 505—522.
53. BARBU, V. : *Din necropolele Tomisului. I. Tipuri de morminte din epoca romană* <Nécropoles de Tomis. I. Types de tombes de l'époque romaine>, « SCIV », 22, 1971, n° 1, p. 47—68.
54. BARNEA, ALEXANDRU : *Un tezaur de denari romani republicani descoperit în nord-vestul Dobrogei* <Un trésor de deniers romains républicains découvert au nord-ouest de la Dobroudja>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 372—376.

55. BARNEA, I. : *Dinogetia et Noviodunum, deux villes byzantines du Bas-Danube*, « Rev. étud. S-E eur », IX, 1971, n° 3, p. 343–362.
56. BARNEA, I. : *Sigilii bizantine de la Brusa (Turcia) <Sceaux byzantins de Brousse (Turquie)>* « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 199–206.
57. BAUMAN, VICTOR-HENRICH : *Note epigrafice <Notes épigraphiques>*, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 593–599.
58. BĂLUȚĂ, CLOȘCA L. : *O lampă paleocreștină de la Apulum <Une lampe paléochrétienne à Apulum>*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 701–704.
59. BĂLUȚĂ, CLOȘCA L. : *O semnificativă camee de la Alburnus <Un camée significatif découvert à Apulum>*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 347–352.
60. BERCIU, DUMITRU : *Despre « tezaurul » traco-getic de la Craiova <Sur le « trésor » thracogète de Craiova>*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 147–154.
61. BERCIU, ION et WANDA WOLSKI : *Un nou tip de mormint descoperit la Apulum și problema sarcofagelor cu boltă din imperiul roman <Un nouveau type de tombe mis au jour à Apulum et le problème des sarcophages à voûte de l'Empire romain>*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 375–433.
62. BIBIRI, LAURENȚIA : *Date antropologice asupra resturilor scheletice umane descoperite la Curcani—Ilfov <Données anthropologiques concernant les ossements d'une sépulture découverte à Curcani—Ilfov>*, « SCIV », 22, 1971, n° 3, p. 457–462.
63. BICHIR, GH. : *Carpții în istoriografia română și străină <Les Carpes dans l'historiographie roumaine et étrangère>*, « SCIV », 22, 1971, n° 2, p. 179–197.
64. BICHIR, GH. : *Precizări în legătură cu unele lucrări recent apărute <Observations au sujet de certains ouvrages récemment parus>*, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 663–670.
65. BITIRI, MARIA : *Évolution de la culture matérielle dans le paléolithique de la dépression de l'Oaș, « Dacia », XV, 1971, p. 15–29.*
66. BORONEANȚ, V. : *Gornea-Vodneac, un nou aspect al epocii bronzului descoperit în zona Porților de Fier <Gornea Vodneac — un nouvel aspect de l'époque du bronze découvert dans la zone des Portes de Fer>*, « Rev. Muz. », VIII, 1971, n° 1, p. 5–12.
67. BRUDIU, LUCREȚIA : *Tezaurul de drahme din Dyrrhachium de la Pânade (Transilvania). Condițiile de descoperire <Drachmes de Dyrrhachium trouvées à Pânade (Transylvanie). Conditions de découverte du trésor>*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 173–176.
68. BRUDIU, M. : *Primele descoperiri tardenisiene din sud-estul Moldovei <Premières découvertes tardenisiennes dans le sud-est de la Moldavie>*, « SCIV », 22, 1971, n° 3, p. 361–375.
69. BRUDIU, M. et EUG. POPUȘOI : *Cercetări paleolitice la Mălușteni (jud. Vaslui) <Recherches paléolithiques à Mălușteni (département de Vaslui)>*, « Carpica », IV, 1971, p. 21–29.
70. BUCOVAȚĂ, M., M. IRIMIA : *Cimilitul din sec. VI—V î.e.n. de la Corbu, jud. Constanța <Le cimetière des VI^e—V^e siècles avant notre ère de Corbu, département de Constanța>*, « Pontica », IV, 1971, p. 41–56.
71. BUZDUGAN, C. et C. EMINOVICI : *Un mormint din epoca bronzului descoperit în depresiunea Onești <Une tombe de l'époque du bronze mise au jour dans la dépression d'Onești>*, « Carpica », IV, 1971, p. 113–117.
72. CĂPITANU, VIOREL : *Două celluri descoperite în Moldova <Deux haches celtiques en bronze découvertes en Moldavie>*, « Carpica », IV, 1971, p. 133–136.
73. CĂPITANU, VIOREL et VASILE URSACHE : *Două tezaure de denari romani republicani și imperiali descoperite la Răcățoiu și Pincești <Deux trésors de deniers romains républicains et impériaux découverts à Răcățoiu et Pincești>*, « Carpica » IV, 1971, p. 167–195.

74. CĂPITANU, VIOREL : *Tezaurul de monede bizantine descoperit la Horgești (jud. Bacău)* <Le trésor de monnaies byzantines mis au jour à Horgești (département de Bacău)>, « Carpica », IV, 1971, p. 253–269.
75. CĂPITANU, VIOREL : *Descoperiri de monede antice și bizantine* <Découvertes de monnaies antiques et byzantines>, « Carpica », IV, 1971, p. 287–298.
76. CHIRIĂ, V. : *Cercetări arheologice de teren în județul Botoșani* <Recherches archéologiques dans le département de Botoșani>, « Carpica », IV, 1971, p. 299–313.
77. CHIRILĂ, E., S. DUMITRAȘCU et D. MĂLĂESCU : *Descoperiri monetare antice în Transilvania (VI)* <Découvertes monétaires antiques en Transylvanie>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 169–172.
78. CHIRILĂ, E., I. EMÖDI, Z. NÁNASI : *Descoperiri monetare antice în Transilvania (VIII)* <Antique Münzfunde in Siebenbürgen (VIII)>, « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 567–569.
79. CHIȚESCU, MARIA : *Cîteva tezaure monetare romane republicane din Moldova* <Quelques trésors monétaires romains républicains de Moldavie>, « Carpica », IV, 1971, p. 159–166.
80. CHIȚESCU, M. : *Tezaure romane ascunse pe vremea lui Antoninus Pius în Dacia* <Dépôts de monnaies romaines d'Antonin le Pieux découverts en Dacie>, « SCIV », 22, 1971, n° 3, p. 401–410.
81. CHIȚU, ȘTEFAN : *Tezaurul monetar roman de la Drăghiceni* <Le trésor monétaire romain de Drăghiceni>, « Rev. Muz. », VIII, 1971, n° 3, p. 261.
82. CIULEI, G. : *Locatio operarum în tripticele din Transilvania* <Locatio operarum dans les triptyques de Transylvanie>, « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 555–560.
83. CÎRJAN, C. : *Ceramica băstinașă din sec. VI–VII e.n. descoperită la Tomis* <Céramique autochtone des VI^e–VII^e siècles de notre ère découverte à Tomis>, « Pontica », IV, 1971, p. 339–350.
84. CÎRCIUMARU, MARIN : *Analiza polinică a unor sedimente würmienne din Peștera Hoșilor de la Băile Herculane* <Analyse pollinique de quelques sédiments würmiens de la grotte « Peștera Hoșilor » de Băile Herculane>, « SCIV », 22, 1971, n° 1, p. 15–18.
85. CÎRCIUMARU, MARIN : *Analiza polinică a stratului de locuire musteriană din peștera Cheia (Dobrogea)* <L'analyse pollinique de la couche d'habitation moustérienne de la grotte de Cheia Dobroudja>, « Pontica », IV, 1971, p. 23–29.
86. COMAN, GHENUȚĂ : *Mărturii arheologice privind creștinismul în Moldova secolelor VI–XII* <Témoignages archéologiques du christianisme en Moldavie des VI^e–XII^e siècles>, « Danubius », V, 1971, p. 75–83.
87. COMȘA, EUGEN : *Unele date privind raporturile dintre culturile eolithe timpurii din estul României cu cele din sud-vestul URSS* <Quelques données concernant les rapports des civilisations du néolithique ancien de l'est de la Roumanie avec celles du sud-ouest de l'URSS>, « SCIV », 22, 1971, n° 3, p. 377–386.
88. COMȘA, EUG. et Z. NÁNASI : *Mormîntul neolitic descoperit la Săcueni* <Le tombeau néolithique de Săcueni>, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 633–636.
89. COMȘA, EUGEN : *Silexul de tip « bânăfean »* <Le silex du type « Banat »>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 15–19.
90. COMȘA, EUGEN : *Unele caracteristici ale plasticii antropomorfe din așezările culturii Vinca, din zona Porților de Fier* <Certaines caractéristiques de l'art plastique anthropomorphe des établissements de la civilisation de Vinca, dans la zone des Portes de Fer>, « Banatica », 1971, p. 85–91.
91. COMȘA, EUGEN : *Unele date referitoare la cultura Coțofeni în sud-estul Transilvaniei* <Quelques données concernant la culture de Coțofeni au sud-est de Transylvanie>, « Cumidava », IV, 1970, p. 3–16.

92. COMȘA, MARIA und DOINA IGNAT : *Gräber aus dem 6. Jh. in Mediaș*, « Dacia », XV, 1971, p. 349–351.
93. COMȘA, MARIA : *Quelques données concernant les rapports des territoires nord-danubiens avec Byzance aux VI^e–VIII^e siècles (Pendants d'oreille en forme d'étoile)*, « Rev. étud. S–E eur. », IX, 1971, n° 3, p. 377–390.
94. COSTEA, FLOREA : *Așezarea dacică de la Rîșnov* <L'établissement dacique de Rîșnov>, « Cumidava », IV, 1970, p. 17–48.
95. COSTEA, FLOREA : *Săpăturile arheologice efectuate de Muzeul județean Brașov în anul 1970* <Les fouilles archéologiques effectuées par le Musée du département de Brașov en 1970>, « Cumidava », IV, 1970, p. 635–642.
96. CRIȘAN, I. H. : *Contribuții la problema celților din Transilvania* <Contributions au problème des Celtes en Transylvanie>, « SCIV », 22, 1971, n° 2, p. 149–164.
97. CRIȘAN, I. H. : *Necropola celtică de la Apahida* <Das keltische Gräberfeld von Apahida>, « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 37–70.
98. CRIȘMARU, ARISTOTEL : *Un topor de aramă descoperit în așezarea Cucuteni A de la Drăgușeni (jud. Botoșani)* <Une hache-marteau en cuivre, découverte dans la station de la phase Cucuteni A de Drăgușeni (Département de Botoșani)>, « SCIV », 22, 1971 n° 3, p. 479–483.
99. CULICĂ, VASILE : *O figurină antropomorfă cu decor incizal din stațiunea eponimă a culturii Boian* <Figurine anthropomorphe au décor incisé de la station éponyme appartenant à la culture Boian>, « SCIV », 22, 1971, n° 1, p. 87–91.
100. CULICĂ, VASILE : *Stampile pe mortaria găsite în sud-vestul Dobrogei* <Estampilles sur mortaria découvertes dans le S–O de la Dobroudja>, « SCIV », 22, 1971, n° 2, p. 331–336.
101. CULICĂ, VASILE : *Un topor plat de cupru găsit la Izvoarele* <Une hache plate en cuivre trouvée à Izvoarele>, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 637–641.
102. CULICĂ, VASILE : *Plumburi ale legiunii a XI-a Claudia găsite în sud-vestul Dobrogei* <Plombs de la légion XI Claudia trouvés au sud-ouest de la Dobroudja>, « Stud. Cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 193–197.
103. CURINSCHI, GHEORGHE : *Roma – cetate eternă* <Rome – cité-éternelle>, Bucarest, Editions techniques, 1971, 187 p. à illustrations et planches.
104. DABROWSKI, KRZYSZTOF : *Aplicarea geofizicii în arheologie* <Application de la géophysique dans l'archéologie>, « Rev. Muz. », VIII, 1971, n° 4, p. 356–361.
105. DAICOVICIU, C. : « Romanitatea scitică » de la Dunărea de jos > « Die skythische Romanität » vom Unteren Donau>, « Acta M. N. », VIII, 1971, p. 187–195.
106. DAICOVICIU, C. : *Banatul antic (Probleme și perspective)* <Le Banat antique (Problèmes et perspectives)>, « Banatica », 1971, p. 11–15.
107. DAICOVICIU, HADRIAN : *Descoperiri monetare romane în Banatul secolului al XIX-lea* <Découvertes monétaires romaines dans le Banat du XIX^e siècle>, « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 561–566.
108. DAICOVICIU, HADRIAN : *Burebista și Dobrogea* (Bérébistès et la Dobroudja>, « Pontica », IV, 1971, p. 89–96.
109. DAICOVICIU, HADRIAN : *O sarcină de primă urgență : consolidarea și conservarea monumentelor dacice din Munții Orăștiei* <Une tâche de la première urgence : la consolidation et la conservation des monuments daciques des monts d'Orăștie>, « Bul. Monum. ist. », XL, 1971, n° 1, p. 53–58.
110. DIACONU, GH. : *Über die Fibel mit umgeschlagenem Fuss in Dazien*, « Dacia », XV, 1971, p. 239–267.
111. DIACONU, PETRE et EM. ZAH : *Les carrières de pierre de Păciul lui Soare*, « Dacia », XV, 1971, p. 289–306.

112. DÖRNER, EGON : *Dacii și sarmații din secolele II–III e.n. în vestul României* <Daken und Sarmaten im westen Rumäniens während des 2–3 Jahrhunderts>, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 681–692.
113. DÖRNER, EGON : *Urme ale Legiunii a V-a Macedonica la Aradul Nou?* <Gibt es Spuren der Legio V Macedonica bei Aradul Nou?>, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 503–506.
114. DÖRNER, EGON : *Tezaurul de denari republicani romani de la Bîrsa* <Le trésor de deniers républicains découvert à Bîrsa>, «Tibiscus», 1971, p. 24–32.
115. DORUȚIU-BOILĂ, EMILIA : *Zur Abgrenzung des Territorium von Kallatis*, «Dacia», XV, 1971, p. 325–333.
116. DRAGOMIR, ION. T. : *Continuitatea elementelor geto-dacice și daco-romane izvor al sentimentului de unitate națională a tuturor românilor* <La continuité des éléments géto-daces et daco-romains, source du sentiment d'unité nationale de tous les Roumains>, «Danubius», V, 1971, p. 19–36.
117. DUMITRAȘCU, SEVER, LIVIU MĂRGHITAN : *Așezări și descoperiri dacice din vestul și nord-vestul României din sec. III î.e.n. – II e.n.* <Etablissements et découvertes daciques de l'ouest et du nord-ouest de la Roumanie de la période allant du III^e siècle (a.n.è) au II^e siècle (n.è)>, «Sargetia», VIII, 1971, p. 45–55.
118. DUMITRAȘCU, S., G. TOGAN : *Săpăturile arheologice de la Boarta – «Cetățuie» (jud. Sibiu)*, <Les fouilles archéologiques de Boarta – «Cetățuie» (district de Sibiu)>, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 423–437.
119. DUMITRESCU, VLADIMIR : *Cîteva precizări pe marginea unui articol* [S. Morintz et P. Roman : Cu privire la cronologia perioadei de tranziție de la eneolitic la epoca bronzului în România. «SCIV», 1970, n^o 4] <Quelques observations à propos d'un article>, [S. Morintz et P. Roman : La chronologie de la période de transition de l'énéolithique à l'époque du bronze en Roumanie], «SCIV», 22, 1791, n^o 1 p. 93–96.
120. DUPOI, VASILE I. : *Bastarnii în Dacia* <Les Bastarnes en Dacie>, «Ann. Univ. București. Istorie», XX, 1971, n^o 1, p. 27–50.
121. FERENCZI, ȘTEFAN : *Cîteva precizări în legătură cu noțiunea de Limes Dacicus* <Quelques précisions concernant la notion de Limes Dacicus>, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 599–625.
122. FERENCZI, ȘT. : *Cimitirul «scitic» de la Ciurbrud (Partea a V-a)* <Le cimetière «Scythique» de Ciurbrud (V^e partie)>, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 11–36.
123. FLOCA, OCTAVIAN : *Cuptor dacic de ars vase descoperit la Deva* <Un four dace pour la cuisson de la poterie découvert à Deva>, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 263–270.
124. FLORESCU, ADRIAN et GH. MELINTE : *Cetățu hallstattiene recent descoperite în zona de nord-est a Moldovei centrale* <Citadelles hallstattiennes récemment mises au jour dans la zone nord-est de la Moldavie centrale>, «Carpica», IV, 1971, p. 129–132.
125. FLORESCU, ADRIAN C. : *Unele considerațiuni asupra cetăților traco-getice (hallstattiene) din mileniul I î.e.n. de pe teritoriul Moldovei* <Quelques considérations sur les citadelles thraco-gètes (hallstattiennes) du I^{er} millénaire avant notre ère existant sur le territoire de la Moldavie>, «Cercet. ist.», II, 1971, p. 103–118.
126. FLORESCU, MARILENA et VIOREL CĂPITANU : *Cercelările arheologice de la Dădești (jud. Bacău)* <Les recherches archéologiques de Dădești (département de Bacău)>, «Carpica», IV, 1971, p. 119–128.
127. FLORESCU, MARILENA et VIOREL CĂPITANU : *Săpăturile de salvare de la Vultureni (jud. Bacău)* <Les fouilles de sauvetage effectuées à Vultureni (département de Bacău)>, «Carpica», LV, 1971, p. 137–158.
128. FLORESCU, MARILENA : *Elemente Wietenberg descoperite în complexele de locuire aparținînd fazelor timpurii ale culturii Monteoru din Moldova* <Éléments Wietenberg décou-

- verts dans les ensembles d'habitation appartenant aux phases primaires de la civilisation Monteoru de Moldavie», «Danubius», V, 1971, p. 37-73.
129. GALBENU, D.: *Așezarea neolitică de la Costinești* <L'établissement néolithique de Costinești», «Pontica», IV, 1971, p. 237-246.
 130. GERASIMOV, T. (Sofia): *Un trésor de drachmes de la cité d'Histria découvert en Bulgarie*, «Stud. cercet. numism.», vol. V, 1971, p. 17-19.
 131. GLODARIU, ION: *Un ecou al cuceririi Daciei în toreutica romană?* <Un écho de la conquête de la Dacie dans la toreutique romaine?, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 297-303.
 132. GLODARIU, I.: *Considerații asupra circulației monedei străine în Dacia (sec. II î.e.n.-I e.n.)* <Considérations sur la circulation de la monnaie étrangère en Dacie (II^e siècle a. n.è. - I^{er} siècle n.è.)>, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 71-90.
 133. GOG, OCTAVIAN: *Prospecțiunea aeriană în cercetarea arheologică-aerofotoarheologia* <La prospection aérienne dans la recherche archéologique - l'aérophotoarchéologie>, «Tibiscus», 1971, p. 127-132.
 134. GOSTAR, NICOLAE: *Condita Colonia Dacica*, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 305-321.
 135. GOSTAR, N.: *Experiția II Dacica într-o inscripție din Venusia* <L'expédition II Dacica dans une inscription de Venusia>, «An. șt. Univ. „Al. I. Cuza”. Istorie», XVII, 1971, fasc. 1, p. 93-96.
 136. GRAMATOPOL, MIHAI: *L'art des monnaies Gêto-Daces. Problèmes-iconographiques, historiques et économiques concernant les premières émissions*, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 209-256.
 137. GROZA, LIVIU: *Așezarea neolitică de la Balla Sărată* <L'établissement néolithique de Balta Sărată>, «Banatica», 1971, p. 61-75.
 138. GUDEA, NICOLAE: *Limesul roman în zona castrului de la Bologa* <Der römische Limes im Bereich des Militärlagers von Bologa>, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 507-530.
 139. GUDEA, NICOLAE et IOAN I. POP: *Castrul roman de la Rîșnov Cumidava: Contribuții la cercetarea limesului de sud-est al Daciei romane* <Le camp fortifié romain de Rîșnov Cumidava. Contributions à l'étude du limes du sud-est de la Dacie romaine>, [Préface de C. Daicoviciu. Avant-propos de Mircea Băltescu], Brașov, Musée du département de Brașov, 1971, 140 p. à illustrations et 3 planches.
 140. GUDEA, NICOLAE, VOIN STANCOVICI: *Un relief cu cavalerul trac de la Pojejena* <Un relief au chevalier thrace de Pojejena>, «Banatica», 1971, p. 107-109.
 141. GUDEA, NICOLAE: *Descoperiri monetare antice și bizantine în Banat* <Découvertes monétaires antiques et byzantines au Banat>, «Banatica», 1971, p. 139-145.
 142. HARȚUCHE, N.: *Contribuții la repertoriul arheologic al Dobrogei* <Contributions au répertoire archéologique de Dobroudja>, «Pontica», IV, 1971, p. 247-261.
 143. HOREDȚ, K.: *Zur Deutung des Grabfeldes von Soporul de Cîmpie*, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 583-587.
 144. HOREDȚ, KURT: *Zur Geschichte der frühen Gepiden im Karpatenbecken*. «Apulum», vol. IX, 1971, p. 705-712.
 145. ILIESCU, OCTAVIAN: *Primul tezaur monetar găsit la Birca (jud. Dolj)* <Le premier trésor monétaire trouvé à Birca (département de Dolj)>, «Stud. cercet. numism.», vol. V, 1971, p. 327-333.
 146. ILIESCU, OCTAVIAN: *Un aureus emis de împăratul Aurelian* <Un aureus émis par l'empereur Aurélien>, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 673-676.
 147. ILIESCU, OCTAVIAN: *A slăpînit Dobrotici la gurile Dunării?* <Domination de Dobrotitch aux bouches du Danube?>, «Pontica», IV, 1971, p. 371-377.
 148. ILIESCU, VLADIMIR: *Părăsirea Daciei în lumina izvoarelor literare* <L'évacuation de la Dacie à la lumière des sources littéraires>, «SCIV», 22, 1791, n^o 3, p. 425-442.

149. ILIESCU, VL. : *Campania strategului Zopyrion la Dunărea de Jos* <La campagne du stratège Zopyrion au Bas Danube>, « Pontica », IV, 1971, p. 57–73.
150. IONIȚĂ, ION : *Elemente autohtone în cultura Sintana de Mureș (sec. IV e.n.) din Moldova* <Eléments autochtones dans la civilisation Sintana de Mureș (IV^e siècle) de Moldavie>, « Carpica », IV, 1971, p. 197–206.
151. ISAC, DAN : *Deus aeternus în provincia Dacia* <Deus aeternus dans la province de Dacie>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 537–546.
152. ISAC, DAN : *Monumente votive romane din Banat* <Monuments votifs romains du Banat>, « Banatica », 1971, p. 111–125.
153. LAZAROVICI, GH. : *Faza a IV-a a culturii Stačevci-Criș în Banat* <Die IV. Phase der Starčevci-Criș Kultur im Banat>, « Acta M. N. », VIII, 1971, p. 409–422.
154. LAZAROVICI, GHEORGHE : *Sondajul arheologic de la Deuș (jud. Cluj)* <Le sondage archéologique effectué à Deuș (district de Cluj)>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 71–82.
155. LAZAROVICI, GH. : *Diffuziunea unor civilizații neolitice în regiunea Dunării de Jos* <La diffusion de plusieurs civilisations néolithiques dans la région du Bas-Danube>, « Pontica », IV, 1971, p. 31–40.
156. LAZAROVICI, GH. : *Unele probleme ale neoliticului în Banat* <Quelques problèmes du néolithique au Banat>, « Banatica », 1971, p. 17–59.
157. LAZIN, GH. : *Tezaurul de monede romane imperiale de la Jieț-Popi (jud. Hunedoara)* <Le trésor de monnaies romaines impériales de Jieț-Popi (département de Hunedoara)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 335–344.
158. LAZIN, GHEORGHE : *Un tezaur de monede romane din colecția Muzeului din Deva* <Un trésor de monnaies romaines des collections du Musée de Deva>, « Sargetia », VIII, 1971, p. 61–66.
159. LUCHIAN, OCTAVIAN : *Tezaurul monelar de drahme din Apollonia și Dyrrhachium de la Budoi-Marghita (jud. Bihor)* <Le trésor monétaire de drachmes d'Appollonie et de Dyrrhachium de Budoi-Marghita (département de Bihor)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 362–371.
160. MATEESCU, CORNELIU N. : *Centenarul săpăturilor arheologice de la Vădastra* <Le centenaire des fouilles archéologiques de Vădastra>, « SCIV », 22, 1971, n^o 4, p. 643–650.
161. MAXIM, ION AL. : *Un depozit de unelte dacice pentru exploatarea sării* <Un dépôt d'outils daciques pour l'exploitation du sel>, « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 457–463.
162. MĂRCULESCU, OLGA : *Un program național privind conservarea, consolidarea și valorificarea cetăților dacice din Munții Orăștiei* <Un programme national concernant la conservation, la consolidation et la mise en valeur des citadelles daciques des monts d'Orăștie>, Table ronde consignée par..., « Bul. Monum. ist. », XL, 1971, n^o 4, p. 3–19.
163. MĂRGHITAN, LIVIU : *Un cuptor din centrul de ars obiecte ceramice recent descoperit la Micia* <Un four appartenant au complexe de cuisson de la céramique découvert récemment à Micia>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 531–535.
164. MEDELET, F., T. SOROCEANU, N. GUDEA : *Descoperiri arheologice din epoca dacică la Pescari (jud. Caraș-Severin)* <Découvertes archéologiques d'époque dace à Pescari (département de Caraș-Severin)> - « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 465–475.
165. MEDELET, FLORIN : *Știrile antice asupra fortificațiilor la daco-geți* <Les informations antiques concernant les fortifications chez les Daco-Gètes>, « Tibiscus », 1971, p. 33–40.
166. MEDELET, FLORIN : *Asupra unor probleme ale prezenței sarmatice în Banat* <Considérations sur certains problèmes touchant la présence sarmatique au Banat>, « Tibiscus », 1971, p. 59–63.

167. MIHALACHE, V.: *Topoare de silex șlefuite descoperite pe teritoriul comunei Vale Ț Seacă (jud. Iași)* <Haches polies, en silex, découvertes sur le territoire de la commune de Valea Seacă (département de Jassy)>, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 627–631.
168. MIHĂILESCU-BÎRLIBABA, VIRGIL et GH. POENARU BORDEA: *Nolă adițională privind tezaurul de denari romani imperiali descoperit la Ghindăoani* <Note additionnelle concernant le trésor de deniers de l'Empire romain découvert à Ghindăoani (département de Neamț)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 385–388.
169. MITREA, BUCUR: *Découvertes récentes et plus anciennes de monnaies antiques et byzantines en Roumanie*, « Dacia », XV, 1971, p. 395–413.
170. MITREA, BUCUR: *Descoperiri recente și mai vechi de monede antice și bizantine în Republica Socialistă România* <Découvertes récentes et plus anciennes de monnaies antiques et byzantines dans la République Socialiste de Roumanie>, « SCIV », 22, 1971, n° 1, p. 115–134.
171. MITREA, BUCUR: *Problema monedelor postume de tip Filip al II-lea aflate în Dacia* <Le problème des monnaies posthumes du type Philippe II, trouvées en Dacie>, « SCIV », 22, 1971, n° 2, p. 165–177.
172. MITREA, BUCUR: *Două tezaure de monede romane republicane descoperite în Oltenia* <Deux trésors de monnaies de la république romaine découverts en Olténie>, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 579–591.
173. MITREA, BUCUR: *Note, comentarii și catalogul drahmelor din Dyrrhachium descoperite în tezaurul de la Pânade* <Notes, commentaires et catalogue des drachmes de Dyrrhachium découvertes dans le trésor de Pânade>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 177–207.
174. MITREA, BUCUR: *Alte drahme din Dyrrhachium descoperite în Moldova și drumul lor de pătrundere la est de Carpați. Tezaurul de la Grozești (jud. Bacău)* <Autres drachmes de Dyrrhachium découvertes en Moldavie et leur chemin de pénétration à l'est des Carpates. Le trésor de Grozești (département de Bacău)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 21–38.
175. MITREA, BUCUR: *Spre o revalorificare a tezaurilor de monede romane republicane descoperite în Dacia: tezaurul de la Ilieni (jud. Covasna)* <Vers une réévaluation des trésors de monnaies romaines républicaines découvertes en Dacie: le trésor d'Ilieni (département de Covasna)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 81–90.
176. MITREA, BUCUR: *Un document numismatic din a doua jumătate a secolului al III-lea: tezaurul de monede romane imperiale de la Olteni (județul Vilcea)* <Un document numismatique de la deuxième moitié du III^e siècle: le trésor de monnaies romaines impériales d'Olténi (département de Vilcea)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 115–143.
177. MITREA, BUCUR: *Știri noi cu privire la un tezaur de monede romane descoperit la Islaz (jud. Olt)* <Données récentes concernant un trésor de monnaies romaines découvert à Islaz (département d'Olt)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 305–326.
178. MITREA, BUCUR: *Două probleme de numismatică dobrogeană* <Deux problèmes de la numismatique de Dobroudja>, « Pontica », TV, 1971, p. 263–268.
179. MITREA, I.: *Un akinakes descoperit la Nănești (com. Parincea, jud. Bacău)* <Un akinakès découvert à Nănești>, (Commune de Parincea, département de Bacău)>, « SCIV », 22, 1971, n° 3, p. 491–494.
180. MOGA, MARIUS: *Tezaurul de monede republicane romane de la Secusigiu, județul Arad* <Le trésor de monnaies républicaines romaines de Secusigiu, département d'Arad>, « Rev. Muz. », VIII, 1971, n° 4, p. 321–325.

181. MOGA, MARIUS : *Pagus Tibisciensis. În legătură cu teritoriul rural al Ulpiei Traiana* <Pagus Tibisciensis. Relativement au territoire rural de l'Ulpia Traiana>, « Tibiscus », 1971, p. 41—50.
182. MOGA, MARIUS : *Castrul Berzobis* <Le camp fortifié de Berzobis>, « Tibiscus », 1971, p. 51—58.
183. MOGA, VASILE : *Contribuții la istoricul legiunii a XIII-a Gemina* <Contribution à l'histoire de la légion XIII Gemina>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 323—330.
184. MOGOȘANU, FLOREA : *Rezultatele ultimelor săpături arheologice privind paleoliticul din Peștera Hoților de la Băile Herculane* <Les résultats des dernières fouilles archéologiques concernant le paléolithique de Peștera Hoților de Băile Herculane>, « SCIV », 22, 1971, n° 1, p. 3—14.
185. MROZEK, STANISLAW : *Les prix dans les mines d'or de Dacie au II^e siècle de notre ère*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 443—452.
186. MUNTEANU, MARIA : *Despre magistraturile sătești din Dobrogea romană (sec. I—III e.n.)* <Considérations sur les magistratures paysannes de la Dobroudja romaine (I^{er}—III^e siècles de notre ère)>, « Pontica », IV, 1971, p. 125—136.
187. MUȘU, GH. : *Ritul nudității magice pe meleagurile țării noastre și la alte popoare* <Le rite de la nudité magique sur le territoire de notre pays et chez d'autres peuples>, « Stud. clas. », XIII, 1971, p. 159—170.
188. NÄGLER, THOMAS : *Vorbericht über die Untersuchungen im Hammersdorfer Gräbersfeld aus der Völkerwanderungszeit*, « Forsch. Volks. Landkde », Bd. 14, 1971, n° 1, p. 63—73.
189. NANIA, ION : *O nouă descoperire atribuită paleoliticului inferior în județul Vâlcea* <Une nouvelle découverte concernant le paléolithique inférieur dans le département de Vâlcea>, « SCIV », 22, 1971, n° 2, p. 291—293.
190. NICA MARIN : *O așezare de tip Starčevo-Criș lângă Basarabi (jud. Dolj)* <Un établissement du type Starčevo-Criș près Basarabi, département de Dolj>, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 547—556.
191. NICA, M. : *Evoluția culturii Vădastra pe baza descoperirilor de la Hotărani—Fărcașele (județul Olț)* <L'évolution de la culture Vădastra à la lumière des découvertes de Hotărani et de Fărcașele (département d'Olț)>, « Historica », II, 1971, p. 5—33.
192. NICOLAESCU-PLOȘOR, DARDU et WANDA WOLSKI : *O contribuție a antropologiei istorice la problema permanențelor în ritualul funerar* <Une contribution de l'anthropologie historique concernant le problème des permanences dans les pratiques rituelles funéraires>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 735—752.
193. NIȚU, A., C. BUZDUGAN et C. EMINOVICI : *Descoperirile arheologice de la Gura Văii (municipiul Gh. Gheorghiu-Dej)* <Les découvertes archéologiques de Gura Văii (municipe Gh. Gheorghiu-Dej)>, « Carpica », IV, 1971, p. 31—80.
194. NIȚU, ANTON : *Noi descoperiri de reprezentări antropomorfe în relief pe ceramica Cucuteni A* <Nouvelles découvertes de représentations anthropomorphes en relief sur la céramique de Cucuteni A>, « Carpica », IV, 1971, p. 81—88.
195. NIȚU, A. : *Vase antropomorfe ale ceramicii Stoicani—Aldeni din sudul Moldovei* <Vases anthropomorphes de la céramique de Stoicani—Aldeni du sud de la Moldavie>, « Cercet. ist. », II, 1971, p. 77—102.
196. NIȚU, A. et C. BUZDUGAN : *Așezarea cucuteniană de la Vișoara (Tg. Ocna)* <L'établissement appartenant à la civilisation Cucuteni de Vișoara—Tîrgu Ocna>, « Carpica », IV, 1971, p. 95—111.
197. NUBAR, H. : *Ein gotisch-alanisches Grab in Histria*, « Dacia », XV, 1971, p. 335—347.
198. NUBAR, H. : *Contribuții la topografia cetății Histria în epoca romano-bizantină. Considerații generale asupra necropolei din sectorul basilicilor « extra muros »* <Contributions à

- la topographie de la cité de Histria à l'époque romaine-byzantine. Considérations générales sur la nécropole du secteur de la basilique «extra muros», «SCIV», 22, 1971, n° 2, p. 199—215.
199. OCHEȘEANU, RADU : *Denari romani republicani descoperiți în Dobrogea* <Deniers romains républicains découverts en Dobroudja>, «Pontica», IV, 1971, p. 75—87.
 200. OCHEȘEANU, RADU : *O gemă gnostică descoperită la Constanța* <Une gemme gnostique découverte à Constanța>, «Pontica», IV, 1971, p. 303—309.
 201. OCHEȘEANU, RADU, et M. LICULESCU : *Denari romani republicani, într-o colecție particulară, descoperiți în Dobrogea* <Deniers romains républicains, dans une collection privée, découverts en Dobroudja>, «Pontica», IV, 1971, p. 269—272.
 202. OLTEANU, ȘT. : *Cele mai vechi mărturii arheologice privind extracția și reducerea minereului de fier pe teritoriul Dobrogei* <Les plus anciens vestiges archéologiques concernant l'extraction et la réduction du minerai de fer sur le territoire de la Dobroudja>, «SCIV», 22, 1971, n° 2, p. 295—299.
 203. PALADE, V. : *Un nou centru de prelucrare a cornului de cerb în secolul al IV-lea e.n. la Fedești, com. Suletea (jud. Vaslui)* <Un nouveau centre de transformation des bois de cerf au IV^e siècle de notre ère à Fedești, commune de Suletea (département de Vaslui)>, «Carpica», IV, 1971, p. 207—214.
 204. PALADE, V. : *Necropola din secolul al IV-lea e.n. de la Fălciu (jud. Vaslui)* <La nécropole du IV^e siècle de notre ère de Fălciu — département de Vaslui>, «Carpica», IV, 1971, p. 215—223.
 205. PANAIT, PANAIT I. : *Vechimea așezărilor sătești de pe brațul Borcea* <L'ancienneté des agglomérations rurales situées sur le bras de Borcea>, «Pontica», IV, 1971, p. 379—385.
 206. PAUL, IULIU : *O nouă descoperire «scitică» în Transilvania — cimitirul de înhumare de la Crăciunelul de Jos, jud. Alba* <Une nouvelle découverte «scythique» en Transylvanie le cimetière d'inhumation de Crăciunelul de Jos, district d'Alba>, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 93—101.
 207. PETOLESCU, CARMEN MARIA : *Opaițe romane din Dobrogea* <Lampes romaines de la Dobroudja>, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 665—672.
 208. PETOLESCU, CONSTANTIN C. : *Întinderea provinciei Dacia Inferior* <L'étendue de la province de Dacia Inferior>, «SCIV», «SCIV», 22, 1971, n° 3, p. 411—423.
 209. PETOLESCU, CONSTANTIN C. : *Notă epigrafică* <Note épigraphique>, «SCIV», 22, 1971, n° 1, p. 107—114.
 210. PETRE, AURELIAN : *Cucerirea orașelor pontice de către Burebista* <La conquête des villes pontiques par Burebistès>, «Pontica», IV, 1971, p. 97—104.
 211. PETRE, GH. I. : *Necropola și așezarea din epoca fierului de la Gătejești* <La nécropole et l'établissement de l'époque du fer de Gătejești>, «SCIV», 22, 1971, n° 4, p. 557—565.
 212. PETRESCU-DÎMBOVIȚA, MIRCEA et MARILENA FLORESCU : *Inventaria archaeologica. Corpus des ensembles archéologiques sous la direction de M—E. Mariën. Roumanie. Fascicule 7. Dépôt de l'âge du bronze tardif [Album]. [Bucarest], Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, 1971. 14 planches.*
 213. PETRESCU-DÎMBOVIȚA, M. : *Unele descoperiri arheologice din județul Galați în lumina noilor cercetări arheologice* <Quelques découvertes archéologiques du département de Galatz à la lumière des nouvelles recherches archéologiques>, «Danubius», V, 1971, p. 7—17.
 214. PIPPIDI, D. M. : *În jurul descoperirilor mitriace din peștera Adam* <En marge des découvertes mithriaques effectuées à la grotte d'Adam>, «Stud. clas.», XIII, 1971, p. 143—148.

215. POENARU BORDEA, GH.: *Însemnări privind amforele stampilate* <Notes concernant les timbres d'amphore>, « SCIV », 22, 1971, n° 3, p. 501–505.
216. POENARU BORDEA, GH.: *Numismatica și distrugerea Histriei în secolul al III-lea e.n.* <La numismatique et la destruction de la ville d'Histria au III^e siècle de n.è.>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 91–113.
217. POENARU BORDEA, GH.: *Monede bizantine de bronz din secolele V–VII în Dobrogea* <Monnaies byzantines en bronze des V^e–VII^e siècles découvertes en Dobroudja> « Bul. Monum. Ist. », XL, 1971, n° 3, p. 51–57.
218. POENARU BORDEA, GH.: *Monede recent descoperite la Histria și unele probleme de circulație monetară în Dobrogea antică* <Monnaies récemment découvertes à Histria et certains problèmes de circulation monétaire en Dobroudja antique>, « Pontica », IV, 1971, p. 319–337.
219. POENARU BORDEA, GH. et CONSTANȚA ȘTIRBU: *Tezaurul de denari romani republicani și de la începutul Principatului descoperit la Breaza, comuna Lisa (jud. Brașov)* <Le trésor de deniers romains républicains et du commencement du Principat découvert à Breaza, commune de Lisa – département de Brașov>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 265–282.
220. POENARU BORDEA, GH., CR. M. VLĂDESCU: *Denari romani republicani descoperiți la Bumbești—județul Gorj* <Deniers romains républicains mis au jour à Bumbești – département de Gorj>, « Rev. Muz. », VIII, 1971, n° 3, p. 259–260.
221. POP. CONSTANTIN, ȘTEFAN DĂNILĂ: *Statuetele romane reprezentând luptători* <Statuettes romaines figurant des guerriers>, « Banatica », 1971, p. 127–137.
222. POPA, ALEXANDRU: *Nivelul dezvoltării economiei dacice în lumina descoperirilor de la Piatra Craivii și Căpilna* <Le niveau de développement de l'économie dace à la lumière des découvertes de Piatra Craivii et de Căpilna>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 271–282.
223. POPESCU, DORIN: *Tezaure de argint dacice (I)* <Trésors daciques d'argent>, « Bul. Monum. ist. », XL, 1971, n° 4, p. 19–32.
224. POPILIAN, GH.: *O gemă gnostică de la Romula* <Une gemme gnostique de Romula> « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 211–213.
225. POPILIAN, G.: *Tezaurul de denari romani republicani descoperit la Ploșor (jud. Dolj)*, <Le trésor de deniers romains républicains découvert à Ploșor – (département de Dolj)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 380–384.
226. POPILIAN, GHEORGHE: *Termele de la Slăveni* <Les thermes de Slăveni>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 627–641.
227. POPILIAN, G.: *Descoperirea monetară de la Gostavăț (jud. Olt)* <La découverte monétaire de Gostavăț – département d'Olt>, « Historica », II, 1971, p. 35–51.
228. POPUȘOI, EUGENIA: *Aspecte ale elementelor vestimentare în plastica de la Igești, com. Blăgești (jud. Vaslui)* <Aspects des éléments vestimentaires dans l'art plastique d'Igești, commune de Blăgești – (département de Vaslui)>, « Carpica », IV, 1971, p. 89–94.
229. PREDA, CONSTANTIN: *Monedele getice de tip Virleju—București* <Les monnaies gètes du type Virleju—Bucarest>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 51–79.
230. PREDA, C.: *Monede dacice din bazinul Oltului mijlociu sau falsuri moderne?* <Monnaies daciques du bassin de l'Olt moyen ou de fausses monnaies?>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 247–249.
231. PROTASE, D.: *Riturile funerare la daci și daco-romani* <Les rites funéraires chez les Daces et les Daco-Romains>, Bucarest, Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, 1971, 223 p. + figures, cartes.

232. PROTASE, D.: *O familie de origine italică într-o inscripție de la Apulum*, <Une famille d'origine italique dans une inscription d'Apulum>, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 353–357.
233. PROTASE, D.: *Așezarea și cimitirul daco-roman de la Obreja (Transilvania). O nouă dovadă despre permanența populației autohtone în Dacia romană și post romană* <L'établissement et le cimetière daco-romain d'Obreja (Transylvanie). Une nouvelle preuve de la continuité de la population autochtone en Dacie romaine et post romaine>, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 135–160.
234. PROTASE, D.: *A existat la geto-daci concepția greco-romană despre «obolul lui Charon»?* (Y a-t-il eu chez les Géo-Daces la conception gréco-romaine concernant «l'obole de Charon»?), «SCIV», 22, 1971, n° 3, p. 495–500.
235. PROTASE, D.: *Observații asupra așezărilor rurale din Dacia romană și postromană (sec. II–VI) pînă la venirea slavilor* <Observations sur les agglomérations rurales de la Dacie romaine et post-romaine (II^e–VI^e siècles) jusqu'à la venue des Slaves>, «Banatica», 1971, p. 93–105.
236. PURECE, SERGIU: *Atlas istoric vilcean. Vilcea. 600.000 î.e.n.–271 e.n.* <Atlas historique du Vilcea. Vilcea, 600.000 avant notre ère – 271 de notre ère>, «Studii vilcene», 1971, p. 209–223.
237. RADU, DIONISIE: *Descoperiri arheologice pe teritoriul satului Curciu (jud. Sibiu)* <Découvertes archéologiques sur le territoire du village de Curciu (district de Sibiu)>, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 483–497.
238. RADU, ORTANSA: *Asupra unui mormint de incinerare de la Cruceni* <Considérations sur une tombe d'incinération de Cruceni>, «Tibiscus», 1971, p. 19–23.
239. RĂDULESCU, A.: *Podoabe de bronz ale unui car roman și depozitul de țigle de la Telița—jud. Tulcea* <Ornements en bronze d'un char romain et le dépôt de tuiles de Telița—département de Tulcea>, «Pontica», IV, 1971, p. 273–287.
240. ROMAN, PETRE I.: *Strukturänderungen des Endäneolithikums im Donau—Karpaten—Raum*, «Dacia», XV, 1971, p. 31–169.
241. RUSU, MIRCEA: *Note asupra relațiilor culturale dintre slavi și populația romanică din Transilvania (sec. VI–X)* <Notes sur les relations culturelles entre les slaves et la population romaine de Transylvanie (VI^e–X^e siècles)>, «Apulum», vol. IX, 1971, p. 713–730.
242. RUSU, MIRCEA: *Cultura Tisa* <La culture de Tisa>, «Banatica», 1971, p. 77–83.
243. RUSSU, I. I.: *Sextus Vibius Gallus*, «Acta M.N.», VIII, 1971, p. 531–537.
244. RUSSU, I. I.: *Despre populația și romanizarea Moesiei Superior (în legătură cu monografia lui A. Mócsy)* <Considérations sur la société et la romanisation en Mésie Supérieure (relativement à la monographie de A. Mócsy)>, «SCIV», 22, 1971, n° 2, p. 313–330.
245. SÂMPETRU, M.: *Situația imperiului romano-bizantin la Dunărea de jos la sfîrșitul secolului al VI-lea și începutul celui de-al VII-lea* <La situation de l'Empire romano-byzantin au Bas Danube à la fin du VI^e et au commencement du VII^e siècle>, «SCIV», 22, 1971, n° 2, p. 217–245.
246. SÂMPETRU, M. et D. ȘERBĂNESCU: *Mormintul de călăreț nomad descoperit la Curcani (jud. Ilfov)* <Tombe de cavalier nomade découverte à Curcani—(département d'Ilfov)>, «SCIV», 22, 1971, n° 3, p. 443–455.
247. SCORPAN, C.: *Noi descoperiri getice în Dobrogea romană, secolele II–VI e.n.* <Nouvelles découvertes gétiques en Dobroudja romaine, II^e–VI^e siècles de notre ère>, «Pontica», IV, 1971, p. 137–153.

248. SIMACHE, N. I.: *Două tezaure de denari romani republicani de la Muzeul de istorie din Ploiești* <Deux trésors de deniers romains républicains du Musée d'histoire de Ploiești>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 377–379.
249. SOROCEANU, T.: *Un mormânt de incinerare de la Cristurul Secuiesc* <Une tombe d'incinération de Cristurul Secuiesc>, « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 499–502.
250. STOICOVICI, EUGEN und IUDITA WINKLER: *Über die Stenzen von Pecica und von Ludești*, « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 477–479.
251. STRATAN, ION: *Contribuții la cunoașterea paleoliticului din Banat* <Contributions à l'étude du paléolithique du Banat>, « Tibiscus », 1971, p. 7–18.
252. SUCEVEANU, AL.: *În legătură cu data de anexare a Dobrogei de către romani* <A propos de la date d'annexion de la Dobroudja par les Romains>, « Pontica », IV, 1971, p. 105–123.
253. SUCEVEANU, AL. et C. SCORPAN: *Stratigrafia Histriei romane târzii în lumina săpăturilor din 1969 și 1970 în sectorul central* <La stratigraphie de l'Histrie romaine tardive à la lumière des fouilles effectuées en 1969 et 1970 dans le secteur central>, « Pontica », IV, 1971, p. 155–172.
254. SULIȚEANU, MARCEL: *În legătură cu tehnica monetară la gëto-daci* <A propos de la technique monétaire chez les Gëto-Daces>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 251–253.
255. SZÉKELY, ZOLTÁN: *Contributions à la connaissance du développement de la civilisation Nietenberg*. « Dacia », XV, 1971, p. 307–317.
256. SZÉKELY, ZOLTÁN: *Éléments byzantins dans la civilisation matérielle des VI^e–VIII^e siècles dans le Sud-Est de la Transylvanie*, « Dacia », XV, 1971, p. 353–358.
257. SZÉKELY, ZOLTÁN: *Contribuții la cunoașterea epocii bronzului în sud-estul Transilvaniei* <Nouvelles données sur l'âge du bronze dans le sud-est de la Transylvanie>, « SCIV », 22, 1971, n^o 2, p. 387–400.
258. SZÉKELY, ZOLTÁN: *Noi descoperiri monetare grecești în județul Covasna* <Nouvelles découvertes de monnaies grecques dans le département de Covasna>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 361.
259. SZÉKELY, ZOLTÁN: *Date referitoare la cucerirea sud-estului Transilvaniei de către romani și persistența elementului dacic* <Données concernant la conquête du sud-est de la Transylvanie par les Romains et la persistance de l'élément dacique>, « Cumi-dava », IV, 1970, p. 49–55.
260. ȘTEFAN, ALEXANDRA: *Applications des méthodes mathématiques à l'épigraphie*, « Stud. clas. », XIII, 1971, p. 29–45.
261. ȘTEFAN, AL. S.: *Troesmis, considerații topografice* <Troesmis, considérations topographiques>, « Bul. Monum. Ist. », XL, 1971, n^o 4, p. 43–52.
262. TANȚĂU, RODICA: *Restudierea tezaurului de monede romane republicane de la Stupin (jud. Bistrița-Năsăud)* <Réexamen du trésor de monnaies romaines républicaines de Stupini (district de Bistritz-Năsăud)>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 255–264.
263. TEODOR, DAN GH.: *Descoperiri din secolele VI–VII e.n. la Iași, Crucea lui Ferentz* <Découvertes à Jassy de vestiges des VI^e–VII^e siècles de notre ère. La Croix de Ferentz>, « Cercet. ist. », II, 1971, p. 119–128.
264. TUDOR, DUMITRU: *Sirienii în Dacia inferioară* <Les Syriens dans la Dacie Inférieure> « Apulum », vol. IX, 1971, p. 659–661.
265. TUDOR, DIMITRIE: *Podurile romane de la Dunărea de Jos* <Les ponts romains au Bas-Danube>, Bucarest, Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, 1971, 211 p.

266. UDRESCU, MIRCEA ȘT. : *Notă asupra resturilor scheletice ale calului descoperit în mormintul de călăreț de la Curcani—Ilfov* <Note sur les restes du squelette d'un cheval, découvert dans la sépulture du cavalier de Curcani—Ilfov>, « SCIV », 22, 1971, n° 3, p. 463—468.
267. VÁCZY, C. : *Nomenclatura dacică a plantelor la Dioscorides și Pseudo-Apuleius (Parlea a III-a)* <La nomenclature dacique des plantes chez Dioscorides et Pseudo-Apuleius (III^e partie)>, « Acta M.N. », VIII, 1971, p. 109—133.
268. VICOVEANU, D. : *Metodă pentru restaurarea oului antic* <Méthode pour la restauration de l'œuf antique>, « Cercet. ist. », II, 1971, p. 69—75.
269. VLASSA, NICOLAE : *Contribuții la problema racordării cronologiei relative a neoliticului Transilvaniei la cronologia absolută a Orientului Apropiat (I)* <Contributions au problème du raccordement de la chronologie relative du néolithique de la Transylvanie à la chronologie absolue du Proche-Orient>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 21—63.
270. VOICU, CONSTANTIN : *O descoperire celtică la Perișor, județul Dolj* <Une découverte celtique effectuée à Perișor (département de Dolj)>, « Rev. Muz. », VIII, 1971, n° 1, p. 59.
271. VULPE, AL. : *Cu privire la sistemul cronologic al lui B. Hänsel pentru epoca mijlocie a bronzului* <Relativement au système chronologique de B. Hänsel pour l'époque moyenne du bronze>, « SCIV », 22, 1971, n° 2, p. 301—312.
272. VULPE, A. : *Toporul de bronz cu două tășuri de la Izvoarele (jud. Ilfov)* <La hache en bronze à deux tranchants mise à jour à Izvoarele (district d'Ilfov)>, « SCIV », 22, 1971, n° 3, p. 485—489.
273. VULPE, ALEXANDRU et VIOREL CĂPITANU : *Une tombe isolée de l'époque de Lalène à Răcălău*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 155—164.
274. VULPE, RADU : *À la mémoire de Jean Baradez : le trophée d'Adamclissi et la stratégie de Décébale*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 523—526.
275. VULPE, RADU : *Fulgerul lui Jupiter de la Tapae* <La foudre de Jupiter à Tapae>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 571—584.
276. WINKLER, IUDITA : *Despre pătrunderea denarilor lui Marcus Antonius în Dacia* <A propos de la pénétration en Dacie des deniers romains émis par Marc Antoine>, « SCIV », 22, 1971, n° 1, p. 97—105.
277. WINKLER, IUDITA : *Moneda « Provincia Dacia »* <La monnaie « Provincia Dacia »>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 145—160.
278. WINKLER, IUDITA : *Tzaurul de denari romeni descoperit la Grădiștea de Munte în anul 1879* <Le trésor de deniers romains découvert à Grădiștea de Munte en 1879>, « Stud. cercet. numism. », vol. V, 1971, p. 283—303.
279. WINKLER, IUDITA : *Tezaurul monetar din secolul III e.n. descoperit la Apulum în 1902* <Le trésor monétaire du II^e siècle n.è. mis au jour à Apulum en 1902>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 359—369.
280. WINKLER, IUDITA : *Despre datarea tezaurului antic descoperit lângă Sebeș în 1491* <A propos de la date à laquelle remonte le trésor antique découvert aux environs de Sebeș en 1491>, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 527—529.
281. WINKLER, IUDITA et CONST. BĂLOI : *Circulația monetară în așezările antice de pe teritoriul comunei Orlea* <La circulation monétaire dans les établissements antiques du territoire de la commune d'Orlea>, « Acta, M.N. », VIII, 1971, p. 161—172.
282. WOLLMANN, VOLKER : *Valoarea cercetărilor metalografice pentru studierea unor descoperiri arheologice II* <Valeur des recherches métallographiques pour l'étude de certaines découvertes archéologiques>, « Apulum », vol. IX, 1971 p. 283—292.

283. WOLSKI, WANDA : *Sur la datation des tombes romaines de Cluj, strada Plugarilor*, « Apulum », vol. IX, 1971, p. 585—597.
284. ZAH, EMANOIL : *Exploatarea fierului în Dobrogea veche* <L'exploitation du fer dans la Dobroudja antique>, « Pontica », IV, 1971, p. 191—207.
285. ZAH, EM. et AL. SUCEVEANU : *Besi consistente*, « SCIV », 22, 1971, n° 4, p. 567—578.
286. ZAHARIA, EUGENIA : *Données sur l'archéologie des IV^e—XI^e siècles sur le territoire de la Roumanie. La culture Bratei et la culture Dridu*, « Dacia », XV, 1971, p. 269—287.
287. ZAHARIA, EUGENIA et BUGUR MITREA : *Sur le développement de l'archéologie et de la numismatique en Roumanie*, « Rev. Roum. Hist. », X, 1971, n° 1, p. 101—127.
288. ZIRRA, VLAD : *Beiträge zur Kenntnis des Keltischen Latène in Rumänien*, « Dacia », XV, 1971, p. 171—238.

Gabriela Wagner

La REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE publie des articles d'un niveau scientifique supérieur, dans les domaines de l'archéologie, de l'histoire médiévale, de l'histoire moderne et contemporaine, de l'histoire de la culture, etc. Les rubriques « Mélanges », « Chroniques bibliographiques », « Comptes rendus », « Notes » et « La vie scientifique » contiennent des commentaires sur les travaux de spécialité les plus récents parus en Roumanie et sur les publications de l'étranger traitant de l'histoire roumaine, de brèves mentions par lesquelles sont portées à la connaissance des lecteurs certaines manifestations scientifiques du domaine de l'histoire (symposiums, colloques, commémorations et anniversaires), aussi bien que l'activité scientifique de la section d'histoire de l'Académie des sciences sociales et politiques de la République Socialiste de Roumanie et de ses instituts d'histoire, etc.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

REVUES PUBLIÉES AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- ⑤ STUDII — REVISTĂ DE ISTORIE
- ⑤ REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE
- ⑤ STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIE VECHIE
- ⑤ DACIA. REVUE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE ANCIENNE
- ⑤ REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES
- ⑤ ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE — CLUJ
- ⑤ ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE ȘI ARHEOLOGIE — IAȘI
- ⑤ STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIA ARTEI
 - SĂRIA ARTĂ PLASTICĂ
 - SĂRIA TEATRU — MUZICĂ — CINEMATOGRAFIE
- ⑤ REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE DE L'ART
- ⑤ STUDII CLASICE